

ANALYSE SOCIOLOGIQUE
DES SYSTEMES POLITIQUES LOCAUX
Avec une étude de cas sur une commune du Valais

Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales
de l'Université de Genève par

ULI WINDISCH

pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences
économiques et sociales
mention sociologie

Membres du jury de thèse

M. Georges Balandier, professeur, Paris

M. Michel Bassand, professeur, Genève

M. André Donnet, professeur, Lausanne

M. Roger Girod, professeur, Genève, directeur de thèse

M. Charles Roig, professeur, Genève, président du jury

1975

Thèse N° 240

L'Age d'Homme
Lausanne
1976



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ANALYSE SOCIOLOGIQUE
DES SYSTEMES POLITIQUES LOCAUX
avec une étude de cas sur une commune du Valais

La Faculté des sciences économiques et sociales,
sur préavis du jury, a autorisé l'impression de la présente thèse,
sans entendre, par là, émettre aucune opinion sur les propositions
qui s'y trouvent énoncées et qui n'engagent
que la responsabilité de leur auteur.

Genève, le 11 juillet 1975

Le doyen :

Luigi Solari

**ANALYSE SOCIOLOGIQUE
DES SYSTEMES POLITIQUES LOCAUX**
Avec une étude de cas sur une commune du Valais

Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales
de l'Université de Genève par

ULI WINDISCH

pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences
économiques et sociales
mention sociologie

Membres du jury de thèse

M. Georges Balandier, professeur, Paris

M. Michel Bassand, professeur, Genève

M. André Donnet, professeur, Lausanne

M. Roger Girod, professeur, Genève, directeur de thèse

M. Charles Roig, professeur, Genève, président du jury

Thèse N° 240

L'Age d'Homme
Lausanne
1976



REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont en premier lieu aux personnes sans l'aide desquelles mon étude n'aurait pas vu le jour. Parmi elles, je dois une reconnaissance toute particulière à l'ensemble des membres du jury de thèse. Leurs précieuses critiques ont grandement contribué à l'enrichissement de mon travail.

Si les habitants de Chermignon ne m'avaient pas permis de pénétrer dans le labyrinthe de leur vie politique mon étude aurait également été impossible. La reconnaissance que je leur dois est d'autant plus chaleureuse.

Mes remerciements vont enfin à l'Etat du Valais qui a soutenu mes travaux de multiples façons.

Indications préliminaires

1. *Les premières apparences de la collectivité choisie.*

La recherche envisagée est une étude de collectivité locale. Mais, contrairement à beaucoup d'études de collectivités et de monographies où la vie politique locale ne prend que peu de place, dans notre cas, *la politique* devient le thème central de l'analyse et de l'interrogation sociologiques.

La commune choisie, Chermignon, se situe en Valais (l'un des vingt-deux cantons que compte la Suisse). Elle comprend une station touristique très connue, Crans-sur-Sierre, et trois villages. Sa population est d'environ 2.000 habitants. Elle présente plusieurs caractéristiques très surprenantes. Ces caractéristiques ont déterminé le choix de l'unité d'observation.

Chermignon est une commune rurale de montagne qui a connu, en l'espace de quelques décennies, un développement touristique fulgurant. Aux quelques centaines de ruraux du début du siècle, s'est superposée une énorme station touristique qui accueille plus de trente mille touristes pour les sports d'hiver. Si le développement économique relève du gigantisme, le système politique n'a, par contre, guère changé.

Premier fait surprenant et apparemment assez exceptionnel : ce système politique repose encore partiellement sur des relations de parenté, sur des clans, comme dans les sociétés segmentaires de certains autres continents. Deux clans, trois depuis quelques années, se livrent à une lutte sans merci pour la détention du pouvoir. La vie politique de la commune est particulièrement agitée, virulente même.

Dans une société urbanisée où l'abstentionnisme constitue fréquemment un trait dominant, le fait que près de 100 % des électeurs

participent régulièrement aux élections, a de quoi retenir l'attention, surtout lorsqu'on considère le domaine du politique comme un « révélateur privilégié » de la réalité sociale¹.

La lutte politique entre ces clans politico-familiaux (leur nature exacte est à déterminer) ne correspond cependant pas à un antagonisme entre catégories ou classes sociales opposées. Toutes les couches sociales de la population et tous les partis politiques existants (de droite ou de gauche) sont représentés dans chaque clan. Une sorte de « conscience de clan » semble dominer largement la conscience de classe.

En outre, la division politique en clans semble s'étendre à presque tous les autres niveaux de la réalité communale : économique, social et culturel. Tout se passe comme si chaque clan avait ses propres commerces, entreprises, patrons, cafés, banques, etc. Il n'est pas exclu qu'une grande partie des mariages soient contractés entre membres d'un même clan.

Les irrégularités, la fraude électorale, les recours, les procès prennent des dimensions, à première vue, inhabituelles. La contrainte est très largement répandue et s'exerce de manière particulièrement subtile. Elle est peut-être même intériorisée par les personnes qui en font l'objet.

Le pouvoir apparaît comme particulièrement exclusif et restrictif. Une minorité très restreinte semble se réserver les fonctions politiques, de génération en génération.

Plutôt que de se laisser ébranler par les transformations sociales et économiques récentes que la commune a subies, ces détenteurs du pouvoir ont eu l'habileté et la ruse suprêmes d'« intégrer » la modernité, de se servir d'elle pour assurer et perpétuer ce système politique traditionnel, soit aussi pour se maintenir au pouvoir.

Quant à l'organisation des clans, bien que totalement informelle, elle semble extrêmement complexe et rigoureuse. Son efficacité relève de la perfection.

Ces éléments ne constituent en rien une description synthétique de la situation politique de cette commune. Il s'agit simplement de quelques *faits* frappants qui nous sont apparus lors du premier contact, sous forme d'observation participante, avec le terrain de recherche. Ce sont eux qui ont aiguisé la curiosité du chercheur, l'ont incité à entreprendre des investigations approfondies et amené à interroger et à analyser cette situation politique d'une manière aussi large et fondamentale que possible.

1. Des taux de participation avoisinant 80 à 90 % sont assez fréquents dans les communes rurales. Des taux régulièrement très proches de 100 % relèvent, en revanche, plutôt de l'exception.

2. *A propos de la démarche suivie.*

Tant au niveau méthodologique que théorique notre approche de ce phénomène politique comprend certaines particularités. Ainsi, on ne définit pas une fois pour toutes les concepts, les hypothèses et la théorie au début du travail (cela est même impossible). Ils sont construits parallèlement à la mise au jour progressive des multiples aspects de cette situation politique. La recherche elle-même devient un processus dans lequel de nouveaux concepts, théories et hypothèses s'ajoutent aux précédents ou les remplacent lorsqu'ils permettent une compréhension plus globale et profonde d'un phénomène. Certains éléments fondamentaux de ce système politique local n'ont, en effet, été mis au jour qu'après une ou deux années de recherche sur le terrain.

Le fait que l'on se trouve en présence de clans rend compte d'une autre spécificité de l'approche. Dans tout groupe social existent des rapports informels qui s'écartent des structures explicites et coexistent parallèlement à ces dernières. Ces rapports informels jouent un rôle important en particulier dans l'attribution des responsabilités sociales et politiques. En milieu rural, il est tout à fait habituel que ces structures informelles soient plus ou moins dépendantes des liens familiaux.

Le cas que nous allons étudier relève de ces phénomènes généraux. Cependant, il fait intervenir non seulement des liens familiaux mais des mécanismes proprement claniques. Il est assez remarquable de les voir fonctionner dans une commune qui est devenue une véritable ville touristique. La présence de ces mécanismes claniques va nous amener à interroger ce système politique sous des angles à la fois sociologiques, politiques et anthropologiques.

Plus généralement, nous faisons appel à des concepts et des théories de plusieurs disciplines et de divers champs à l'intérieur d'une même discipline. Plutôt que de vérifier ce phénomène politique à la lumière d'une théorie bien déterminée, nous voulons l'interroger d'une manière aussi large que possible et en fonction de théories multiples, dont certaines semblent n'entretenir, a priori, aucun lien avec le phénomène en question.

Une telle démarche ne comporte pas que des avantages. En empruntant un concept, une théorie à une autre discipline on ne peut évidemment en faire l'histoire, signaler tous les auteurs qui ont contribué à leur élaboration, faire état de toutes les nuances et controverses ; ce n'est pas l'exhaustivité mais la valeur heuristique qui nous intéresse dans ce cas. Nous voulons approcher ce phénomène politique sous le plus grand nombre possible d'aspects et de dimensions. L'analogie et le tâtonnement ne sont-ils pas des procédures typiquement scientifiques ? Si la procédure analogique entraîne nécessairement la simplification, elle peut cependant, dans un deuxième temps, conduire à la mise au jour de nouvelles dimensions d'un phéno-

mène donné. C'est cette dernière propriété que nous essayons de faire jouer dans notre étude.

Il n'est pas question de faire le bilan des acquis d'autres disciplines mais simplement de leur emprunter des éléments limités susceptibles d'enrichir directement la compréhension et l'explication de notre objet d'étude. Pour justifier notre démarche, il faudra que nous puissions au moins opposer les résultats ainsi obtenus aux limites et dangers qui lui sont inhérents. Les auteurs oubliés ou non connus de notre part à propos de tel thème particulier, le fait de ne pas mentionner les perfectionnements les plus récents dans un domaine particulier font partie des inconvénients d'une telle démarche.

La démarche est ensuite casuistique et clinique puisqu'il s'agit d'une analyse en profondeur d'un cas particulier et non de l'étude de la distribution statistique d'un phénomène donné. Notre étude doit donc être évaluée en fonction du degré de profondeur de la saisie du phénomène.

Nous nous proposons ensuite non seulement de décrire (ce qui est le propre d'une monographie) cette situation politique, mais de la comprendre et de l'expliquer. D'où une *démarche théorico-méthodologique* qui se veut à la fois compréhensive et explicative.

Quant à la *méthode* proprement dite, elle est donc clinique et casuistique puisque le système politique en question possède des caractères particulièrement accentués. En outre, comme ce système politique passe actuellement par une phase de crise profonde, la sociologie de l'événement et de la crise doit en révéler des aspects non visibles en « temps normal ».

Les *techniques* nécessaires à la réalisation d'un tel projet sont essentiellement centrées sur l'observation participante, l'interview en profondeur et l'analyse de documents. L'interview en profondeur est importante parce que nous voulons rendre compte de la manière dont la *population elle-même* perçoit et vit ce système politique. On entrevoit ainsi les analogies qu'il peut y avoir entre un tel projet et l'optique qui est celle des ethnométhodologues.

Chapitre I

Cadre introductif

1. *Présentation de la commune.*

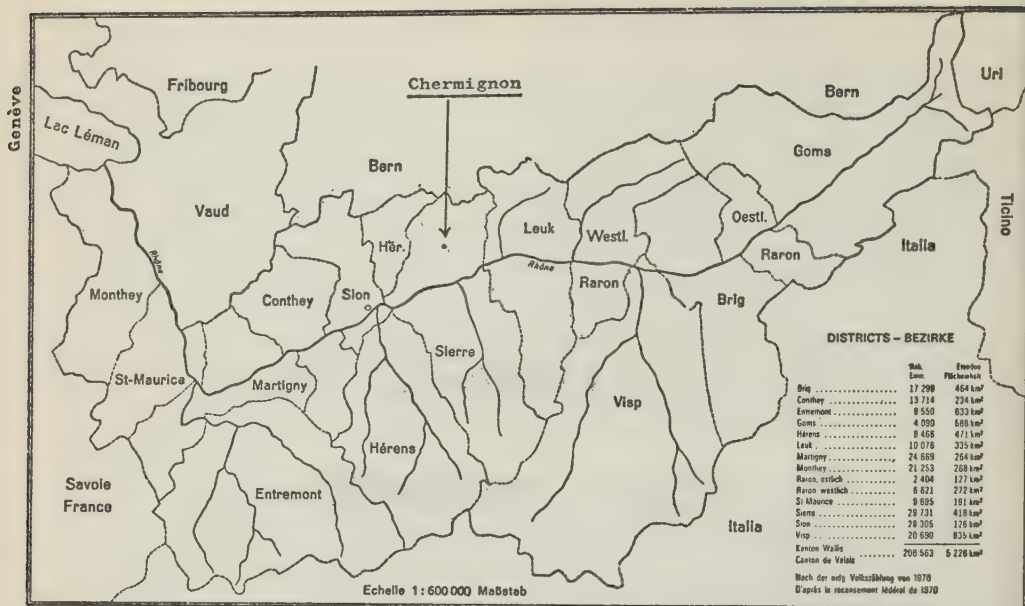
1.1. *Situation géo-climatique.*

La commune de *Chermignon* fait partie de l'unité administrative plus vaste du district de Sierre. Elle se situe sur la rive droite du Rhône, côté Alpes bernoises. Cette rive est *la plus ensoleillée du Valais* et tout particulièrement dans cette région. Ce nombre élevé d'heures d'insolation explique, partiellement, le *développement touristique* qu'a connu cette contrée du canton du Valais. Il faut noter que la commune de Chermignon s'étend depuis la plaine du Rhône jusqu'aux sommets montagneux.

Ce n'est pas une commune exclusivement montagnarde. Son hétérogénéité est donc une autre caractéristique. La commune a deux grands pôles d'attraction : au sud, la plaine du Rhône ; au nord, une importante station touristique.

En partant de la plaine, on trouve un premier village, *Ollon*, à 628 m d'altitude, ensuite *Chermignon-d'en-Bas* à 927 m, puis *Chermignon-d'en-Haut* à 1.168 m et finalement à 1.500 m la station touristique de *Crans-sur-Sierre* (appelée simplement Crans dorénavant) dont une partie seulement se trouve sur la commune de Chermignon. Cette station touristique est en effet *partagée entre plusieurs communes*. De plus, Crans n'est pas le seul lieu touristique de cette région. Il y a également la station de *Montana*, contiguë.

Ces deux stations forment un ensemble touristique situé sur un



Carte scolaire du canton du Valais, Kummerly & Frey, Berne, (division en districts)

vaste plateau montagneux qui est partagé entre quatre communes politiques : Lens, Chermignon, Montana et Randogne. Ces divisions d'ordre administratif et politique devraient rendre compte des difficultés touristiques comme un tout, difficultés provenant des particularismes et des antagonismes qui opposent ces entités.

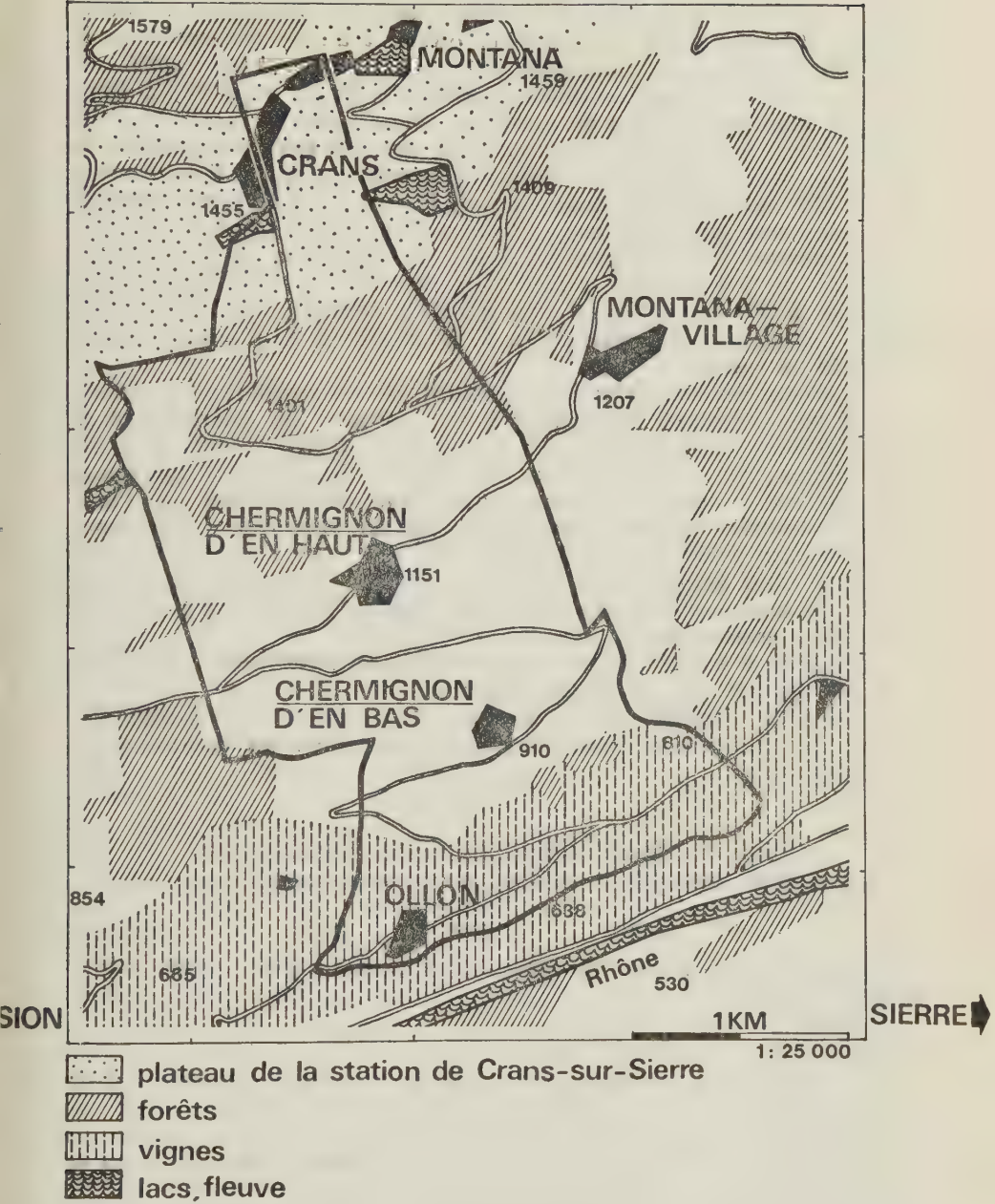
1.2. Situation socio-économique, démographique et culturelle.

La commune de Chermignon a passé en très peu de temps d'une économie essentiellement agricole et rurale à une économie diversifiée où le tourisme, l'artisanat et de nombreuses activités complémentaires à ces derniers prennent une place croissante.

Evolution de la population depuis 1850

année	nombre d'habitants	taux d'accroissement
1850	522	
1910	848	62 %
1920	950	8,9 %
1930	1.055	9 %
1941	1.214	8,6 %
1950	1.330	9 %
1960	1.520	8,1 %
1970	1.925	26,6 %

COMMUNE DE CHERMIGNON



Retenons une tendance générale : plus on se rapproche de l'époque actuelle et plus l'accroissement de la population s'accroît. L'évolution démographique étant un excellent indicateur du *développement économique*, on retiendra que le taux de croissance de la population de Chermignon figure *parmi les plus élevés du Valais*.

D'autres composantes telles la structure de la population, l'origine des habitants, le lieu de naissance, la religion, la langue ont été bouleversées, bouleversements qui n'ont pas été sans transformer la structure sociale, culturelle et politique de cette région. A titre d'exemple, en 1920, 60 personnes seulement de la commune étaient nées dans d'autres communes du Valais ; 5 personnes dans d'autres cantons et 6 personnes à l'étranger. En 1960, les personnes de la première catégorie ont passé à 301, celles de la deuxième à 76 et celles de la troisième à 97. Actuellement, ces derniers chiffres sont encore plus élevés. Le brassage des populations a, lui aussi, été en s'accroissant au cours du 20^e siècle.

A propos de ces divers changements, on remarque que la quasi-totalité des personnes étrangères à la commune de Chermignon se sont installées dans la station touristique de Crans et non dans les trois villages. On se trouve ainsi en présence de plusieurs ensembles sociologiques nettement distincts à l'intérieur d'une même commune. Cette distinction prendra sans aucun doute toute son importance lors de l'analyse de la vie politique.

Etat civil, langue et religion. En 1920, 4 personnes seulement étaient de langue allemande, aucune de langue italienne, 2 personnes de religion protestante.

En 1960, il y avait 78 personnes de langue allemande, 54 de religion protestante, 55 de langue italienne.

Evolution générale de la structure économique. L'évolution des grands secteurs économiques permet de déterminer les variations les plus générales.

*Evolution de la situation économique depuis 1920
par secteur économique, en chiffres absolus et en pourcentage*

	1960	1950	1941	1920
1. Agriculture	162 = 29 %	258 = 55 %	261 = 62 %	302 = 82 %
2. Industrie métiers, artisanat, construction	219 = 39 %	135 = 29 %	101 = 24 %	20 = 5 %
3. Commerce hôtellerie transports	176 = 32 %	75 = 16 %	58 = 14 %	45 = 13 %
Total des personnes actives	557 100 %	468 100 %	420 100 %	367 100 %

Le fait marquant est sans conteste le recul très marqué du pourcentage de la population occupée dans l'agriculture. Mais, contrairement à d'autres régions agricoles, les personnes qui ont abandonné l'agriculture n'ont pas pour autant quitté la commune ; il n'y a *pas eu d'exode rural* dans cette région. Ces personnes ont trouvé du travail sur place, grâce à l'important développement touristique. Ce développement touristique a entraîné une extension parallèle du secteur secondaire (de la construction essentiellement).

L'analyse par secteur économique étant quelque peu générale, il convient de tenter une description plus précise et nuancée.

a) *Agriculture*. Le recensement fédéral de 1960 indique le chiffre de 162 personnes occupées dans ce secteur, soit 29 % de la population active. Ce pourcentage ne rend pas compte de la situation réelle. Il pourrait même être à la base de fausses interprétations, car des paysans authentiques, il n'y en a pratiquement plus. Les personnes classées dans ce secteur sont en réalité *viticulteurs* et, souvent, pendant une certaine période de l'année, ouvriers ou employés. Un grand nombre de personnes, classées dans la catégorie trop générale des agriculteurs dans les statistiques fédérales, sont en fait des *viticulteurs-ouvriers-employés*.

b) *Industrie, métiers, artisanat et construction (secteur secondaire)*. Le nombre de personnes actives dans le secteur secondaire a augmenté dans des proportions considérables, passant d'un effectif de 20 en 1920 à 219 en 1960. Depuis cette dernière date, ce chiffre a encore augmenté et un avenir brillant semble assuré au tertiaire. Ici aussi, il faut considérer séparément les différentes activités que comprend ce secteur car elles sont représentées de manière très inégale à Chermignon.

Prenons *l'industrie* d'abord. Sur le territoire de la commune, il n'existe aucune industrie. Mais, depuis 1905, date de la construction de l'usine de Chippis (A.I.A.G.) dans la plaine du Rhône, un grand nombre de personnes ont trouvé du travail en devenant naveteurs. Cependant, à aucun moment au cours du xx^e siècle, il n'y a eu de prolétariat au sens strict dans la commune de Chermignon. Chaque ouvrier est resté paysan ou viticulteur, gardant en partie sa situation d'indépendant.

Nous rencontrons ici une autre difficulté due à la nature de la classification adoptée par les recensements fédéraux. Il est en effet impossible de savoir selon quels critères et à partir de quel seuil un ouvrier-viticulteur ou un viticulteur-ouvrier est classé plutôt dans le secteur primaire ou dans le secteur secondaire. En revanche, il est certain que des 219 personnes classées dans le secondaire en 1960, très peu sont occupées dans l'industrie. C'est dans la *construction* que l'on trouve actuellement la presque totalité des travailleurs du secondaire (le développement touristique a nécessité la mise en place d'un grand nombre d'hôtels, chalets, restaurants, commerces, bâtiments locatifs). Le développement de la construction explique à son

tour l'importance grandissante des divers métiers propres à la construction : maçons, menuisiers, appareilleurs, peintres, etc.

En résumé, les 219 personnes occupées dans le secondaire sont très inégalement réparties entre les diverses branches de ce secteur : l'industrie, les métiers, l'artisanat et la construction. Cette dernière branche est pour l'essentiel dans l'augmentation de 34 % de ce secteur (5 % en 1920 et 39 % en 1960).

c) Commerce, hôtellerie et transports (tertiaire).

Comme le secondaire, ce secteur est devenu de plus en plus important au cours du 20^e siècle. En comparant le secondaire et le tertiaire, on remarque que leur accroissement respectif, entre 1920 et 1960, n'a pas été identique. Le pourcentage du secondaire a passé de 5 à 39 % et celui du commerce, de l'hôtellerie et des transports de 13 à 32 %. D'autre part, en 1950, le tertiaire ne représentait que 16 %, tandis que le secondaire occupait déjà 29 % de la population active. Plusieurs constatations peuvent être faites à ce stade. Le tourisme s'est développé très tôt dans cette région, plus tôt que les diverses activités rattachées au secondaire. Malgré cette précocité, ce développement a été très lent jusque vers les années qui ont précédé 1960, beaucoup plus lent que celui du secondaire. Le boom économique, caractérisé par un développement intense de ces deux secteurs à la fois, ne commence qu'avec l'après-guerre, entre 1950 et 1960. A propos de la précocité du développement touristique, il est vrai que, par rapport à d'autres stations touristiques valaisannes actuelles, on a très tôt tiré profit de ce site favorisé du point de vue géographique et climatique. Le premier hôtel fut construit en 1892 à Montana¹.

Les nombreuses heures d'insolation de cette région ne seront pas uniquement utilisées à des fins touristiques mais à des fins thérapeutiques : ce sera la création de *sanatoriums*. Ces derniers ne sont toutefois localisés que sur le territoire de Montana et de Randogne. Sur Chermignon, il n'y en a pratiquement jamais eu.

Un second avantage de cette région est la structure topographique du terrain : le vaste plateau qui s'étend sur plusieurs communes à 1.500 m d'altitude. Très tôt également, en 1905, ce plateau sera mis en valeur par la construction d'un *jeu de golf*, qui acquerra avec le temps une renommée internationale. Un deuxième jeu de golf, moins important celui-là, sera construit par la suite. Le golf, n'étant pas un sport de prolétaires, donnera naissance à un « tourisme d'élite » (terme utilisé dans le langage local) et à une mentalité spécifique à la station de Crans.

La station de Montana, en revanche, donnait accès à un public plus large et à des gens moins favorisés. Si nous parlons de tourisme

1. Jusqu'en 1904, les communes de Lens, Icogne, Chermignon et Montana ne formaient qu'une seule commune politique qui s'appelait la Grande Commune de Lens. En 1905, elle fut divisée en quatre communes : celles que nous venons de citer. Ce fait historique permettra de comprendre plusieurs situations et phénomènes politiques particuliers.

d'élite et de mentalité particulière, ce n'est pas à titre d'anecdote mais bien en vue d'une explication des transformations sociales et culturelles provoquées par le tourisme. Plus précisément, c'est à propos de la vie politique que nous essayerons de saisir de manière rigoureuse les modifications qu'a entraînées cette situation car il est impossible dans le cadre de cette seule étude d'analyser l'ensemble des transformations économiques, sociales, culturelles, mentales et politiques que le développement touristique a entraînées, du moins d'une manière approfondie.

A propos de l'histoire du développement économique de cette région, il faut retenir que ce n'est qu'au début du 20^e siècle qu'elle a été reliée aux principaux axes de communication de la plaine. Ce n'est qu'en 1908-1909 qu'une route carrossable reliait pour la première fois Montana à la plaine du Rhône. En 1911, c'est un funiculaire qui vient s'ajouter à la route. En ce qui concerne Chermignon, c'est en 1930 seulement qu'une route carrossable va relier la station de Crans à la plaine. *L'isolement* a, par conséquent, été une caractéristique notoire de cette commune jusqu'à une époque très récente et on peut déjà supposer qu'une telle situation a dû influencer profondément et de manière durable la vie sociale, culturelle et politique de la commune.

En résumé, c'est à partir de 1950 que Crans a connu un développement touristique important. Et dès 1960, on assiste à une véritable explosion touristique qui se caractérise par une énorme vague de constructions et par un vaste mouvement de spéculation. Des terrains qui valaient à peine 1 franc le mètre carré se vendent brusquement 100 francs le mètre carré, voire davantage.

Ce boom touristique a connu un certain frein vers 1965, frein qui n'a cependant pas empêché la continuation de ce développement. Ainsi, lors des fêtes de fin d'année, la région de Montana-Crans devient pendant quelques jours la capitale du Valais, du moins par le nombre de personnes qui s'y trouvent (près de 30.000 en 1969).

Il devient dorénavant fondamental de distinguer à l'intérieur de la commune de Chermignon la station touristique de Crans des trois autres villages, qui, bien que considérablement modernisés, ont gardé une part importante de leur structure traditionnelle de villages agricoles de montagne. Crans, en revanche, est un complexe économique entièrement nouveau. Ceci est particulièrement intéressant du point de vue sociologique car, sur un territoire restreint et dans une même commune politique, l'observateur se trouve en présence d'ensembles économiques et sociaux très hétérogènes. Ainsi, on peut voir, simultanément, au cours d'une courte promenade à travers le territoire de la commune, un hôtelier se promener en voiture de sport sur la neige et un paysan traire sa vache.

A propos du tertiaire, il a été signalé que ce sont surtout le tourisme et ses activités connexes qui constituent l'essentiel de ce secteur. Mais, à partir d'un certain degré de développement et d'ex-

tension, un tel complexe touristique entraîne la création d'un vaste réseau commercial.

Parallèlement à la construction de quantité d'hôtels, de chalets et de bâtiments locatifs, on assiste à la mise en place d'un nombre impressionnant de commerces de tous genres. L'idée étant qu'une station d'un tel « standing » doit offrir au touriste toutes les commodités qu'il peut trouver dans une grande ville.

Pour l'essentiel, ces commerces, comme l'hôtellerie d'ailleurs, sont localisés dans la station de Crans. Ce ne sont pas les deux ou trois magasins d'alimentation et cafés des trois villages qui prennent une grande place.

Le fait que le secteur tertiaire soit localisé à Crans prendra une importance fondamentale au niveau de la politique locale car ce phénomène semble être à la base d'un bouleversement intervenu récemment dans la structure du système politique traditionnel.

D'autres professions encore sont nées du tourisme. Ainsi en est-il des professeurs de ski, de golf et des guides. Quelques personnes s'occupent de l'entretien du jeu de golf. D'autres trouvent un emploi en travaillant pendant l'hiver aux remontées mécaniques et sur les pistes de ski. Nombreux sont ceux qui ont plusieurs professions et qui changent de travail au rythme des saisons.

Quant aux transports, troisième subdivision du tertiaire, ils occupent relativement peu de gens : quelques chauffeurs de taxi, d'autocars, d'entreprises de transport et de certains grands commerces.

Le commerce et l'hôtellerie représentent donc l'essentiel des 32 % de la population active dans le secteur tertiaire en 1960. Depuis cette date, ce pourcentage s'est encore accru, toujours au détriment du secteur primaire.

La situation géographique et climatique, l'évolution de la population, la structure économique générale de la commune, l'évolution des grands secteurs économiques et de leurs branches respectives, fournissent un premier tableau synoptique des caractéristiques les plus visibles et saillantes de la commune. Elles démontrent aussi la très forte hétérogénéité, les nombreux et profonds contrastes et certaines contradictions de cette entité qui a subi des transformations économiques et sociales d'une ampleur assez inhabituelle et en un temps record. Une de ces contradictions est pour l'instant la coexistence d'un complexe touristique gigantesque et d'un système politique fondé sur des clans.

2. Cadre politique général

2.1. Parmi les principales institutions politiques de la commune on trouve :

- le pouvoir *exécutif*, formé par le Conseil communal et composé de 5 membres : le président, le vice-président et 3 conseillers ;
- le pouvoir *législatif*, représenté par l'Assemblée primaire (ensemble des citoyens ayant le droit de vote) ;

— le pouvoir *judiciaire*, représenté par le juge et le vice-juge.

Chermignon connaît deux sortes de communes : la commune politique et la commune bourgeoise ou Bourgeoisie. Mais il n'y a pas de Conseil bourgeoisial. Par conséquent, c'est le Conseil communal qui en remplit les fonctions comme le prévoit la loi sur les élections et les votations (art. 93)¹. En revanche, il y a une Assemblée bourgeoisiale (réservée aux seuls bourgeois)².

Les élections communales ont lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre, à la majorité absolue et au scrutin de liste. Toutefois, si la demande en est faite par un cinquième des électeurs au moins, les élections du Conseil communal ont lieu conformément au principe de la représentation proportionnelle.

Nous ne voulons pas entrer dans les détails de la loi sur les élections et les votations, mais nous aimerions attirer l'attention sur l'art. 3 qui dit qu'en matière communale sont électeurs les citoyens suisses âgés de 20 ans révolus et *domiciliés dans la commune depuis trois mois*. Cet article permettra d'expliquer les raisons d'un recours déposé contre la liste électorale en 1968 par l'un des clans politiques et certains types de fraude électorale.

2.2. *Les fonctions subalternes*. Soit l'ensemble des fonctionnaires et des commissions nommés par le Conseil communal. Remarquons qu'avec le développement économique de la commune, le nombre de ces fonctions et commissions a considérablement augmenté. Pour les énumérer nous considérons une période récente, celle de 1965/1968.

Quelle peut être l'utilité d'une telle énumération pour une analyse du système politique ? Nous essayerons de voir s'il y a un rapport entre le groupe politique majoritaire au sein du Conseil communal et l'appartenance politique des personnes qui occupent ces différentes fonctions. En d'autres termes, il s'agira de voir si lors d'un renversement du groupe au pouvoir d'autres personnes sont appelées à remplir ces fonctions (des personnes appartenant à la faction nouvellement installée au pouvoir). Voici l'éventail de ces commissions et fonctions : la commission du culte, du cimetière, de l'assistance, la commission scolaire, l'organiste, les gardes champêtres, la commission forestière, la police urbaine, le tribunal de police, la commission des pompiers, du feu, la protection civile, la chambre pupillaire, la commission des constructions, les taxateurs officiels, la commission d'hygiène, celle des égouts, des eaux, de la recherche des eaux, des travaux publics, des laveurs de bassin, les bouchers des villages, les procureurs de l'alpage, les crieurs publics, les afficheurs, la commission de la culture des champs, de la reconstitution du vignoble, de l'économie

1. Loi du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations.

2. Les bourgeois sont des personnes originaires de la commune depuis une époque très ancienne. Ils ont certains privilèges par rapport aux autres citoyens. Ils possèdent des biens communs (anciennement les communaux) tels que forêts, alpages, vignes, etc. La propriété de ces biens est donc communautaire et non privée. Ces droits sont transmis héréditairement.

de guerre, de la salle bourgeoisiale, des finances, des impôts, de l'assurance invalidité, de l'A.V.S.

Pour l'instant, on ne détaillera pas davantage les divers points de ce chapitre consacré au cadre institutionnel et politique de la commune. Ces organes institutionnels seront analysés plus en détail lorsqu'ils apparaîtront concrètement dans la politique locale.

2.3. *Les premiers éléments de la politique communale.*

Etant donné que les liens de parenté et les noms de famille (patronymes) semblent être un élément de base de la structuration des forces politiques en lutte au niveau local, il convient d'éclaircir quelque peu les rapports entre la parenté, les familles, les patronymes et les clans politiques. D'aucuns (des personnes de la région) prétendent même que la lutte entre les clans qui s'affrontent lors des élections communales n'est qu'une lutte, qu'une rivalité de familles. Mais le sens qui est attribué à cette notion de famille n'est jamais précisé et défini de manière claire.

2.3.1. *Patronyme, famille et parenté.*

A Chermignon, un grand nombre de personnes portent le même nom de famille et ces noms de famille sont en nombre limité. Sept ou huit permettent d'inventorier une grande partie de la population.

Prenons la liste des électeurs de 1964, comme exemple. On remarque que 40 électeurs portent le nom A, plus de 80 celui de B, 60 le nom C, une trentaine celui de D, une quarantaine celui de E, une vingtaine celui de F et une cinquantaine portent le nom G. Ces quelques chiffres ne concernent que les électeurs. Si l'on considérait l'ensemble de la population, ces effectifs seraient donc plus nombreux.

Les *groupes patronymiques* (personnes du même nom) sont plus vastes que les *familles*. Cette distinction deviendra fondamentale pour la compréhension du système politique. Parmi les personnes de même nom, le terme de famille ne désigne que celles qui ont des liens de parenté *vérifiables*. Un patronyme peut être à l'origine de plusieurs familles et des individus portant le même nom ne sont pas nécessairement parents. Les familles ont une longue histoire, beaucoup plus longue que celle des unités familiales détectables dans les registres d'état civil.

A propos de ces noms, il faut signaler que chaque commune de la région a certains patronymes qui lui sont propres. Mieux, à Chermignon (ailleurs aussi) certains sont propres à tel ou tel village de la commune. Le nom D par exemple est localisé à Chermignon-d'en-Bas.

C'est une preuve qu'au-delà des déterminismes extérieurs et sociétaux qui ont influencé cette commune, cette dernière a aussi ses particularités internes, qui semblent considérables dans le cas

présent. Cet aspect est en rapport avec l'isolement géographique prolongé dont il a été question précédemment.

La distinction entre patronyme et famille est importante pour définir la nature exacte de ces groupes politiques rencontrés à Chermignon que sont les clans. Il semble, en effet, que la division en clans se fasse sur la base des familles et non des patronymes ; tel clan regroupant plutôt telles familles. Si les liens de parenté sont le seul critère de structuration des forces politiques, on se trouvera effectivement en présence de « partis de familles ». Mais les éléments de base de la structuration sociale et politique semblent être plus nombreux et complexes. Il y a déjà le fait qu'à la division en familles s'ajoute la division en villages, chaque village ayant des noms qui lui sont plus ou moins propres.

On entrevoit que la minutie doit devenir un des traits essentiels de notre recherche. Un autre aspect fait problème. Une des caractéristiques principales de cette commune depuis quelques années est un changement social très intense. Chermignon représente un cas typique de société en transition, extrêmement rapide en plus.

Au point de vue de la composition de la population, cela signifie qu'un grand nombre de personnes non originaires de Chermignon se sont établies dans cette commune. Ainsi, à côté des patronymes traditionnels, trouve-t-on quantité de noms qui ne reviennent qu'une ou deux fois sur la liste électorale et qui n'ont rien de commun avec les noms autochtones. Il s'agit *des citoyens suisses venus d'autres régions du Valais et d'autres cantons*. Au sujet des rapports entre noms et clans politiques, le problème qui se pose est de savoir si cette immigration a modifié le système politique des clans ou si ce dernier a réussi à intégrer cette nouveauté. Dans le premier cas, il s'agira de mettre au jour la nature de la restructuration sociale et politique qui a suivi l'éclatement du système traditionnel ; dans le second, d'essayer de dégager les mécanismes et procédures qui ont permis à ce système de se reproduire, d'intégrer des éléments aussi différents et nombreux.

2.3.2. *Les clans, la conscience de clan et l'antagonisme clanique.*

Deux groupes politiques, *les clans*¹, se livrent à une lutte acharnée pour obtenir la majorité des sièges au sein du Conseil communal, ceci depuis le début de ce siècle, semble-t-il. Une première chose que l'on connaît à leur sujet est qu'ils sont structurés en fonction des *liens de parenté*. Ensuite, ils ne correspondent pas à de vrais partis politiques tels qu'on les trouve au niveau cantonal : partis conservateur-chrétien-social, radical, socialiste et social-indépendant. Fait pour le moins inattendu : à l'intérieur de chaque clan, on trouve aussi bien des conservateurs, des socialistes, des radicaux que des sociaux-indé-

1. Une définition plus précise du clan nous sera fournie ultérieurement par l'anthropologie.

pendants. Tous les partis politiques cantonaux ont des adhérents dans chaque clan, même si ce n'est pas dans des proportions identiques.

Il ne s'agit donc pas non plus, comme on l'affirme souvent à l'extérieur, d'une simple lutte entre conservateurs¹.

Ces clans semblent cependant n'exister qu'au *niveau communal*. Sur le *plan cantonal*, en revanche, les électeurs des deux clans voteraient selon leurs convictions partisans. Cette supposition semble acceptable, mais dans une autre partie de cette étude, nous tenterons de vérifier si ces liens de clans ne jouent pas un rôle également au niveau cantonal et, si tel est le cas, dans quelle mesure et de quelle manière. Une chose est certaine : lors des élections communales, les membres d'un même clan politique (qu'ils soient conservateurs, socialistes ou radicaux) font bloc, votent de la même manière et pour les mêmes candidats. Ainsi, au niveau communal, les liens de clans transcendent les affinités idéologiques et les intérêts objectifs, même si ces derniers sont diamétralement opposés. D'où le terme de *conscience de clan* qui sera utilisé par opposition à la conscience de classe. De même, on parlera de *lutte de clans* et d'*antagonisme clanique* par opposition à la lutte des classes.

Depuis leur apparition, en 1924, ces clans ont changé plusieurs fois d'appellation officielle. Par appellation officielle, nous entendons la dénomination qu'utilisent ces clans communaux pour se définir *par rapport à l'extérieur* ; celle que l'on trouve sur les formulaires où sont inscrits les résultats des élections communales. En 1928, cette dénomination était : « parti populaire » pour l'un, « parti populaire progressiste » pour l'autre. En 1940, le parti populaire est devenu le « parti conservateur » et le parti populaire progressiste le « parti conservateur progressiste ». En 1945, ce dernier a gardé la même appellation tandis que le premier s'est intitulé « parti conservateur populaire ». En 1960, les deux clans ont supprimé le terme « conservateur » et depuis lors, il y a le « parti populaire » et le « parti progressiste ». Nous essayerons de trouver la signification politique de la suppression du terme « conservateur » dans les deux « partis ». Au niveau local, ces deux clans ne portent pas le même en-tête que par rapport à l'extérieur, et le premier, contrairement au second, n'a jamais changé depuis la naissance des clans. Ils s'opposent sur la base de noms de couleur : les membres du parti populaire sont les *Blancs*, ceux du parti progressiste les *Jaunes*. Jamais un électeur de Chermignon ne prétendra appartenir au parti populaire ou au parti progressiste. Il se dira toujours Jaune ou Blanc.

Un dernier élément de base de la politique communale est à relever. En 1964 est apparu un *troisième groupement politique*. Son promoteur était un ancien Blanc désirant former un authentique parti politique, qui devait précisément rester en dehors des luttes et des haines familiales d'origine archaïque qui opposaient encore,

1. Le parti conservateur (actuellement démocrate-chrétien) est certes celui qui recueille le plus de voix dans la commune (47,3 % lors des élections du Grand Conseil de 1969), mais il n'est de loin pas le seul présent comme le prouvent ces chiffres.

d'après lui, les deux clans traditionnels. Cet objectif explique la dénomination que s'est donnée cette troisième faction politique au niveau cantonal, officiel. Elle s'intitule, en effet, « parti Indépendant » (il faut entendre indépendant des luttes de familles). Mais au niveau local elle a été, sans le vouloir apparemment, définie par un autre nom de couleur. Ses membres sont devenus les *Gris*, par opposition aux Blancs et aux Jaunes.

Quant à l'indépendance des Gris à l'égard des querelles familiales et des clans traditionnels, elle semble assez relative. Lors de son entrée sur la scène politique communale, par exemple, le seul conseiller Gris élu ne l'a été que grâce à un appui tactique des Jaunes, tactique car un tel cadeau ne va pas sans contrepartie. A la fin de l'année 1964, avant les élections communales, la situation politique était la suivante : les Blancs détenaient la majorité et les Jaunes se trouvaient en minorité. Avec l'apparition des Gris naissait un espoir chez les Jaunes. En aidant les Gris à élire un conseiller et en nouant une sorte d'entente avec eux, les Jaunes pouvaient obtenir la majorité (de pair avec cette nouvelle faction) et mettre ainsi les Blancs en minorité. Cette situation s'est effectivement présentée lors des élections de 1964. Evincer le clan rival est évidemment le plus grand honneur dans un tel système politique. Les luttes de clans ne sont pas encore sur le point de prendre fin dans cette commune.

3. *Les premières interrogations.*

Nous aimerions présenter quelques questions qui nous sont venues à l'esprit à partir de ces premiers éléments. Formuler des questions déjà à ce stade, n'est donc pas contraire à la logique de notre analyse puisque dans une telle recherche on part précisément d'un ou deux problèmes qui orientent les premières investigations. Celles-ci font surgir d'autres problèmes que de nouvelles investigations vont permettre de résoudre, et ainsi de suite¹.

Citons quelques problèmes qui feront l'objet d'une interrogation théorique plus poussée. Une première série de questions se rapporte à la nature exacte de ces *clans* et à ce qu'ils impliquent. Puisque, dans un même clan, on trouve des adhérents de tous les partis politiques cantonaux et, par conséquent, peut-être même de toutes les professions, on peut supposer que l'opposition est fondée sur d'autres bases que celles que l'on trouve dans un grand nombre de communes françaises entre la gauche et la droite, les rouges et les blancs (le Jaune et le Blanc auraient une autre signification), les cléricaux et les anti-cléricaux. De quelle nature sont les éléments sur lesquels repose cette *conscience de clan*, si ce ne sont ni des critères d'ordre économique, ni d'ordre idéologique ? Le seul critère de la *parenté* suffit-il réellement à créer dans une commune, qui fait partie d'une société industrialisée, une conscience de groupe suffisamment forte pour

1. Cf. les *Bases méthodologiques*, Annexe I.

transcender tous les critères qui unifient et opposent habituellement les groupes sociaux ? En quoi consiste donc cette conscience de clan ? Est-elle réellement incompatible avec une certaine *conscience de classe* ? Si à l'intérieur de chaque clan, il y a aussi bien des patrons que des ouvriers, les conflits de classe sont peut-être à chercher à un autre niveau. La conscience de classe ne serait-elle pas simplement plus diffuse, médiatisée par des éléments propres à cette commune, propres aux collectivités restreintes ? Il se pourrait aussi qu'elle n'apparaisse pas au niveau local, mais seulement à celui de la politique cantonale de la commune. Notre objectif n'est pas de trouver à tout prix des conflits de classe ; simplement, la recherche ne devra pas être abandonnée si ces derniers ne sont pas aussi apparents qu'au niveau sociétal. Si la conscience de classe résiste à toutes les épreuves, nous ne serons en rien dérouter. Ce pourrait être une occasion d'esquisser une réflexion sur des aspects moins ou peu connus de la politique, de faire éclater des schémas trop rigides et de mettre au jour des aspects que ces derniers ne permettent ni de voir ni d'analyser.

Quelle est l'*origine* de ces clans ? Depuis quand existent-ils réellement ? Quelle est l'interprétation que donne la mémoire collective de cette naissance ? Quels sont les faits vérifiables à disposition ? Y a-t-il diverses versions au sujet de cette naissance ?

Si l'on admet que la *parenté* joue un rôle important, il faut croire que l'on appartient au même clan de père en fils et de génération en génération. Irait-on jusqu'à chercher un conjoint dans son propre clan ?

Les clans pourraient très bien ne pas être présents uniquement au niveau politique, mais s'étendre à *tous les niveaux* de la réalité communale. Dans ce cas, la commune serait comme « coupée en deux ». Chaque clan aurait ses entrepreneurs, ses services, ses épiceries, ses bistrotts, sa fanfare, etc. Si tel est le cas, il faudra définir plus précisément les *conditions nécessaires et suffisantes à l'émergence et à la reproduction d'un tel système politique*. Le caractère rural et l'isolement très marqué de la commune jusqu'à une date récente sont-ils suffisants pour en rendre compte ? Sinon, quelles autres conditions doivent être réunies ?

A la limite, si ce dualisme s'étendait effectivement à tous les aspects de la réalité communale, cette division en deux clans constituerait tout simplement l'élément organisateur, la force structurante essentielle de la vie collective. A ce moment, il deviendrait faux de parler de clans *politiques*, car le niveau politique ne serait qu'un domaine parmi d'autres où cette division se manifesterait. C'est l'*indissociabilité* des divers niveaux de la réalité communale qui deviendrait une caractéristique fondamentale.

Il se pourrait aussi qu'il y ait des domaines qui échappent à ce dualisme : celui de la *religion* par exemple. Ceci pour la simple raison que dans cette commune, comme dans tout le canton du Valais plus généralement, les non-pratiquants et l'athéisme sont peu répandus,

pas suffisamment en tout cas pour constituer un groupe social spécifique et significatif dans une collectivité restreinte. La religion serait-elle un des domaines agissant comme force unifiante ? Il faut sans aucun doute de telles forces *unificatrices*, car sinon on ne comprend pas pourquoi cette collectivité ne se scinderait pas en deux communes.

Une absence de forces unifiantes deviendrait d'autant plus incompréhensible si la division était également territoriale et géographique : tel clan se situant plutôt dans telle partie du territoire de la commune. A part la religion, de quels autres éléments peut-on attendre un *pouvoir néguentropique* ? *Les rapports de la collectivité avec l'extérieur* pourraient en être un : il est connu que les conflits internes à un groupe se résorbent lorsque ce dernier est confronté à d'autres entités, est concerné en tant que totalité.

Un autre problème est celui de l'*organisation des clans*. Qui dit clan dit généralement *chef de clan*. Y en a-t-il à Chermignon ? Si oui, quelles sont leurs caractéristiques ? L'organisation générale des clans est-elle plutôt démocratique ou non ? Comment sont prises les décisions ? La structure générale des clans est-elle écrite, codifiée ou entièrement informelle ? Est-ce une politique ouverte, faite au grand jour ou, au contraire, close et secrète, difficilement pénétrable pour quelqu'un d'extérieur à la commune ?

La *participation politique* exceptionnellement élevée (100 % ou presque) est-elle le résultat d'une volonté délibérée de la population ou des mécanismes de contrôle, de contrainte, des pressions (économiques ou autres) interviennent-ils ? Quelles autres caractéristiques sociologiques expliquent cette intense participation ?

La *virulence de l'activité politique* de cette commune est connue de tous les gens de la région. Quels sont donc les éléments inhabituels qui créent cette agitation intense et apparemment permanente ? En quoi consistent les *fraudes électorales* ? Sont-elles admises unanimement ? Quelle est leur signification ? Dans quel but précis sont-elles exercées et par qui ? Quels en sont les mécanismes d'application ?

Y a-t-il une distinction claire entre *politique communale* (centrée autour de l'élection des conseillers) et *politique cantonale* (élection des députés) ? ou l'antagonisme clanique intervient-il, même lors de l'élection des députés ?

Cette vie politique, basée sur des clans, contribue-t-elle à une *politisation* de la population ou non ?

Empêche-t-elle la formation et l'information politiques ? Créerait-elle une situation dont profiterait une minorité et qui permettrait à des sortes de potentats locaux de se maintenir au pouvoir ? De quelle nature sont les *protestations et les revendications* des catégories les plus défavorisées de la commune ?

Un problème essentiel est évidemment celui de l'éclatement du système bi-clanique en 1964 et l'apparition des Gris. Quelle est la signification de cet événement unique et fondamental ? Les Gris sont-ils simplement un clan comme les deux autres ? S'ils sont différents, en

quoi exactement le sont-ils ? S'il s'agit d'un groupement politique qui n'est ni un parti politique ni un clan traditionnel, quels éléments a-t-il retenu de l'un et de l'autre ? Pourquoi est-il apparu en 1964 et pas beaucoup plus tôt par exemple ? Si sa naissance est en rapport avec le développement touristique, il faudrait expliquer pourquoi il est apparu « avec retard » au niveau politique, plusieurs décennies après les débuts du développement économique engendré par le tourisme. Une telle contradiction devrait fournir des indications sur les phénomènes et mécanismes de transition.

Quelles sont les caractéristiques de la *structure du pouvoir* ? Ou, en d'autres termes, celles des conseillers communaux ? Des qualités et des conditions spécifiques sont-elles requises pour occuper une telle fonction ? « Un peu tout le monde » (comme le disait une personne) a-t-il vraiment accès au pouvoir ou ce dernier est-il plus restrictif et exclusif ? Est-ce que des personnes venues de l'extérieur (les Confédérés) peuvent également y avoir accès ou est-ce un domaine réservé aux autochtones ? Les jeunes y sont-ils acceptés, ou une gérontocratie est-elle jalouse de ses prérogatives ? Y a-t-il des couches sociales sur et sous-représentées ? Les *critères du pouvoir* ont-ils changé depuis la fin du siècle dernier ?

Si les *Confédérés* étaient effectivement exclus du pouvoir, le seraient-ils aussi de l'ensemble de ce système politique clanique ? Dans ce cas, comment se manifesteraient leur activité et leur participation politique, puisque 100 % de la population prend part aux élections ?

Qu'en est-il des *jeunes électeurs autochtones* ? Sont-ils encore empreints de la conscience de clan ou se détachent-ils, au contraire, de plus en plus de ce système ? Cherchent-ils à s'affilier à des partis politiques ? Essayent-ils de combattre le sectarisme clanique au profit d'une politisation du genre gauche/droite ? Ou peut-on imaginer, à l'opposé, qu'ils essayent de perpétuer, voire de raviver le système politique traditionnel ?

Une fois le système décrit de manière suffisante, se posera le problème de la signification de la *persistance d'un tel système politique dans une société comme la nôtre*.

Il y a un autre problème fondamental qui pourrait être d'une extrême importance pour notre recherche concrète. *Il se pourrait que les autochtones perçoivent et se représentent*, comme cela se passe dans nombre d'autres situations, *leur propre système social et politique de manière différente qu'il ne l'est réellement*. M. Godelier parle à ce sujet du caractère fantasmatique des représentations spontanées des individus où tout est présenté à l'envers¹.

Si une minorité de privilégiés détenait effectivement le pouvoir, la déclaration de la personne qui disait qu'« un peu tout le monde » pouvait devenir conseiller communal, illustrerait ces « représentations à l'envers ».

1. M. Godelier, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Maspéro, Paris, 1973, Avant-propos, p. XI.

A propos d'un problème semblable, lorsqu'on demande aux autochtones d'expliquer des événements, des phénomènes et des situations les concernant, il se pourrait qu'ils aient tendance à invoquer des *anecdotes* et à *personnifier* les faits et événements, plutôt qu'à rechercher les causes profondes, structurales. Ces causes profondes seraient ainsi *médiatisées* par des anecdotes, des « histoires » et des personnes.

Dans l'affirmative, il faudra présenter les deux versions de l'explication, la manière dont les gens la perçoivent, se la représentent et en parlent, ainsi que l'interprétation du chercheur. Bien que davantage méthodologique, ce problème nous a d'emblée semblé fondamental.

Tels sont quelques-uns des problèmes qu'ont suscité nos premiers contacts avec ce système politique, qui ont guidé nos premières investigations. Avant de passer à l'analyse empirique et à la description de ce système politique, nous allons partir à la recherche, dans diverses disciplines (et domaines d'une même discipline) d'éléments à la fois empiriques et théoriques, de concepts, thèses et hypothèses (Bases théoriques), afin de pouvoir ensuite le cerner, le situer et l'expliquer mieux. Dans une seconde étape, nous élaborons la méthode et les techniques (Bases méthodologiques) nécessaires à l'investigation concrète.

Commençons par les *bases théoriques*. Il est cependant clair que cette séparation entre bases théoriques et méthodologiques est purement analytique puisque une caractéristique essentielle de la recherche de terrain, *in vivo*, réside précisément dans les liens étroits qu'entretiennent théorie et méthodologie.

PREMIÈRE PARTIE

BASES THÉORIQUES,
HISTORIQUES
ET MÉTODOLOGIQUES

Chapitre II

Bases théoriques

Particularités de la démarche théorique.

Précisons et illustrons en quelques pages les raisons pour lesquelles la construction des bases théoriques nécessite dans le cas présent une démarche particulière et en quoi consiste exactement cette dernière.

Dans la logique habituelle de la recherche scientifique, il conviendrait d'établir en premier lieu un bilan des connaissances acquises en matière de politique communale et de système politiques locaux. Or, comme nous allons le voir à plusieurs reprises en passant en revue certaines monographies sur les collectivités locales notamment, les études à la fois *spécialement consacrées à la vie politique locale* et analysant cette dernière *de manière approfondie* sont rares. Contrairement à toute attente et malgré la popularité et l'image idéalisée de la vie politique communale, les études *sociologiques* qui lui sont consacrées sont peu nombreuses. Nous verrons également que dans une autre catégorie d'études, les *monographies* de communes (très nombreuses cette fois), la place accordée à la politique locale et à la manière dont les personnes concernées la perçoivent et la vivent est souvent très restreinte. Tout se passe comme si la politique locale n'était pas d'un intérêt suffisant, ne permettait pas de poser des problèmes intéressants au sujet de ce domaine qu'est la politique et ne méritait pas de faire l'objet d'investigations *intensives*.

Entendons-nous. Nous ne voulons pas dire qu'il n'existe point de données sur la politique locale. Les renseignements sur le compor-

tement électoral des communes rurales et des petites communes, sur la démocratie locale, etc., sont en effet très abondants. Mais ces données ne sont pas systématisées et intégrées théoriquement. Parfois, on en reste également à un niveau superficiel. Ce qui fait défaut, ce sont des études approfondies et intensives de la politique locale, saisissant cette dernière de façon globale.

Le numéro spécial de la revue *La sociologie contemporaine*, consacré à la « Community Research » et qui visait à inventorier les études faites sur des collectivités restreintes, confirme nos affirmations¹. Sur les 410 études répertoriées, 8 seulement sont recensées sous le chapitre « Politics », et parmi ces huit, plusieurs ont été effectuées dans des entités non européennes.

Mais il n'y a pas que la rareté des études déjà faites (du genre de celle que nous envisageons), qui rende difficile la construction d'un cadre théorique adéquat. Il y a d'autres raisons. Nous postulons qu'*aussi bien la science politique que la sociologie abordent généralement les problèmes politiques de manière trop sectorielle, partielle et spécialisée*. Pour préciser et clarifier notre pensée, nous aimerions faire appel à J. Piaget. Pour lui, il n'y a progrès que s'il y a *à la fois spécialisation et intégration*, intégration des connaissances spécialisées, disparates et non reliées entre elles². Les deux disciplines susmentionnées ne font peut-être pas un effort suffisant dans le sens de l'intégration.

Or, au niveau des petites collectivités locales, la politique semble par définition, et sans doute de manière exemplaire, reliée à tous les autres aspects et niveaux de la réalité locale, elle en est indissociable et se manifeste en outre sous des formes multiples et diverses. La politique locale et la manière dont les acteurs concernés la vivent ne sont pas des pratiques spécialisées. Par conséquent, un effort considérable pour ne pas aborder cette politique locale avec les schémas de référence utilisés pour analyser la vie politique en milieu urbain doit être fait.

Nous postulons qu'une analyse approfondie de tels systèmes politiques, moins connus, doit permettre de mettre au jour de *nouvelles dimensions* de la vie politique et du pouvoir, de *nouvelles relations* entre le politique et les autres niveaux de la réalité. La politique locale doit comporter des *dimensions cachées*, qu'une observation participante approfondie et prolongée doit pouvoir dévoiler.

Les multiples manifestations du politique et l'indissociabilité des divers niveaux de la réalité sociale des petites communes pourraient également être *une occasion de dégager certaines relations entre le pouvoir, la politique, la religion, le sacré, les mythes et, pourquoi pas, la sorcellerie* (du moins ce qu'il en subsiste) dans des entités faisant partie des sociétés occidentales. Ces thèmes, de même que le

1. « Community Research », *La Sociologie contemporaine*, vol. XV, 2, 1967.

2. J. Piaget, cf. « La situation des sciences de l'homme dans le système des sciences », *Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines*, Mouton, Paris, 1970, pp. 58-63.

concept de clan évoqué précédemment, font penser, par analogie, aux sociétés segmentaires d'autres continents et, par conséquent, à l'anthropologie ; cette discipline constitue peut-être un domaine privilégié où la politique et le pouvoir sont abordables et abordés sous des angles beaucoup plus nombreux que dans les sociétés occidentales. Il est admis que ce sont les rapprochements les plus inattendus qui ont été parfois à la base de la mise au jour d'aspects peu connus. On peut mentionner un autre aspect que des études basées par exemple exclusivement sur la quantification ne peuvent que difficilement laisser entrevoir. Ici aussi, un auteur illustre mieux que nous ne pourrions le faire notre intention. A. Siegfried, dans ses études de géographie électorale, utilisait des termes et des notions qui apparaissent sans doute aujourd'hui comme insuffisamment scientifiques, trop vagues et imprécises. Ces notions nous semblent pourtant illustrer un aspect de ce que nous appelons les dimensions cachées de la politique. Siegfried parlait par exemple de la *tendance*, du *climat*, de l'*atmosphère*, de la *mentalité* politique d'une région donnée. Même si de telles notions sont effectivement quelque peu vagues, nous pensons qu'elles permettent cependant de saisir des aspects de la politique, négligés à tort à notre avis dans nombre de recherches actuelles. C'est l'aspect *englobant* (terme que nous opposons à spécialisé, partiel et atomisé) de ces concepts qui nous semble fondamental et que nous essayons de retenir.

On entrevoit mieux maintenant en quoi la construction des bases théoriques ne peut pas résulter d'un bilan des connaissances au sens traditionnel, mais nécessite des références multiples à divers champs de la sociologie et à plusieurs autres disciplines, pas nécessairement contiguës. Une telle démarche est donc forcément en partie éclectique. En réalité, plutôt que d'éclectisme, il s'agit simplement d'utiliser des éléments théoriques et empiriques mis au jour par des domaines différents pour aboutir à une compréhension et à une explication plus complètes du système politique en question, pour aboutir à des *fusions enrichissantes* (un autre terme de J. Piaget).

Illustrons la démarche que nous allons suivre en prenant un problème fondamental de notre étude, celui du *contexte* et des *conditions* dans lesquels un tel système politique a pu apparaître et se reproduire. Nous devons nous référer au moins à la sociologie rurale, à la sociologie du changement, de la commune, à la sociologie politique, à l'histoire du Valais et à l'anthropologie. Il s'agira d'extraire de ces divers domaines scientifiques les éléments directement en rapport avec ce problème et susceptibles de l'éclaircir sous des aspects importants et significatifs. Progressivement, il faudra aussi relier entre eux ces divers éléments.

Plus concrètement, ce système politique est en effet apparu dans un contexte rural. La *sociologie rurale* doit, par conséquent, fournir les éléments nécessaires pour dégager les caractères essentiels de la ruralité. Etant donné que Chermignon est une collectivité locale restreinte, la *sociologie de la commune* et les réflexions sur le concept

de *communauté*, devraient faire apparaître d'autres conditions nécessaires. La sociologie du *changement*, les distinctions et concepts élaborés dans ce domaine, devraient permettre d'analyser la reproduction et la transformation du système. Chermignon n'étant pas une entité autonome, il sera nécessaire de rechercher certaines informations sur la *situation politique* du contexte plus large dont elle fait partie ; à savoir celle du *canton du Valais*. Certaines *monographies* de commune, même si elles ne sont pas consacrées spécifiquement à la politique locale, doivent néanmoins fournir certaines indications sur la nature de tels systèmes politiques et par conséquent sur les conditions dans lesquelles ils peuvent apparaître.

Précisons qu'il ne sera pas, pour chaque problème, fait appel à un aussi grand nombre de domaines. Les références sont fonction de la nature du problème. Ainsi, pour définir ce qu'est exactement un clan, l'anthropologie doit suffire. Pour analyser et expliquer la très forte participation politique, les phénomènes et mécanismes de contrainte et le contrôle social, ce sera la sociologie. La détermination des critères de la stratification et du pouvoir doit nécessiter des références à la fois à la sociologie, à la science politique et à l'anthropologie. En ce qui concerne la structure du pouvoir et le comportement électoral, la science politique et la sociologie politique s'en sont fait une spécialité.

De la confrontation entre sociologie et anthropologie à propos de problèmes centraux de notre recherche (conscience de clan / conscience de classe, clan / classe, clan / partis politiques, critères de la stratification et du pouvoir, relations entre la religion, le sacré et le pouvoir, relations entre la parenté et le pouvoir, nature et fonction des mythes, la nature du pouvoir, les stratégies du pouvoir, les mécanismes et critères de légitimation du pouvoir, etc.) pourraient résulter d'autres fusions enrichissantes.

Ces quelques exemples devraient suffire pour illustrer la démarche que nous nous efforcerons de suivre. Avant d'appliquer cette dernière à l'analyse du système politique de Chermignon, nous allons définir les principaux éléments et concepts que nous retenons de divers champs et disciplines. Le critère de sélection est simple. Nous ne choisissons que des informations qui sont directement en rapport avec notre objet d'étude et qui permettent d'approfondir et d'élargir sa compréhension et son explication.

Les disciplines et champs d'une même discipline pris en considération.

Les champs et disciplines auxquels il est fait référence sont les suivants :

- la sociologie rurale,
- le changement social,
- la sociologie de la communauté,
- les monographies,
- les études sur la structure du pouvoir des collectivités locales,
- la sociologie politique et la science politique,

- l'anthropologie politique,
- quelques éléments d'ordre historique.

Commençons par la sociologie rurale. Essayons de synthétiser quelques aspects significatifs des caractères de la ruralité.

1. La ruralité.

Ces caractères vont jouer un rôle déterminant dans notre travail. En premier lieu, à cause du fait que le système politique de Chermignon est donc apparu dans un contexte très fortement marqué par la ruralité (82 % de la population active étaient encore occupés dans l'agriculture en 1920).

D'autre part, malgré la disparition presque totale de l'agriculture en tant qu'activité économique à l'heure actuelle, une grande partie de la population reste très profondément imprégnée des valeurs, de l'idéologie, de la culture et de la mentalité de la société agricole. Ces divers aspects sont indispensables pour comprendre certaines spécificités de la perception et de la pratique politiques de la population.

Aborder la vie politique de Chermignon en fonction d'un cadre de référence utilisé pour analyser la politique en milieu urbain nous conduirait précisément à ne comprendre que certains aspects très partiels de cette vie politique. Le monde rural est *autre, différent*, de l'urbain. D'où la démarche compréhensive que nous allons suivre pour définir cette altérité.

Les nombreuses études sociologiques qui sont consacrées à la ruralité l'analysent d'ailleurs fréquemment en l'opposant à l'urbain. Procédons de la même manière, du moins dans un premier temps, en tentant rapidement de systématiser quelque peu certaines de ces différences entre le rural et l'urbain¹. On peut les regrouper en quatre types :

- différences géographique et écologique,
- différence économique,
- différence psycho-sociale,
- différence sociologique.

La différence *géographique* se rapporte à la délimitation du monde rural par rapport à la ville. Cette délimitation est cependant difficile puisque l'attachement à la campagne, le degré d'*identification* varient très fortement d'une région à l'autre. Il en va de même de l'*acculturation* à la vie urbaine, acculturation qui est simplement l'inverse de cet attachement et de cette identification.

La *différence économique* se reconnaît évidemment à la prépondérance du secteur primaire. L'agriculture comporte ensuite des unités de production spécifiques (l'entreprise agricole est fréquemment liée à la parenté). Cette situation entraîne des liens de dépendance spéci-

1. Cf. par exemple H. Lefebvre, *Du rural à l'urbain*, Ed. Anthropos, Paris, 1970 ; H. Mendras, « *Sociologie du milieu rural* » in *Traité de Sociologie* (publié sous la direction de G. Gurvitch), P.U.F. Paris, 1963, tome I, pp. 315-331.

fiques. Le phénomène du patronage en est un exemple. Ce dernier doit, par conséquent, jouer un rôle déterminant dans le regroupement des individus en unités sociales et politiques plus larges.

Les différences *psycho-sociales* se rapportent à la mentalité, au style de vie et à la manière de penser propres aux ruraux¹. Le terme qui semble le mieux convenir pour qualifier cette manière de penser est celui d'*empirisme*. Les connaissances sont essentiellement empiriques. Les ruraux ont certes une connaissance approfondie de la nature, des propriétés des plantes, des animaux, etc., mais il s'agit d'un ensemble d'informations hétéroclites, parcellaires et juxtaposées. Elle ne repose pas sur des fondements théoriques comme une science, mais sur l'observation patiente et attentive des choses. Elle se construit par accumulation de renseignements détaillés et fragmentaires. Son fondement n'est pas la déduction, mais une longue tradition d'exactitude. Traditionnelle, elle l'est au sens propre, car c'est la tradition transmise depuis des temps immémoriaux qui en est le garant. Ce n'est pas la cohérence de la déduction qui importe mais l'ancienneté de la connaissance. C'est aussi, soit dit en passant, le sens le plus profond du terme de tradition, de traditionnel. Une telle manière de penser craint le changement et l'innovation parce qu'ils menacent les fondements mêmes de la superstructure mentale et de l'édifice social. Accepter le changement, ce serait en quelque sorte renier les valeurs vitales d'une telle société.

C'est la mythologie qui tient ici lieu de science théorique. La mythologie est d'ailleurs comme l'astrologie ou la science un système d'explication du monde parmi d'autres².

Les différences *sociologiques* concernent plus spécifiquement le type de relations sociales (les formes de sociabilité), le mode de participation sociale (importance des relations primaires, des associations volontaires, multifonctionnalité des groupes), les mécanismes de cohésion, de contrainte et de polarisation sociales, de socialisation de l'enfant et des jeunes, etc. L'opposition entre *statut assigné* et *statut acquis* est une autre distinction typiquement sociologique. C'est le statut assigné qui est propre au milieu rural. On peut l'illustrer par le poids déterminant des liens de sang, de la parenté (des clans), et des catégories d'âge notamment.

La *parenté* confère à chaque membre de la collectivité son individualité : on reconnaît un individu à la place qu'il occupe dans le

1. Ces différences psycho-sociales sont parmi les plus significatives pour comprendre la spécificité de la vie politique.

2. G. Rocher définit ainsi la mythologie :

« C'est le mythe qui *relie* entre elles les connaissances disparates et hétéroclites ; c'est en lui que celles-ci prennent leur signification et leur cohérence... La mythologie tient lieu à la fois de science naturelle, d'histoire et de science sociale. Elle *raconte*, plutôt qu'elle n'explique, pourquoi les choses sont ce qu'elles sont, elle en dit l'origine et le déroulement, elle en nomme les auteurs lointains. De la sorte, elle contribue à fonder la tradition dans un ordre à la fois humain et supra-humain où se lient le sacré, le quotidien et l'utile. »

(« La mentalité de la société traditionnelle », in *Introduction à la sociologie*, Ed. HMH, 1968, vol. 2, pp. 103-104.)

système de parenté (« l'Henri de Louis »). N'appartenir à aucun groupe de parenté dans un tel univers, c'est être un exclu, un marginal. La parenté constitue aussi un vaste réseau d'interdépendance et d'entraide. Elle est bien un élément de base de la structuration sociale. Si la parenté constitue un facteur de *différenciation*, elle est également un facteur d'*intégration* sociale. Elle relie les individus par une série d'obligations diverses qui assurent la solidarité du groupe et empêchent son éclatement.

A ces groupes d'appartenance, aux catégories d'âge par exemple, sont attribués des droits et des devoirs bien définis, tous exprimés par un riche symbolisme, signe de leur importance. Même les morts constituent une véritable catégorie d'âge, car ils continuent à vivre au milieu des vivants. Ils ont des exigences envers les vivants et peuvent punir ou récompenser. Des liens profonds unissent le magique, le religieux et le profane. A tous les niveaux, il y a fusion du surnaturel et du temporel. L'organisation sociale est étroitement liée au sacré¹. Même si à Chermignon ce système de pensée et le poids du statut assigné tendent à être relégués au second plan (l'éducation et la formation professionnelle *acquises* se superposent, par exemple, de plus en plus au statut assigné), il est certain que leur influence persiste. Plus généralement, c'est cette persistance ou le mélange de critères anciens et nouveaux qui permettra de comprendre certaines particularités du système social et politique de cette commune. A propos des différences sociologiques, il n'y a pas que les différences par rapport à l'urbain mais les différences à l'*intérieur* du monde rural lui-même. Toutes les familles ne disposent évidemment pas du même pouvoir et prestige. Il y a les « bonnes familles », les « vieilles familles », etc., et cette évaluation morale se double d'une évaluation économique, évaluations qui sont elles-mêmes déterminantes dans les mariages².

Dans les familles qui se situent au sommet de l'échelle de prestige, les autres voient leur idéal, leur *image-guide* ainsi que leur *médiateur* auprès de la société globale. Ces familles privilégiées entretiennent des relations importantes avec cette société globale tandis que les autres sont bornées par leur espace quotidien. La manière dont les individus perçoivent ces familles privilégiées pourrait expliquer que les gros agriculteurs et les individus puissants ne sont pas nécessairement considérés comme des « ennemis de classe » par les défavorisés, mais au contraire comme des personnes susceptibles de les aider.

Un autre élément propre à la ruralité est la *polyvalence des rôles*. L'agriculteur est à la fois chef de famille, chef d'entreprise, directeur commercial, comptable, expérimentateur, mécanicien, cultivateur, éleveur, manœuvre, etc. Cette polyvalence des rôles est liée aux fonde-

1. Cf. A. Varagnac, *Civilisation traditionnelle et genre de vie*, Paris, A. Michel, 1948.

2. Au sujet des relations entre ces divers niveaux, on consultera, par exemple, les analyses ethnologiques de P. Bourdieu. Cf. P. Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Librairie Droz, Genève, 1972, 167 pages.

ments de la société rurale. Cette dernière est un groupe d'interconnaissance où chacun a une perception globale et non fonctionnelle de la personnalité d'autrui. Chaque villageois connaît tous les rôles sociaux et aspects de la personnalité de chacun de ses homologues et le perçoit en tant que tel. *Les rôles sont indissociés*. Le maire n'est pas seulement le maire, mais le président de la fanfare, le président de la société de football, le cafetier-restaurateur, une personne avec des traits de caractère connus de tous, etc. Il en résulte *une incarnation des fonctions et des institutions dans les hommes qui en sont chargés*. La mairie n'est pas une institution politique, mais la personne du maire ; de même, l'église, c'est le curé.

La vie sociale est considérée comme l'interaction d'individus et tout événement est attribué à la volonté d'un homme. Il y a à la fois *personnalisation* et *personnification* de la trame sociale.

C'est là sans doute une des raisons pour lesquelles le jeu des institutions, des fonctions abstraites, le fonctionnement du système économique et politique de la société globale sont si mal perçus par les ruraux.

Les relations sociales en milieu rural ne sont pas aussi profondes et intenses qu'on pourrait le penser. Le système d'interconnaissance propre à la campagne exclut en réalité tout choix dans les relations : « Il n'y a pas d'amis à la campagne, mais seulement des voisins ou des parents »¹. C'est l'intimité collective elle-même qui rend impossible la création de liens particuliers. Les liens dépendent de la proximité géographique, familiale, parentale, clanique, d'affinités dans les intérêts économiques, de préoccupations politiques et religieuses et non du choix autonome de chaque individu. Les relations sociales en milieu rural sont fonction d'une série de déterminismes aisément identifiables, mais dont l'individu n'est *pas conscient*. Le réseau des relations sociales d'un individu lui est prescrit dans les grandes lignes dès la naissance.

Un autre élément propre au village rural est la force de la contrainte *avec laquelle les valeurs dominantes sont imposées à tous les individus*. On trouve de nombreux exemples de la grande sévérité de la réaction à toute tentative de singularisation d'un individu, à tout indice de non-conformité².

Le repérage du « déviant » est immédiat, et, dans un tel univers, il n'y a rien de plus grave pour un individu que d'être rejeté par son groupe d'appartenance. Cela implique évidemment un *contrôle social* très intense. Un des mécanismes intéressants du contrôle social est le *commérage* (la crainte d'en être l'objet). En milieu rural, le contrôle social est non seulement plus intense, mais s'effectue selon des mécanismes différents de ceux qui prévalent en milieu urbain.

1. H. Mendras, « Sociologie du milieu rural », op. cit., 318.

2. Le film « Scènes de chasse en Bavière » de P. Fleischmann, illustre les réactions d'une collectivité paysanne découvrant les tendances déviantes de l'un des membres.

« Les attitudes profondes se manifestent normalement à travers les comportements qui, étant connus de tous, ont une signification indubitable. Parler n'ajoute rien, et sert plus souvent à dissimuler le sens véritable d'un comportement qu'à exprimer une attitude... Il suffit à un observateur de voir Pierre ou Paul à tel endroit et à telle heure, pour reconstituer son emploi du temps. Si par hasard, cette présence est inhabituelle, un rapide recollement avec d'autres observateurs permet de l'expliquer » ¹.

La *relativisation du langage parlé* comme moyen d'expression nous semble constituer un autre trait fondamental du milieu rural. Elle indique la nécessité d'une véritable sémiologie du milieu rural, au risque de ne point percevoir une grande partie des significations ².

Déterminer les caractéristiques sociales et culturelles propres au milieu rural revient à définir la *culture paysanne*. Aussi bien H. Lefebvre que H. Mendras ont esquissé quelques jalons dans ce sens. Le premier, pour souligner qu'il s'agit :

« d'une culture sans concepts, transmise oralement, comportant surtout les anecdotes, récits, interprétations de rites et de magies, et des exemples servant à orienter la pratique, à conserver ou à adapter les coutumes, à diriger les émotions et les actions en agissant directement sur elles. » ³

Le second, en indiquant le peu de valeur que le milieu rural accorde aux opinions et à leur expression verbale. On peut y ajouter le peu de poids qui est attribué aux « Idées » et aux idéologies.

Un autre élément fondamental est la *socialisation de l'enfant*, les mécanismes de formation de la personnalité en milieu rural. Retenons l'intégration précoce de l'enfant à tous les niveaux, intégration qui suppose une connaissance et une reconnaissance tout aussi précoce des situations, oppositions, antagonismes, polarisations sociales et politique. Connaissance, intégration, participation sociale et politique, sont des éléments présents dès le plus jeune âge, dès le stade où le développement des facultés de l'enfant le permet.

L'orientation politique traditionnellement conservatrice est un autre trait de la ruralité et ceci tout particulièrement en Suisse où

1. Mendras, *op. cit.*, p. 323.

2. Méthodologiquement, ce fait est important aussi. Il est sans doute à la base du fréquent recours à l'observation participante comme technique de recueil de l'information dans ce domaine. Il démontre aussi la complexité, la variété et la difficulté de cette activité à la fois méthodologique et théorique qu'est l'observation participante ainsi que certains aspects des limites des seuls questionnaires et documents *écrits*. L'essentiel de la vie rurale n'est ni écrit ni parlé, mais constitué de signes qu'il nous faudra apprendre à *voir*, à observer et à comprendre. Cette démarche compréhensive suppose une connaissance du mode de vie rural dans les termes des ruraux eux-mêmes et non dans les termes du seul mode de la connaissance scientifique, dans une interaction constante entre les deux types de connaissance plus exactement. Cette digression d'ordre méthodologique démontre à quel point il est difficile de dissocier, même analytiquement, théorie et méthodologie dans ce genre de recherche.

3. H. Lefebvre, *op. cit.*, p. 78.

l'on ne connaît pas, ou en tout cas très peu, de foyers de paysans « rouges », qu'ils soient socialistes ou communistes.

Enfin, on ne peut pas ne pas mentionner le rôle de la *religion* (catholique en Valais). Pour certains sociologues, qui mettent en question l'existence d'une idéologie rurale ou campagnarde, la religion serait la seule idéologie éventuelle de ce milieu.

Une autre institution qui joue un rôle clé dans la formation de la personnalité et la socialisation de l'enfant en milieu rural est *l'école*. Avec l'instituteur, on retrouve l'incarnation des fonctions. Dans l'esprit des ruraux, l'école, c'est l'instituteur. On retiendra une différence entre le Valais et certaines régions rurales françaises. Dans ces dernières, l'instituteur fait souvent figure d'élément progressiste en politique (il est fréquemment socialiste ou communiste), tandis qu'en Valais, il est encore assez généralement un pilier de l'idéologie dominante.

Formulons encore rapidement quelques remarques sur deux autres problèmes de notre recherche étroitement liés aux caractères de la ruralité : la stratification sociale et les rapports entre couches sociales. Il est certain que le développement touristique de la commune de Chermignon a dû agir sur le système de la *stratification sociale*. Le problème qui se pose est de savoir quels critères ont complété ou remplacé l'étendue des propriétés et le nombre de pièces de bétail, autrefois déterminants. Le capital, l'argent liquide en tant que tel prend sans doute une place plus grande. L'éducation, critère important dans une société urbaine, devient-il ici aussi fondamental ? Il semble que non, car le moteur du développement serait plutôt une volonté inassouvie d'accumulation du capital, volonté incarnée par les grands promoteurs immobiliers. On découragerait même les jeunes désireux de poursuivre des études pour les diriger vers les affaires, vers des activités plus rentables financièrement. C'est une autre information à vérifier. Ce système de stratification sociale serait assez particulier puisqu'il ne correspond ni à l'ancien système rural ni au système urbain dominant. Des critères plus détaillés et précis devront de toute manière être mis au jour. Le problème qui nous préoccupe le plus à ce sujet est de savoir si cette stratification sociale a son pendant au niveau politique. Dans l'affirmative, détiendraient le pouvoir local ceux qui ont réussi à accumuler le plus gros capital, des « self made men » particulièrement efficaces et pour lesquels l'éducation et la culture sont relégués au second plan. En réalité, beaucoup plus que de critères de stratification originaux, il pourrait s'agir d'un mélange particulier de critères du système rural et du système urbain. L'originalité viendrait davantage de la nature de cette composition que d'éléments totalement nouveaux.

En rapport avec la nature du système de valeurs rural, on peut déjà prévoir que la richesse de tels promoteurs sera considérée plutôt comme le résultat « naturel » des capacités de certains hommes que celui d'une exploitation d'autrui.

Les rapports entre les couches sociales, entre patrons et ouvriers, entre employeurs et employés (phénomène du patronage), ne sont pas du tout les mêmes dans une entité ayant un passé rural très marqué que dans un milieu fortement urbanisé et politisé en termes de lutte de classes. L'aspect *paternaliste* de ces rapports est une autre caractéristique. La *multifonctionnalité* est ensuite le terme qui convient le mieux pour désigner les nombreux aspects de la vie quotidienne des ouvriers ou employés dont s'occupe le patron, dont on lui demande de s'occuper.

Dans un tel contexte, il est à prévoir que les luttes politiques locales sont davantage fonction de ces multiples liens de dépendance que de la solidarité de classe.

Venons-en à un autre problème central de notre recherche, celui du changement social.

2. Le changement social

Le changement social est un autre problème majeur de notre recherche. Les raisons de cette importance sont transparentes : l'implantation du tourisme et son développement exceptionnel, dans cette commune rurale, ont complètement modifié la réalité sociale de cette dernière. Pour saisir de plus près les divers aspects de ces modifications, un langage plus adéquat et précis est nécessaire. Les travaux sociologiques sur le changement social sont extrêmement nombreux. Mais il n'est pas question pour nous d'en présenter ne serait-ce que l'esquisse d'un bilan. Nous nous contentons de rappeler brièvement quelques distinctions, définitions et concepts classiques, ceux qui nous seront directement utiles pour l'analyse. Etant donné qu'il s'agit là d'éléments classiques, le choix du manuel ou de l'auteur n'est pas déterminant. Dans le cas présent, nous nous référons à G. Rocher¹.

Une première distinction courante est celle qui oppose le *changement social* à l'*évolution sociale*. Cette dernière désigne l'ensemble des transformations que connaît une société pendant une longue période, pendant une période qui dépasse la vie d'une seule génération (les tendances séculaires). Ici les menus changements s'estompent ; il ne reste que l'effet cumulatif d'un grand nombre de changements. Le *changement social* consiste plutôt en transformations observables et vérifiables sur de plus courtes périodes de temps. Un même observateur peut, au cours de sa vie, en suivre le développement et en connaître l'issue. Il est davantage localisé géographiquement et sociologiquement.

A la suite de Parsons, on oppose couramment changement d'*équilibre* et changement de *structure*. Le premier n'affecte pas nécessairement la structure de l'organisation sociale, il consiste plutôt en

1. Guy Rocher, « *Problèmes d'une sociologie de l'historicité* », Introduction à la sociologie générale, Editions HMH, Paris, 1968.

échanges divers, qui contribuent à rétablir sans cesse l'équilibre du système. A cette distinction, nous préférons cependant les termes de déstructuration et de restructuration du structuralisme génétique ou dialectique de L. Goldmann (inspiré en cela de J. Piaget) parce qu'ils ne présupposent pas un équilibre mais un *équilibre toujours instable*. Ce qui signifie qu'une rééquilibration n'est jamais un simple rétablissement de l'équilibre mais véritablement une structuration nouvelle.

Retenons quelques caractères fondamentaux du changement social. Il est nécessairement un *phénomène collectif*. Il doit affecter les conditions de vie, l'univers mental, etc., de plus de quelques individus. Deuxièmement, il doit constituer un *changement de structure*. On doit pouvoir observer une modification de l'organisation sociale dans sa totalité ou dans certains de ses éléments structuraux. Troisièmement, un changement de structure suppose qu'on puisse l'identifier *dans le temps*. On doit pouvoir décrire l'ensemble des transformations ou leur succession entre deux ou plusieurs points dans le temps. Ces transformations doivent pouvoir être mesurées par *rapport à un point de référence dans le passé*. Quatrièmement, pour être de structure, le changement doit faire preuve d'une certaine *permanence*. Les transformations observées ne doivent pas être seulement superficielles ou éphémères. L'événement en lui-même n'est pas un changement de structure.

Le changement social doit affecter le cours de l'histoire d'une société ; l'histoire d'une société aurait été différente si un changement social ne s'était pas produit.

Par rapport au changement social, *l'action historique* est l'ensemble des activités de certains groupes, ou mouvements sociaux d'une société donnée, qui sont de nature ou qui sont destinés à provoquer, intensifier, freiner ou empêcher des transformations de l'organisation sociale dans sa totalité ou dans certaines de ses parties. Le changement social est le changement de structure qui résulte de l'action historique.

Le *processus* ou *procès* est un autre concept qui va de pair avec celui de changement social. Il désigne la séquence et l'enchaînement des événements, des phénomènes, des actions dont l'ensemble constitue la démarche du changement.

Parler du changement social revient également à se préoccuper du problème des facteurs, des conditions et des agents du changement.

Le *facteur* est un élément du changement social. Il est un élément d'une situation donnée qui, du seul fait de son existence ou par l'action qu'il exerce, entraîne ou produit un changement.

Les *conditions* du changement sont des éléments de la situation qui favorisent ou défavorisent, activent ou ralentissent, encouragent ou retardent l'influence d'un facteur ou de plusieurs facteurs du changement. Conditions et facteurs sont complémentaires. Les premiers permettent aux seconds d'exercer leur influence, ou, au contraire, d'étouffer leur action. En outre, les conditions peuvent affecter le *rythme* du changement (elles feront que l'action des facteurs

sera plus rapide ou plus lente), sa *direction* (dans un sens ou dans un autre), son étendue (un changement peut ne pas rencontrer des conditions favorables dans un secteur de la société ou dans une région particulière ou n'y parvenir que plus tardivement).

Les *agents* sont les personnes, les groupes qui introduisent le changement, l'appuient, le favorisent, l'animent, le symbolisent ou s'y opposent et y résistent.

Confronté au problème du changement social de cette commune rurale de Cherminignon, transformée brusquement en une ville touristique, nous pouvons garder en mémoire quelques autres questions.

Qu'est-ce qui change ? Il doit être plutôt rare que tous les niveaux d'une société changent en même temps. C'est le problème du repérage des secteurs où s'opère le changement.

D'autres questions s'ensuivent : *comment* s'opère le changement ? quel *cours* suit-il ? est-il continu, régulier, sporadique, brisé, discontinu ? rencontre-t-il des *résistances* ? où se situent ces dernières ? quelles formes prennent-elles ?

Au sujet du *rythme* du changement : est-ce une évolution lente, progressive, brutale, rapide ?

Ces premiers caractères du changement reconnus et définis, on peut s'interroger sur les *interprétations* possibles.

Finalement se pose le problème des possibilités de *prévision* du cours des événements futurs, des différentes voies que cette commune est susceptible d'emprunter à court et à long terme.

3. *Communauté, politique locale, pouvoir local et connotations idéologiques.*

Certains concepts de la sociologie sont plus ou moins fortement chargés de connotations idéologiques. La notion de *communauté* est un exemple où ces connotations sont particulièrement marquées. Malgré cet inconvénient majeur, cette notion a été et est encore très largement utilisée. Elle a, en outre, reçu des acceptions très différentes : notion philosophique ; élément d'enjeu et de débats politiques et idéologiques ; instrument de classification des grands types de sociétés et de leur évolution ; l'acception anglo-saxonne de « community » et les travaux empiriques qui lui sont rattachés ; une forme particulière de sociabilité.

Plusieurs auteurs ont relevé les a priori valorisateurs qui étaient rattachés à cette notion. Ainsi G. Gurvitch, par exemple, pour qui cette notion désigne simplement une forme particulière de sociabilité :

« Par ailleurs, le terme « Community » a produit de véritables ravages dans la sociologie américaine. Les ouvrages de R.M. Mac Iver, à commencer par son livre, *Community*, ont introduit une confusion frappante entre les groupements locaux d'envergures variées et la sociabilité en tant qu'« ententes » dépassant les simples « rapports avec Autrui » — genre de

« Gemeinschaft » de Tönnies, opposée à la « Gesellschaft », mais libérée en partie de son caractère semi-instinctif, semi-mystique. Sur cette base confuse et imprécise, ont été bâtis une série d'ouvrages de sociologues américains, tels que ceux de R.D. Makensie, *The Metropolitan Community*, 1937 ; Dwight Sanderson, *The Rural Community*, 1938 ; C. Zimmermann, *The Changing Community*, 1938 ; enfin W.L. Warner and P.S. Lunt, *The Social Life of a Modern Community*, 1941. Nous ne citons ces ouvrages qu'afin d'indiquer que notre conception de la communauté comme élément microsocial n'a rien à voir avec les « Community-Studies » à l'américaine, où « le terme de communauté a été appliqué pour désigner les groupes les plus hétérogènes » (P. Sorokin, *Society, Culture and Personality*, 1947, pp. 242-243) et comme le dit un autre critique américain : « La communauté reste (aux Etats-Unis) un des concepts sociologiques les plus vagues » (L. Wilson, *Sociographie des groupements*, dans *La sociologie au xx^e siècle*, sous ma direction, vol. I, trad. franç., 1947, p. 109) ¹.

Citons encore un autre auteur plus récent, qui s'est attaché à dévoiler d'autres connotations idéologiques que peut revêtir cette notion. Malgré leur longueur, les extraits qui suivent méritent d'être signalés :

« Implicitement sélectif et interprétatif, le terme de communauté n'est même plus, par sa polysémie même, un bon instrument opératoire de classification. On pourrait à la limite dire de la notion de communauté qu'elle joue comme un écran qui cache le fonctionnement réel des groupes sociaux locaux et notamment les *conflits*, les contradictions, les antagonismes, les jeux sociaux de groupes opposés, qui, seuls, peuvent permettre de comprendre pourquoi et comment le changement se produit, les groupes sociaux évoluent, se déstructurent et se restructurent. Il insiste en effet sur l'aspect commun, le tout humain, le « human whole », comme dit Redfield, et en mettant l'accent sur la totalité, il suggère de manière plus ou moins implicite l'idée d'une harmonie globale, plus forte que les tensions, d'une cohésion qui, par-delà les antagonismes, est en définitive le régulateur du groupe. Ainsi disparaissent les antagonismes et les conflits de classe. Ainsi sont occultés les conflits économiques et les conflits de pouvoir, ainsi les divergences idéologiques éventuelles, et les conflits de valeur ne sont pas explicités, ainsi l'émergence de la nouveauté devient difficile à comprendre. » ²

Plus loin :

« La notion de communauté, non seulement ne rend pas compte à la fois des mécanismes de fonctionnement et d'évo-

1. G. Gurvitch, *Les cadres sociaux de la connaissance*, P.U.F., Paris, 1966, p. 54.

2. N. Eizner, De la « communauté rurale » à la « collectivité locale », in *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*, sous la direction de M. Jollivet, A. Colin, 1974, pp. 139-140.

lution de groupes localisés dans un espace défini et stable, et des types de relations que ces groupes entretiennent avec ce qui leur est extérieur, mais d'une certaine manière, elle les occulte. C'est sans doute cette capacité de confusion qui permet de rendre compte de la fréquente utilisation idéologique qui en est faite. Dans son acception idéologique, cette notion devient alors un des symboles idéalistes de l'état de perfection sociale. Elle englobe :

1. l'idée d'un « nous » social : c'est-à-dire d'une vie sociale « harmonieuse », où les règles du jeu sont acceptées et appliquées par tous, où tacitement chacun s'emploie à faire vivre et prospérer l'ensemble. Le « nous » implique que chacun a sa place et à sa place agit pour le bien commun. Le « nous » englobe et dépasse les différences sociales et les formes de pouvoir, les classes. La hiérarchie sociale et les formes de pouvoir sont essentielles car elles sont justement ce qui cimente l'ensemble et lui permet de fonctionner et de se reproduire au profit de ce qui le domine ;

2. l'idée d'une forte interaction et d'une grande richesse des relations sociales. La communauté est le contraire de la solitude. L'individu est situé, a des racines, est pris en charge et soutenu dans tous les moments de son existence ;

3. l'idée de partage et de mise en commun : la communauté a des biens collectifs, une culture, une éthique, une vision du monde. Elle a tout cela, ou elle ne se définit que par un de ces aspects. Mais, justement, ce qui est partagé par tous, fait de chaque communauté un groupe spécifique, original ;

4. l'idée d'égalité entre tous les membres. Egalité économique totale ; c'est le cas de la communauté où tous les biens appartiennent à tous. C'est le cas du modèle qu'a tenté de créer le Kibboutz ; ou égalité due au simple fait d'appartenir à un même ensemble, donc de lui être nécessaire au même titre que tous les autres ;

5. l'idée de la forme d'organisation sociale, la plus proche d'une vie naturelle. Ce thème, très fondamental, est tout à fait central dans l'utilisation idéologique de la notion de communauté. Si on analyse son contenu, on s'aperçoit qu'il se réfère à deux significations :

— une signification morale ; la communauté rurale assimilée à une organisation sociale naturelle est le lieu des vertus fondamentales : l'honnêteté, la solidarité, la sagesse, la simplicité, etc. ;

— une signification économique-sociale : la communauté est une forme d'organisation sociale non dominée par l'argent, où l'homme n'est pas soumis aux processus d'exploitation et d'alié-

nation. Elle est le symbole d'un monde non réifié, l'inverse de la société marchande.

L'utilisation idéologique de la notion de communauté se déploie par opposition à la ville et à l'économie capitaliste.

L'opposition à la ville est plus marquée, lorsque la communauté est d'abord une éthique. Les thèmes essentiels en sont la simplicité de la vie rurale par opposition à la sophistication de la vie urbaine. La permanence des valeurs par rapport à l'érosion, ou aux changements qu'elles subissent en ville. L'accent mis sur le travail, l'expérience, la tradition, le lent écoulement des ans et des générations, l'enracinement par rapport au « tourbillon » urbain, à l'irruption de l'innovation, à la mobilité.

L'opposition à l'économie capitaliste se réfère aux thèmes du travail non aliéné, et de l'homme non exploité, aux rêves d'une société fondée sur la solidarité, où l'homme maîtrise à la fois ses forces productives et les rapports de production, et par-là même échappe à la malédiction d'une société dominée par l'antagonisme entre les classes sociales, et où les relations dominants-dominés sont la structure fondamentale des relations entre groupes. » ¹

Avec cet auteur, la notion de communauté n'est pas seulement défendue contre des a priori valorisateurs. Elle est ici fondamentalement et radicalement mise en cause. C'est de sa scientificité même dont il est question.

Parmi les termes utilisés dans les études sur les collectivités locales restreintes, la notion de communauté n'est pas la seule à être ainsi surchargée idéologiquement. Même des termes apparemment aussi neutres que ceux de *politique locale* et de *pouvoir local* comportent certaines connotations idéologiques. A ce propos, F. d'Arcy ² parle, par exemple, de la *fonction idéologique du pouvoir local* :

« ...l'existence d'organismes politiques locaux plus ou moins autonomes n'a pas pour seule fonction de remplir les tâches dont l'Etat leur confie la compétence. Ils remplissent ou ont rempli dans le passé un ensemble d'autres fonctions plus difficilement identifiables : ils fournissent (ou ont fourni) une certaine image du politique, plus immédiatement perceptible parce que plus proche et plus concrète ; en même temps, ils en fournissent l'apprentissage et la légitimation. Ils sont (ou ont été) un puissant instrument d'intégration sociale et politique... Ils contribuent à donner des problèmes traités une image moins conflictuelle que les problèmes politiques nationaux, au nom d'un esprit communautaire plus facile à susciter à ce niveau. Cet ensemble

1. *Idem*, pp. 142-144.

2. F. d'Arcy, *La fonction idéologique du pouvoir local*, Communication présentée aux IX^e Congrès Mondial de Science Politique, Montréal, août 1973.

de fonctions de représentation, légitimation, intégration, nous le résumons par l'expression de « fonction idéologique » du pouvoir local. » ¹

D'Arcy critique aussi les recherches qui :

« posent comme acquis l'existence de pouvoirs locaux alors que cette existence même a des effets idéologiques. » ²

Au sujet de la fonction de socialisation politique des pouvoirs locaux :

« Cet apprentissage de la politique par sa base locale présente un avantage : il met beaucoup plus facilement en valeur son caractère consensuel. Le niveau local est le lieu privilégié d'un discours sur la communauté d'intérêt, sur le dépassement des conflits (qualifiés, par un curieux retournement, de purement idéologiques) pour œuvrer au bien de tous. Cela est particulièrement vrai dans les régions rurales ou dans les petites villes. La « dépolitisation » des problèmes s'y marque souvent par l'absence d'opposition véritable au maire en place. » ³

En bref, nous abandonnons purement et simplement la notion de communauté pour la remplacer par des termes tels que commune ou collectivité locale. Nous conservons, en revanche, les termes de pouvoir local et de politique locale en nous efforçant de les défaire de leurs liens idéologiques.

Les citations ci-dessus ont pour nous une grande importance et valeur d'exemple. Nous essaierons, tout au long de notre étude, d'éviter de perpétuer certaines connaissances stéréotypées et idéologiques relatives aux collectivités locales et à leur vie politique.

Plus généralement, il est cependant évident qu'il ne suffit pas d'écarter une notion, celle de communauté en l'occurrence, pour être à l'abri de certains biais idéologiques. Il s'agit davantage pour nous de faire un effort *ininterrompu* pour reconnaître et éviter ensuite le halo et les fonctions idéologiques (anciens et nouveaux) rattachés à certaines notions, connaissances et objets de connaissance, de faire un effort pour travailler dans un domaine et avec un langage dévoilés des aspects idéologiques, en dévoilement permanent plus exactement. Ce travail de dévoilement est d'ailleurs une partie intégrante du processus de connaissance scientifique lui-même.

Considérons maintenant de manière plus concrète la vie politique des collectivités locales restreintes.

1. *Idem*, p. 1. M. Kesselmann a lui aussi constaté combien le prétendu consensus des collectivités locales était d'abord ambigu et reposait ensuite sur un apolitisme très largement idéologique, apolitisme qui a notamment pour fonction d'empêcher l'apparition des clivages internes à une collectivité locale (M. Kesselmann, *The ambiguous consensus*, Knopf, New-York, 1967).

2. *Idem*, p. 1.

3. *Idem*, p. 3.

4. *Vie politique, structure du pouvoir et comportement politique des collectivités locales restreintes.*

Dans cette partie, nous recherchons des connaissances à la fois théoriques et empiriques sur les spécificités de la vie politique locale. Pour ce faire, nous nous référons aux champs et disciplines suivants :

- certaines monographies de collectivités locales restreintes ;
- la sociologie politique ;
- la science politique ;
- la géographie électorale.

Ici aussi, il n'est pas question de faire un bilan des connaissances que fournissent ces différents domaines sur le thème en question. Nous recherchons simplement des éléments nous permettant de comprendre la politique de Chermignon en fonction d'autres dimensions et en fonction de celle de quelques autres communes plus ou moins semblables.

Même à ce niveau, étant donné la masse d'informations disponibles sur ce sujet, notre sélection sera encore très partielle et arbitraire.

Commençons par les monographies.

a) *La politique locale vue à travers quelques monographies françaises.*

Nous nous limitons à quelques monographies françaises¹ ; plus spécifiquement encore, à certaines de celles qui ont été effectuées par des sociologues ou en tout cas dans une perspective sociologique.

Des études américaines seront prises en considération lors de la présentation des travaux sur « la structure du pouvoir » (community power structure). En outre, les communes américaines n'ont sans doute pas une histoire suffisamment longue pour avoir connu des situations où l'organisation sociale était entièrement régie par la parenté et où d'authentiques clans constituaient les éléments de base de la structuration sociale. Or, comme nous allons le voir sous peu, les systèmes politiques de nombreuses collectivités restreintes européennes ont des racines qui remontent à de nombreux siècles.

Essayons de synthétiser quelques traits propres à la vie politique des collectivités sélectionnées².

1. En Suisse, les monographies de communes, entreprises par des sociologues et consacrées spécifiquement à l'analyse de la nature et du fonctionnement de la vie politique locale (et non à leur comportement électoral seulement) sont pour ainsi dire inexistantes.

2. Cf. notamment : L. Bernot, G. Blancard, *Nouvelle un village français*, Institut d'ethnologie, Paris, 1953, 447 p. ; L. Wylie, *Un village du Vaucluse*, Gallimard, Paris, 1968 (1957), 406 p. ; E. Morin, *Commune en France, La métamorphose de Plodémét*, Fayard, Paris, 1967, 287 p. ; J. Fauvet, H. Mendras, *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, A. Colin, Paris, 1958. Ce recueil comprend dans la partie « Monographies » (pp. 388-516) plusieurs études consacrées spécifiquement à la vie politique de collectivités locales ; P. Rambaud, M. Vincienne, *Les transformations d'une société rurale, La Maurienne* (1561-1962), A. Colin, 1964, 280 p.

De même qu'il y a des différences très marquées entre la ruralité et les caractères de l'urbain, il existe des différences considérables entre la vie politique urbaine et celle des petites collectivités locales. Cette similitude n'est pas due au hasard puisque la plupart des communes restreintes sont encore ou ont été des communes rurales. Il nous sera donc aussi possible de suggérer dès maintenant certains liens entre deux champs des bases théoriques,

Chaque collectivité locale et chaque système politique a son individualité, ses particularités et ces dernières sont souvent très marquées. Les habitants de chaque commune sont fortement attachés à ces particularités et défendent farouchement leur identité collective. Le terme de *localisme* conceptualise cette situation.

Malgré cette tendance à la singularisation, dégageons certains traits communs.

Par rapport au milieu urbain, les éléments qui sont à la base des antagonismes, des conflits et de la structuration des groupements politiques sont très différents. Les concepts de *parenté*, de liens de *dépendance* (du genre patronage), de *groupes d'appartenance*, de *personnalités*, remplacent ceux de partis politiques, de classe sociale, de conscience de classe, d'idéologie et de programme politique. Certes, même en ville, il n'y a pas concordance parfaite entre, par exemple, classes sociales et partis politiques (souvent cette dernière est même assez lâche). Dans les petites collectivités, ce phénomène est simplement beaucoup plus marqué. Et, contrairement au milieu urbain, il est possible de déterminer de manière relativement précise les divers facteurs qui sont à la base de cette non-concordance. Les concepts susmentionnés permettent en effet de rendre compte de la spécificité des rapports sociaux et politiques ainsi que de l'originalité des oppositions et polarisations. Le rôle des *personnalités* est donc déterminant. Il y a une véritable *personnalisation* et même *personnification* de la politique locale. De même qu'en milieu rural, il y a incarnation des institutions dans les personnes qui en sont responsables, on peut dire que les responsables politiques incarnent la vie politique. Cela ne signifie pas que les idéologies n'interviennent jamais. Mais elles sont fortement contrecarrées par cette personnification.

Un autre lien peut être établi entre la méfiance générale envers les « Idées » et celle envers les idéologies politiques. Au sujet des hommes politiques, P. Rambaud et M. Vincienne établissent d'ailleurs une distinction entre « les politiques » et « les pratiques », ces derniers ayant la préférence de la population. Les hommes politiques sont eux aussi perçus de manière globale et non pas fonctionnelle. La population locale veut avoir des relations directes et personnelles avec l'homme politique, être connue de lui, pouvoir lui soumettre un cas particulier, elle le veut « humanitaire », chargé de symboles affectifs qui facilitent le contact. On se souvient de la poignée de main donnée lors d'une cérémonie officielle. On vote pour une personne que l'on a vu grandir, qui est devenue un « grand homme » dont on est fier.

La personnification se traduit au niveau extra-communal par le vote pour des hommes appartenant parfois à des partis politiques différents, voire radicalement opposés¹.

La personnalisation de la vie politique est en rapport avec d'autres phénomènes, avec la nature des conflits par exemple. Il devient souvent très difficile de déterminer le poids respectif des facteurs personnels, collectifs et idéologiques dans l'origine des conflits. L. Wylie a tout particulièrement souligné ce phénomène :

« Si les dissensions politiques sont parfois l'expression de dissensions d'ordre personnel, elles en sont aussi la cause. »²

Un autre trait fondamental de la politique locale est son aspect *total*. Elle est *indissociable* des autres niveaux de la réalité. Ch. d'Aragon insiste tout particulièrement sur le fait que la vie politique en milieu local n'est pas un secteur en soi, isolé et isolable³. Le vote est considéré comme un acte à la fois civique, professionnel, familial et social. La politique est une activité totale.

Cette indissociabilité se retrouve au niveau des polarisations sociales de la collectivité, de la division en groupes d'appartenance.

Généralement, ces groupes sont au nombre de *deux*. Ils s'étendent à tous les niveaux de la réalité (économique, social, politique, idéologique). E. Morin a discerné *deux réseaux* d'entraide, de solidarité, de fournisseurs, de clients, de commerçants, d'artisans, de buvettes, *deux* médecins, deux garagistes, deux hôteliers. Il parle même de « bipartition totalitaire », de « deux ethnies politiques », de l'omnipotence des clans familiaux et villageois⁴.

En milieu local, toute une série de mécanismes concourent à *occulter les inégalités sociales*. Il y a d'abord certains éléments de base de la structuration sociale, qui agissent dans ce sens. La parenté, les clans, les liens de dépendance priment fréquemment sur les différences de statut social. On peut ajouter *la solidarité communale et l'esprit de famille*.

Au niveau du *pouvoir local* cela se traduit par le fait que les couches défavorisées choisissent parfois elles-mêmes des personnes ayant un statut social supérieur. P. Rambaud et M. Vincienne démontrent qu'en Haute-Maurienne ces couches projettent sur ces personnes leurs aspirations et leurs désirs. Le lien entre cette situation et le phénomène du patronage apparaît immédiatement.

Parallèlement, on remarque aussi que des critères multiples mais spécifiques sont nécessaires pour définir *la logique de l'affiliation politique et l'identité politique* des individus.

1. Il s'agit là d'une autre tendance très généralement connue, mais en milieu local elle est une nouvelle fois beaucoup plus marquée.

2. L. Wylie, *Un village du Vaucluse*, *op. cit.*, p. 250.

3. Ch. d'Aragon, « Le village et les pouvoirs », in *Les paysans et la politique*, *op. cit.*, pp. 487-516.

4. E. Morin, « Le rouge et le blanc », in *Commune en France*, *op. cit.*, pp. 182-228. Il est connu qu'en Corse, par exemple, cette bipartition est un phénomène très fréquent. Elle s'y manifeste de manière particulièrement prégnante.

La majorité de la population locale « explique » généralement sa propre vie politique en termes d'anecdotes, de faits, d'événements particuliers et d'« histoires ». Elle est peu consciente des déterminismes qui régissent la vie sociale et politique. Le rapport avec la manière de penser des ruraux (primat de la *pensée empirique* sur la pensée abstraite et conceptuelle) apparaît clairement.

Plusieurs auteurs relèvent que plus on s'éloigne de la commune (élections cantonales, nationales) plus la politique se politise. En réalité, il faudrait dire qu'elle ressemble de plus en plus à la vie politique telle qu'elle se manifeste en milieu urbain. Sinon, on risque de masquer la spécificité et les originalités de la politique locale.

Les *élections communales* révèlent des aspects importants de la politique locale. Elles représentent le lieu où convergent rituellement toutes les tensions sociales et politiques d'une collectivité. Elles doivent, par conséquent, constituer une occasion privilégiée pour la lecture de la trame sociale et politique, obliger cette dernière à se révéler.

Dans une perspective de *changement social* (effets de l'industrialisation et de l'urbanisation sur les collectivités locales), plusieurs auteurs relèvent des transformations dans la nature même des groupements sociaux et politiques propres à ces petites unités territoriales. Les groupements qui se définissaient par des critères géographiques, ethniques, familiaux, font de plus en plus place à des *groupements d'ordre sociologique*.

Dans notre propre étude, nous essaierons d'analyser ces diverses caractéristiques de la politique locale et d'en approfondir la connaissance en décrivant un cas particulier d'une manière aussi détaillée que possible. Il n'est pas exclu qu'une telle description fasse apparaître des aspects moins connus¹.

b) *La vie politique locale vue par quelques études sur la structure du pouvoir et sur le comportement politique.*

Voyons d'abord rapidement ce que peuvent nous apporter les études dites sur la *structure du pouvoir* (community power structure studies). Les recherches regroupées autour de ce thème sont l'œuvre aussi bien de sociologues que de politologues.

Les problèmes abordés par ces études sont en rapport direct avec certaines questions que nous nous posons. Le problème central de ces études consiste à déterminer les caractéristiques des personnes qui détiennent le pouvoir, les critères et les ressources du pouvoir, les modèles d'influence, les stratégies politiques, la distribution du pouvoir, sa plus ou moins grande spécialisation, le processus de décision,

1. L. Wylie relève la difficulté pour une personne extérieure à la commune, d'aborder certains problèmes, politiques notamment, avec les habitants. Après une certaine période de recherche sur le terrain, il se rend compte que les gens du village ne parlent jamais de politique. Il en demande le pourquoi à l'un de ses informateurs : « Nous en parlons tout le temps, mais quand vous êtes là, évidemment... » (L. Wylie, *Un village du Vaucluse*, op. cit., p. 251).

l'étendue de la participation aux décisions, etc. La méthode et la façon d'envisager le pouvoir et la politique diffèrent cependant considérablement de notre propre démarche.

Présentons quelques résultats de ces études en faisant un historique bref et simplifié de leur développement et en esquissant certaines critiques.

Toute une tradition de recherches est rattachée au problème de la détermination de la structure du pouvoir. Les fameuses démarches « réputationnelles »¹ et « décisionnelles »² ont ouvert la voie³.

Par la suite, on a constaté que chacune de ces méthodes possédait un certain coefficient de pré-détermination : les résultats étaient en partie fonction de la méthode employée ; la méthode réputationnelle (on recherche les personnes qui sont réputées détenir le pouvoir) aboutissant à une structure élitiste ; la décisionnelle à une pluralité de leaders, souvent spécialisés dans certains domaines (on sélectionne des décisions estimées importantes et l'on tente d'en déterminer les principaux acteurs).

Les adeptes de ce genre de démarche prétendent qu'il s'agit d'une opposition largement dépassée et que l'on utilise aujourd'hui ces méthodes de manière conjuguée, ce qui permettrait d'éliminer le déterminisme méthodologique. En outre, ces deux méthodes ont été complétées par d'autres : par la méthode relationnelle (sorte d'interactionnisme des leaders), structurelle (démarche plus totalisante) etc. Ces études sur la structure du pouvoir ont pris une tournure nouvelle depuis quelques années. L'accent a été mis sur deux points : la *comparaison* et la *quantification*. Les auteurs n'ont plus étudié une seule ou deux ou trois communes, mais un nombre beaucoup plus important et ils ont essayé de construire une série de variables quantitatives propres à toutes les collectivités choisies à des fins de comparaison. Ils ont aussi élargi le champ de recherche et ne se contentent plus du seul « qui gouverne ? ». Le problème devient « qui gouverne, où, quand et avec quels effets ? »⁴. La structure du pouvoir est mise en relation avec toute une série de « variables structurelles ». Le *degré de centralisation ou de décentralisation de la structure du pouvoir* est censé varier en fonction du statut socio-économique des communes, de la composition démographique de la population, du montant des revenus et des dépenses, du brassage de la population, (mobilité résidentielle), du degré d'urbanisation et d'industrialisation, de la différenciation sociale, horizontale et verticale, etc.

C'est la grande hétérogénéité et l'aspect contradictoire des résultats de ces multiples recherches qui frappent.

1. F. Hunter, *Community Power Structure*, Chapel Hill, North Carolina, 1952.

2. R. Dahl, *Qui gouverne ?* A. Colin, Paris, 1971, 369 p.

3. Une méthode voisine est l'analyse *positionnelle*. On recherche les fonctions les plus importantes remplies dans les différentes institutions (politique, économie, armée, etc.). Dans cette optique, le pouvoir non institutionnalisé est relégué au second plan.

4. T.N. Clark, « Power and Community Structure : Who Governs, Where and When ? », *Sociological Quarterly*, 8 (Summer) 1967, pp. 291-316.

Ainsi, M.D. Grimes¹ compare deux de ses recherches effectuées l'une sur 39, l'autre sur 17 collectivités, avec une recherche de Clark sur 51 autres collectivités américaines². Si l'on considère les résultats, *une seule* variable structurelle est reliée de la même manière dans les trois recherches au degré de décentralisation.

A propos de la relation entre le poids de la population âgée (population dépendante de manière plus générale) et la structure du pouvoir, Grimes admet que plus la population âgée est importante, plus la structure du pouvoir est décentralisée. Si Gilbert³ arrive au même résultat, Bonjean et Carter⁴ obtiennent une relation diamétralement opposée.

On retrouve les mêmes divergences en ce qui concerne les relations entre le réformisme communal (réforme, rénovation et développement de la structure économique et sociale) et la décentralisation. Lineberry et Fowler⁵ ainsi que Aiken⁶ découvrent que dans les communes où les réformes entreprises sont nombreuses, la structure du pouvoir est centralisée tandis que Gilbert⁷ et Walton⁸ aboutissent à une relation opposée.

Il serait aisé de trouver d'autres exemples de résultats contradictoires dans ces recherches effectuées pourtant, dans la plupart des cas, sur un très grand nombre de collectivités⁹. Ce qui étonne aussi,

1. M.D. Grimes ; J.L. Lyon ; Ch.M. Bonjean, « Community structure and leadership structure : a comparative analysis of 39 communities », communication présentée au 68th Annual Meeting of the American Sociological Association, August 27-30, New York, 1973.

2. T.N. Clark, « Community Structure, Decision-Making, Budget Expenditures and Urban Renewal in 51 American Communities », in *Community Politics*, ed. by Charles M. Bonjean, Terry N. Clark and Robert L. Lineberry, New York, The Free Press, 1971.

3. C.W. Gilbert, « Some Trends in Community Politics : A Secondary Analysis of Power Structure Data from 166 Communities » (South-western), *Social Science Quarterly*, 1968, 48 (December) pp. 373-381.

4. Ch.M. Bonjean, L.T. Carter, « Legitimacy and Visibility : Leadership Structure Related to Four Community Systems. », *Pacific Sociological Review*, 1965, 8 (Spring), pp. 16-20.

5. R.L. Lineberry, E. Fowler, « Reformism and Public Politics in American Cities », *American Political Science Review*, 1967 61 (September) pp. 701-716.

6. M. Aiken, « The Distribution of Community Power : Structural Bases and Social Consequences, in *The Structure of Community Power*, ed. by M. Aiken and P.E. Mott, New York, Random House, 1970.

7. C.W. Gilbert, *op. cit.*

8. J. Walton « A systematic Survey of Community Power Research », in *The Structure of Community Power*, ed. by M. Aiken and P.E. Mott, New York, Random House, 1970.

9. Nous ne sommes pas les seuls à souligner l'aspect contradictoire de ces résultats : « Si les analyses comparatives du pouvoir local paraissent devoir se développer de plus en plus dans les années futures, elles n'en aboutissent pas moins à l'heure actuelle à des résultats contradictoires... il est peu réaliste de croire que l'analyse comparative qui multiplie à l'infini des difficultés non encore résolues, puisse apporter à elle seule des solutions miracles. » (P. Birnbaum, *Le pouvoir local : de la décision au système*, communication présentée à la Journée d'études sur le pouvoir local, 10 fév. 1973, AFSP, p. 7). Cette communication a été publiée dans la *Revue française de Sociologie*, 14 (3) juillet-sept., 1973, pp. 336-357.

c'est le peu de variables qui sont reliées de manière significative au continuum centralisation-décentralisation du leadership local. Grimes¹ ne trouve en définitive que trois relations significatives : celles entre urbanisation et structure du pouvoir décentralisée et entre mobilité (forte immigration) et structure du pouvoir centralisé notamment.

Devant cette situation, la grande partie des auteurs ont, dans la logique de leur démarche, invité les chercheurs à prendre en considération d'autres variables, de nouvelles variables, et c'est dans ce sens que beaucoup sont d'ailleurs en train de chercher. Seul Grimes² semble envisager la possibilité de conjuguer des analyses de type quantitatif sur une grande échelle avec des analyses de cas détaillées (case-study approach) et approfondies.

En résumé, ces études représentent un exemple type où il n'y a pas à la fois spécialisation et intégration des connaissances mais seulement spécialisation. En outre, elles appauvrissent considérablement la nature du pouvoir et de la politique des collectivités locales. Elles en retiennent des aspects qui nous semblent souvent superficiels.

Devant l'impuissance explicative de la quasi-totalité de ces nombreuses variables, des études de cas peuvent devenir utiles. Il n'est pas exclu que de telles études de cas fassent apparaître des « variables » moins grossières et plus explicatives, et ouvrent, par conséquent, quelques pistes nouvelles de recherche. Elles devraient contribuer à restituer la multiplicité des manifestations du politique et du pouvoir.

Quelques recherches récentes ont mis l'accent sur des aspects non traités par les études précédentes.

Parfois, elles sont basées sur des optiques nouvelles. Et comme il s'avère que plus ces recherches sont actuelles plus les liens avec notre propre travail deviennent nombreux, il peut être intéressant de signaler certains de ces éléments. P. Birnbaum mentionne quelques-uns des aspects nouveaux de cette évolution.

Il y a d'abord une équipe de chercheurs de Grenoble³ dont l'objectif initial était d'appliquer en France les méthodes mentionnées⁴. Sans entrer dans les détails et la spécificité de cette étude par rapport aux travaux antérieurs, signalons simplement qu'elle mentionne le rôle déterminant des classes sociales dans la distribution du pouvoir local. Dans telle collectivité locale, il y a équilibre du pouvoir parce que les classes sociales sont très diversifiées et qu'elles se neutralisent mutuellement ; aucun groupe ne domine vraiment et le politique sert ici d'arbitre.

1. M.D. Grimes, J.L. Lyon, Ch.M. Bonjean, *op. cit.*, pp. 7-8.

2. *Idem*, p. 2

3. P. Kukawka, Ch. Mingasson et Ch. Roig, *Recherche sur la structure du pouvoir local en milieu urbain*, Grenoble, I.E.P., 1969, 86 p.

4. Des applications du même genre ont été effectuées récemment en Suisse. Cf. M. Bassand, *Urbanisation et pouvoir politique*, Librairie Georg. Genève, 1974, 311 p. ; M. Bassand, U. Windisch, « La structure du pouvoir communal d'une micro-région rurale en changement », *Sociologie Ruralis*, Vol. XIV, 3, 1974, pp. 142-157.

« A classes sociales opposées et en égale position de force, pouvoir partagé ; à classe sociale dominante, pouvoir unique. » ¹

Pour ce qui est des approches qui se veulent *marxistes*, la critique envers les différentes méthodes susmentionnées est encore plus radicale. Elles les rejettent jusque dans leurs éléments fondamentaux. Il n'est plus question de conjuguer ces méthodes, d'augmenter et d'élargir le nombre des variables (surtout de cela) ou même de faire des études de cas.

Le thème de la diversité des ressources du pouvoir (développé par Dahl) est écarté, les méthodes réputationnelles et décisionnelles sont critiquées en tant qu'approches individualistes et atomistes de la réalité sociale. C'est ensuite le refus de privilégier le jeu des acteurs, il y a eu des tentatives d'application de la théorie des jeux au problème de la mesure de l'influence ², le refus de l'événement et de la décision elle-même (en tant qu'acte isolé). La démarche marxiste se veut totalisante et structurelle ³.

Dans cette optique, on ne part plus des acteurs, des décideurs mais des contradictions ; on essaie de dégager les enjeux, on les insère dans leur contexte structurel et on recherche les principaux groupes sociaux qui s'affrontent ⁴.

Prenons l'exemple de l'étude de S. Biarez et al. sur Roanne. Cette équipe va jusqu'à affirmer qu'il n'y a pas à proprement parler de pouvoir local, ni de participation au pouvoir local, mais des pouvoirs de classe exercés dans des domaines différents, exercice se réalisant notamment, dans une formation sociale donnée, à travers des institutions locales diverses.

Pour notre part, tout en retenant certains éléments théoriques et méthodologiques de cette démarche, nous constatons que ce sont essentiellement des problèmes de rénovation urbaine qui sont abordés dans cette perspective et que la vie politique locale en tant que telle n'y prend que peu de place, voire aucune. L'optique théorique de cette approche marxiste nous sera cependant utile au moment où il sera question d'*insérer* la vie politique locale d'une entité particulière dans la totalité de la réalité communale d'abord et dans les contextes plus larges ensuite (districts, canton, région). Elle devrait par exemple fournir des indications sur les liens qui peuvent exister entre les détenteurs du pouvoir local et les pouvoirs extra-communaux.

1. P. Birnbaum, *op. cit.*, p. 5.

2. J.-P. Poitou, « Modèles formalisés du pouvoir », *Année Psychologique*, 1967, pp. 601-611.

3. Cf. J. Lojkine, « Pour une analyse marxiste du changement social », *Sociologie du Travail*, juillet-sept., 3/1969, pp. 259-286.

4. M. Castells, *La question urbaine*, Paris, Maspéro, 1972. Ce livre constitue en quelque sorte le cadre théorique. On trouvera des essais de vérification dans ses diverses contributions à la revue *Espaces et Sociétés et Sociologie du travail* (4/1969 et 4/1970). Cf. également S. Biarez, C. Bouchet, G. du Boisberranger, Ch. Mingasson, M.C. Monzies, C. Pouyet et P. Kukawka, *La place de l'institution communale dans l'organisation de la domination politique de classe en milieu urbain*, I.E.P., Grenoble, juil. 1972, 221 p.

Comme autre développement récent et contribution à l'étude du pouvoir local, on peut mentionner le problème des *non-décisions*¹ posé par Bachrach et Baratz :

« Critiquant la perspective de Dahl ces auteurs ont proposé d'étudier comment des groupes qui détiennent le pouvoir parviennent, grâce aux valeurs prédominantes, aux croyances, aux rituels ou aux procédures institutionnelles, à prévenir l'apparition de demandes qui mèneraient à des décisions contraires à leurs intérêts. Au lieu de demander : Qui gouverne ?, on pourrait pour identifier ces non-décisions, s'interroger sur le type de groupes qui se trouvent particulièrement désavantagés par la distribution existante des diverses sources de valeurs. »²

En bref, de ces multiples approches du pouvoir local, il ressort qu'aucune n'est exhaustive et suffisante en elle-même ; ce qui ne veut pas dire qu'elles soient toutes équivalentes et qu'il suffit de les juxtaposer. Pour notre part, ce sont les approches de type structurel qui nous intéressent le plus directement.

On ne peut, en effet, qu'approuver Birnbaum lorsqu'il plaide pour une *méthode unifiée* (qui n'existe pas encore) pour étudier la structure du pouvoir des collectivités locales, méthode qui mettrait en œuvre à la fois des concepts de structure économique, de la classe sociale, de système, de rôle, de fonction, de position, de décision et de non-décision. C'est une optique plus globalisante qui s'impose puisqu'il s'agit de passer « de la décision au système »³.

En attendant ce changement d'optique, il nous semble aussi que ces études ne rendent que très peu compte de la manière dont la population concernée perçoit et vit elle-même la politique locale, bien que la plupart des auteurs donnent l'impression que leurs analyses de la structure du pouvoir appréhendent les aspects essentiels de cette vie politique locale.

À la limite, nous avons parfois le sentiment que ces auteurs ne s'intéressent pas à la politique locale en elle-même, mais s'en servent plutôt pour illustrer telle ou telle thèse politique générale.

Après la structure du pouvoir, venons-en à certains aspects du *comportement politique*. Le problème de ce paragraphe est celui des déterminations multiples du comportement politique, et plus exactement de certaines déterminations qui nous semblent de plus en plus

1. P. Bachrach et M. Baratz, « Decisions and non-decisions », in *Power and Poverty*, Oxford University Press, N.J., 1970, pp. 43-46.

2. P. Birnbaum, *op. cit.*, p. 13.

3. Plus récemment encore Steven Lukes (*Power, A Radical View*, Macmillan, 1974, 64 p.) a critiqué à la fois la perspective de Dahl (a one-dimensional view of power) et celle de Bachrach et Baratz (a two-dimensional view of power) et proposé une « three-dimensional view of power ». Il trouve que même l'approche bidimensionnelle est encore trop « individualiste » (individualistic) et n'étudie que les comportements *actuels*. S. Lukes veut, par exemple, analyser aussi les issues potentielles à partir d'une situation donnée, ne pas se limiter aux décisions, faire ressortir les conflits latents en plus des conflits ouverts ou cachés, distinguer les intérêts subjectifs des intérêts réels d'un groupe donné.

négligées et que nous aimerions réintroduire dans notre travail. Pour rechercher de telles déterminations, nous nous référons à deux ou trois travaux, aussi bien de sociologie politique, de science politique que de géographie électorale, ayant mis l'accent sur ce point.

Dans l'histoire de la sociologie électorale française, il est courant de distinguer deux phases : une première plus proche de ce qu'on appelle aujourd'hui la recherche contextuelle (l'acte électoral est analysé en fonction de *contextes* géographiques et sociaux déterminés) ; la seconde s'attache davantage à l'étude systématique du comportement des électeurs, de l'acte électoral lui-même. Elle est davantage quantitative et comparative. L'analyse de l'acte électoral (participation et abstention) comprend aussi les recherches sur les *motivations*.

Ce sont les travaux de la première phase qui nous permettent d'aborder le problème en question. Considérons d'abord un aspect des travaux de A. Siegfried. Si nous retournons à Siegfried, c'est parce que les travaux de la deuxième phase, tout en étant très sophistiqués et précis du point de vue statistique et mathématique et en définissant de manière plus rigoureuse leur objet de recherche, aboutissent en définitive eux aussi à restreindre considérablement le champ de manifestation du politique. Or, tout notre effort vise à éviter cela et l'approche de Siegfried va dans ce sens. Illustrons rapidement son approche, ses concepts ou notions et l'image de la politique qui en résulte.

Siegfried se sert donc de notions du genre : *personnalité politique, atmosphère politique ou mentalité politique*¹.

Prenons quelques exemples de notions et de facteurs explicatifs que Siegfried fait intervenir dans ses analyses. Il s'intéresse aux liens qui peuvent exister entre les traits géographiques, économiques, sociaux et culturels d'une région et son tempérament, sa mentalité et son atmosphère politiques².

Pour Siegfried, il n'y a, par exemple, *tendance politique* (d'une région donnée) que si elle a été mise à l'épreuve de la durée, que si elle a une certaine permanence et continuité. Il ne peut se prononcer sur l'*esprit* d'un canton que s'il a suivi son évolution sur une longue période, depuis un siècle souvent. Cette importance de la dimension, de la détermination historique du politique a déjà été soulignée, mais elle apparaît ici par rapport à un aspect peu analysé : *l'esprit politique d'une région*.

Siegfried prend généralement le canton (français) comme unité d'analyse mais il lui est souvent arrivé de constater qu'un canton,

1. Signalons déjà que par rapport à notre propre champ d'étude, nous postulons qu'il existe une personnalité ou mentalité politique valaisanne, et cette dernière est quelque chose de plus que ce que peuvent faire apparaître des statistiques électorales ou que ces dernières ne révèlent en tout cas que très imparfaitement.

2. Comme exemple, nous prendrons l'étude suivante : A. Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*, Paris, A. Colin, 1964 (1^{re} édition en 1913), 535 p.

aussi petit soit-il, pouvait lui-même comprendre plusieurs régions géographiques, sociales ou politiques et parfois il lui a semblé nécessaire de descendre jusqu'au niveau de la commune.

Il ne se contente pas d'établir des relations entre des individualités *géographiques* et des individualités *politiques*. Plus exactement, le terme géographique ne prend pas chez lui un sens restrictif et d'autres dimensions lui sont toujours ajoutées. Ces diverses dimensions se conditionnent ensuite réciproquement.

Dans certains cas, c'est le milieu géographique qui est à l'origine d'un certain type de structure économique, de la structure de la propriété foncière (grande propriété en plaine, petite en montagne, etc.).

Voici un exemple de quatre facteurs autres que géographiques pris en considération pour expliquer une individualité politique : le régime de la propriété foncière, le mode de peuplement, le clergé catholique et l'Etat. A propos du régime de la propriété foncière :

« Alors que la petite propriété crée l'indépendance et l'égalité, la grande tend à façonner des sociétés hiérarchiques, où les classes non possédantes sont dépendantes de celles qui possèdent, et où l'on perçoit comme un reflet lointain de la féodalité. » ¹

En ce qui concerne l'influence du *clergé catholique*, le poids de l'esprit clérical (un facteur d'*ordre moral*), il peut *contrecarrer* ou dévier à lui tout seul le poids de toute une série d'autres variables ².

L'auteur relève certaines influences de l'*Etat* (conçu comme une entité en dehors de ceux qui l'incarnent à un moment déterminé) sur l'action et l'opinion politiques des individus : la tendance qui pousse l'homme à se mettre du côté du gouvernement ; le désir des faveurs officielles qui ne s'obtiennent que si l'on est en bons termes avec le ministère et l'administration ³ ; la crainte, surtout chez les fonctionnaires, de la pression et des représailles ⁴. A partir de ces multiples facteurs et tendances, Siegfried recherche les combinaisons auxquelles ils peuvent donner lieu.

La combinaison qui crée le plus sûrement un *milieu de droite pure* est la coexistence de la grande propriété, de la petite exploitation et du cléricanisme, dans un pays de population éparsée. Les tendances républicaines ou démocratiques, au contraire, ont plus de chance d'apparaître dans un milieu où coïncide la petite propriété et l'absence du cléricanisme et où le groupement des habitants favorise la naissance d'une opinion collective, etc.

Il relève à sa manière le poids des *classes sociales*. Déterminer :

« dans une province, un département, un canton, quelle est la classe sociale prédominante... jusqu'à quel point cette classe en réduit d'autres à n'être que ses satellites : nous tiendrons

1. A. Siegfried, *op. cit.*, p. 374.

2. Si nous choisissons cet exemple, c'est à cause du poids de la religion catholique en Valais.

3. Cet élément est couramment utilisé comme argument électoral par les autorités locales proches du gouvernement.

4. A. Siegfried, *op. cit.*, p. 497.

par-là toute l'orientation politique de cette province, de ce département ou de ce canton. »¹

Il avance aussi quelques idées sur les *partis politiques*. Il ne se contente pas d'étudier leur force respective d'après les données électorales mais recherche également leur *essence* et *personnalité*.

Ce qui reste pour Siegfried, qui veut comprendre l'évolution politique à la fois dans sa continuité et dans ses transformations :

« ce ne sont pas des programmes déterminés (les problèmes se modifient), ce ne sont pas davantage des partis aux cadres officiellement constitués (ils changent ou se dissolvent), ni des étiquettes (elles perdent leur sens), mais en réalité les tendances de fond, une certaine manière de concevoir la société et l'Etat, de prendre les choses, de les sentir, de réagir ou de ne pas réagir sous l'action de telles ou telles circonstances extérieures. »²

Dans une autre étude, sur l'Ardèche³, il tient compte de manière exemplaire de deux facteurs qui vont jouer un rôle essentiel dans notre étude : de l'histoire et de la dialectique qui se joue entre la société globale et les unités plus restreintes qu'elle comprend.

En réalité, il s'agit d'un problème de méthode, méthode qui est dans ce cas à la fois historique et totalisante. Cette dernière devient l'étude des circonstances historiques de la formation territoriale, administrative ou politique. A propos du déterminisme de la société globale, il est question des *influences s'exerçant du dehors et du degré de résistance que le milieu local est en mesure de leur opposer*.

Parmi ces travaux de géographie électorale, il y a une autre recherche, plus récente, de F. Goguel, qui nous intéresse aussi très directement. F. Goguel s'interroge sur les *effets des transformations économiques sur le comportement politique*⁴. Il tente de déterminer la nature de ces effets suivant qu'il s'agit d'une mutation progressive (développement économique) ou d'une mutation régressive (régression économique). En ce qui concerne par exemple le communisme, il suppose qu'une régression économique lui est favorable et une progression défavorable. En comparant des départements à orientations idéologiques et à modifications économiques différentes, il aboutit au résultat suivant :

« la mutation économique et démographique régressive constitue, là où l'existence d'une tradition politique de droite ne vient pas en compenser les effets, un facteur favorable à la pénétration électorale du communisme, alors qu'au contraire, même là où il existe une tradition politique de gauche, la muta-

1. A. Siegfried, *op. cit.*, p. 447.

2. A. Siegfried, *op. cit.*, p. 497.

3. A. Siegfried, *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République*. Cahiers de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, Paris, A. Colin, 1949, 138 p.

4. F. Goguel, *Modernisation économique et comportement politique*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, A. Colin, Paris, 1969, 88 p.

tion progressive constitue un facteur défavorable au développement de l'emprise du parti communiste sur le corps électoral. »¹

Ce qui nous semble essentiel ici, c'est le terme de *tradition politique*. C'est un autre facteur qui peut contrecarrer une éventuelle relation de simple cause à effet entre l'économique et l'idéologique.

Dans une autre étude récente, R. Girod mentionne également le poids déterminant de dimensions de ce genre. Il est question du *climat communal* à propos de la vie politique et sociale des collectivités restreintes². Parti d'une étude générale sur l'abstentionnisme dans le canton de Genève et en se basant sur les variables sociologiques habituelles, l'auteur arrive à la conclusion que c'est dans l'analyse approfondie de la vie sociale et politique des collectivités locales restreintes que réside en grande partie la réponse au problème général de l'abstentionnisme. A proximité immédiate de la ville de Genève, reconnue pour son attitude abstentionniste, il y a néanmoins nombre de collectivités locales qui participent très massivement à certaines élections. En préconisant des études approfondies de ces unités restreintes, R. Girod voit en quelque sorte dans l'analyse clinique un moyen de mieux éclairer l'abstentionnisme.

D'une manière plus générale, l'auteur signale d'abord que la Suisse, malgré l'image homogène qu'elle peut présenter aux yeux d'un étranger, est en réalité fortement diversifiée, surtout du point de vue culturel. Et, fait plus important, ces particularités culturelles régionales tiennent souvent à des *circonstances fort anciennes dont les effets persistent*. En outre, le taux de participation d'un canton ou d'une région ne s'explique pas nécessairement par des causes générales, mais peut dépendre de la structure des subunités que comprend ce genre d'entité plus large, de la diversité des systèmes sociaux de ces subunités, de leur type d'intégration, etc. D'où l'appel répété de l'auteur en faveur de monographies et d'études approfondies :

« c'est donc sous réserve de précisions qui ne peuvent venir que d'études de détail qu'il convient de retenir les hypothèses... »³

« Des monographies mettant en évidence la nature des interactions politiques en ce qui concerne un certain nombre de circonscriptions, spécialement en période électorale, permettraient seules de vérifier de manière serrée les hypothèses... »⁴

Derrière les causes les plus évidentes d'une forte participation politique au niveau communal (taille de la population, degré d'homogénéité sociale et culturelle, caractère plus ou moins rural, concentration de l'habitat, etc.), l'auteur croit déceler un phénomène plus profond : *le degré d'intensité des interactions*. D'autre part, il est supposé que les personnalités-clés de la vie quotidienne, les *leaders*

1. *Idem*, p. 83.

2. R. Girod (en collaboration avec Ch. Ricq), *Géographie de l'abstentionnisme à Genève*, Analyses et Documents, Centre de Sociologie, Université de Genève, 1969.

3. R. Girod, *op. cit.*, p. 16.

4. *Idem*, p. 47. Cf. également R. Girod, « Microsystèmes sociaux et abstentionnisme électoral », *Année suisse de science politique*, 1970, pp. 71-90.

informels dans le langage de P. Lazarsfeld, sont fréquemment proches des cercles où se concentrent les responsabilités civiques et l'intérêt pour la politique.

Une série d'autres hypothèses sont avancées. A propos de l'*information* des membres d'une telle collectivité, l'auteur pense que cette information est généralement relayée, réinterprétée par des informateurs locaux, par les leaders. Des recherches sur les mécanismes de diffusion et de réinterprétation de l'information (de quelle manière et dans quel sens) pourraient aider à comprendre les opinions et comportements de la population. Toujours à propos de l'information, il propose la distinction entre information *formelle* et *informelle* (échanges spontanés) ; cette dernière étant particulièrement intense là où il y a un climat communal.

Les éléments essentiels retenus pour expliquer la plus forte participation sociale et politique dans les collectivités locales sont donc les suivants : la fréquence des communications informelles, le rôle plus marqué des personnalités touchant de près ou de loin aux cercles politiques, l'absence d'hésitation chez les leaders informels et chez tous les individus d'une manière générale, l'efficacité des interactions sociales en raison de la nature plus personnelle des contacts, l'homogénéité culturelle de la population et l'intensité des échanges. Comme le climat communal imprègne tous les aspects de la vie communale, il contrecarre en quelque sorte l'influence de la plupart des facteurs défavorables à la participation.

Confrontées à quelques faits, les communes qui ont une participation politique très élevée sont les moins peuplées et les plus rurales, les plus concentrées, celles où une confession quelle qu'elle soit, prédomine nettement, celles qui offrent une simplicité dans les choix et qui ont gardé un cachet rural. Etant donné qu'une faible proportion de la population est née sur place dans ces communes, ce fait met pour l'auteur encore mieux en évidence la puissance du climat communal. Ce dernier réussit, en effet, à s'imposer assez vite aux habitants qui ne sont pas originaires de l'endroit.

En résumé, climat communal, tradition politique, tendance politique, esprit politique, atmosphère politique, tempérament politique, essence des partis politiques, influence de l'esprit clérical et de l'Etat, individualité géographique, sont autant d'autres *dimensions* dont nous aimerions pouvoir tenir compte dans notre étude.

Toujours dans l'optique d'atrophier et d'appauvrir le moins possible le politique, tentons encore une brève incursion dans le domaine de l'anthropologie politique.

5. *Le pouvoir et le politique vus par quelques travaux d'anthropologie politique.*

Il s'avère que de nombreux travaux d'anthropologie politique considèrent le pouvoir et le politique sous leur aspect *total* de manière exemplaire.

L'objectif de ce paragraphe vise, par conséquent, à l'aide de la démarche analogique, à tirer profit des acquis de ces travaux pour à la fois élargir et approfondir sous un angle supplémentaire notre approche. Les thèmes et problèmes que nous comptons aborder sont les suivants :

- le concept de clan ;
- la nature du pouvoir et du politique ;
- les critères de la stratification sociale et du pouvoir ;
- le poids du religieux et du sacré ;
- les rapports entre mythe et idéologie.

Les informations relatives à ces différents thèmes vont également nous aider à conceptualiser d'autres aspects de la spécificité du système politique de Chermignon.

Précisons d'abord quelque peu le *concept de clan*, puisqu'il s'agit d'un concept essentiel de notre travail. Il est certain qu'un clan de Chermignon ne ressemble pas point par point à un clan d'une société segmentaire. Malgré la relativité de cette analogie¹, il nous semble pourtant que ce concept est encore celui qui convient le mieux pour désigner les groupements que sont les Jaunes et les Blancs. Comme nous allons le voir dans la partie empirique de notre étude, les principaux traits du clan s'y retrouvent, même si c'est sous une forme atténuée. En outre, *l'application du concept de clan à ces groupements nous a permis d'entrevoir certains de leurs aspects que nous n'aurions point perçu sans ce rapprochement.*

Le concept de clan a d'ailleurs une signification qui peut varier d'un auteur à l'autre, d'une « école » à une autre. Tout se passe comme si le clan constituait un « invariant »² susceptible de recevoir différentes interprétations. Suivant l'auteur ou l'école, l'accent est mis sur tel ou tel aspect. Un élément secondaire dans un cas peut devenir déterminant dans un autre. Ainsi, des auteurs classiques comme M. Fortes, Evans-Pritchard et Goody (considérés parfois comme les représentants de « l'école fonctionnaliste-structurale anglo-saxonne ») se sont attachés à repérer des éléments empiriques et matériels permettant d'identifier l'institution appelée clan. Parmi ces éléments, retenons : l'ancêtre fondateur, la nature des liaisons parentales, des

1. La démarche analogique sera utilisée tout au long de notre étude. Il s'agit essentiellement des rapprochements que nous établissons entre le système politique de Chermignon et les systèmes politiques des sociétés étudiées par l'anthropologie. Ainsi, il sera question de totem, de tabou, d'ancêtre mythique, du sacré, du potlatch, etc. Ces analogies sont certes forcées. Elles ont comme fonction d'attirer l'attention sur certains traits spécifiques du système politique de cette commune valaisanne. Ce sont des métaphores. Elles complètent la perception de certains phénomènes sociaux par des images irremplaçables et les font ressortir dans leurs traits essentiels comme sur un écran. En illuminant les phénomènes, en faisant voir un phénomène dans les termes d'un autre phénomène, elles créent de nouveaux modes de compréhension et de vision.

2. L'aspect fondamental de cette « invariance » est donné par l'élément parental. Ce dernier est à la base des interactions entre les déterminations structurelles et les principes régulateurs d'une société donnée.

systèmes d'alliance (endogamie/exogamie), le tabou ou le totem. A propos des liaisons parentales, on distingue habituellement le clan du lignage. Le *lignage* est un groupement de personnes entre lesquelles il existe des liens de parenté vérifiables jusqu'à une certaine profondeur généalogique. Le *clan* comprend très souvent plusieurs lignages revendiquant tous la même origine, un même ancêtre fondateur. Mais dans ce cas, la descendance directe n'est pas toujours vérifiable.

Voici comment A. Beattie définit le clan :

« ...le principe de la descendance unilinéaire est beaucoup plus efficace ; il a été adopté dans de nombreuses parties du monde. Les Romains et les Hébreux constituaient des groupes selon ce principe ; les clans écossais étaient des groupes de ce même type ; de nombreuses sociétés en Afrique et dans d'autres parties du monde forment encore aujourd'hui des groupes constitués de cette façon. Le principe central en est que tous les individus qui croient descendre en une seule ligne (que ce soit par les hommes ou par les femmes) d'un ancêtre commun situé un certain nombre de générations en arrière, se considèrent et sont considérés par les autres comme formant un groupe distinct ou association. Ils peuvent former une telle association dans un but particulier, par exemple pour la célébration d'un culte religieux. Ou bien leur dépendance et leur attachement réciproques peuvent couvrir pratiquement tous les aspects de leur existence.

Le terme de « clan » est souvent appliqué à des groupements de cette sorte, quoique dans certaines sociétés les membres de clans forment une catégorie d'individus plutôt qu'une sorte de groupe coopérant et étroitement uni. Ils sont souvent très dispersés et ne sont pris dans aucune activité constituée à l'échelle du clan. Ils sont parfois inconscients des liens généalogiques, s'il y en a, qui les rattachent à leur ancêtre commun présumé ou les lient entre eux. Mais ils *pensent* généralement à leurs relations réciproques en termes de parenté : un compagnon de clan est toujours un frère, un père ou un fils, aussi éloigné qu'il soit généalogiquement. Les hommes du clan se reconnaissent des obligations réciproques selon un modèle de parenté et partagent souvent un attachement pour un symbole commun ou totem. Quand les membres sont dispersés de cette façon, c'est un peu comme si, dans une société européenne occidentale, il n'y avait qu'un nombre limité de noms patronymiques et si chacun considérerait ses homonymes comme des parents proches (même s'ils ne l'étaient pas), reconnaissait des obligations définies et revendiquait des droits précis à leur égard, partageait avec eux des croyances religieuses particulières, se croyait et croyait tous ses homonymes comme en quelque sorte différents des autres. Dans les sociétés où la qualité de membre de clan est considérée de cette façon, chacun *doit* avoir un clan ; être membre de clan est

considéré comme une qualité que les individus possèdent comme toute autre qualité humaine. »¹

Le totem et le tabou sont indicatifs de l'importance du niveau symbolique dans toute société clanique. Ils fournissent la clé de ce système symbolique. Le totem permet aux individus de se différencier et aux membres d'un même clan de se reconnaître. Il est un élément fondamental de la définition de l'identité individuelle et collective.

Le tabou, dans sa signification sociale, peut être comparé à un interdit culturel. Etablissons un rapprochement avec les Jaunes et les Blancs de Chermignon. Pour un Blanc (inversement pour un Jaune), tout ce qui est Jaune représente l'équivalent d'un tel interdit culturel : le café, l'épicerie, la fanfare, etc. En principe, il est en effet inconcevable qu'un Blanc devienne membre de la fanfare des Jaunes.

Lévi-Strauss a mis tout particulièrement l'accent sur le niveau symbolique. Plus qu'à la nature même des règles de la parenté, c'est à leur fonction qu'il s'est intéressé, fonction qui a pour nom : la communication, l'échange. Pour qu'il y ait échange systématique, il faut qu'il y ait des symboles². Les anthropologues marxistes³ utilisent également le concept de clan, mais dans une optique spécifique⁴. Il les intéresse surtout dans la mesure où il permet de mettre au jour les inégalités sociales de ces sociétés. Mais, comme un même clan regroupe des individus de statuts socio-économiques très différents, il ne fournit pas nécessairement la clef de toutes les inégalités sociales et des rapports de pouvoir. D'où les recherches sur les inégalités et les rapports de domination à l'intérieur du clan. Ainsi a-t-on trouvé de telles inégalités et de tels rapports entre les lignages d'un même clan et utilisé parfois le terme de sociétés lignagères⁵.

La division entre aînés et cadets peut aussi être à la base d'un rapport inégalitaire. Lorsque les aînés contrôlent et conditionnent

1. A. Beattie, *Introduction à l'anthropologie sociale*, Paris, 1972, p. 119. Il ne fait pas de doute que le terme de clan connaît des acceptions très diverses. Dans le cas de Chermignon, il est bien entendu pris dans un sens large. Mais le lecteur pourra se rendre compte qu'il s'agit bel et bien d'une réalité. Le terme de clan fait, en outre, partie du langage courant de la collectivité. Dans la présente étude, nous considérons davantage ses aspects anthropologiques et sociologiques qu'économiques. L'accent aurait, en effet, tout aussi bien pu être mis sur les fonctions économiques du clan, sur son rôle dans le contrôle des ressources rares, par exemple.

2. Lévi-Strauss dit par exemple ceci : Mais que ce soit sous une forme directe ou indirecte, globale ou spéciale, immédiate ou différée, explicite ou implicite, fermée ou ouverte, concrète ou symbolique, c'est l'échange, toujours l'échange, qui ressort comme la base fondamentale et commune de toutes les modalités de l'institution matrimoniale » (Cf. Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, Mouton, 1967, pp. 548-549).

3. Cf. par exemple C. Meillassoux, « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance », *Cahiers d'études africaines*, 4, 1960, pp. 38-67 ; E. Terray, *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Paris, Maspéro, 1969.

4. Leur effort consiste à mettre en relief les rapports asymétriques soit à l'intérieur du clan, soit entre clans (clan dominant et clan dominé).

5. Cf. P.-Ph. Rey, *Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme*, Paris, Maspéro, 1973.

l'accès aux femmes, cela signifie qu'ils détiennent aussi la clef de la reproduction du système. On retrouve ainsi une forme de rapport dominant-dominé.

L'objectif de ces quelques lignes ne consistait évidemment pas à présenter un bilan des travaux consacrés au clan, mais simplement à en relever quelques caractères importants, caractères qui justifieront son emploi.

Passons au problème de la nature du pouvoir et du politique dans ces sociétés, de leurs rapports avec la parenté, la stratification, le sacré et les mythes.

Nous nous inspirons ici d'un ouvrage de G. Balandier¹. Cet ouvrage a l'avantage de tenter une synthèse des résultats et réflexions d'un grand nombre d'études d'anthropologie politique.

« Dieu, les morts et les sorciers entrent dans le système d'autorité, tout autant que les hommes vivants. »²

Balandier emprunte cette phrase à J. Middletown pour illustrer l'*aspect total du pouvoir*. Dire que le pouvoir est un phénomène total revient à refuser la perspective qui le considère comme un système de relations dérivées dont l'expression *première* serait sociale, religieuse ou économique³.

L'anthropologie politique récuse le « provincialisme occidental » dans lequel la science politique demeura longtemps confinée⁴. Elle a comme objectif d'étudier le politique dans toute sa diversité et de créer les conditions d'une approche comparative élargie. Si d'une part elle contraint la science politique et la sociologie politique à la décentration, elle en appelle également à la confrontation interdisciplinaire.

Les résultats des travaux d'anthropologie politique ont aussi amené plusieurs auteurs à s'interroger de manière plus fondamentale sur la nature du pouvoir et du politique.

A un niveau plus limité, par rapport à la branche-mère de l'anthropologie, l'anthropologie politique a exercé une *fonction critique*. Elle a modifié l'image des sociétés segmentaires consensuelles, unanimistes, mécaniques, équilibrées et peu affectées par l'entropie. La réalité de ces sociétés est enfin considérée comme *essentiellement dynamique*. La compétition et la contestation s'y retrouvent, l'équilibre est oscillant, le dynamisme inhérent à la structure. Il est question de stratégie et de manipulation. Les fonctions idéologiques et politiques des mythes sont mises au jour. La nécessité d'une *théorie plus*

1. G. Balandier, *Anthropologie politique*, P.U.F., Paris 1967.

2. *Idem*, p. 138.

3. Tel est le danger qui guette, par exemple, l'anthropologie économique. Il ne s'agit souvent que de danger, car on ne peut négliger les très intéressants développements récents de l'anthropologie économique (M. Godelier, auquel nous reviendrons, en est un des représentants les plus actifs). Dans la logique du développement des sciences, il est à prévoir que des fusions enrichissantes vont résulter de la conjugaison des résultats de l'anthropologie économique et de l'anthropologie politique.

4. G. Balandier, *op. cit.*, p. 219.

dynamiste est à son tour appelée à renouveler le débat sur les rapports entre sociétés segmentaires et histoire, à accorder le poids qui convient à l'histoire. Une telle optique implique le rejet de l'interprétation paresseuse qui ne voit dans les sociétés segmentaires que changements répétitifs. L'origine, la nature, l'expression et la résolution des conflits, la compétition, le jeu des forces sociales qui les sous-tendent, du statut de parents pauvres qui est le leur, sont appelés à être propulsés à l'avant-scène de l'analyse du politique.

L'approche fonctionnaliste qui s'est centrée sur les *fonctions* du politique a négligé l'analyse de la *nature* même du politique, n'a su reconnaître toute son extension et sa diversité.

Balandier insiste sur le fait que le pouvoir n'est pas une qualité inhérente à certains individus mais une *catégorie subjective*. C'est sa capacité de produire des *effets*, d'agir effectivement sur les personnes et les choses par des moyens allant de la persuasion à la force qui le caractérise. Les effets qu'il produit le révèlent davantage que ses aspects et ses attributs.

Le pouvoir politique est *inhérent à toute société* et pas seulement aux sociétés étatiques. Même dans les sociétés segmentaires, qualifiées d'égalitaires, il y a des différences (selon le sexe, l'âge, la situation généalogique, etc.) et le pouvoir se renforce avec l'accentuation des inégalités.

Deux autres caractères du pouvoir qui nous intéressent très directement sont la *sacralité*¹ et l'*ambiguïté*.

L'*ambiguïté* du pouvoir provient du fait qu'il est à la fois accepté, révérend et contesté ; accepté parce que considéré comme une nécessité et contesté parce que s'appuyant sur des inégalités sociales et s'assurant des privilèges. Si le pouvoir est considéré comme nécessaire, c'est à l'intérieur de certaines limites. Il requiert le consentement et une certaine réciprocité. D'où un autre aspect essentiel du pouvoir : sa *légitimité*.

A la suite de ces éléments théoriques généraux, faisons état de quelques résultats plus concrets. Des informations existent sur les *conditions et les mécanismes d'apparition de nouveaux clans dans de tels systèmes politiques*². C'est souvent un acte de rupture à l'égard de la parenté qui est à l'origine d'une telle apparition. Le fondateur semble s'exclure de l'ordre ancien pour imposer son pouvoir et construire un ordre nouveau. Des mythes et des rituels rappellent régulièrement cet événement et confirment, en la réanimant, la nature exceptionnelle du souverain. L'importance de la stratégie politique est démontrée par le phénomène de la manipulation des généalogies : on se découvre, à moins qu'on ne s'invente, une ascendance commune. Avant de provoquer un acte de rupture, on se crée un réseau de parents et de dépendants, on capitalise des parents et des clients.

1. L'aspect sacré du pouvoir va être développé sous peu.

2. Si nous mentionnons ce problème, c'est en vue de l'analyse de l'apparition des Gris en 1964.

Une fois la sécession reconnue, le nouveau clan reçoit un nom distinctif, généralement celui du fondateur. Afin de légitimer cette situation nouvelle, les généalogies sont parfois rectifiées et l'identité clanique conférée à des membres du nouveau groupe qui en fait ne la possèdent pas. La création d'un nouveau clan constitue une véritable *entreprise politique* globale mettant en cause la parenté, les richesses, les conventions généalogiques, etc.

On a même dégagé quatre phases dans le processus de constitution d'un nouveau clan : capitalisation de biens et de pouvoirs matrimoniaux, capitalisation de parents et de dépendants, capitalisation de prestige et d'influence, sécession et légitimation généalogique.

Les clans et la parenté ne sont donc nullement des éléments statiques. Les groupes de parenté et les alliances ne sont jamais stables, définitifs ; ils reposent sur des rapports et mécanismes mouvants de compétition, de domination, de coalition et d'opposition.

La création d'un nouveau clan illustre ce caractère essentiellement dynamique de la parenté et du pouvoir.

Quant aux *critères du pouvoir*, ils sont très nombreux et divers. Le *principe de descendance* et le *principe territorial* ont une importance déterminante mais variable selon les cas. Qui dit descendance dit profondeur généalogique (nombre de générations et de segments reliant un individu à l'un de ses ancêtres plus ou moins mythiques). La non-appartenance à un lignage équivaut à une non-participation au contrôle des affaires publiques ; une « non-intégration parentale » a donc aussi une signification politique. La capitalisation d'épouses, de descendants et d'alliances sont autant d'incidences politiques de la parenté. Les clans et les lignages ne sont en outre ni équivalents ni égalitaires. Entre eux existent des rapports de prééminence et de subordination. Ils peuvent être différenciés, spécialisés et « ordonnés ». La position des hommes les plus influents dépend de la position du clan auquel ils appartiennent. La *situation de « classe »* (le statut d'ainé, d'ancien) et la *qualité magico-religieuse* de certains individus (même à Chermignon un chef de clan est considéré comme une sorte de bienfaiteur à qui on fait appel quel que soit le problème) sont deux autres critères du pouvoir. Cette capacité magico-religieuse réapparaît lorsque les membres d'une collectivité attribuent à un individu l'entretien de l'état de santé, de la fécondité et du maintien de l'ordre. Le pouvoir peut aussi être conquis à force de potlachs et de prodigalités.

On se souvient qu'un autre problème majeur de notre étude est celui de la *stratification sociale*.

Comme la parenté et le politique, la stratification sociale n'est pas quelque chose de fixe et de statique dans ces sociétés. Stratification sociale et pouvoir politique y sont intimement liés. Comme l'affirme R. Bastide, ces sociétés comportent une multiplicité de formes élémentaires de la lutte des classes¹.

1. R. Bastide, *Formes élémentaires de la stratification sociale*, Paris, C.D.U., 1965.

Parmi les *critères* qui interviennent dans la différenciation sociale relevons le sexe, l'âge, la descendance, la parenté, le poids variable des valeurs religieuses et militaires, la proximité généalogique et la mythologie rattachée à certains statuts particuliers. Tous ces critères ne sont jamais présents isolément et n'agissent pas de manière autonome. Ils entretiennent des liens, une nouvelle fois, très divers et multiples. Les fonctions militaires peuvent être liées à une classe d'âge déterminée.

Lorsque ces sociétés sont soumises à des processus de transformation sociale, les formes élémentaires de la stratification sociale ordonnant clans, lignages, classes d'âge, ne sont jamais totalement abolies mais coexistent avec des *formes plus complexes* qui dominent et « utilisent » les premières.

Un autre problème traité par l'anthropologie politique et négligé tout particulièrement par la sociologie politique et la science politique est donc celui des rapports entre le *sacré* et le pouvoir, entre la *religion* et le *pouvoir* :

« Dans toutes les sociétés, le pouvoir politique n'est jamais complètement désacralisé ; et il s'agit des sociétés dites traditionnelles, le *rapport au sacré* s'impose avec une sorte d'évidence. Discret ou apparent, le sacré est toujours présent à l'intérieur du pouvoir. Par l'intermédiaire de ce dernier, la société est saisie en tant qu'unité — l'organisation politique introduit le véritable principe totalisant —, ordre et permanence. Elle est appréhendée sous une forme idéalisée, comme garante de sécurité collective et comme pur reflet de la coutume ou de la loi ; elle est éprouvée sous l'aspect d'une valeur suprême et contraignante ; elle devient ainsi la matérialisation d'une transcendance s'imposant aux individus et aux groupes particuliers » ¹

Le pouvoir devient d'autant plus contraignant qu'il recèle en lui une parcelle de sacré :

« Les souverains sont les parents, les homologues ou les médiateurs des dieux. La communauté des attributs du pouvoir et du sacré révèle le lien qui a toujours existé entre eux, et que l'histoire a distendu sans pourtant jamais le rompre. » ²

C'est la royauté émergeant de la magie et de la religion qui incarne le mieux la sacralité du pouvoir. Désobéir à un « roi-dieu » représente une transgression sacrilège.

Le culte des ancêtres ou des chefs de clan relève de la même sacralité. Encore plus près de nous, il y a le fait que la plupart des

1. G. Balandier, *op. cit.*, p. 46. Ce caractère sacré du pouvoir nous permettra de comprendre pourquoi dans une société fortement traditionnelle et religieuse comme le Valais, la contestation du pouvoir est considérée comme une atteinte particulièrement grave, voire criminelle, à quelque chose de fondamental, de vital, de sacré en d'autres termes.

2. Idem, p. 117.

sociétés associent l'ordre qui leur est propre à un ordre qui les dépasse¹.

La sacralisation du pouvoir peut trouver une autre explication dans la volonté de durer de toute société, dans la peur du chaos, de sa propre mort. C'est l'ordre par rapport au désordre qui est sacré.

La *terminologie* du pouvoir, élaborée dans une plus ou moins grande mesure dans le langage religieux, illustre d'une autre manière ce caractère sacré.

En ce qui concerne les atteintes envers le pouvoir, ce sont celles formulées à l'encontre du pouvoir en tant que tel et non contre ses détenteurs qui sont sacrilèges. Ce phénomène est essentiel et non sans analogie avec les collectivités locales où l'essentiel des débats politiques portent, en effet, autour de *personnes* et non du système politique et de ses fondements.

Il n'est donc pas étonnant que les facteurs qui tendent à modifier les *fondements* du pouvoir, le principe même de l'autorité (et non ses détenteurs), soient assimilés à la sorcellerie. La thèse des sorciers comme contestataires de l'époque où ils étaient brûlés est connue.

Dans la lutte de ces sociétés contre l'entropie, dans leurs entreprises visant à renouveler l'ordre, les rapports avec le sacré réapparaissent. Les sociétés étant littéralement obsédées par le sentiment de leur vulnérabilité, surtout les plus figées, des *procédés de re-création permanente* sont partout présents. Le mariage et les funérailles en sont deux exemples. Chacun établit une relation intense avec le sacré. Le premier rajeunit les rapports sociaux ; la société se recrée en jouant sa propre genèse. Avec les secondes, la mort étant le signe du désordre, on est en présence d'un procédé de remise en état. C'est l'occasion d'une purification, d'une nouvelle alliance avec les ancêtres.

Certaines cérémonies, les fêtes, le potlatch (dans notre étude, sous forme hypothétique, les élections communales), constituent un autre exemple de séance collective de « remise à neuf ». Elles resserrent les liens à l'intérieur de chaque clan et les chefs de clan réapparaissent comme figure centrale. Un changement de règne (de clan au pouvoir), tout en faisant l'effet d'un retour aux commencements, est également une occasion de régénérer la collectivité.

Le sacré peut aussi être utilisé comme élément de stratégie politique. La religion devient alors un instrument du pouvoir, une garantie de sa légitimité. Le culte des ancêtres, celui qui les invoque le mieux, qui peut démontrer qu'il entretient une relation spécifique et directe avec eux se fera plus facilement accepter comme chef. Ce culte peut aussi être utilisé par des hommes âgés pour contenir les revendications de leurs cadets. Mais chaque défunt ne devient pas un ancêtre. Il le devient s'il laisse un « dépositaire », un héritier de sa charge, de ses prérogatives et d'une partie de ses biens.

Le sacré n'est pas uniquement et nécessairement au service de l'ordre social existant. Il peut se retourner contre ceux qui le mono-

1. La constitution de la Confédération helvétique ne commence-t-elle pas par les mots : « Au Nom de Dieu Tout Puissant ! ».

polisent à leur profit et être invoqué en faveur d'un ordre social autre, d'une autre légitimité. Il peut servir à limiter ou à contester radicalement le pouvoir en place. L'exemple des prêtres contestataires démontre l'actualité de ce double aspect du sacré.

Les relations entre le pouvoir et le sacré apparaissent d'une autre manière encore à travers *les mythes*. Le mythe peut être considéré comme un instrument manipulé par les détenteurs du pouvoir, du privilège et de la propriété¹. Les stratégies de conservation du pouvoir, du privilège et du prestige impliquent la référence à un passé plus ou moins mythique, à des actes de fondation, à une tradition :

« Les mythes ont, sous cet aspect, une double fonction : ils *expliquent* l'ordre existant en termes historiques et ils le *justifient* en lui donnant une base morale, en le présentant comme un système fondé en droit. Ceux d'entre eux qui confirment la position dominante d'un groupe sont évidemment les plus significatifs : ils servent au maintien d'une situation de supériorité. »²

Selon les collectivités, le groupe dominant prétend avoir apporté le feu, les plantes cultivées, affirme devoir le monopole du pouvoir politique à son action civilisatrice, etc. D'où les *diverses versions d'un même mythe*, versions qui ne font que témoigner des incompatibilités, des contradictions et des contestations réelles d'une collectivité donnée.

Un autre problème est celui des *rappports entre idéologie et mythe et entre tradition et modernité*.

L'anthropologie politique a démontré que dans les sociétés où les rapports de production n'ont pas acquis le rôle déterminant qu'ils ont ailleurs, c'est la participation au pouvoir qui donne une emprise sur l'économie plus que l'inverse. L'importance de ce phénomène pour la modernisation apparaît immédiatement. Dans une telle société, le groupe qui veut promouvoir une modernisation (économique par exemple) doit nécessairement passer par le politique. La participation politique devient un instrument pour remanier les structures sociales. La création de partis politiques dans une société où il n'en existe pas peut jouer un rôle modernisateur. Elle peut être à la base d'une structuration nouvelle des groupes sociaux et des rapports de force fondés non plus seulement sur la parenté mais sur d'autres critères.

Mentionnons un dernier problème, celui de :

« la fonction des idéologies et le passage du mythe, orienté vers le passé, à l'idéologie moderne, annonciatrice d'un à-venir. »³

L'idéologie est une expression de la volonté de modernisation et sa fonction politique est stimulée durant les phases de modification profonde des sociétés et de leurs cultures. L'idéologie est marquée par les réactions à la situation antécédente (lutte contre diverses formes de dépendance, d'oppression, d'exploitation). Elle peut contenir une exaltation de l'indépendance. Les rapports entre idéologie et

1. B. Malinowski, *The Foundation of Faith and Morals*, London, 1936.

2. G. Balandier, *op. cit.*, p. 139.

3. G. Balandier, *op. cit.*, p. 217.

mythe peuvent être illustrés par le caractère mythique de certains thèmes (résistance, révolte) sur lesquels l'idéologie prend appui. Il y a un chemin qui conduit :

« du mythe traditionnel, comportant une part d'idéologie, aux idéologies et doctrines politiques modernes recélant encore une part du mythe. »¹

Avec ces quelques références à l'anthropologie, politique notamment, prend fin la recherche d'éléments empiriques et théoriques devant permettre d'appréhender le système politique de Chermignon.

L'anthropologie politique constitue réellement un champ d'étude auquel il est difficile de reprocher une appréhension partielle, spécialisée et statique du pouvoir et du politique.

Nous aimerions encore très brièvement tenir compte d'une autre dimension du politique, de la dimension historique.

1. *Idem*, p. 217.

Chapitre III

De quelques déterminations historiques de la politique valaisanne actuelle

Définissons d'abord les limites très étroites à l'intérieur desquelles s'inscrit ce paragraphe. Il est donc question d'histoire. Mais cette fois nous ne faisons pas appel à une discipline, à l'histoire en tant que discipline spécifique. Nous cherchons uniquement à dégager quelques-uns des traits historiques qui ont marqué durablement la vie politique valaisanne (et, par conséquent, celle de la commune de Chermignon) sans faire pour autant une histoire, même très abrégée, du Valais.

Nous postulons que la vie politique valaisanne actuelle est encore fortement déterminée par ce que A. Siegfried appelait une *tendance politique* et F. Goguel une *tradition politique*, soit des facteurs historiques (remontant souvent à un siècle, voire davantage) spécifiques à une région donnée et qui peuvent, à eux seuls, contrecarrer le poids de toute une série d'autres variables habituellement déterminantes.

Pour aborder ce problème, nous choisissons une des périodes cruciales¹ de l'histoire contemporaine du Valais, celle qui s'étend depuis la montée des idées libérales (vers les années 1830) jusqu'à l'évincement des radicaux au niveau de l'exécutif cantonal valaisan (en 1857).

A cette époque, des luttes très dures ont opposé les forces traditionnelles et conservatrices aux forces partisans des idées libérales et radicales montantes. Comme dans beaucoup d'autres régions du pays et de l'Europe, cette époque a laissé en Valais des traces pro-

1. Les événements des années 1870 constituent une autre période de ce genre. Ils sont d'ailleurs en partie directement liés à ceux de la période que nous abordons ici.

fondes. De multiples aspects de la situation politique valaisanne actuelle ne peuvent se comprendre que par référence à ce chapitre de l'histoire.

Parmi les nombreux écrits relatifs à cette époque, nous distinguons deux catégories : ceux qui ont été rédigés au moment où les événements se sont produits par des personnes qui ont vécu cette crise politique, et ceux qui ont été rédigés de nos jours dans une optique rétrospective et analytique.

Les premiers sont de type essentiellement narratif et passionné souvent, parce que écrits par des personnes concernées et fréquemment directement impliquées en tant qu'élément actif.

Parmi les écrits de la seconde catégorie, nous ne retiendrons pas ceux qui adoptent une perspective d'histoire événementielle (analysant une période donnée essentiellement à partir des événements importants et des personnages influents), mais ceux qui adoptent une perspective plus relationnelle et structurelle (attachant plus d'importance à des facteurs tels la situation économique, sociale et politique générale, les groupes sociaux ou classes sociales). Si les premiers sont très nombreux, les seconds, en ce qui concerne le Valais du moins, sont, en revanche, rares.

Commençons par les écrits de la première catégorie. Plus que sur la tendance politique profonde, ces récits nous fournissent des indications sur l'*atmosphère politique* qui régnait à cette époque, atmosphère qui a, elle aussi, laissé des traces durables. Ces récits constituent des témoins inégalables de la manière dont la population valaisanne a vécu concrètement cette époque. Pour illustrer cette atmosphère, nous allons uniquement citer quelques passages tirés de deux ouvrages de Rilliet de Constant¹ et de divers documents édités par A. Donnet². Certains de ces textes ont été écrits par des sympathisants ou partisans des libéraux (respectivement Rilliet de Constant et M.-E. Filliez) et d'autres par des adeptes des forces conservatrices (J.-N. Hubert). Nous citons ces très brefs passages, simplement pour donner une image de la violence et de la cruauté des luttes qui devaient correspondre à la dureté du verbe. Les passages qui suivent témoignent aussi de l'importance de l'enjeu de ces luttes. Rilliet de Constant à propos des conservateurs :

« ...le dixain d'Entremont et celui de St-Maurice avaient fait leurs élections en entier dans le sens *conservateur* ou plutôt *ignorantin*. »³

1. M. Rilliet de Constant, *Une année de l'histoire du Valais*, Genève, 1841 ; *Le Valais de 1840 à 1844*, Lausanne, 1845.

2. A. Donnet : *Lettres d'exil de Maurice-Eugène Filliez à son frère Benjamin (1844-1847)*, *Vallèsia*, Vol. XXI, 1966, pp. 279-339 ; Joseph-Nicolas Hubert (1809-1864), chanoine du Saint-Bernard, *Précis historique des événements d'Entremont arrivés en mai 1844*, publié avec une introduction et des notes par A. Donnet, *Vallèsia*, Vol. XXIV, 1969, pp. 1-94.

3. Rilliet de Constant, *Le Valais de 1840 à 1844*, *op. cit.*, p. 87.

Au sujet du poids de la religion :

« ...si les hommes du Haut-Valais avaient su lire autrement qu'avec les lunettes de leurs prêtres... » ¹

Le chanoine J.-N. Hubert à propos des radicaux :

« La contagion révolutionnaire envahit bientôt les principales localités de la plaine qui abondaient en têtes exaltées. Une bande de convertis au culte de la révolution, la plupart sans aveu, d'autres sortis de la vase troublée, se porte sur Martigny, le 11 avril 1833, y est bâtonnée et s'en retourne le dos meurtri. » ²
L'auteur ajoute en note : « Le clergé fit alors son devoir. »

Plus loin :

« M. Louis Gard, de Bagnes, entre autres, homme sans principes et sans mœurs, choisi dès 1831 pour y prêcher et propager les idées révolutionnaires, surpassa l'attente de ses maîtres. Les coups de bâtons qu'il reçut, le 11 avril, attestent son zèle et sa fidélité au mot d'ordre. Ce mauvais fou, secondé par les médiocrités ambitieuses et applaudi par la lie du peuple, fit un mal incalculable par ses discours, ses écrits et ses chansons tous empreints d'immoralité et d'impiété. Le typhus politique, combattu d'abord, puis devenu libre dans sa marche, finit par gagner presque tout ce populeux dizain. » ³

Ailleurs :

« Ce n'était plus un parti, mais bien la masse collective de la nation valaisanne qui s'apprêtait à venger noblement les injures nationales commises par une misérable faction de nationaux soudoyés par les clubs étrangers. » ⁴

Ou encore :

« Le réveil d'un peuple opprimé et avili par une horde de tyranneaux, qui se jouaient des lois divines et humaines, s'annonçait tous les jours davantage et devait bientôt balayer cette vermine du sol valaisan. » ⁵

A propos des siens, les conservateurs :

« C'était un beau et touchant spectacle de voir des jeunes gens pleins de force et de vigueur, de bons pères de familles, encouragés et bénis les uns et les autres par des vieillards respectables, venir, après les pénibles travaux de la journée, passer des nuits blanches pour empêcher la réalisation de projets sanguinaires, qui auraient imprimé une honte éternelle à la commune, et pour sauver des vies consacrées à leur service. Voilà un patriotisme véritable que la religion seule sait inspirer. » ⁶

1. *Idem*, p. 124.

2. J.-N. Hubert, *op. cit.*, p. 13.

3. *Idem*, pp. 13-14.

4. *Idem*, p. 22.

5. *Idem*, p. 22.

6. *Idem*, p. 29. On notera au passage les liens entre le sacré et le politique.

Après ces très brèves indications sur l'atmosphère politique, essayons maintenant de dégager directement quelques traits de la tradition politique valaisanne.

D'une manière très générale, il apparaît d'abord qu'au début du XIX^e siècle, la situation économique, sociale, idéologique et politique du Valais était fortement *en retard* sur celle des cantons suisses les plus industrialisés et urbanisés¹. De nombreux aspects de la féodalité étaient encore fortement enracinés.

Un des aspects les plus frappants de ce retard du Valais est le *pouvoir temporel* dont disposait encore l'Evêque, pouvoir qui est, lui-même, un indicateur du poids du clergé d'une manière plus générale. C'est sans doute ce qui explique en partie aussi bien la violence des mesures anticléricales des radicaux lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir que celles, tout aussi violentes, qui furent prises contre les radicaux lors de la restauration du pouvoir conservateur (lié à l'Eglise).

Un autre élément de caractère féodal a été la *domination du Haut sur le Bas-Valais* de 1475 jusqu'au début du XIX^e siècle. Durant cette époque, le Bas-Valais a, en effet, été un *pays sujet* du Haut. Cette sujétion a été ébranlée une première fois en 1798 lors du rattachement du Valais (devenu le Département du Simplon) à la France par Napoléon.

Il est difficile de rendre compte en quelques lignes de la nature de cette sujétion, mais on peut dire qu'elle était encore bien réelle, dure et violente à la fin du XVIII^e siècle, au moment où le peuple bas-valaisan commençait à se soulever devant les exactions des représentants du pouvoir féodal et aristocratique du Haut². Soulignons qu'à cette époque, les divers soulèvements du peuple bas-valaisan s'expliquent par la nécessité matérielle, la misère économique du peuple beaucoup plus que par l'adhésion à une quelconque idéologie politique.

1. Trois études récentes vont nous être particulièrement utiles dans cette seconde partie parce qu'elles adoptent précisément une perspective moins événementielle : G. Arlettaz, *Les tendances libérales en Valais (1825-1839)*, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, N° 11, Ed. Universitaires, Fribourg, 1971, 242 p. ; R. Roten, *Les débuts du radicalisme en Valais (1840-1848)*, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, N° 12, Ed. Universitaires, Fribourg, 1971, 181 p. ; P.-M. Rey, *Le Régime radical en Valais (1847-1857)*, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, N° 13, Ed. Universitaires, Fribourg, 1971, 229 p.

Il existe évidemment beaucoup d'autres documents et ouvrages relatant de manière plus ou moins événementielle divers aspects de cette époque en Valais. Citons encore un ou deux ouvrages : A. Seiler, *Histoire politique du Valais 1815-1844* traduit de l'allemand par G. Ghika), *Annales Valaisannes*, N°s 3 et 4, juillet-déc. 1951, pp. 453-577 ; Anne-Joseph De Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais 1798-1834* (publiées par A. Donnet), Payot, 1961, 3 Vol. ; P. De Rivaz, *Histoire contemporaine du Valais*, 1^{er} volume, Sion, 1946, 142 p. ; L. Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, 410 p. Pour une analyse de cette époque à un niveau plus général (ensemble de la Suisse) et dans une perspective plus sociologique, on peut mentionner l'ouvrage de E. Gruner. Cf. E. Gruner, *Die Parteien in der Schweiz*, Francke, Berne, 1969, 278 p.

2. Cf. à ce sujet les précieuses descriptions de P. Devanthey, *La Révolution bas-valaisanne de 1790*, Bibliotheca Vallesiana, Martigny, 1972, 476 p.

Un autre élément était le rôle encore considérable du *service mercenaire*¹. Ce service est en rapport avec les difficultés économiques du Valais. Ce dernier était en effet un lieu d'émigration. Les militaires engagés dans le service mercenaire ont joué un rôle important dans l'avènement des radicaux en Valais. Nombreux étaient ceux qui avaient adopté des idées libérales lors de leur séjour à l'étranger. D'autre part, ils savaient se servir des armes et les armes sont effectivement intervenues, même si la plupart du temps c'était uniquement en tant qu'élément de menace et de pression.

La démocratie moderne en politique a été une acquisition très tardive en Valais, le résultat de longues et dures luttes et conquêtes. Même le radicalisme qui a mis en place les institutions démocratiques a dû s'imposer par la force. La contrainte était devenue un élément normal et quotidien dont se servait le régime radical dans la phase initiale de son passage au pouvoir (passage au pouvoir qui a duré de 1847 à 1857).

Il a été indiqué que le *clergé* était un acteur important de la vie politique valaisanne de cette époque. Si le clergé était dans son ensemble très traditionaliste et conservateur, il n'était pourtant pas totalement uni et homogène du point de vue idéologique. Comme aujourd'hui des prêtres contestataires faisaient parler d'eux.

Certains défendaient ardemment les idées libérales qui montaient un peu partout en Europe ; d'autres, plus radicaux, prônaient des idées quasiment socialistes. Il y avait parmi eux des pamphlétaires redoutables et redoutés. On se souviendra que c'est à cette époque que la *presse* s'est développée et a, par conséquent, commencé à représenter un instrument de propagande politique.

Toujours au sujet des divisions idéologiques du clergé, l'Abbaye de St-Maurice, par exemple, comptait nombre de prêtres très instruits et partisans d'un développement de l'éducation (cheval de bataille des radicaux) et de la science, adeptes du progrès et d'une nette amélioration des conditions sociales du peuple.

G. Arlettaz démontre, implicitement, à quel point la *notion même de parti politique* était encore prématurée en Valais vers les années 1830-1840². Dans son étude, il n'est pas question d'un parti libéral mais du *clan libéral*, de dirigeants d'un parti mais de *chefs de clan*, et ceci même au niveau de la politique cantonale. On parle de rivalités

1. Les radicaux exigeaient l'abolition de ce service mercenaire.

2. L'apparition tardive d'authentiques partis politiques est un phénomène général et bien connu. Pour la Suisse dans son ensemble, c'est également E. Gruner (*Die Parteien in der Schweiz, op. cit.*) qui a analysé ce phénomène. Rappelons que le parti radical, par exemple, ne s'est constitué qu'en 1894 au niveau national. Gruner insiste sur le caractère changeant des groupements politiques jusque vers la fin du XIX^e siècle. Il était courant de voir un parlementaire appartenir à plusieurs groupes politiques, même de tendance sensiblement divergente.

M. Duverger (« L'origine des partis politiques », in *Les partis politiques*, A. Colin, Paris, 1969, pp. 1-16), analyse ces divers aspects à un niveau encore plus général.

électorales dominées par les *clans familiaux*, du poids des *relations de parenté*. Les libéraux d'autres cantons (de Vaud par exemple) se moquaient d'ailleurs des *querelles de clan* de leurs homologues valaisans¹. L'auteur évoque les *mêmes familles* qui gouvernent de génération en génération dans les dizains ; les *cinq ou six familles aristocratiques*, qui concentrent le pouvoir entre leurs mains à Sion. Même lorsque les radicaux sont au pouvoir il est question de *clan progressiste*, de *clan modéré*.

La politique est centrée autour d'*hommes*, de *personnalités*, de rivalités entre personnes, appartenant parfois à une même tendance. S'il y a crise gouvernementale, c'est parce qu'une personnalité a démissionné.

De même, lorsque R. Roten analyse la situation politique du Valais vers 1840, et plus précisément les diverses composantes idéologiques du radicalisme, les trois courants qu'elle distingue (libéral-radical, radical extrême, radical-social) sont tous incarnés par une ou plusieurs *personnes*. L'imparfaite concordance entre idéologie politique et couches ou classe sociale est également un phénomène très général. Voyons quelle est en Valais la spécificité de cette non-concordance à l'époque dont il est question ici. C'est notamment la difficulté pour les libéraux, pour les radicaux ensuite, de s'appuyer sur une base sociale suffisamment large. Les idées libérales et radicales sont en effet limitées à la classe bourgeoise et cette dernière peut tout au plus utiliser le peuple comme masse de manœuvre. On entrevoit les dangers d'une telle situation : une adhésion aussi fragile et superficielle peut à tout moment se retourner contre ceux qui en bénéficient momentanément. Ceci est effectivement arrivé à certains moments aux radicaux qui défendaient pourtant aussi les intérêts du peuple démuni et qui ont vu ce dernier leur infliger « la bastonnade ».

En ce qui concerne les principaux *groupes sociaux ou classes sociales du Valais* à cette époque, G. Arlettaz, par exemple, préfère parler de *milieux politiques*. Quatre milieux politiques sont définis : les autorités, le clergé, la petite bourgeoisie et le peuple. Parmi les *autorités*, il distingue ensuite les aristocrates (particulièrement puissants dans les dizains supérieurs) et les démocrates (plus nombreux dans le Bas-Valais). C'est dans la *petite bourgeoisie* (petits commerçants, artisans) que les aspirations libérales sont fortes. Il s'agit d'une catégorie sociale qui n'est en rien avantagée, bien au contraire. Seule l'aristocratie foncière est favorisée. La petite bourgeoisie est

1. F.-X. Ribordy (*Le Grand Conseil Valaisan, Essai d'interprétation de l'évolution politique valaisanne*, 1921-1965, Mémoire de licence, Université de Genève, 1966, 200 p.) utilise des termes tels que « partis de clans », « partis de familles », « partis de district » pour analyser les luttes entre groupements politiques lors des élections. Il est question des *familles* et des *clans* qui essayent d'élire un député (p. 19). L. Courthion (*Le peuple du Valais*, Bibliothèque romande, Lausanne, 1972, 1^{re} édition en 1903, 259 p.), utilise lui aussi couramment ce dernier terme. Il parle de « l'esprit de clan », par exemple (p. 157).

méprisée par les classes nobles et écartée du pouvoir politique ; la liberté de commerce, vitale pour elle, n'existe pas. Les autorités vont jusqu'à favoriser des marchands ambulants étrangers. Pas plus que la liberté de commerce, la liberté d'établissement n'est garantie. L'aristocratie craint l'établissement de commerçants et d'industriels protestants en Valais.

Le peuple est dans la misère et comme le Rhône n'est pas endigué, nombreux sont ceux qui vivent dans les marais. Malgré cette situation, il ne parvient pas à s'organiser et ceci pour plusieurs raisons : *grande dispersion de la population* valaisanne, poids encore très fort des *particularismes*, différences considérables de mentalités. Le peuple est campagnard, ignorant, non éduqué. L'apathie politique est généralisée, si ce n'est *quelques soulèvements isolés*. Un autre élément essentiel explique cette apathie politique : le *facteur religieux*. G. Arlettaz parle de masses fanatisées par une pression religieuse de style moyenageux. Mais contrairement aux radicaux, les religieux étaient proches du peuple, en contact quotidien avec lui ; ils pouvaient « travailler » le peuple. L'*isolement montagnard* aidant, la pénétration des idées nouvelles était d'autant plus difficile.

Le poids de la religion semble, en effet, être un élément explicatif déterminant du non-ralliement du peuple aux idées libérales et radicales. Si le peuple approuve les dénonciations de corruption des hommes politiques, il se rebiffe dès que l'on s'en prend à la religion. On peut s'attaquer aux hommes politiques mais pas à la religion. Le clergé a beau jeu d'assimiler la contestation politique à l'insubordination religieuse (autre exemple des liens que peuvent entretenir le politique et le religieux).

Un autre élément qui complique la logique de l'alignement des couches sociales sur les idéologies politiques est la *lutte du Bas-Valais contre le Haut-Valais*. Ce problème spécifique provoque en effet une unification relative des différentes couches sociales du Bas-Valais, opposées à une autre unité composée, elle aussi, de différentes couches sociales : le Haut-Valais. C'est la libération du Bas-Valais, plus que la libération du peuple (des classes sociales opprimées) qui devient l'enjeu politique numéro un.

Ces divers facteurs démontrent à quel point la formation et le développement d'une sorte de conscience de classe étaient chose difficile. La lutte du Bas-Valais contre le Haut-Valais a, de surcroît, donné une tournure particulière au radicalisme valaisan qui s'est en partie greffé sur le thème de la libération du Bas. D'où la localisation du radicalisme presque exclusivement dans le Bas-Valais.

En sachant que le radicalisme n'a pénétré que dans le Bas-Valais et n'a eu qu'une faible emprise sur les masses populaires, il devient difficile de comprendre que les radicaux aient pu arriver au pouvoir en Valais. La contradiction se résout facilement. Comme en 1798 et dans les années qui suivirent, un changement politique n'a été possible *qu'avec l'appui de l'extérieur* (non plus de Napoléon mais des troupes

fédérales cette fois, à la suite de l'arrivée au pouvoir des radicaux au niveau national).

Plus généralement, on comprend mieux maintenant pourquoi les radicaux n'ont pu arriver et se maintenir au pouvoir qu'en s'appuyant sur l'armée.

Mais l'emprise de la religion et l'impossibilité de convaincre idéologiquement la population ne suffisent pas à expliquer l'échec des radicaux. A part la mentalité valaisanne traditionaliste et conservatrice, la politique des radicaux souffrait d'opportunisme, d'incohérence, d'un manque d'unité idéologique. D'autre part, l'état des finances et la résistance du peuple à la simple idée d'un impôt ne leur avaient pas permis de réaliser concrètement leurs objectifs.

Ces faiblesses ne doivent pas cacher des acquis fondamentaux et historiques : mise en place d'institutions permettant le fonctionnement d'une démocratie moderne, égalité entre le Haut et le Bas-Valais, libertés individuelles, création d'une administration centrale susceptible de fonctionner efficacement, développement de l'instruction publique (limitée aussi à cause de la faiblesse des recettes notamment).

Un dernier élément mérite d'être signalé. Il a également trait à la religion, à un aspect particulier de la religion. Avant leur arrivée au pouvoir, les libéraux, les radicaux surtout, étaient sévèrement rejetés par la société dominante. L'Eglise n'hésitait pas à excommunier ou à refuser l'extrême-onction à ces contestataires, à les assimiler à tout ce que représente le diable et le Mal, et à prendre toutes sortes d'autres mesures vexatoires et répressives. On devine qu'une fois au pouvoir les radicaux assouvirent leur soif de vengeance et pour dire les choses crûment, ils n'y allèrent pas non plus de main morte. Une partie des biens de l'Eglise furent confisqués et vendus aux enchères. Les curés qui manifestaient ouvertement leur hostilité aux radicaux furent parfois expulsés.

Le même phénomène s'est reproduit lorsque les radicaux furent chassés du pouvoir en 1857 : les fonctions publiques leur étaient dorénavant fermées ; tout ce qui était radical était de nouveau assimilé au Mal.

Tout ceci pour montrer d'où vient, en partie, l'anticléricalisme des radicaux, et sa longue histoire. Nous retrouverons ce phénomène dans la partie empirique de notre étude.

Il est essentiel de se rappeler que ces quelques lignes n'ont nullement la prétention de décrire la situation politique du Valais à cette époque. Le seul but de ce paragraphe était de signaler quelques éléments historiques qui ont marqué durablement la politique valaisanne. Ils vont, par conséquent, contribuer à la compréhension de la situation politique actuelle. D'importantes et nombreuses transformations ont évidemment eu lieu en Valais depuis cette époque et celles-ci ont à la fois modifié et complété les spécificités décrites

ci-dessus¹. Cependant, il semble qu'il existe bien une *tradition politique valaisanne* dont certaines racines se situent à cette époque et qui influence aujourd'hui encore la politique du Valais et le comportement de ses habitants, même si c'est dans une moindre mesure que par le passé. Résumons quelques-unes de ses composantes : particularismes, relatif isolement, dispersion de la population (faible urbanisation), développement moins rapide de l'éducation, influence du clergé, liens entre le parti politique dominant et le clergé, rôle des clans, des personnalités, relativisation des idéologies, effets des rapports entre le Haut et le Bas-Valais. Ces spécificités jouent donc le même rôle que les facteurs qui dans les études de Siegfried ou de Goguel, par exemple, contrecarrent le poids de toute une série d'autres variables.

1. Plusieurs auteurs ont analysé ces transformations. Citons-en deux ou trois : P. De Rivaz, *Histoire contemporaine du Valais 1872-1906*, Vol. 2, Sion, 1950, 186 p. ; F. de Torrenté, *Le développement industriel du canton du Valais*, Genève, 1920, 104 p. ; H. Roh, *Fédéralisme politique et décentralisation économique et industrielle*, Sion, 1960, 427 p. ; B. Kaufmann, *Die Entwicklung des Wallis vom Agrar-Zum Industriekanton*, Zürich, 1965, 173 p. ; A. Guex, *Le demi-siècle de Maurice Troillet, 1913-1970*, 3 vol., Bibliotheca Vallesiana, Martigny, 1971 ; F.-X. Ribordy, *Le Grand Conseil Valaisan, Essai d'interprétation de l'évolution politique valaisanne 1921-1965*, op. cit.

DEUXIÈME PARTIE

DESCRIPTION ET ANALYSE DU SYSTÈME POLITIQUE DE CHERMIGNON

Dans cette seconde partie, nous cherchons à décrire et à analyser d'une manière aussi large et détaillée que possible les divers aspects et manifestations de la vie politique de la commune. Une interprétation plus générale, à la lumière de certains éléments théoriques, historiques et méthodologiques¹, sera proposée en conclusion.

1. Avant de passer à la lecture de cette « Deuxième partie » de l'ouvrage, le lecteur devrait autant que possible prendre connaissance de la *methodologie* suivie pour appréhender la vie politique de Chermignon. Pour ce faire, il consultera les « Bases méthodologiques » (cf. Annexe II). Si la méthodologie figure en annexe, c'est uniquement parce que certaines parties sont relativement spécialisées et relèvent de débats internes aux spécialistes des sciences humaines et sociales.

Pour saisir la description et l'analyse de ce système politique dans toute son ampleur, il est cependant indispensable de connaître la manière dont certains résultats et diverses données ont été recherchés et obtenus. Dans notre recherche, basée essentiellement sur l'observation participante, le contenu est souvent indissociable de la technique et de la méthode utilisées.

Chapitre IV

Production, reproduction élargie et transformation du système politique

1. *Histoire de la constitution des deux clans traditionnels.*

Les deux clans traditionnels, les Blancs et les Jaunes, n'existent pas depuis une époque immémoriale. Leur état embryonnaire se situe au début de ce siècle.

Selon les personnes interrogées, la ou les causes de la naissance des clans sont présentées sous un angle assez différent. Toutes cependant centrent leurs explications essentiellement sur les querelles qui existaient au moment de la naissance des clans entre certaines *personnalités* de cette époque.

Nous ne ferons cependant que peu de place à ces antagonismes inter-personnels et aux différentes anecdotes y relatives, pour essayer de tirer de ces quelques faits historiques une signification plus générale qui devrait permettre une explication plus large.

Jusqu'en 1917, il n'y avait à Chermignon qu'une seule fanfare. Précisons que nous nous trouvons ici en pleine période de guerre. Certains musiciens ont été mobilisés, d'autres sont restés dans les villages. A la fin de leur séjour dans l'armée, les musiciens qui rentrent trouvent la fanfare abandonnée et délaissée. Ceux qui n'ont pas été appelés sous les drapeaux sont accusés de ne pas s'être occupés sérieusement de l'activité musicale. Les anciens mobilisés sont indignés et des querelles (dont nous ne donnerons pas les détails) éclatent. Une autre querelle va opposer le directeur et le sous-directeur de la société de musique.

Ces oppositions atteignent leur paroxysme à la fin de l'année 1917. Le comité de la fanfare démissionne et la société est dissoute. Plus de fanfare à Chermignon ? Cela est inconcevable si l'on tient compte des témoignages sur l'ardeur de ses musiciens. En effet, la même année encore (le 20 décembre 1917) une nouvelle société de musique est créée. Le sous-directeur de l'ancienne fanfare fonde, avec quelques amis, des sympathisants et des personnes ayant un lien de parenté avec lui, la *Cécilia*, nom de la nouvelle organisation musicale dont il deviendra le directeur. A cause de la couleur jaunâtre de leurs instruments, les gens de la commune appelleront bientôt ces musiciens *Les Jaunes*.

Trois jours plus tard, le 23 décembre, une deuxième fanfare entre en scène. Parmi les membres de cette dernière, il y a des musiciens qui jouaient auparavant dans l'ancienne et unique société. Ils constituent un autre groupe d'amis et de sympathisants et se donnent le nom d'*Ancienne Cécilia*, par opposition à l'autre fanfare. Ils veulent être la seule et vraie société, celle qui a toujours existé, même si sous sa nouvelle forme elle est apparue après la *Cécilia*. Ce sont eux qui ont racheté les instruments de l'ancienne société lors de la liquidation. Comme ces instruments étaient nickelés, donc plus clairs que ceux des Jaunes, les membres de cette deuxième fanfare sont appelés *Les Blancs*. Il est important de souligner qu'il y a des liens de parenté entre certains musiciens de l'*Ancienne Cécilia* et de la *Cécilia*. Au moment de la dissolution et de la reconstitution des fanfares, les musiciens liés par la parenté n'ont donc pas nécessairement opté pour la même société. Ce qui signifie aussi, et cela est capital, que les liens de parenté ne suffisent pas à expliquer cette scission.

A part le dédoublement des fanfares en 1917, il y a un autre événement auquel les gens accordent une importance considérable lorsqu'on les interroge sur l'origine des clans. En 1912, lors des élections communales, une personnalité arrive à la présidence de la commune avec l'appui d'un instituteur. Cet instituteur et le président sont à ce moment-là aussi les personnes les plus en vue à Chermignon. Les deux ont fait des études et acquis un grade assez élevé à l'armée (major et capitaine), particularités qui leur valent un prestige considérable auprès de la population de cette commune rurale de montagne. Mais en 1913, un ressortissant de Chermignon (également instituteur de formation mais travaillant momentanément dans le bureau de géomètre de son cousin germain à Sierre et ayant épousé la sœur du président de la commune) est nommé instituteur à Chermignon à la suite du « limogeage » de l'ancien instituteur par ce même président. Limogeage ? Ou le président voulait-il simplement favoriser son beau-frère ? Ou une autre raison encore est-elle à l'origine de ce changement d'instituteur ? Il est difficile de répondre exactement. Une chose seulement est certaine : sur ce fait, les versions des deux clans sont totalement opposées et font l'objet d'une contestation virulente. Chaque clan accuse l'autre : de falsifier les faits, de tromper la population et de dénigrement.

Le fils de l'instituteur qui a remplacé son collègue « limogé » avance une autre explication. Il s'en prend aux capacités du prédécesseur de son père :

« La seule et vraie raison que nous devons retenir, à notre regret — de l'aveu, d'ailleurs, des gens de l'époque —, ce sont les résultats lamentables obtenus par les élèves aux examens d'émancipation. Ce limogeage n'était plus une histoire strictement politique, mais une question d'intérêt pour la communauté, que l'ensemble du Conseil a dû accepter. »

Cette citation illustre la nature de la discussion sur ce point.

Quelle qu'en soit la raison exacte, il y a cependant une autre certitude. C'est que, depuis lors, l'antagonisme entre ces deux personnalités (entre le président et l'ancien instituteur) ne pouvait être que définitif et total. Relevons que les pères de ces deux personnalités avaient eux aussi déjà occupé les fonctions politiques les plus élevées de la commune.

En 1917, lors de l'apparition des deux fanfares, chacune de ces deux personnalités devient « patron » (personnalité honorifique) de l'une des deux sociétés de musique ; l'ancien instituteur de la Cécilia (fanfare des Jaunes) et le président de l'Ancienne Cécilia (fanfare des Blancs). Ces deux patrons n'ont jamais été des musiciens actifs, mais à chaque fois que l'une ou l'autre des fanfares jouait en public ou se déplaçait en vue de participer à une manifestation à l'extérieur de la commune, le patron respectif était présent.

Un autre événement historique important de cette époque peut être lié à la naissance des clans. Il s'agit de la *Séparation des Communes* en 1905. Jusqu'à cette date, quatre communes limitrophes : Lens, Chermignon, Montana et Icogne, ne formaient qu'une seule commune : La Grande commune de Lens. En fait, il s'agissait plutôt d'une confédération de communes car chacune de ces quatre entités politiques avait son propre Conseil communal et réglait elle-même la plupart des problèmes relatifs à son territoire. Le Conseil communal de Lens était composé de 5 membres, celui de Chermignon de 4, ceux de Montana et Icogne de 2 chacun, soit 13 membres pour le Conseil de la Grande commune de Lens. Lens était aussi la commune la plus étendue et la plus importante démographiquement et économiquement. C'est elle encore qui traitait, au nom des quatre communes, lorsqu'il y avait lieu, avec les autorités cantonales notamment. Une partie des impôts de chaque commune était d'ailleurs destinée à cette administration supracommunale. Et comme, en plus, ce centre administratif régional se trouvait à Lens, ces divers éléments procuraient à cette dernière commune de sérieux avantages, avantages qui déplaisaient fortement aux trois autres communes et qui provoquèrent de ce fait une série d'antagonismes très sérieux. Ces oppositions entre communes ont pris fin en 1905 avec la Séparation de la Grande commune de Lens en 4 communes autonomes.

De ces trois séries de faits historiques, nous n'avons présenté que quelques traits généraux et significatifs pour notre étude. Les nom-

breuses anecdotes et faits particuliers qui les entourent et qui vont de la démarche juridique à la violence physique ne sont pas présentés.

Ce qui nous intéresse, c'est de dégager la signification politique de ces faits historiques. Jusqu'à la Séparation, les conflits dominants de la commune de Chermignon étaient ceux qui l'opposaient à la commune de Lens.

Toute l'énergie des gens était concentrée dans la lutte contre cette entité politique extérieure, plus grande, qui les dominait et les « exploitait » (ce dernier terme a été utilisé par les anciens de la commune pour décrire cette situation de dépendance). A cette époque, il n'était pas question de scission à l'intérieur de la fanfare. Il fallait que la fanfare de Chermignon soit plus brillante que celle de Lens, son oppresseur. Sociologiquement, cela correspond à la tendance bien connue selon laquelle, lorsqu'un groupe est opposé à un autre, les conflits internes à chaque groupe vont en se résorbant au profit de ceux qui opposent un groupe à un autre. Inversement, au moment où les luttes entre deux groupes prennent fin, ce sont les luttes internes à chaque groupe qui réapparaissent et s'intensifient. La première partie de cette interprétation s'applique aux luttes de la commune de Chermignon avec celle de Lens jusqu'en 1905 et la deuxième peut expliquer la scission de la fanfare en 1917 et la lutte entre personnalités politiques d'une même commune. Ces deux derniers conflits avaient en effet peu de chances de se produire juste avant 1905.

Si ces conflits particuliers sont néanmoins mentionnés, c'est parce qu'ils ont été à la base d'une polarisation et d'une cristallisation de la population en deux blocs antagonistes à la suite de l'extension progressive de ces luttes inter-personnelles à l'ensemble de la réalité communale. Chaque habitant de la commune a dû se situer par rapport à ces deux blocs et pour des raisons de sympathie, d'amitié, de parenté et autres (qui sont à déterminer) a opté pour l'un ou l'autre pôle. Les personnes qui se sont alliées aux musiciens Jaunes et à leur patron ont formé sur le plan de la politique locale le clan des Jaunes et inversement pour les Blancs.

Si un habitant de Chermignon se définit aujourd'hui encore comme Jaune ou Blanc, pour une grande partie de la population, le contenu historique qui se cache derrière ce jeu de couleurs est cependant totalement ignoré. Les couleurs n'ont plus qu'une valeur symbolique mais ces *symboles* ont une importance fondamentale dans la vie politique de Chermignon.

Dans d'autres communes de la région, où l'on trouve des groupements analogues, cette symbolique ne semble pas aussi marquée. Cette absence de symboles permet peut-être d'expliquer le fait que dans d'autres communes, les groupes politiques apparaissent à première vue comme moins bien définis, plus flous, et ne surgissent que tous les quatre ans, juste avant les élections communales. A Chermignon, en revanche, cette opposition de symboles est présente en permanence.

Ces quelques essais de comparaison ne sont en fait que des suppositions car notre objet d'étude s'est avéré si vaste, si long et si difficile à décortiquer (malgré son cadre géographique restreint) qu'une recherche comparative n'a pas été possible. Seules quelques observations fragmentaires sont à la base de ces suppositions.

Le fait qu'à Chermignon cette symbolique soit très claire, nette et bien définie va sans doute jouer un rôle dans l'explication de la vivacité de la politique et de la très forte participation, par exemple.

Que les deux personnalités, devenues patrons des sociétés de musique et par la suite des clans, aient été amis avant de devenir ennemis, a une signification politique bien précise. On sait à partir de là que les groupements politiques qui existaient (s'il y en avait) avant l'apparition des Jaunes et des Blancs ne regroupaient pas les mêmes personnes. Non seulement l'instituteur « limogé » avait aidé son futur ennemi politique à accéder à la présidence de la commune mais, en plus, il faisait partie avant 1917 du même groupe politique que le père d'une personne qui deviendra par la suite le chef politique du clan adverse. S'il est prouvé qu'avant 1917 il existait déjà des groupements politiques (les dires des anciens le confirment), nous supposons que les antagonismes politiques étaient moins forts et totaux que ceux qui opposent Jaunes et Blancs. Il est, en effet, inconcevable que des musiciens qui auraient été des ennemis politiques au même point qu'après 1917 aient pu jouer dans la même fanfare.

Tout porte à croire qu'avant la naissance des Jaunes et des Blancs, les groupes politiques n'apparaissaient que tous les quatre ans, peu de temps avant les élections, et que quelques électeurs se groupaient autour d'un homme et cabalaient en sa faveur comme cela se passe aujourd'hui encore dans plusieurs communes valaisannes. C'est du moins ce que prétendent les autochtones. Cette supposition n'exclut nullement la possibilité d'une lutte, à une époque antérieure, au milieu ou à la fin du XIX^e siècle par exemple, aussi animée que la lutte actuelle. Mais la mémoire collective n'en a pas gardé connaissance.

Pour en revenir à la naissance des clans actuels, on peut dire que de ces faits historiques se dégagent au moins deux constatations. D'une part, ces clans n'ont pas véritablement de chefs politiques d'origine archaïque bien que chacun s'attribue un ancêtre mythique : les Blancs, cet ancien président de commune ; les Jaunes, l'instituteur limogé. Les querelles de ces deux ancêtres et l'éclatement concomitant de l'ancienne fanfare sont considérés par les anciens de la commune comme étant à la base de la formation de ces deux clans politiques. Pour les autres personnes, pour les jeunes surtout, les seuls symboles Jaune et Blanc comportent un tel contenu affectif (transmis d'une génération à la suivante) que leur engagement et leur volonté de lutter pour leur clan (et contre le clan rival) est aussi forte, sinon plus, que celle des anciens.

Le fait qu'il puisse y avoir des liens de parenté entre membres de clans opposés prendra toute son importance lors de l'analyse des rapports entre familles et clans.

Quant aux symboles Jaune et Blanc, ils ne sont pas apparus du jour au lendemain. Plusieurs années ont été nécessaires pour que la population se divise et se cristallise et ce n'est qu'aux élections communales de 1924 que les clans sont apparus en tant que forces politiques. Lors des élections communales de 1920, les clans existaient déjà mais de manière très floue.

D'autre part, le *processus* de formation qui a commencé au début du xx^e siècle ne s'est pas arrêté en 1924. Il s'est progressivement étendu à des domaines autres que celui du politique¹, ceci jusqu'en 1964, date de l'apparition des Gris.

Une des raisons pour lesquelles il y a eu cristallisation de toute la population autour de ces deux pôles et ceci de manière *définitive et constante* (contrairement à d'autres communes où les groupes semblent être plus changeants et éphémères) tient au *cumul* et au *recouplement* des événements qui ont eu lieu à cette époque (Séparation des communes, scission dans la fanfare et conflits entre les deux principales personnalités de la commune).

Les principales caractéristiques des clans, de leurs membres respectifs et de leurs chefs seront indiquées plus loin. Cependant, nous aimerions à partir des quelques éléments fournis ci-dessus faire déjà deux ou trois remarques et soulever l'une ou l'autre question complémentaire.

Les rares personnes qui se souviennent quelque peu des circonstances dans lesquelles sont nés les clans ont une très forte tendance à les « expliquer » par des *anecdotes* et à *personnaliser* les événements. Il n'y a aucun raisonnement en termes d'opposition de groupes sociaux ou de divergences idéologiques.

Il n'est donc pas possible de déterminer le poids respectif des dissensions individuelles et des dissensions idéologiques qu'il y avait entre les deux patrons et les deux clans.

Les autochtones semblent également assez peu conscients des déterminations de leur affiliation.

Comme nous ne disposons que de très peu d'éléments sur ce problème capital de la naissance des clans, nous ne pouvons pousser très loin l'analogie avec la création d'un nouveau clan dans une société segmentaire. L'analyse de l'apparition des Gris permettra peut-être de combler cette lacune et d'aller plus loin dans ce sens : acte de rupture, création d'un réseau de parents, de clients, de dépendants, manipulation de la parenté, mise en œuvre de diverses stratégies pour utiliser des éléments d'une structure antérieure et dont les effets persistent, etc.

On relèvera aussi l'absence de documents écrits sur cette origine et une préfiguration de l'aspect total de la politique (liens entre les fanfares et la politique).

La cristallisation et l'institutionnalisation de l'opposition se sont faites d'abord par l'intermédiaire des sociétés de musique.

1. D'où le terme de reproduction élargie.

Si la virulence de la contestation sur l'origine exacte des clans témoigne de la virulence de l'opposition clanique, elle prouve aussi que ce qui importe à chaque clan ce n'est pas de disposer d'une version aussi objective que possible de cette origine, mais de trouver des éléments qui confirment et justifient sa version, qui soient le plus persuasifs possible.

Le président qui a remplacé l'instituteur en fonction par son beau-frère est un exemple qui fait entrevoir le rôle de la *parenté*.

Que peut-on dire de la signification de la persistance de l'opposition clanique ? Même si l'antagonisme clanique subsiste à l'heure actuelle, la quasi-totalité de la population ignore le contenu et l'origine de ce jeu de couleurs. Ces couleurs sont devenues de purs symboles et eux seuls subsistent. Il suffit de les évoquer pour que naisse un très fort sentiment à la fois d'appartenance et d'opposition. Si cette opposition, basée uniquement sur des symboles et dont le contenu en plus est ignoré, absorbait et concentrait toute la vie politique de la commune, on pourrait se trouver en présence d'une situation de fausse conscience politique dans le sens que Lukàcs attribue à ce terme¹. Cette dernière pourrait alors profiter à une minorité bien déterminée et empêcher le développement d'une véritable conscience politique voire d'une conscience possible, pour parler comme L. Goldmann².

Mais ce n'est là qu'une des situations possibles. Une autre manière de poser le problème serait, comme cela a été suggéré antérieurement, de faire appel à la perspective anthropologique et d'analyser cette situation par rapport aux sociétés segmentaires. Il a été démontré que dans ces sociétés l'ensemble des rapports sociaux se réalise à l'intérieur de la famille élargie, de la lignée ou du clan. C'est en leur sein que s'organisent la production et la distribution des biens de subsistance. Pour cette raison, les rapports sociaux de production n'apparaissent pas comme tels, mais comme des rapports de parenté, c'est-à-dire régis par des lois inhérentes à l'organisation familiale³.

La parenté joue en quelque sorte le rôle d'infrastructure. Du point de vue théorique, la fausse conscience et la parenté sont deux schémas explicatifs suggérés par les données (comme dirait Vidich⁴) et qui devront être vérifiés concrètement.

La micro-région analysée ici pourrait se trouver dans une situation où l'économie a subi des transformations profondes mais où les rapports de parenté, de clans (symbolisés par des noms de couleur), subsistent partiellement bien que ne manifestant plus l'ensemble des rapports sociaux. Ce serait une phase de transition où de nouveaux rapports sociaux encore fortement imbriqués aux anciens rapports de

1. G. Lukàcs, *Histoire et conscience de classe*, Ed. de Minuit, Paris, 1960, 381 p.

2. L. Goldmann, *Marxisme et sciences humaines*, Gallimard, Paris, 1970, pp. 272-281.

3. Cf. par exemple H. Morgan (Ancient Society, 1877), *La société archaïque*, Paris, Ed. Anthropos, 1971 ; E. Terray, *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Paris, Maspéro, 1968 ; C. Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958 et G. Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, P.U.F., 1967, 240 p.

4. A. Vidich, *Social Theory in Field Research*, American Journal of Sociology, vol. 65, n° 6, mai 1960, pp. 577-584.

clan, tendent néanmoins à se superposer à ces derniers au fur et à mesure du développement de l'économie touristique. Prenons un exemple. Malgré le double mouvement d'embourgeoisement et de prolétarianisation (les agriculteurs devenus ouvriers ou employés subalternes notamment) qu'ont engendré ces transformations économiques et qui apparaît déjà très concrètement, la population n'aurait pas encore pris conscience de cette nouvelle situation, subjuguée qu'elle est encore par les rapports de clan. C'est un autre thème qui s'ajoute aux interrogations de ce travail.

2. Les dimensions de la structure du pouvoir.

Dans ce paragraphe, nous envisageons de procéder à une description aussi détaillée que possible des principales caractéristiques des membres du Conseil communal depuis 1850 environ.

Les thèmes abordés sont ceux de « l'hérédité » de la fonction de conseiller, des liens de parenté entre conseillers eux-mêmes, de la durée des mandats, de la profession, du cumul des fonctions, de l'âge, de l'appartenance clanique des épouses des conseillers et du caractère exclusif ou non du pouvoir politique. C'est bien le problème : *qui gouverne ?* mais dans un premier temps seulement, car nombre d'autres questions lui seront ajoutées pour étudier la structure du pouvoir de Chermignon.

Essayons de répondre à quelques premières questions. Devient-on conseiller de père en fils ? Le terme hérédité serait adéquat dans l'affirmative. Quelle est l'importance de la rotation du pouvoir ? Les fonctions politiques sont-elles accessibles à toutes les catégories sociales ou sont-elles le privilège de certaines couches bien définies ? Les jeunes ont-ils accès relativement tôt au pouvoir ou est-on en présence d'une gérontocratie bien incrustée ? Les conseillers ont-ils d'autres responsabilités communales ? Leur épouse (le père de ces dernières, plus exactement) appartient-elle au même clan qu'eux ? Dans quelle mesure le Conseil communal est-il « ethnocentrique », c'est-à-dire réservé en pratique exclusivement aux seuls autochtones (et non aux citoyens originaires d'autres communes et d'autres cantons) ?

2.1. Quelques éléments d'ordre historique.

Le Conseil communal de Chermignon existe tel qu'il est actuellement depuis 1905, puisqu'avant cette date la commune de Chermignon faisait partie de la Grande commune de Lens. Le nombre de ses membres passe de 4 à 5 (en vertu de la loi ce nombre doit être impair).

L'analyse de la composition du Conseil pourrait débiter en 1920 puisque les deux clans traditionnels se sont formés vers 1917. Mais comme nous désirons savoir si cette fonction politique comporte, par exemple, un caractère héréditaire, il est nécessaire de connaître les personnes qui remplissaient ces fonctions à des époques antérieures. C'est en 1817 qu'apparaît dans les archives du Prieuré de Lens le

premier nom d'un conseiller de Chermignon. Les données manquent ensuite jusqu'en 1836 dans ces archives. Dès 1853, le Conseil est au complet. A partir de 1876, les élections ont lieu tous les 4 ans et non plus tous les 2 ans comme auparavant.

Jusqu'en 1839, seuls les bourgeois (dans le sens particulier que prend ce terme) pouvaient donc exercer des droits politiques dans la commune. Au cours du XIX^e siècle la situation va changer. Le commerce, l'industrie et les moyens de communications se développent. Les populations se mélangent. Le nombre des habitants non-ressortissants de la commune augmente. La commune bourgeoise cesse peu à peu de s'identifier avec l'ensemble de la population. Les non-bourgeois apportent souvent du travail et des possibilités de gain dans une localité. Leur influence va grandissant et il n'est dès lors plus question de les exclure des affaires communales.

Ces mouvements de population ont d'abord touché les communes de la plaine pour s'étendre ensuite aux vallées latérales.

En 1839, la Constitution valaisanne institue une Assemblée primaire (législatif communal) dans laquelle sont admis à côté des bourgeois, les non-bourgeois, citoyens valaisans domiciliés dans le canton depuis 5 ans. Mais en pratique, il n'était pas question pour un non-bourgeois de faire partie de l'exécutif communal.

A côté de la commune bourgeoise, s'imposait de plus en plus une autre commune, la commune politique, qui devait réunir tous les électeurs et pas seulement les bourgeois. Ce fut chose faite par la loi sur le régime communal du 2 juin 1851. Ce n'est pourtant qu'en 1875 que trois mois d'établissement suffiront pour prendre part aux activités politiques de la commune.

Ces quelques faits prendront toute leur importance lors de l'analyse du caractère ethnocentrique du Conseil communal et de la vie politique dans son ensemble.

Dans la présente analyse, on ne distinguera pas les conseillers selon le clan auquel ils appartiennent. Il s'agit d'une caractérisation générale de l'ensemble des autorités politiques dans une perspective historique.

2.2. Situation socio-économique des autorités.

Déterminer si les conseillers jouissent d'une situation économique et financière privilégiée représente l'objectif de ce premier paragraphe. Pour ce faire, nous avons consulté le registre des impôts à différentes époques et comparé les sommes d'impôts versées par les conseillers aux montants payés par les autres habitants.

Prenons le registre de 1917 comme exemple. Il comprend 297 contribuables. Il ne s'agit que des habitants de la commune de Chermignon et du montant d'impôts payés dans cette dernière (les habitants de Chermignon qui avaient des biens dans d'autres communes payaient évidemment aussi des impôts dans ces circonscriptions).

Impôts payés par chaque contribuable en francs	Nombre de contribuables par catégorie
0 à 1	20
1 à 3	30
3 à 5	36
5 à 10	52
10 à 20	77
20 à 30	36
30 à 50	27
50 à 70	10
70 à 100	5
100 et plus	4
Total	297

Ces divers montants représentent le total d'un impôt de 8 % sur les bâtiments, les biens-fonds, les créances éventuelles, les pensions et les traitements. A cette époque, le taux de l'impôt était le même pour tous les habitants quelle que soit la fortune.

Une constatation s'impose immédiatement : une grande partie de la population se trouvait dans une situation économique très précaire au début de ce siècle, situation qui prendra une importance fondamentale dans la vie politique communale. Les sources de revenu et les possibilités de travail faisaient défaut pour bon nombre de personnes. On tentera de voir dans quelle mesure le clan politique au pouvoir pouvait de par sa situation offrir de telles possibilités de travail à ses membres. Dans l'affirmative, l'enjeu politique devait être, pour les personnes défavorisées, d'un intérêt économique vital.

Les quatre contribuables qui payaient plus de 100 francs d'impôts ont été membres de l'exécutif communal.

La moyenne générale (pour l'ensemble de la population) du montant d'impôts payés est de 19,35 francs pour cette année 1917. Exception faite de ces quatre « gros » contribuables, 9 autres personnes figurant dans ce registre ont été conseiller communal. Ces 9 conseillers figurent eux aussi parmi les catégories qui payaient le plus d'impôts. La relation entre pouvoir économique et pouvoir politique est, par conséquent très nette pour le début du xx^e siècle.

Si l'on prend le registre de 1941 comme autre exemple, 16 conseillers (anciens, en fonction ou futurs) se trouvaient parmi les 491 contribuables. La moyenne générale d'impôts payés était de 48,30 francs. Les 5 membres du Conseil payaient en moyenne 235,80 francs d'impôts chacun, soit environ cinq fois plus que la moyenne générale. Les deux plus importants contribuables de la commune payaient plus de 2.000 francs — et tous deux étaient des anciens conseillers. Le troisième contribuable, dans l'ordre d'importance, payait un peu plus de 700 francs. Quelques années plus tard, il deviendra président de

la commune. Quant aux autres anciens et futurs conseillers, aucun ne payait une somme inférieure à la moyenne. La plus grande partie des conseillers figurent donc parmi les plus importants contribuables.

Ces deux registres d'impôts permettent de rendre compte de la situation économique et financière de 26 conseillers. Or, depuis la naissance des 2 clans politiques, il n'y a eu en tout et pour tout qu'une trentaine de conseillers. Les quelques membres qui ont fait partie de l'exécutif communal et qui ne figurent pas sur ces deux registres sont tout simplement des conseillers qui sont entrés en fonction très récemment. Leur position dans la hiérarchie économico-financière sera traitée sous peu.

En résumé, toutes les personnes riches ne deviennent pas nécessairement conseiller communal mais tous les membres de l'exécutif communal ont une situation économique et financière privilégiée sinon la meilleure.

Entre la loi valaisanne du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations dont l'art. 7 dit que : « Tout électeur suisse est, dans les limites de la constitution et des lois, éligible aux fonctions publiques », et la réalité, il y a donc un chemin assez considérable dans le cas présent.

Après le critère de la richesse, voyons ce qu'il en est de la profession. Au début de ce siècle, tous les conseillers étaient agriculteurs et comme Chermignon se trouve dans une région viticole, tous les paysans possédaient également des vignes. Mais n'importe quel agriculteur ne devenait pas conseiller communal. Tous les conseillers étaient de « gros » propriétaires. Était considéré comme tel par les habitants eux-mêmes celui qui possédait 7 à 8 têtes de bétail ou davantage et plusieurs grandes vignes. Toutefois, parmi les membres du Conseil de cette époque, on trouve des propriétaires qui n'avaient que 4 à 5 têtes de bétail. Mais la situation de ces derniers n'était pas nécessairement inférieure pour la simple raison que les « moyens » propriétaires avaient souvent d'autres activités. Tel était officier d'état civil ou chef de section grâce aux grades militaires obtenus dans l'armée, tel autre, qui avait poursuivi des études, s'occupait de travaux de secrétariat, un autre était directeur de musique. Celui qui n'avait que peu de vaches pouvait posséder davantage de vignes. Le résultat était le même. Gros propriétaire ou personne à fonctions multiples, les deux jouissaient d'une situation privilégiée. Tel est le tableau des activités professionnelles des conseillers au début de ce siècle.

Par la suite, avec le développement touristique, on assiste à la mise en place d'un vaste réseau commercial. Certains gros propriétaires qui habitaient dans les villages s'installent dans la station de Crans et deviennent, par exemple, commerçants. Les fils de ces gros propriétaires du début du siècle ne restent pas non plus dans l'agriculture. Certains font des études et deviennent fonctionnaires ou instituteurs, d'autres se dirigent vers le commerce ou vers la construction et deviennent restaurateurs, commerçants, entrepreneurs ou agents d'affaires. Si l'on se rapproche encore davantage de l'époque actuelle,

il y a un autre phénomène intéressant. Plusieurs instituteurs ont quitté leur fonction pour devenir hôtelier, une profession également plus rentable. Une nouvelle catégorie professionnelle, celle des hôteliers-instituteurs était née.

Ces changements dans l'infrastructure économique et la modification parallèle de la structure socio-professionnelle n'ont pas été sans transformer la composition des membres du Conseil communal. Les gros propriétaires ne seront plus les seuls à être représentés au sein du gouvernement communal.

Voyons de quelle manière ces diverses mutations dans la structure socio-professionnelle des autorités politiques se sont produites. En 1909, une personne ayant poursuivi des études devient subitement président de commune. Un commerçant, anciennement gros propriétaire, fait également partie du Conseil. Lors de la période électorale suivante, un instituteur-agriculteur entre au Conseil. De 1917 à 1920, il y a un commerçant-agriculteur à la présidence de la commune ; une autre personne, ayant également poursuivi des études, accède à la vice-présidence. Des trois autres conseillers, deux étaient instituteurs-agriculteurs et un seul, gros propriétaire.

En 1921, on retrouve le même président qu'en 1909. Mais il y a de nouveau trois gros propriétaires. Un autre conseiller est postier-paysan-viticulteur. Ce dernier est réélu quatre ans plus tard et un instituteur-agriculteur, qui avait déjà été membre du Conseil de 1913 à 1916, devient président. Le commerçant-agriculteur, président de 1917 à 1920, devient vice-président. Un gros propriétaire et un futur hôtelier forment le reste du Conseil.

En 1929, l'ancien président ainsi que le vice-président et le futur hôtelier restent en place. Un agriculteur-cafetier-commerçant, ayant passé par le lycée, entre au Conseil. Il présidera ensuite la commune pendant près de vingt ans. Un gros propriétaire, conseiller de 1921 à 1924, est réélu.

De 1933 à 1936, l'ancien président, l'instituteur-agriculteur et l'hôtelier restent en place. L'agriculteur-cafetier-commerçant devient vice-président. Comme nouveaux conseillers, il y a un gros propriétaire et un instituteur. Ce dernier quitte sa fonction avant la fin de son mandat pour s'engager dans une carrière militaire et laisse sa place à un gros propriétaire.

De 1937 à 1940, l'ancien vice-président devient président. Deux agriculteurs font leur entrée au Conseil, l'un d'eux avait déjà été conseiller de 1921 à 1924, l'autre est nouveau. Entrent également à l'exécutif communal deux instituteurs dont un devient hôtelier. Ce dernier sera le premier hôtelier-instituteur.

En 1941, le président est réélu. L'instituteur de la période précédente devient vice-président et un seul agriculteur reste au Conseil. Un premier entrepreneur devient conseiller et l'hôtelier-instituteur est remplacé par un autre hôtelier-instituteur.

Ce parallélisme entre l'évolution économique et la modification de la structure socio-professionnelle du Conseil communal n'est pas

fait pour étonner. Il n'empêche que les conseillers (les autres personnes aussi sans doute) ne quittent jamais brusquement le secteur économique d'origine (l'agriculture) pour entrer dans un autre secteur (le tertiaire, par exemple). Ce passage se fait souvent en plusieurs années, voire d'une génération à l'autre. Tel fils de gros propriétaire est instituteur-paysan avant de devenir hôtelier-instituteur.

Au cours de la période 1945/48, l'agriculteur-cafetier-commerçant est réélu pour la seconde fois président de la commune. Un autre instituteur devient membre du Conseil et est nommé vice-président. Il démissionnera et cèdera sa place à un entrepreneur. Comme autre nouveau conseiller, il y a un agriculteur, qui renoncera, lui aussi, à son mandat. Il sera remplacé par un futur directeur des postes. Les deux autres membres sont des conseillers réélus, soit un entrepreneur et un hôtelier-instituteur. Ce dernier devient vice-président en 1948. Au cours de cette même année, un autre hôtelier-instituteur entre au Conseil et est nommé président. Parmi les trois autres conseillers, nous trouvons notamment un entrepreneur et un vigneron-pépinériste. Les deux sont nouveaux.

Au cours de la période suivante, de 1953 à 1956, le président sortant est réélu. L'entrepreneur et les deux hôteliers restent également en fonction. L'un d'eux est élu vice-président. Le directeur des postes qui était déjà présent entre 1945/48 revient au Conseil.

Aux élections de 1956, le président est réélu pour la troisième fois. Des deux hôteliers de la période précédente, un seul reste au Conseil. Il remplacera dès 1958 le président, ce dernier étant décédé. L'entrepreneur est, lui aussi, réélu. Un employé-vigneron, un commerçant-viticulteur ainsi qu'un autre hôtelier accèdent au pouvoir en 1958 lors des élections complémentaires qui firent suite au décès du président.

De 1961 à 1964, le président sortant est réélu. L'entrepreneur devient vice-président et 3 nouveaux conseillers sont élus. L'un d'eux, après avoir fréquenté le collège, est devenu cafetier-commerçant et s'occupe d'une succursale bancaire de la commune et d'autres travaux de secrétariat. On verra que ces quelques fonctions accessoires ont une grande importance au niveau d'une telle commune et ne sont pas sans signification politique. Les deux autres conseillers sont hôteliers. Jadis, l'un était vigneron et l'autre instituteur.

En 1965, trois conseillers sont réélus : les deux hôteliers (dont un devient vice-président) et le cafetier-commerçant-secrétaire. Parmi les nouveaux membres, il y a un autre hôtelier et un agent d'affaires qui devient d'emblée président de la commune.

Lors des élections de décembre 1968, le président ainsi que les deux hôteliers restent en fonction. La vice-présidence est attribuée à un hôtelier, mais ce n'est pas le même qu'en 1965. Les nouveaux conseillers sont l'un entrepreneur et l'autre instituteur.

Pour l'instant, il n'a été question que de la *profession* des membres du Conseil. Les mutations intervenues dans la composition du pouvoir exécutif ont été présentées comme de simples faits. Ultérieu-

rement, on verra que derrière ces mutations, se cache une intense activité politique. Une chose pourtant est déjà certaine : les professions des conseillers ont changé du tout au tout depuis le début du siècle et n'importe quel citoyen ne devient pas conseiller communal.

Plus généralement, il est possible de définir certaines *phases* dans l'évolution des professions des conseillers depuis 1900 environ. Si au début, ils étaient exclusivement *gros propriétaires*, dès la deuxième décennie du *xx*^e siècle apparaissent quelques *instituteurs* et des *commerçants*, et ces deux types de professions se maintiendront à travers toute l'histoire du Conseil communal. Avec la Deuxième guerre mondiale, ce sont les *hôteliers* et les *entrepreneurs* qui entrent sur la scène politique. Quant aux agriculteurs, ils ont disparu progressivement (non sans résistance et soubresauts) et ne sont plus représentés à l'heure actuelle. Ces différentes phases ne peuvent cependant être définies d'une façon très précise.

Si vers 1900 les gros propriétaires détenaient la profession la plus enrichissante, par la suite, ce seront les instituteurs, les commerçants, les entrepreneurs, les hôteliers et les détenteurs de biens mobiliers.

Si, en plus, on devenait conseiller *de père en fils* à Chermignon, nous serions en présence d'une minorité de familles privilégiées d'origine ancienne, minorité qui aurait réussi à maintenir ses privilèges tant économiques que politiques ; ceci en s'adaptant régulièrement au gré de la situation. Tel fils de gros propriétaire serait aujourd'hui hôtelier ou promoteur immobilier.

Puisque tous les conseillers ont une situation économique et financière particulièrement privilégiée, et que toutes les personnes économiquement favorisées ne font pas partie du Conseil communal, les conseillers doivent donc remplir d'autres conditions.

2.3. *Le cumul des fonctions.*

Comme il existe dans la commune un très grand nombre de commissions et que chacune a à sa tête un Comité, il s'agit de déterminer si les conseillers siègent également dans ces organes directeurs. L'analyse de la composition de ces Comités révèle immédiatement que l'un ou l'autre conseiller est toujours présent dans les principales *commissions*. Il arrive fréquemment que le même conseiller fasse partie de plusieurs. L'un d'eux a été simultanément membre de la commission du culte, de la commission du cimetière, de la commission scolaire, du tribunal de police, de la commission des égouts, de celle de la salle bourgeoise, de la commission des finances et des impôts, de celle de l'AVS, et des estafettes de guerre. C'est un exemple de *l'aspect multidimensionnel du rôle des conseillers* au sein de la collectivité.

Il faut aussi éclaircir les liens qu'il y a entre conseillers communaux et dirigeants ou responsables des *sociétés de musique*. La lecture des protocoles des deux sociétés démontre que ces liens sont fréquents

et nombreux. Depuis la naissance des sociétés de musique, on trouve constamment des dirigeants politiques parmi les membres de ces comités. Cela ne veut pas dire que tous les conseillers communaux aient une responsabilité dans les fanfares. D'autre part, ces relations comportent un double aspect. Elles ne sont pas unilatérales en ce sens que ce ne sont pas uniquement les hommes politiques qui deviennent membres du comité d'une fanfare, mais l'inverse peut également se produire. Telle personne, avant de devenir conseiller communal, a, par exemple, été directeur ou président d'une fanfare.

Lors des festivals cantonaux de musique, chaque fanfare nomme un comité d'organisation chargé de préparer la manifestation. Dans ces comités, les conseillers communaux sont une nouvelle fois présents. De là, il n'y a qu'un pas pour affirmer qu'un nombre restreint de personnes détient toutes les fonctions et responsabilités de la commune.

Avant d'admettre une telle proposition, il est nécessaire de pousser plus avant cette analyse du caractère multidimensionnel¹ de l'activité des conseillers.

Les autorités communales se retrouvent ensuite parmi les responsables des divers *consortages* (association économique de type communautaire et d'origine ancienne) et autres associations. Cette relation existe a fortiori, bien entendu, à propos des *députés* (les représentants du peuple au niveau du législatif *cantonal*). Les quelques habitants de la commune qui ont exercé cette fonction ont presque tous été conseiller communal.

Avec le développement touristique de Crans, plusieurs associations sportives sont apparues. On trouve à plusieurs reprises un conseiller communal à la présidence de l'une ou l'autre de ces sociétés. Tel président de commune est à la fois président du Hockey club et président de la Société de golf.

Un autre point est celui des relations éventuelles entre autorités politiques et *autorités militaires*. Le fait d'être officier ou officier supérieur dans l'armée peut augmenter le prestige d'une personne auprès de la population et lui faciliter ainsi l'entrée au Conseil communal. Ici, la réponse est claire et ne comporte aucune ambiguïté. Tous les officiers, surtout ceux qui ont obtenu des grades élevés, ont été ou sont membres de l'exécutif communal. En 1924, le président de la commune était major, le vice-président premier-lieutenant. De 1925 à 1936, c'est un capitaine qui se trouvait à la présidence. En 1933, un officier supérieur se trouve parmi les conseillers. Au cours de la période 1949/1952, un autre capitaine est nommé président de la commune. Le vice-président était un futur lieutenant-colonel. Il sera président en 1958 et réélu en 1960. Au cours de la période 1961/1964, il y avait parmi les conseillers un lieutenant-colonel, un major et un capitaine. Un autre capitaine était secrétaire du Conseil.

1. Sous un autre aspect, ce caractère multidimensionnel est aussi une preuve de ce qui a été appelé l'aspect *total et indissociable* du politique.

On remarquera qu'une grande partie de ces officiers de grade élevé sont également instituteurs. D'autre part, il semble qu'il y ait à Chermignon beaucoup plus d'officiers que dans les communes voisines. Nous essaierons de vérifier cette constatation et d'en dégager la signification.

Plus généralement, on pourrait se demander si les officiers sont présents uniquement au niveau communal ou si un tel phénomène est généralisable au pouvoir cantonal et fédéral. A ce sujet, il est intéressant de relever que le lieutenant-colonel, qui était président de la commune, a également été président du Grand Conseil valaisan (législatif cantonal).

L'analyse de la diversité des fonctions et responsabilités des autorités communales démontre l'ampleur de l'activité des membres du Conseil communal.

2.4. *L'âge.*

Somes-nous en présence d'une gérontocratie ou le Conseil communal est-il accessible relativement tôt ? Pour répondre à cette question, nous avons calculé la moyenne d'âge des 5 conseillers à chaque période. Ce travail a été fait depuis le début du siècle et la date choisie est le 1^{er} janvier, date d'entrée en fonction des nouveaux conseillers.

TABLEAU 1. — Age moyen des conseillers depuis 1900

Période électorale	Moyenne d'âge des 5 conseillers
1901-1904	48
1905-1908	50
1909-1912	43
1913-1916	38
1917-1920	39
1921-1924	47
1925-1928	47
1929-1932	45
1933-1936	40
1937-1940	52
1941-1944	48
1945-1948	48
1949-1952	48
1953-1956	50
1957-1960	52
1961-1964	42
1965-1968	39
1969-1972	37

Il ne semble pas qu'il y ait gérontocratie puisque la moyenne la plus élevée est de 52 ans. Et cette moyenne ou une moyenne voisine (50 ans) se retrouve aussi bien au début du siècle que vers les années 1960. De grandes variations d'une période à l'autre, plutôt qu'une baisse progressive et régulière de la moyenne, ressortent de ce tableau. Un rajeunissement progressif des membres de l'exécutif communal est cependant assez manifeste depuis 1957 et à l'heure actuelle la moyenne d'âge (37 ans) est la plus faible du siècle. Mais en 1913, par exemple, elle n'était guère plus élevée (38 ans).

Pour expliquer ce phénomène, il devient nécessaire de considérer l'âge de chaque conseiller séparément, dans quelques cas tout au moins.

De 1905 à 1909, la moyenne d'âge des 5 conseillers passe de 50 à 43 ans. Cette baisse subite est due à l'entrée au Conseil d'une personne de 30 ans. Cette dernière devient, en plus, immédiatement président de commune. Le vice-président, en revanche, avait 60 ans. En 1913, c'est une personne de 27 ans qui est élue. Mais on y trouve aussi un citoyen de plus de 50 ans. Pour la période 1917/1920, la moyenne relativement faible s'explique par le fait que les deux jeunes conseillers susmentionnés étaient présents en même temps. Lors de cette même période, le conseiller le plus âgé n'avait que 44 ans. Depuis le début du siècle, c'est en 1933, que le plus jeune conseiller est entré en fonction. Il n'avait que 25 ans.

Dans un prochain paragraphe, lorsque nous aurons approché la situation des conseillers par d'autres aspects encore, nous essaierons d'expliquer la présence, au début du siècle déjà, de personnes aussi jeunes.

En résumé, les membres de l'exécutif communal ne forment pas et n'ont jamais formé depuis le début de ce siècle une gérontocratie. A plusieurs reprises de jeunes citoyens, très jeunes parfois, ont fait partie du Conseil. Si jusqu'en 1964, des personnes de plus de 50 et de 60 ans se retrouvent régulièrement parmi les conseillers, à partir de 1965, par contre, les jeunes magistrats ne sont plus une exception et les personnes de plus de 50 ans n'apparaissent plus. 1965 est le point de départ d'un rajeunissement généralisé des autorités communales.

2.5. *Hérédité de la fonction, liens de parenté entre conseillers et durée des mandats.*

Il a été démontré que les hommes politiques jouissaient tous d'une situation économique et financière privilégiée. Si des liens de parenté entraient également en ligne de compte, la fonction de conseiller communal comporterait un caractère restrictif supplémentaire.

En situant les conseillers et leurs descendants dans le système excessivement complexe des liens de parenté de la commune, des *familles politiques historiques* remontant jusqu'au début du XIX^e siècle.

cle apparaissent. Parmi les membres du Conseil, depuis la naissance des clans, il y a *six familles politiques* dont chacune a un « ancêtre » qui était déjà conseiller au *xix^e* siècle. Quatre d'entre elles ont été présentes à l'exécutif de père en fils depuis la deuxième moitié du *xix^e* siècle. De ces quatre familles, deux ont eu pendant quatre générations successives des conseillers, les deux autres, pendant trois générations. En ce qui concerne les deux autres familles, toutes les générations n'ont pas été représentées au Conseil. Les pères de deux conseillers de la période 1965/1968 l'étaient, leurs arrière-grands-pères aussi mais pas leurs grands-pères.

La tendance à l'« hérédité » de la fonction de conseiller communal ne fait plus de doute. Toutefois, les *héritiers* ne représentent pas l'ensemble de l'exécutif communal. A plusieurs reprises, on trouve des conseillers qui n'ont pas « d'ascendance politique ». Ni leur père ni leur grand-père n'ont fait partie des autorités communales. Mais ils sont, eux aussi, liés par la parenté, d'abord entre eux, et ensuite, *indirectement*, aux grandes familles politiques.

Prenons l'exemple de deux conseillers portant le même nom de famille et n'ayant pas d'ascendance politique. En les situant dans le réseau des liens de parenté qui relie certaines autorités politiques, on constate que leurs pères étaient frères et que, d'autre part, leur grand-père avait épousé la fille d'un fils de châtelain (important titre d'ancien magistrat). Il y a ici un double lien, lien parental d'abord et lien (bien qu'ancien et indirect) avec l'élite politique de la commune.

Trois autres conseillers portant le même nom de famille et sans ascendance politique eux aussi, étaient tous trois frères. En outre, ils étaient cousins d'un président de commune. On retrouve le double lien. Il y a de nombreux autres cas de ce genre : un conseiller sans ascendance politique était le beau-frère d'un ancien président de commune et ce dernier appartenait à l'une des grandes familles politiques.

Un membre de l'exécutif communal de la période 1968/1972 n'était pas originaire de la commune de Chermignon. Même dans ce cas, il y a un lien analogue. Sa grand-mère était la sœur d'un conseiller qui appartenait à l'une des familles politiques et le fils de ce dernier a été président de commune. Il y a néanmoins quelques rares exceptions.

L'hérédité de la fonction est vérifiée. Il s'agit essentiellement des six grandes familles politiques. Entre certains membres de ces différentes grandes familles, il y a également des liens de parenté. Dans les successions, on trouve parfois non seulement un mais deux fils qui deviennent conseillers à la suite de leur père.

En définitive, c'est la *signification politique* de ce réseau complexe et hiérarchisé de liens de parenté qui nous intéresse : une personne qui a des ancêtres politiques ou qui se trouve liée à des conseillers anciens ou actuels par des liens de parenté deviendra plus facilement membre du Conseil. L'hérédité et les autres types de liens

de parenté viennent accentuer l'aspect restrictif, voire exclusif de la fonction de conseiller¹.

La minorité qui détient le pouvoir se rétrécit à chaque fois que nous considérons le Conseil communal sous un angle nouveau et qu'il est défini de façon plus complète.

A l'heure actuelle, le caractère héréditaire du pouvoir semble s'atténuer. En 1969, il n'y avait plus qu'un seul membre du Conseil appartenant à l'une des six familles repérées plus haut tandis que de 1949 à 1965 il y en avait à chaque période trois ou quatre. Des critères nouveaux sont donc apparus dans la sélection des conseillers.

Reste le troisième point de ce paragraphe : *la durée des mandats*. A ce sujet, nous avons calculé le nombre d'années que chaque conseiller a passées au Conseil. L'observation part de la deuxième moitié du XIX^e siècle. D'une façon générale, la durée des mandats est très irrégulière. Certains conseillers sont restés plus de vingt ans au pouvoir, d'autres seulement quatre ans. En mettant en rapport la durée des mandats, l'hérédité et les liens de parenté, on remarque cependant que les magistrats qui sont restés de nombreuses années au pouvoir, font pratiquement tous partie des six grandes familles politiques. Inversement, les conseillers qui n'ont rempli qu'un ou deux mandats n'ont pas d'ancêtre politique et ne sont pas reliés aux familles politiques.

2.6. Appartenance clanique des épouses.

Une hypothèse nous portait à croire que la dualité existant au niveau de la politique communale s'étendait à d'autres domaines. C'est dans ce sens que nous nous sommes demandés si les conseillers n'épousaient que des femmes de leur clan. L'exemple étant extrême, s'il se vérifiait, il y aurait là une preuve du profond enracinement de cette dualité clanique.

Comme les clans ont fait leur apparition vers 1917, on peut supposer que les membres du Conseil, jusqu'en 1930 environ, se sont généralement mariés avant la naissance des clans. C'est la raison pour laquelle nous ne prendrons en considération l'appartenance clanique des épouses des conseillers qu'à partir de la période 1933-1936. D'autre part, comme certains membres de l'exécutif communal ont épousé des femmes originaires de communes voisines ou d'autres régions (il y a une dizaine de cas de ce genre) notre échantillon s'avère finalement assez restreint.

La netteté de la corrélation compense cette lacune. Tous les conseillers, quel que soit le clan, ont épousé des femmes de leur clan. Les rares cas un peu spéciaux ne sont pas en réalité des exceptions.

1. Parallèlement, on relèvera que la parenté est un important élément de stratégie politique. Celui qui peut invoquer des liens de parenté avec les grandes familles politiques dispose d'atouts politiques fondamentaux.

Lors de la période 1937/1940, la femme d'un conseiller Blanc appartenait au clan opposé. Or, ce conseiller s'était marié avant l'apparition des deux clans. Un autre conseiller Blanc avait épousé une femme dont le père était Jaune. Mais le père de cette femme était à un moment donné en difficultés financières et un chef du clan rival (Blanc) lui avait proposé une aide, à condition qu'il accepte de changer de clan. C'est ce qu'il fit. Il est cependant intéressant de relever qu'actuellement les divers fils de ce transfuge ne se trouvent pas tous dans le même clan. Certains sont devenus, en même temps que leur père, membres des Blancs ; d'autres sont restés dans leur clan d'origine. Pour savoir si de tels cas sont fréquents, il faudra voir ce qu'il en est pour l'ensemble de l'électorat.

Au total, le fait que tous les conseillers se soient mariés dans leur clan (en ce qui concerne ceux dont l'épouse est originaire de Chermignon) démontre la profondeur de cet antagonisme clanique.

2.7. *Le caractère ethnocentrique du Conseil.*

Il y a un dernier aspect en fonction duquel nous aimerions considérer les membres de l'exécutif communal. Le développement touristique a attiré un grand nombre de personnes d'autres communes et d'autres régions. À la suite de ce brassage de populations, il nous intéresse de savoir si les personnes qui ne sont pas originaires de Chermignon peuvent accéder au Conseil communal au même titre que les autochtones. La réponse est claire et nette. De l'ensemble des membres du Conseil depuis le début du siècle, tous, à l'exception de deux, sont bourgeois de Chermignon.

Quant aux deux exceptions, elles sont une nouvelle fois de fausses exceptions car ces deux conseillers sont originaires de communes limitrophes et établis depuis de nombreuses années à Chermignon. D'autre part, et ceci est beaucoup plus important, c'est par « accident » que ces deux électeurs ont été élus (ces accidents seront analysés ultérieurement).

En outre, la grand-mère de l'un d'eux était la sœur d'un des chefs politiques du clan que ce conseiller non-bourgeois a représenté au Conseil pendant la période 1968-1972. Quant au deuxième conseiller non-originaire de Chermignon, lorsqu'il a accédé au Conseil, il figurait déjà depuis plus de vingt ans parmi les plus importants contribuables de la commune. Tout en remplissant une des principales conditions nécessaires pour devenir conseiller, il a dû « faire ses preuves » pendant près d'un quart de siècle pour que le clan auquel il appartenait daigne le faire figurer sur la liste des candidats. En plus, il était entendu qu'il ferait partie des viennent-ensuite. Il n'est d'ailleurs resté au pouvoir que durant une période.

La politique communale (au niveau des dirigeants pour le moment) est donc réservée aux personnes originaires de Chermignon.

L'identité entre l'appartenance clanique des conseillers et celle

de leur épouse révèle aussi à quel point chaque clan se définit par une cohésion et une conscience du « nous » très fortes.

Les caractéristiques des autorités, définies ci-dessus, permettent d'expliquer les raisons de la présence de très jeunes conseillers au début du siècle déjà. Prenons trois exemples : le citoyen devenu en 1909 président de la commune à 30 ans ; celui qui en 1913 entre au Conseil à 27 ans, et celui qui n'a que 25 ans en 1933. Les trois avaient poursuivi leurs études au-delà du primaire (deux sont devenus instituteurs), étaient officiers dans l'armée et faisaient tous partie d'une famille politique historique.

Ces exemples démontrent clairement que le grade militaire élevé, la fonction d'instituteur et l'ascendance politique valaient à ces jeunes un prestige certain auprès de la population communale, et c'est le cumul de ces trois atouts qui permet d'expliquer leur présence au sein de l'exécutif communal malgré leur jeune âge. Parallèlement, ces quelques critères donnent une bonne idée de l'échelle de valeurs qui était et qui est encore, dans une certaine mesure, en vigueur dans la collectivité.

En résumé, depuis la fin du ^{xix}^e siècle, la structure socio-professionnelle des conseillers a subi plusieurs modifications. Les professions des magistrats, bien que très différentes selon les époques, ont au moins un trait commun : elles sont toujours celles qui comportent les conditions économiques les plus favorables et qui ont le plus de prestige auprès de la population.

Si l'aspect extérieur de l'armature politique dirigeante de la commune a changé (le petit-fils d'un ancien gros propriétaire est, par exemple, devenu hôtelier), les fondements de cette armature ne se sont, par contre, guère modifiés, puisque la fonction de conseiller est aujourd'hui encore en grande partie héréditaire, limitée aux classes possédantes et ethnocentrique.

En extrapolant, il y a là déjà un élément qui montre comment dans une société en transformation, certains domaines évoluent plus rapidement que d'autres. Dans cette commune « en voie de développement touristique » où le secteur économique a fait un bond extraordinaire, en passant directement du primaire (agriculture) au tertiaire (tourisme), les bases de la structure du pouvoir et du système politique semblent persister.

3. Caractérisation de l'ensemble de la population électorale.

Avant de nous attacher aux luttes, actions et stratégies politiques qui précèdent l'arrivée au pouvoir de ces conseillers, il nous faut également caractériser quelque peu l'ensemble de l'électorat communal. Il s'agit ici possible de répartir tous les électeurs de la commune, d'abord selon leur appartenance à l'un ou à l'autre clan traditionnel (Jaune ou Blanc) et ensuite, selon leur appartenance à l'un des trois clans actuels (Jaune, Blanc, Gris). Il sera des plus intéressant

d'essayer de déterminer quels électeurs ont quitté les clans traditionnels pour rejoindre les Gris.

Une analyse socio-économique des membres de chaque clan devrait permettre de voir si certaines catégories sociales se trouvent plutôt dans l'un ou l'autre clan. C'est aussi un des problèmes importants de notre recherche.

La question des liens éventuels entre patronymes et clans politiques est, elle aussi, primordiale. L'ensemble de ces questions devrait si possible être abordé dans une perspective *diachronique* (transformation éventuelle de ces relations depuis le début du siècle) et *comparative* (différence selon les clans).

3.1. Répartition des électeurs entre les clans.

En décembre 1960, 460 personnes ont pris part aux élections communales¹. Sur les 460 listes déposées dans l'urne, 240 étaient du parti Blanc et 220 du parti Jaune. Les Blancs représentaient donc la force politique la plus importante ; globalement d'abord, mais également au Conseil communal où ils détenaient 3 des 5 sièges.

En 1964, sur les 499 bulletins valables, 248 étaient Blancs, 162 Jaunes et 89 Gris. Au Conseil, on trouve dès lors 2 représentants pour chaque clan traditionnel et 1 pour les Gris.

En 1968, la représentation ne change pas et la formule 2-2-1 est maintenue. Seul le nombre de listes obtenues par chaque clan change : les Blancs en ont 230, les Jaunes 193 et les Gris 135.

Pour l'instant, on ne s'intéressera qu'à la force respective des différents clans depuis 1960 et non à l'activité politique qui a provoqué cette situation.

Le nombre absolu d'électeurs de la commune a augmenté dans des proportions assez importantes depuis 1960. Or, le nombre d'électeurs des deux clans traditionnels a diminué. Cette perte a été plus grande pour les Jaunes que pour les Blancs. Quoi qu'il en soit de ce point, le nouveau groupement des Gris ne comprend donc pas uniquement des nouveaux électeurs. Comme le clan des Jaunes a subi la perte la plus importante, on peut supposer que ces derniers ont sans doute été plus nombreux à rejoindre les Gris.

Pour pouvoir faire ressortir les implications politiques de ces faits et la nature du *phénomène Gris* en particulier, d'autres questions doivent être traitées préalablement.

3.2. Liens entre patronymes et clans politiques.

Nous allons distinguer quatre catégories de patronymes. La première catégorie comprend les noms qui reviennent un grand

1. Celles-ci se sont déroulées selon le principe de la représentation proportionnelle.

nombre de fois : 20, 30, 40, 50, 60 et même 80 fois¹. Ces noms sont propres à Chermignon depuis une époque très lointaine. La deuxième catégorie comprend les noms que l'on retrouve entre 10 et 15 fois. Ceux-ci ne sont pas spécifiques de la commune de Chermignon. Ils proviennent tous de *communes limitrophes*. Il s'agit de familles qui se sont établies à Chermignon il y a un siècle environ. Dans la troisième catégorie, nous regroupons les noms qui reviennent entre 3 et 10 fois. Contrairement aux noms des deux catégories précédentes, certains proviennent d'autres *régions* du Valais. Il y a cependant un nom qui est propre à Chermignon comme ceux de la première catégorie.

Les noms qui ne figurent qu'une ou deux fois sur la liste électorale forment la quatrième et dernière catégorie. De ces noms, aucun n'est propre à Chermignon. Tous proviennent d'autres communes, d'autres régions et aussi d'autres *cantons* cette fois.

Les données ci-dessus sont tirées d'une liste électorale assez récente. Si on la compare à une liste plus ancienne (du début du ^{xx}e siècle), d'importantes différences apparaissent. Les noms de la 3^e et surtout de la 4^e catégorie sont beaucoup moins nombreux. Il y a là un indicateur de l'isolement et du renfermement sur elle-même de la commune au début du siècle encore. On devine que cet élément jouera un rôle explicatif à plusieurs reprises.

Voyons quelle est l'importance et la signification politiques de ces catégories de patronymes. Les patronymes de la première catégorie sont au nombre de six et constituent la structure nodale des deux clans traditionnels. Ils regroupent aussi la plus grande partie de l'électorat. *Aucun clan ne regroupe cependant tous les électeurs de l'un ou l'autre patronyme*. Si chaque patronyme important est représenté dans les deux clans, c'est pourtant dans des *proportions* très variables. Dans un cas, sur 82 électeurs portant le même nom, 54 se trouvent dans un clan et 28 dans l'autre. Dans d'autres, les proportions sont les suivantes : 28/9, 34/22, 11/35, 1/25, 41/4 et 7/12. Le premier terme de chaque rapport représente le nombre d'électeurs Blancs et le deuxième le nombre de Jaunes. Cette répartition est relative au temps du *biclanisme*. Depuis l'arrivée sur scène des Gris, ces proportions ont changé puisque certains électeurs ont quitté les clans traditionnels.

Contrairement à notre supposition, aucun patronyme n'est entièrement propre à l'un ou l'autre clan traditionnel, du moins pour la première catégorie. Si l'on considère les *proportions*, celles-ci sont en revanche parfois si élevées que le fait d'être membre de l'autre clan devient une exception ; comme exemple, il y a les rapports 41/4 et 25/1. En outre, il s'avère que dans plusieurs cas, les personnes qui font exception se trouvaient initialement dans le même clan que la majorité (ce sont des électeurs qui ont changé de clan).

1. Rappelons que ces données sont relatives à la situation antérieure à l'introduction du suffrage féminin.

Pour la deuxième catégorie, la situation est pratiquement identique. Chaque patronyme se retrouve dans les deux clans bien que dans des proportions très différentes parfois.

La troisième catégorie est donc formée de patronymes comportant peu de membres (3 à 10 électeurs). Cela contribue à expliquer que leur répartition ne ressemble pas à celle dont nous venons de parler à propos des patronymes de la première et de la deuxième catégorie. Dans plusieurs cas, tous les électeurs d'un groupe patronymique de cette catégorie se retrouvent dans le même clan. La corrélation patronyme-clan tend donc à se vérifier pour les patronymes non originaires de Chermignon, alors qu'elle n'apparaît pas en ce qui concerne les patronymes autochtones.

En plus de ces relations entre clans et patronymes, d'autres éléments méritent d'être mis en évidence. En premier lieu, un fait qui est clair et qui ne connaît que de très rares exceptions : le fils fait automatiquement partie du même clan que le père. La naissance détermine la future appartenance politique (au niveau communal pour l'instant) d'un enfant. Ce dernier est élevé dans un milieu où l'on critique et où l'on s'oppose en permanence à l'autre clan. Lorsque l'enfant (l'adolescent sans doute) prend conscience de la place qu'il occupe dans ce jeu de couleurs, il est déjà très fortement empreint de cet antagonisme clanique, puisqu'il a grandi dans cette ambiance.

Des analyses généalogiques minutieuses prouvent que les membres de certains groupes patronymiques non originaires de Chermignon descendent d'une seule et même personne, qui s'est établie dans la commune depuis de nombreuses décennies, voire depuis plus d'un siècle. On peut admettre que ces groupes patronymiques peu étendus sont restés unis, contrairement aux grands groupes patronymiques ancestraux et originaires de Chermignon. Entre ces derniers, il existait sans doute déjà des antagonismes politiques avant la naissance des deux clans.

Dans la troisième catégorie, il y a cependant un patronyme qui est originaire de Chermignon, comme ceux de la première catégorie. Mais contrairement aux patronymes de la première catégorie, tous les membres de ce groupe patronymique appartiennent au même clan. En outre, ce groupe patronymique particulier constitue aussi une famille politique. Elle a été représentée de père en fils au Conseil depuis le xix^e siècle.

En ce qui concerne la quatrième catégorie, il n'y a pas de liens systématiques entre patronymes et clan politique. Ces électeurs sont, pour la plupart, arrivés dans la commune avec le développement touristique, soit après la naissance des deux clans. Avant l'apparition des Gris, ces électeurs se répartissaient d'une manière à peu près égale entre les deux clans traditionnels. Mais il serait faux de mettre ces immigrants sur le même pied que les autochtones car la lutte entre les deux clans traditionnels comporte une histoire et des faits bien précis que les autochtones sont, comme on le verra, seuls à avoir vécus de près et donc à connaître en détail. Il est, en effet, impossible

pour un Confédéré de s'intégrer totalement au système politique communal. Les autochtones considèrent ces Confédérés davantage comme des personnes pouvant leur apporter quelques suffrages lors des élections que comme de véritables membres de clan. A ce sujet, on peut rappeler qu'à aucun moment de l'histoire des clans un Confédéré n'est apparu dans la hiérarchie dirigeante de la politique communale.

Si tous les électeurs de la commune *participent* aux élections locales, *l'intensité de l'activité politique* n'est, en revanche, pas la même chez toutes les personnes. Elle semble se réduire au minimum chez les Confédérés. Se pose alors le problème des raisons qui amènent un Confédéré à voter pour tel clan plutôt que pour tel autre. Elles sont essentiellement économiques. Si une personne vient de l'extérieur et trouve un emploi dans un hôtel, il va de soi qu'elle devra voter pour le patron ou du moins pour le clan de ce dernier, si lui-même n'est pas candidat. Prenons un autre exemple, celui d'un Confédéré qui devient commerçant. Si quelques clients Blancs lui achètent une grande partie de ses marchandises, ils lui demanderont inmanquablement de voter pour leur clan une fois les élections venues. Un refus de sa part équivaldrait à une baisse immédiate de son chiffre d'affaires. Les Confédérés représentent donc pour les clans une occasion de se créer un réseau de clients et de dépendants que l'on mobilisera en temps voulu.

De tels phénomènes ne peuvent évidemment se produire que dans une collectivité restreinte où tout le monde se connaît et où un contrôle social est possible.

Pour cette quatrième catégorie, les relations entre patronymes et clans politiques n'ont donc plus la même signification. Mais il est clair que l'on s'attende par exemple à ce que le fils d'un Confédéré vote comme son père. Tout en excluant les Confédérés de la politique locale, les autochtones admettent qu'ils en adoptent les principes.

En résumé, il n'y a pas de liens simples et directs, comme cela est admis couramment, entre certains patronymes et l'un ou l'autre clan politique. L'analyse de ces liens, à travers quatre catégories de patronymes révèle que ces relations sont au contraire d'une complexité et d'une diversité très grandes, tout en reposant sur une logique bien définie.

3.3. *Appartenance clanique et mariages.*

Au niveau du Conseil, il a été établi qu'entre l'appartenance clanique d'un conseiller et celle de son épouse, il y avait une corrélation très nette. En ce qui concerne l'ensemble de la population, nous n'avons pas analysé la situation de chaque ménage de la commune car il y a plus de 600 électeurs sur ce territoire. Nous avons pris en considération les 78 ménages de l'un des quatre villages. Dans ce dernier, les deux clans traditionnels ont à peu près le même nombre

d'adhérents et sur les 78 ménages, 57 sont formés de personnes où les deux conjoints sont autochtones.

Dans six cas seulement, l'un des conjoints provient du clan opposé. Dans les 45 autres, les deux époux sont du même clan ; 23 sont Blancs et 22 Jaunes. Même pour *l'ensemble de la population*, la relation est donc très forte.

Pour déterminer si cette relation existe aujourd'hui encore parmi les jeunes mariés, les 30 derniers mariages de l'ensemble de la commune conclus entre 1964 et 1968 ont fait l'objet d'une analyse semblable. Ce qui ressort en premier lieu de cette dernière, c'est le mouvement général d'ouverture au monde extérieur. Plusieurs autochtones ont épousé des personnes originaires d'autres pays et les mariages entre autochtones et personnes de communes limitrophes, d'autres régions ou cantons, sont de plus en plus nombreux. Dans sept cas seulement les deux époux sont autochtones. Parmi ces derniers, cinq sont formés de personnes appartenant au même clan et deux sont « mixtes ».

Quant aux parents de ces 30 couples (du conjoint originaire de Chermignon plus exactement), la corrélation est très forte car il y a plus de 20 cas où les parents appartiennent au même clan.

De nos jours, l'esprit clanique (en ce qui concerne les mariages) n'a, malgré tout, pas totalement disparu. C'est davantage *l'ouverture au monde extérieur* que *l'ouverture au clan rival* qui constitue le trait dominant du changement.

Voici deux déclarations de personnes à qui nous avons demandé si elles permettraient à leurs enfants d'épouser une personne du clan adverse :

« Je ne refuserais pas qu'elles se marient avec ceux de l'autre clan, mais je préférerais qu'elles se marient avec les nôtres. »
(Vigneron, 52 ans, ayant 2 filles.)

« S'il aimait autant une fille de chaque clan, je lui conseillerais de marier celle de notre bord. »
(Employé, 62 ans, parlant de son fils.)

Une autre personne racontait qu'un chef de clan recommandait autrefois à ses membres, au cours d'assemblées générales, d'épouser des femmes de leur clan politique.

3.4. Répartition des forces politiques par village.

Avant l'apparition des Gris, les deux clans traditionnels comptaient à peu de choses près le même nombre d'électeurs dans deux villages ; dans le troisième, les Blancs étaient presque deux fois plus nombreux. Les Jaunes comblaient ce désavantage grâce à la station de Crans où leurs électeurs étaient plus nombreux.

Au niveau politique, il n'y a pas de rivalités importantes entre les villages. La lutte entre clans les transcende très largement.

La station de Crans présente certaines particularités et ne peut être mise sur le même pied que les trois villages. Sur les cinq conseillers actuels, quatre habitent en effet Crans. Ultérieurement, il nous faudra déterminer si, en plus de l'antagonisme entre les clans, il n'existe pas une autre opposition (nouvelle), entre les trois villages d'un côté, et la station de l'autre.

Dans ce chapitre consacré à l'électorat communal, ce sont surtout les deux clans traditionnels qui ont fait l'objet d'un approfondissement. Reste à préciser la nature de la troisième force politique apparue en 1964.

3.5. *Les Gris.*

A propos des Gris, il y a d'abord deux éléments qui nous paraissent fondamentaux : la différence qu'il semble y avoir entre ce que les Gris veulent être et ce qu'ils sont en réalité, et la différence entre la manière dont les autochtones perçoivent et expliquent ce nouveau groupement politique et l'explication qui résulte d'une analyse scientifique. Il a été signalé que les Gris se voulaient *indépendants* des luttes familiales et des parentèles. Ils se sont constitués contre le favoritisme clanique qu'ils reprochent aux clans traditionnels. Ils voulaient créer un véritable parti politique et leur objectif était d'œuvrer pour toute la commune et non pour un seul clan. En ce sens, leur projet constituait indéniablement un *élément de modernisation du système et de la pratique politiques*.

Sous peu, nous verrons qu'ils ont néanmoins repris certains éléments de base des clans traditionnels, même si c'est de manière atténuée et, peut-être, involontaire. Un autre élément important réside dans la forte *personnalisation* des Gris. Ils sont, en effet, essentiellement l'œuvre d'une seule personnalité, qui est le leader du mouvement. Celui-ci appartient aux milieux les plus aisés et puissants de la commune. Il s'agit de l'un des plus grands promoteurs immobiliers de la station. Il détient au Conseil communal le siège auquel ce mouvement a droit en vertu de la représentation proportionnelle. Pour des raisons qui seront élucidées ultérieurement, il est même président de la commune. Un élément statistique prouve cette personnalisation des Gris. Lors des élections communales de 1968, les Gris comptaient 117 membres. Or, des 5 candidats Gris, seul le leader a obtenu l'appui de 117 électeurs. Le premier des viennent-ensuite ne totalisait que 46 voix. Si dans les deux clans traditionnels le nombre des suffrages obtenus par les divers candidats varie également, on ne trouve cependant pas de tels écarts.

La personnalisation du phénomène Gris est donc indéniable. A ce propos, et c'est là le second élément que nous voulions préciser dès maintenant, il est intéressant de relever que la population locale ne retient et ne perçoit des Gris *que* cette personnalisation : les Gris, c'est le leader en question et rien d'autre. En admettant que ce

leader se retire de la vie politique, ce serait sans doute la fin des Gris et leurs membres se regrouperaient autour des deux clans traditionnels. Telle est la perception dominante dans la population.

Il n'est pas exclu que dans le cas d'un tel retrait, les Gris disparaîtraient. Mais il est peu probable que les forces politiques réunies sous leur bannière se résorbent purement et simplement. Ce que la population voit très peu, ce sont les liens qu'il semble y avoir entre l'électorat Gris et la population active liée au tourisme et à ses activités annexes. C'est là un des aspects qui vont être traités dans les paragraphes qui suivent. Nous reviendrons sur les circonstances particulières de l'apparition des Gris en 1964. Pour l'instant, nous allons essayer de caractériser leur électorat et, par conséquent, de définir plus précisément la nature de ce nouveau groupement politique. Considérons cet électorat en premier lieu suivant les mêmes critères que les Jaunes et les Blancs.

3.5.1. *Les noms de famille.*

Les Gris n'ont pas (comme les deux clans traditionnels) de patronymes qui leur sont propres. On trouve tous les principaux noms de la liste électorale, à l'exception de ceux qui sont l'apanage strict des Jaunes ou des Blancs. Il n'y a pas non plus des dizaines et des dizaines de Gris qui portent le même nom. Seulement trois patronymes se retrouvent une dizaine de fois. Ils proviennent des groupes patronymiques ancestraux qui comptent le plus grand nombre d'électeurs. Ces électeurs étaient donc membres d'un clan traditionnel avant 1964. Les autres noms importants se retrouvent au maximum 2, 3, 4 ou 5 fois. Malgré leur objectif, la *parenté* intervient néanmoins chez les Gris. A plus de dix reprises, c'est non seulement le père qui est devenu Gris mais son ou ses fils. Les frères du leader ont, eux aussi, quitté le clan traditionnel auquel ils appartenaient et militent actuellement avec les Gris.

Les Confédérés sont beaucoup plus nombreux chez les Gris que dans les clans traditionnels. Un tel phénomène se comprend aisément si l'on rappelle la complexité de l'antagonisme clanique traditionnel et son caractère purement local. Il est, en effet, plus simple pour un néophyte d'adhérer à ce nouveau « parti » qui n'a pas encore d'histoire et qui est localisé essentiellement à Crans. C'est là qu'habitent d'ailleurs aussi la plupart des Confédérés. Ce leader n'a pas manqué de jouer sur ces divers éléments pour attirer les Confédérés, notamment sur la nature à ses yeux désuète et archaïque de cette « politique de familles ». Il n'a pas dû avoir beaucoup de peine à leur faire admettre qu'ils n'avaient rien à voir avec une telle politique.

On entrevoit déjà que les Gris ne constituent pas une force politique entièrement nouvelle (totalement indépendante des liens de parenté par exemple) comme le voudrait son leader.

3.5.2. *Lieu d'habitation.*

Un membre de ce nouveau parti, à qui nous avons demandé si les Gris étaient plus nombreux à Crans que dans les trois villages, a répondu ainsi :

« dans notre parti, il y a des gens des villages, de Crans, et de toutes les professions. »

Cette affirmation ne fait l'objet d'aucun doute et elle se vérifie concrètement. Mais, *proportionnellement*, il s'avère que près de 80 % de ces électeurs habitent Crans.

Pour les deux clans traditionnels, ce rapport est presque identique, mais inverse : 80 % environ habitent dans les villages. Le phénomène Gris ne serait-il que le pendant sur le plan politique du développement économique incarné par le tourisme ? Encore faudra-t-il expliquer la présence de 20 % d'électeurs provenant des villages.

3.5.3. *Appartenance clanique traditionnelle.*

Sur les 117 électeurs Gris, on compte cinq cas particuliers. Avant la naissance des Gris, les 112 autres se répartissaient de la façon suivante : 32 étaient Blancs, 46 Jaunes et 34 ont toujours été Gris. Parmi ces derniers, on trouve donc principalement des personnes qui se sont installées dans la commune après l'apparition des Gris.

L'analyse de la force respective des divers clans dans les trois villages et dans la station de Crans a révélé que les Jaunes comptaient plus d'électeurs que les Blancs à Crans. Et, puisque près de 80 % des Gris proviennent de la station de Crans, il n'est donc pas étonnant qu'il y ait actuellement davantage d'anciens Jaunes que d'anciens Blancs parmi les Gris.

Plus généralement, le phénomène Gris revêt effectivement à la fois des aspects traditionnels (il comprend un grand nombre d'électeurs anciennement Blancs ou Jaunes et les liens de parenté y jouent encore un rôle certain) et des aspects modernes (la plus grande partie des nouveaux électeurs, les Confédérés notamment, sont Gris, et une part importante de l'électorat Gris habite et travaille dans la station touristique et non dans les villages).

Les personnes interrogées attribuent généralement la naissance des Gris à la seule action du leader de ces derniers. En réalité, un nouveau groupement politique s'imposait depuis longtemps puisque les habitants des villages installés dans la station (à la suite du développement touristique) étaient de moins en moins en contact avec les événements, faits et « histoires » qui se greffent quotidiennement sur l'antagonisme clanique ou qui en résultent et qui opposent les habitants des villages. En outre, les personnes venues de l'extérieur et qui ne pouvaient s'intégrer à ce jeu politique traditionnel et local devenaient de plus en plus nombreuses.

3.6. *Les changements de clan.*

Il a été signalé que des électeurs ont passé d'un clan à l'autre. Ces transfuges méritent quelque attention. On peut définir *plusieurs types de changements de clan*. En premier lieu, il y a les électeurs qui appartenaient autrefois à l'un des deux clans traditionnels et qui sont aujourd'hui membres des Gris. Ils sont les plus nombreux : entre 1964 et 1967 il y en a eu près de quatre-vingts. La grande majorité habite actuellement à Crans.

On a tenté d'expliquer les raisons de ces changements par le fait que les habitants de la station étaient quelque peu à l'écart des luttes claniques et familiales opposant les habitants des villages. Les habitants de Crans sont aussi en contact permanent avec des touristes de régions et de pays très divers, touristes qui ont un genre de vie, des mœurs, des idées et des conceptions (politiques aussi) très différents de ceux des habitants d'une collectivité rurale de montagne. A la suite de ces contacts, certains autochtones ont peut-être pensé que leur système politique communal était quelque peu archaïque, ne « faisait pas assez moderne ». Un électeur Gris à qui nous avons demandé ce qu'il pensait des membres des deux clans traditionnels a répondu :

« ils sont tellement bornés que si sur la liste des candidats au Conseil on mettait le nom de quatre candidats et un taureau, le taureau aurait autant de voix que les quatre candidats. »

Cette déclaration polémique ne doit pas faire oublier que les Gris (en contradiction avec leur idéal) ne se sont pas totalement détachés des fondements de la politique traditionnelle.

L'explication de ce premier type de changement de clan par les contacts avec la civilisation moderne, bien que partielle, est importante. Un autre élément peut la compléter. Etant donné que le leader des Gris est une personne économiquement très puissante, il fournit des possibilités de travail à un grand nombre de personnes. Si une personne du genre de ce leader décide d'entrer sur la scène politique, il est de coutume que les personnes qui ont trouvé du travail grâce à elle ou qui ont reçu une aide économique ou financière de sa part, la soutiennent, en contrepartie, lors des élections. On peut donc voter Gris sans avoir changé de mentalité.

En filigrane, apparaît un trait fondamental de la politique communale : l'étroite relation entre l'économique et le politique. Ultérieurement, nous essayerons de déterminer si l'appui politique que certains électeurs apportent à ce leader est simplement une contrepartie ou le résultat d'une pression, voire d'une contrainte.

Les Gris comportent donc essentiellement des électeurs habitant Crans. Comment expliquer alors la présence de quelques personnes des villages ? Dans les deux clans traditionnels, il y toujours eu quelques électeurs qui étaient *mécontents* de leurs dirigeants. Théoriquement, ces derniers avaient la possibilité de quitter leur clan et de rejoindre le clan adverse. Mais un tel changement est sévèrement réprouvé par les membres de la collectivité. L'électeur qui change de

clan est définitivement déconsidéré et devient la risée de la population. L'entrée en scène des Gris représentait la solution idéale pour ces mécontents. En devenant membre des Gris, un électeur mécontent, Jaune ou Blanc, ne trahissait pas son clan de la même manière. Inutile de préciser que les clans traditionnels n'approuvaient pas pour autant de tels changements. Ils n'ont d'ailleurs pas tardé à mettre au point des mécanismes de défense pour empêcher ce genre de départ.

Il y a aussi le cas des personnes qui, tout en travaillant à Crans, habitent encore dans les villages et sont toujours membres de l'un ou l'autre clan traditionnel. Comme chaque électeur peut voter pour cinq candidats lors des élections communales, certains de ces électeurs votent, par exemple, pour quatre candidats de leur clan traditionnel et accordent une voix au leader des Gris qui leur fournit du travail. De cette façon, tout en demeurant dans leur clan, ils peuvent donner leur appui au candidat de la nouvelle force politique. Dans ce cas, il ne s'agit cependant plus d'un changement de clan.

Il y a une deuxième catégorie de changements. Il ne s'agit plus des individus qui quittent un clan traditionnel pour rejoindre les Gris, mais des électeurs qui passent *d'un clan traditionnel à l'autre*. A la suite de ce qui vient d'être dit au sujet de la déconsidération qu'impliquent de tels changements, on peut supposer que ces derniers ne sont pas très nombreux. Dans plusieurs cas, c'est à l'intérieur d'une même famille que ces changements se produisent. Des frères deviennent tout à coup des ennemis politiques. Les personnes interrogées à ce sujet expliquent souvent ces changements par « les difficultés de partage » (querelles intervenues lors d'un héritage). Un héritier qui se sent profondément lésé peut, « pour se venger », changer de clan.

Ce n'est pas l'unique raison de ces changements. Tel électeur a quitté son clan à la suite de l'expropriation par les autorités communales de l'une de ses terres. Un conseiller communal de son clan voulait lui payer 2 francs le mètre carré. Un magistrat du clan opposé lui offrait 5 francs le mètre carré. Cette offre plus avantageuse ne comportait qu'une condition : le propriétaire en question devait changer de clan. C'est ce qui est arrivé.

Certains électeurs trouvent du travail chez un patron du clan opposé. Lorsque les élections communales approchent, si ces personnes veulent garder leur travail, elles doivent en principe voter pour le patron et, certaines fois, changer de clan. Mais les choses ne se passent pas toujours ainsi. Un ouvrier-maçon travaillait lui aussi chez un patron du clan rival. Les élections approchant, le patron lui demanda s'il comptait lui apporter son soutien (le patron était candidat au Conseil). L'ouvrier répondit qu'avant de lui donner une réponse il devait demander l'avis de son père. Le lendemain, de retour au travail, l'ouvrier rangea ses affaires et se préparait à partir lorsque le patron intervint pour s'enquérir des intentions de son subordonné. La réponse de ce dernier, quittant le chantier, fut brève :

« mon père m'a dit qu'on n'était pas à vendre ».

Un tel exemple illustre certes l'antagonisme clanique mais aussi le fait que ce dernier n'est pas limité au seul niveau politique.

D'autres faits sont de notoriété publique. Un boulanger vendait une grande partie de son pain à un hôtelier du clan opposé. Les élections venues, la condition sine qua non de la continuation de ses ventes résidait dans un changement de clan.

Un jeune homme désirait faire des études, mais les dirigeants de son clan refusaient de cautionner les emprunts qu'il devait contracter à cette fin. Le clan opposé lui accorda volontiers cette aide mais toujours à la même condition.

Il y a aussi les personnes qui ne s'identifient pas d'une manière aussi nette et déterminée que la grande majorité des électeurs à l'un ou l'autre clan. Dans le langage local se sont « les indécis », « les tièdes », et également certains « vieux garçons ». « Ils votent pour ceux qui les choyent le plus avant les élections », nous a-t-on répondu. Au cours de la période pré-électorale, ces indécis boivent et éventuellement mangent aux frais des prétendants au Conseil. A l'heure actuelle, cette coutume semble révolue ; « Un électeur ne change plus de clan pour quelques trois décis de fendant ».

Un conseiller nous confiait qu'un électeur d'un clan rival avait promis de l'appuyer, mais que finalement il ne lui avait pas accordé sa voix comme prévu. Quelques mois plus tard, cet électeur s'était expliqué : il avait des difficultés financières et un autre candidat lui avait offert 500 francs.

Ces différents exemples révèlent le poids des motivations économiques dans ces changements. On essaiera de voir si l'important afflux d'argent (rare autrefois dans cette commune rurale de montagne, et subitement amené par le tourisme) n'a pas entraîné une certaine corruption, avec des ramifications jusque dans la politique locale.

Ces changements de clan ne se produisent évidemment qu'au niveau de la base de l'électorat. Il n'y a qu'un seul exemple où un conseiller communal a été nommé successivement par l'un et l'autre clan. Ici aussi, il s'agit d'un « accident politique » et non d'une exception. Il sera élucidé prochainement.

Les électeurs qui ont changé de clan et qui étaient musiciens ont également changé de fanfare. Il y a là une démonstration concrète des liens étroits qui existent entre les deux clans traditionnels et les deux sociétés de musique.

Dans cette analyse de l'ensemble de l'électorat communal, il reste à définir une caractéristique fondamentale : la répartition socio-professionnelle des membres de chaque clan.

3.7. Analyse comparative de la composition socio-professionnelle des clans.

Le problème qui se pose est de savoir si chacun de ces trois clans politiques regroupe plutôt telle ou telle couche sociale de la population.

TABLEAU 2. — Composition socio-professionnelle des clans.

CLAN POLITIQUE	JAUNE		BLANC		GRIS	
	Nombre d'électeurs en chiffres absolus	En %	Nombre d'électeurs en chiffres absolus	En %	Nombre d'électeurs en chiffres absolus	En %
Catégories socio-professionnelles et professions particulières						
1. Agriculture, Viticulture	46	25 %	60	27 %	7	5 %
2. Industrie, Ouvriers d'usine	9	5 %	19	9 %	5	3 %
3. Construction	68	36 %	65	30 %	27	18 %
4. Commerce, Artisanat	14	7 %	18	8 %	41	28 %
5. Hôtellerie	14	7 %	5	2 %	22	15 %
6. Services, sports et transports						
1. Professeurs de ski	8	5 %	3	1 %	3	2 %
2. Chauffeurs	2	1 %	10	5 %	5	3 %
3. Chauffeurs de taxi	-	-	4	2 %	8	6 %
7. Fonctionnaires, Employés	18	9 %	20	9 %	20	14 %
8. Divers	9	5 %	14	7 %	9	6 %
TOTAUX	188	100 %	218	100 %	147	100 %

Dans cette analyse, ont été pris en considération 188 électeurs Jaunes, 218 Blancs et 147 Gris, soit au total 553 électeurs, ce qui représente la quasi-totalité de l'électorat communal. On se souvient qu'à la fin de l'année 1967 les Gris comptaient 117 membres. Le nombre de 147 est un chiffre plus récent. Mais tous les 147 électeurs ne sont pas des Gris à part entière. Certains, tout en votant pour l'un des deux clans traditionnels, accordent simultanément leur appui au leader de la nouvelle force politique.

Interprétation du Tableau 2

Aucun clan politique ne regroupe tous les individus de certaines couches sociales bien déterminées. Chacune des trois forces politiques communales recrute dans *toutes* les catégories sociales. Dans les trois clans il y a des patrons, des employés et des ouvriers. La lutte entre ces trois clans n'est donc pas une simple reproduction, au niveau local, d'une lutte de classes sociétale.

Si l'on raisonne en termes de *proportions*, on remarque cependant que les principales couches sociales ne sont pas représentées de la même manière dans les trois clans. Comparons d'abord la situation des deux clans traditionnels. Chez les *Blancs*, les agriculteurs, les viticulteurs et les ouvriers d'usine sont plus nombreux que chez les Jaunes. Les *Jaunes* sont, proportionnellement, et même parfois en chiffres absolus, plus fortement représentés dans les autres catégories socio-professionnelles. C'est dans l'hôtellerie que la différence est la plus sensible. Nous avons vu que les Jaunes étaient plus nombreux que les Blancs dans la station de Crans. La plus grande partie des premiers promoteurs du tourisme ont également été Jaunes. Ces deux faits expliquent cet écart très marqué. Les *Jaunes* sont plus nombreux aussi dans le secteur de la construction. L'étroite relation qu'il y a entre l'hôtellerie, la construction et la station de Crans explique cette deuxième différence.

Plus généralement, on remarquera que le secteur de la *construction* occupe la plus forte proportion des membres des deux clans traditionnels. Mais la construction n'est pas l'apanage de la station. Dans les villages, il y a un phénomène nouveau et particulièrement intéressant qui a trait à ce secteur. Un nombre important de jeunes, ayant quitté l'agriculture, ne veulent plus habiter dans les vieilles maisons de type rural de leurs parents. Ils préfèrent construire leur propre maison et, ceci, à l'écart du noyau villageois. On notera en marge, que cette tendance à se diriger vers la périphérie, transforme considérablement la structure des villages : au centre du village, il y a les anciennes maisons avec étables et granges, et à l'extérieur, un cercle de nouvelles constructions entourant ce noyau traditionnel. Cette tendance à s'éloigner du noyau villageois n'est pas sans exception, car certaines anciennes maisons sont tout de même rénovées et

modernisées. Tout ceci pour démontrer que le tourisme n'absorbe pas le secteur de la construction dans sa totalité.

Quant à la catégorie des *services, sports et transports*, elle ne comprend pas suffisamment d'électeurs pour permettre des comparaisons valables. Relevons simplement que les Jaunes ont un nombre plus important de professeurs de ski. Ceci se comprend une nouvelle fois en fonction du lien direct de cette profession avec le tourisme.

Si la base économique et la structure socio-professionnelle ne permettent pas de différencier nettement les deux clans traditionnels, tel est, en revanche, le cas pour les Gris.

Comme les deux clans traditionnels, la nouvelle faction politique a des membres dans toutes les catégories socio-professionnelles, mais les proportions sont très différentes. Certaines branches économiques sont très peu représentées tandis que d'autres ont une importance telle qu'elles semblent lui être propre. Si le quart de l'électorat de chaque clan traditionnel se recrute dans le secteur primaire, ce dernier ne représente que 5 % chez les Gris. Les ouvriers d'usine sont, eux aussi, moins nombreux.

Ce sont l'hôtellerie et surtout les *activités dérivées du tourisme* (commerce, artisanat, fonctionnaires et employés) qui lui fournissent la grande majorité des électeurs. Seule la construction, parmi les activités qui ont un rapport *direct* avec le tourisme, prend une place moins importante. Il semble que le phénomène Gris soit, du point de vue de sa base économique, un *phénomène typiquement tertiaire*.

En sachant que les 80 % de l'électorat du parti Gris est localisé dans la station de Crans, cette nouvelle force politique pourrait être considérée comme un groupe de pression économique qui, une fois suffisamment puissant, aurait fait son entrée sur la scène politique communale.

Au sujet de l'activité économique des électeurs, il y a un aspect qui a été ébauché et qui nous semble très important. Les discussions avec les habitants ont montré que ces derniers ont parfaitement conscience de leur position dans la hiérarchie sociale. A la limite, on pourrait presque affirmer qu'il existe un embryon de conscience de classe.

Mais cette dernière ne se retrouve pas au niveau politique, au niveau de la politique communale pour l'instant : ouvriers, employés et patrons votent de la même manière. En effet, au niveau communal, à aucun moment de l'histoire des clans, les couches défavorisées ne se sont détachées des détenteurs du pouvoir économique pour constituer une force politique autonome d'opposition.

Pour l'instant, tout se passe comme si la perpétuation de ces rivalités ancestrales faisait le jeu du groupe économiquement dominant, puisqu'elle lui permet de rester seul maître et seigneur à l'exécutif communal.

3.7.1. *Lieu d'habitation et appartenance clanique.*

Les agriculteurs et les ouvriers d'usine, quelle que soit leur appartenance politique, habitent généralement dans l'un des trois villages. Il en va de même avec les personnes qui travaillent dans le secteur de la construction ; seuls quelques patrons ont leur domicile à Crans. Il faut préciser que les loyers sont très élevés dans cette station.

De même que la structure d'une grande ville comprend des quartiers dont chacun se compose de personnes ayant un niveau socio-économique relativement bien déterminé, la commune de Chermignon présente, elle aussi, à une échelle plus restreinte, une situation semblable. A Crans habitent surtout les personnes riches ; dans les villages, les gens moins favorisés. Cette constatation générale est cependant assortie de nombreuses exceptions (le personnel hôtelier en est un exemple).

Le prix élevé des loyers est en rapport avec le fait que la station de Crans se veut réservée à une élite. On ne s'étendra pas davantage sur cet aspect. Signalons simplement que le seul problème de la mentalité, issue du contact entre une civilisation agraire et une population de touristes du type « nouveaux riches », pourrait faire l'objet d'une passionnante étude psycho-sociologique.

Revenons au problème des relations entre niveau socio-économique, appartenance clanique et lieu d'habitation des électeurs. Les hôteliers et leurs employés habitent presque tous à Crans, ce qui est une nouvelle fois à l'avantage des Gris, puisqu'ils recrutent surtout dans la station. Les deux factions traditionnelles ont aussi quelques hôteliers dans leurs rangs. Mais certains les abandonnent petit à petit pour rejoindre les Gris.

C'est dans le commerce et l'artisanat que les Gris recrutent le plus de membres. Et le fait que la plus grande partie des personnes actives dans ces branches habitent, elles aussi, à Crans, est une nouvelle fois à l'avantage des Gris.

Un mot au sujet de la catégorie des *fonctionnaires et des employés de bureau*. A partir du moment où les activités touristiques atteignent un certain stade de développement et une certaine importance, le réseau administratif et bureaucratique s'étend rapidement. C'est précisément ce qui est en train de se passer à Crans et les premiers bénéficiaires de cette situation seront encore une fois les Gris.

L'introduction de la variable lieu d'habitation fait particulièrement bien ressortir l'opposition de plus en plus marquée entre les trois villages et la station. Si les deux clans traditionnels recrutent la majorité de leurs électeurs dans les villages, il semble que les habitants de la station, *quelle que soit leur profession*, sont de plus en plus attirés et aspirés par la nouvelle force politique des Gris.

3.8. Les nouveaux électeurs.

Il s'agit des personnes qui se sont installées dans la commune entre les années 1964 et 1968 et des jeunes autochtones qui ont atteint leur majorité électorale au cours de cette même période. Nous faisons cette distinction entre l'ensemble de l'électorat et les nouveaux électeurs dans une optique de *prédiction*. Il s'agit de voir si à l'avenir certaines catégories socio-professionnelles vont prendre de l'importance au détriment d'autres, et modifier aussi bien la structure socio-économique de la commune que la force respective des trois clans politiques.

3.8.1. Les nouveaux électeurs non autochtones.

TABLEAU 3. — Répartition selon certaines catégories économiques.

Commerce et artisanat	27	électeurs
Construction	13	»
Services, Sports et Transports	9	»
Hôtellerie	7	»
Fonctionnaires, employés	6	»
Industrie	2	»
Agriculture	0	»
Divers	4	»
Total	68	»

Aucun de ces nouveaux électeurs n'est donc occupé dans l'agriculture et deux seulement le sont dans l'industrie. L'importance de la catégorie commerce et artisanat prouve que cette station est en train de devenir une véritable petite ville comprenant presque toute la gamme des commerces d'un centre urbain. Le poids du secteur de la construction démontre que cette station continue à se développer.

Le tourisme représente, sans aucun doute, l'avenir de la commune. D'autre part, il a été établi que la plus grande partie de ces nouveaux électeurs habitent dans la station et qu'une très forte proportion vote pour le leader de la nouvelle force politique. Politiquement, cela signifie que si la nouvelle force politique des Gris ne disparaît pas, elle pourrait d'ici quelques années obtenir un deuxième siège au Conseil communal.

3.8.2. Les jeunes électeurs autochtones.

Il s'agit des jeunes qui ont participé pour la première fois aux élections communales en 1968. Ils sont au nombre de 23.

En ce qui concerne leur profession, ils travaillent dans la *construction* comme menuisier, carreleur, appareilleur, monteur en chauffage, peintre ou électricien. Les 12 autres se répartissent comme suit : deux œnologues, quatre étudiants, un manœuvre, un employé de bureau, un apprenti d'usine et un instituteur. Le secteur de la construction occupe donc la plus grande partie de ces jeunes. C'est un exemple de la tendance à la prolétarianisation dont sont victimes certains fils d'agriculteurs. Dans la plupart des cas, ils travaillent chez un patron de leur clan. La nécessité qui veut qu'ils fassent partie non seulement du même clan que leur père, mais qu'ils travaillent chez un patron de leur clan, semble persister.

Que signifie la présence de deux œnologues ? C'est une démonstration, qu'à part les activités liées au tourisme, la viticulture est pratiquement la seule autre activité à subsister et à se maintenir. Si les paysans-éleveurs deviennent de plus en plus rares, les vigneron sont encore nombreux. Les vigneron, dans cette région, ont toujours un deuxième métier.

D'autres jeunes, plus rares ceux-là, font des études secondaires ou supérieures. Mais très peu vont jusqu'à l'université. Ils deviennent instituteur ou employé de bureau.

Leur *comportement politique* (au niveau communal toujours) est intéressant. A priori, nous pensions que les jeunes devaient être plus nombreux à quitter les clans traditionnels pour rejoindre les Gris. Or, il n'en est rien. Un seul de ces 23 jeunes est devenu membre des Gris à part entière, et cela s'explique par le fait qu'il travaille comme employé de bureau chez le leader de cette faction. Quelques autres, tout en restant dans leur clan traditionnel respectif, accordent parfois un suffrage au leader des Gris, pour des raisons une nouvelle fois économiques, professionnelles.

Les nombreuses discussions que nous avons eues avec les jeunes électeurs révèlent que le sectarisme clanique est lui aussi héréditaire et persiste. Il faut se souvenir que s'ils ne peuvent voter qu'à l'âge de 20 ans, ils ont déjà conscience d'appartenir à un clan politique dès l'adolescence, si ce n'est avant, et appartenir à un clan signifie non seulement avoir une identité mais aussi et surtout être opposé à l'autre clan. Dans les villages surtout, une partie de la socialisation des jeunes se fait effectivement à l'intérieur de chaque clan. Cette affirmation peut paraître exagérée, mais on verra qu'en étudiant d'autres aspects de la réalité sociale, elle devient plus évidente encore. Les électeurs des deux clans traditionnels ont véritablement une conscience de clan.

Le nombre important de jeunes qui, à l'heure actuelle, perpétuent et attisent même cette conscience de clan, prouve d'une autre manière que ces antagonismes traditionnels ne sont nullement sur le point de disparaître. Cette conscience de clan est limitée aux deux clans traditionnels et n'existe pas de manière aussi poussée chez les Gris. Ces derniers n'ont, par exemple, pas encore d'histoire. L'identification au groupe, le sentiment d'appartenance et aussi la conscience du « nous »,

doivent y être encore assez flous. D'où peut-être une vulnérabilité politique plus grande chez leurs membres.

Une chose est certaine. Jusqu'à aujourd'hui, les Gris, malgré leur intention et leurs efforts, n'ont pas réussi à signer l'arrêt de mort des Jaunes et des Blancs.

4. Extension de la dualité clanique à d'autres domaines de la réalité communale.

Nous avons vu que l'antagonisme clanique était présent au niveau politique, au niveau des sociétés de musique et même au niveau économique, dans une certaine mesure, puisque beaucoup de gens travaillent à l'intérieur de leur propre clan. En outre, un grand nombre de ménages, mêmes récents, sont formés d'époux appartenant au même clan. L'ouverture au monde extérieur ne signifie donc pas nécessairement ouverture au clan rival. Voyons si d'autres domaines de la réalité sociale sont affectés par l'antagonisme clanique.

4.1. Le local des fanfares.

Il y a quelques années, l'un des deux clans traditionnels construisit un immense local. Dans cette salle ont lieu les répétitions de musique, les réunions politiques et autres manifestations locales. Peu de temps après, l'autre fanfare (l'autre clan, par conséquent) édifiait un local encore plus prestigieux destiné aux mêmes fins que le premier. Il est évident que rationnellement un seul local aurait amplement suffi. Les deux fanfares auraient pu s'arranger et occuper à tour de rôle une même salle. Vouloir considérer cet antagonisme clanique sous un angle rationnel serait faire preuve d'une incompréhension totale du phénomène.

Chaque fanfare organise une fois par année son propre loto, auquel ne participent que les membres du clan respectif. On ne va pas apporter de l'argent à son rival. Y aller signifierait aussi montrer de l'intérêt pour ce que fait l'autre clan. Or, tout ce qui est attaché au clan rival est nécessairement moins intéressant, moins bien fait, etc.

Si une société de musique se prépare à jouer un nouveau morceau, quelque temps après, l'autre société en fera de même. Ces deux fanfares se livrent à une très vive compétition dont chacune veut à tout prix sortir vainqueur auprès de la population. C'est à celle qui jouera le morceau le plus difficile et avec le plus de brio.

4.2. Les assemblées primaires et bourgeoises.

Ces assemblées concernent naturellement l'ensemble des citoyens de la commune. Elles ont lieu à la maison communale (mairie). Les

membres des différents clans se trouvent pour une fois réunis dans une même salle. Et pourtant, la dualité clanique se retrouve : dans la disposition des citoyens à l'intérieur du local cette fois. Les membres de chaque clan traditionnel occupent une moitié de la salle et cette séparation n'a pas varié depuis que les clans existent.

Cet exemple illustre la notion de *structure informelle*. Cette dernière est en effet essentielle pour la compréhension de ce système clanique. La séparation à l'intérieur du local communal ou les mariages intra-claniques ne sont régis par aucun règlement et malgré cela, la dualité est présente dans la quasi-totalité de la réalité communale. C'est cette dualité non écrite, non officielle, qui constitue la structure informelle mais essentielle de la vie communale. Cette structure ne peut être découverte en quelques jours. Sa mise au jour est le résultat d'une étude approfondie de la réalité communale et d'une participation intense et réelle à la vie quotidienne de la population. Il était nécessaire d'éprouver à quel point tout comportement de la population est fonction de cette dualité et de cet antagonisme pour comprendre l'enracinement profond et le déterminisme de cette structure informelle.

4.3. *Travaux et services.*

Une personne désirant construire une maison chargera des entrepreneurs et des ouvriers appartenant au même clan de faire les travaux. Supposons qu'un entrepreneur du clan adverse avance une soumission plus avantageuse. Dans ce cas (il s'est présenté à plusieurs reprises), la personne en question ira voir l'entrepreneur de son clan et lui exposera la situation. Celui-ci ajustera son devis mais c'est bien lui et non l'entrepreneur du clan rival qui fera le travail. Plus généralement, une personne qui a besoin d'une aide ou d'un service s'adresse aux membres de son clan, selon la logique du système.

4.4. *Les fonctions subalternes et les commissions.*

En principe, c'est le Conseil communal qui s'occupe de l'ensemble de l'administration de la commune. Toutefois, plusieurs tâches administratives sont réparties entre un grand nombre de commissions et de fonctions subalternes énumérées et définies dans la partie introductive. Depuis le début du siècle, ces commissions sont devenues de plus en plus nombreuses et regroupent un nombre considérable de personnes.

Le problème est celui des rapports entre le clan au pouvoir et l'appartenance clanique des membres de ces commissions. A un changement de clan au pouvoir correspond en principe une modification dans la composition des commissions. Cela ne signifie pas que toutes les fonctions subalternes soient occupées par les membres du clan majoritaire. Mais, *proportionnellement*, ces derniers sont beaucoup plus nombreux et cette proportion est souvent très grande. Ainsi de

1937 à 1940, sur 54 fonctions, 50 étaient détenues par le clan au pouvoir. De 1925 à 1928, les proportions étaient de 31/7 ; de 1945 à 1948, de 41/14 ; de 1953 à 1956, de 38/11 ; de 1961 à 1964, de 83/35 et de 1965 à 1968, de 126/74. Si l'on considère les membres de chaque commission séparément, il s'avère que la proportion est non seulement plus grande, mais que le clan au pouvoir détient presque toujours la majorité ; et si une commission a un président, un secrétaire et/ou un caissier, ces postes sont, eux aussi, détenus par le clan majoritaire.

En bref, quel que soit le clan au pouvoir, si ce dernier change de couleur, il s'ensuit un changement concomitant dans les fonctions subalternes. Si le clan minoritaire est présent dans certaines commissions, ses membres sont pratiquement toujours en nombre inférieur. En situant le problème dans une perspective historique, on remarquera cependant que l'écart entre les proportions est moins prononcé à l'heure actuelle. De 50/4 en 1937, il a passé à 126/74 en 1965. Le sectarisme clanique n'a pas pour autant disparu dans ce domaine. Une personne interrogée affirmait que lorsqu'un autre clan arrivait au pouvoir, il allait jusqu'à forcer la main à ses membres pour qu'ils acceptent certaines fonctions afin que ces dernières n'échoient pas aux membres du clan rival.

À l'heure actuelle, les gens se désintéressent quelque peu de ces fonctions, du moins de celles qui sont les plus dénuées de pouvoir¹. Autrefois, en revanche, lorsque les possibilités de travail étaient rares, les habitants se battaient pour obtenir la moindre fonction.

4.5. *Les épiceries.*

Chaque village à ses deux épiceries. Là aussi, un magasin par village suffirait amplement. Dans ce cas, le sectarisme n'est cependant pas (plus) poussé à l'extrême. Ce qui veut dire qu'il arrive de temps à autre qu'une personne fasse quelques achats dans l'épicerie du clan rival. Mais, d'une façon générale, les gens préfèrent aller dans « leur » magasin. Les personnes interrogées estiment que 70 % environ du chiffre d'affaires de chaque commerçant provient des membres de son clan. Certaines personnes sont aussi plus exclusives, plus sectaires (en ce qui concerne l'antagonisme clanique) que d'autres.

La situation varie ensuite selon l'époque et le moment. Pendant la période pré-électorale et pendant les jours qui suivent les élections, le sectarisme est ardent. Dans une perspective historique, il est prouvé que cette séparation était plus accentuée autrefois. Les ménages n'avaient pas aussi régulièrement et autant d'argent que maintenant. Pour la plupart, ce n'était qu'à la fin de l'année, lorsqu'ils recevaient l'argent de la vente de la vendange, qu'ils pouvaient payer leurs dettes. Le reste de l'année, ils achetaient à crédit, crédit que leur accordait le commerçant de leur clan respectif.

1. La participation à une commission importante ou prestigieuse peut, selon les circonstances, devenir un élément de stratégie politique non négligeable.

Dans la station de Crans, on ne retrouve pas la même situation. En premier lieu, parce qu'il n'y a pas seulement deux épiceries, mais toute une série de commerces très divers. D'autre part, les autochtones ne sont pas les seuls clients. C'est la masse des touristes qui représente le principal acheteur. Cette situation particulière n'exclut pas certains liens entre des commerçants et des habitants de Crans, membres d'un même clan politique. Ces liens sont plus lâches, simplement.

4.6. *Les banques et autres services.*

Dans les villages, il n'y avait jusqu'en 1938 qu'une seule banque. Un Blanc en était responsable. Jaunes et Blancs empruntaient et déposaient leur argent dans cette même banque. Une telle situation était évidemment à l'avantage des Blancs. Les Jaunes qui recevaient une aide financière du clan adverse, soit par reconnaissance, soit sur demande de ce dernier, lui accordaient, en contrepartie, quelques suffrages lors des élections. Aussi les Jaunes ne tardèrent-ils pas à réagir en créant leur propre banque, en 1938. A partir de cette année, la dualité clanique s'étendait à un nouveau domaine.

Un phénomène semblable s'est présenté dans un autre domaine. Un électeur, Blanc lui aussi, s'y connaissait particulièrement bien en matière de bordereaux d'impôts. Pour la majorité de la population, remplir le bordereau d'impôts représente une opération compliquée. Beaucoup de personnes étaient, par conséquent, ravies de pouvoir confier cette tâche au connaisseur. Ce dernier faisait en plus ce travail « gratuitement » (cet électeur Blanc était candidat au Conseil communal et ne refusait pas les quelques voix que lui accordaient les électeurs du clan rival à titre de récompense). Ici aussi, les Jaunes ont réagi.

4.7. *Les cafés.*

Un des trois villages a depuis de nombreuses années deux bistrot. Dans un autre, un deuxième vient d'être construit et dans le troisième, il n'y en a qu'un seul. Dans ce dernier village, les membres des deux clans vont « boire des verres » dans ce même et unique local. La dualité clanique se retrouve à l'intérieur du café en ce sens que les membres de chaque clan se regroupent entre eux. Le cafetier est Blanc. Si les membres des deux clans vont au même café, il semble que d'une façon générale les Blancs soient plus nombreux à s'y rendre.

Pendant la période électorale, les Blancs sont seuls au bistrot. Ceci est dû au fait qu'une partie de la politique se fait au café et à la virulence que peut prendre l'antagonisme à de telles époques. A cette époque, il arrive que des personnes, appartenant à un clan différent, ne se saluent plus lorsqu'elles se rencontrent dans la rue. Il y a là un exemple de défi à l'observateur-participant.

La séparation est la plus forte dans le village où il y a deux bistrots depuis de nombreuses années. Cette séparation relève également de ce qui a été appelé la structure informelle de la vie quotidienne de la commune. Une personne qui ne connaîtrait rien à ce système clanique et qui irait dans les deux bistrots ne pourrait pas se rendre compte qu'il y a dans chaque café une clientèle bien déterminée. C'est un autre cas où seule une observation prolongée peut conduire à la mise au jour d'une telle situation.

Il est intéressant de souligner aussi que cette dualité clanique, qui n'est régie par aucune disposition explicite, est aussi bien respectée, si ce n'est mieux, que nombre de lois authentiques.

Comme pour les magasins, la situation est différente dans la station de Crans où il n'y a pas seulement un ou deux bistrots, mais un très large éventail et où les principaux clients sont les touristes. Les autochtones, en revanche, pratiquent (comme pour les magasins) une certaine séparation, même à Crans. Chaque groupe politique a, en effet, un ou plusieurs cafés qui lui sont plus ou moins propres. Cette fois, les Gris ont eux aussi leur café attitré.

Avec l'exemple des cafés se termine l'analyse de l'extension de l'antagonisme clanique aux autres aspects de la réalité communale¹. D'autres domaines sont sans doute touchés. Il s'agissait simplement de démontrer que cette rivalité n'était pas limitée au seul niveau politique. Non seulement elle s'étend à tous les aspects de la vie collective, mais elle est un des éléments de base de l'organisation sociale, un des éléments en fonction desquels cette dernière se structure, se déstructure et se restructure. L'antagonisme clanique est le moteur de la vie collective.

Plus généralement, il apparaît que les clans sont non seulement des groupements politiques, mais de véritables *groupes sociaux* bien définis, durables et constitutifs de la collectivité locale. Chaque individu est socialisé à l'intérieur et par l'intermédiaire de l'un de ces deux groupes sociaux (nous ne parlons ici que des deux clans traditionnels). D'où aussi le fait que chaque clan a sa fanfare, ses magasins, ses cafés, etc. On *comprend* que des époux se choisissent à l'intérieur du milieu dans lequel ils vivent quotidiennement.

Résumons quelques éléments mis au jour à partir de ce chapitre consacré à la description du système politique. En ce qui concerne la *naissance des clans*, il y a divergence de vue à propos des faits et gestes qui l'ont provoquée. Cette divergence n'a rien d'étonnant. C'est le contraire qui serait surprenant, s'il n'y avait qu'une seule version avec laquelle tout le monde serait d'accord. Le désaccord, une contestation virulente, des accusations graves ont été une condition indispensable à la scission. Quant à la *polarisation progressive* et amplifiante qui a fait suite à l'éclatement, elle a nécessité que les divergences soient entretenues et alimentées. La *dynamique du système* est un caractère fondamental.

1. Extension et reproduction élargie sont synonymes dans notre étude.

Considérer ce système comme une division statique et immuable, définie une fois pour toutes vers les années 1920, serait faire preuve d'une incompréhension profonde de ce système clanique et sans doute du politique, d'une manière plus générale.

Pour qualifier la *structure du pouvoir* (les autorités politiques), les termes qui conviennent le mieux sont *restrictif*, *exclusif*, *élitiste* et *ethnocentrique*. Par rapport au continuum centralisation-décentralisation de Clark, la structure du pouvoir de Chermignon est évidemment très *centralisée*. Un autre critère fondamental est celui de la *parenté* puisque six familles politiques ont monopolisé jusqu'en 1969 l'essentiel de l'exécutif communal, de génération en génération, depuis le milieu du XIX^e siècle. La descendance, la proximité et la profondeur généalogiques sont des éléments essentiels de stratégie politique. L'appartenance ou la présidence de quelque association volontaire ou commission sont d'autres atouts primordiaux à invoquer en temps voulu. L'adaptation professionnelle d'une époque à l'autre de cette élite héréditaire est un autre trait. A partir des professions des conseillers aux différentes époques de l'histoire, on dispose d'indications sur le type de *couches ou classes sociales dominantes* dans l'ensemble de la collectivité à telle ou telle époque. Il y a eu les gros agriculteurs et agriculteurs moyens à fonctions multiples, les instituteurs-agriculteurs, les entrepreneurs, les commerçants, les hôteliers-instituteurs, les hôteliers et les promoteurs immobiliers, à l'heure actuelle. Il n'y a rien de linéaire dans cette énumération. Ces changements sont accompagnés de *résistances et de retours en arrière*. Les agriculteurs ont illustré à plusieurs reprises ces derniers cas. A un moment donné, un instituteur démissionnaire a été remplacé par un agriculteur.

Cette succession n'exclut pas non plus des divisions profondes et des *luttres internes* entre les différentes catégories de la couche dominante. Actuellement, malgré de nombreux intérêts communs, il n'y a, par exemple, pas osmose totale entre les hôteliers (qui incarnent un type de tourisme qui perd de l'importance) et les promoteurs immobiliers (la vente et la location d'appartements et de chalets se développent).

A propos de l'*affiliation clanique* de l'ensemble de la population électorale, c'est le rôle déterminant mais non absolu et exclusif de la *parenté* qui retient l'attention. A un niveau plus élémentaire, il faut rappeler la difficulté de classer les individus selon les clans ; la réticence de la population sur ce point étant particulièrement marquée.

Toute une série d'oppositions traditionnelles et classiques (celles entre les villages¹, entre quartiers d'un même village, etc.) sont, dans le cas présent, transcendées par l'antagonisme clanique.

1. Il y a évidemment aussi les conflits entre communes. Une étude récente a été consacrée à ce type de conflits dans une vallée du Valais au XIX^e siècle. Cf. B. Crettaz, *Le Val d'Anniviers de 1798 à 1904, Communes en procès*, Thèse de doctorat ès sciences économiques et sociales (mention sociologie), mars 1973, Université de Genève, 951 p. (à paraître).

L'irruption des *Gris* révèle plusieurs éléments intéressants. Les nouvelles catégories sociales (celles liées au tourisme notamment) ne se sont plus contentées de s'imposer au Conseil communal comme cela était le cas depuis le XIX^e siècle. Elles ont franchi un pas de plus en se constituant en *groupement politique autonome*, et ceci au niveau de l'ensemble de la population concernée.

Les *Gris* ont *innové* en matière de politique communale. Il s'agissait pour eux non seulement de s'affirmer en tant que force sociale et politique autonome, mais de lutter contre le système traditionnel dont ils combattaient les fondements mêmes. Ce système étant profondément enraciné et imprégnant depuis des décennies l'ensemble du corps social communal, le projet des *Gris* relevait nécessairement de l'incommensurabilité. Mieux, tout en combattant le système traditionnel, ils en ont profité. Des éléments de l'ancien système les ont servis dans leur stratégie politique : une personne acquise à leurs idéaux entraînait parfois toute sa famille, en vertu de l'ancien critère de la parenté.

Avec les *Gris*, il n'y a pas eu rupture, mais transformation à partir d'éléments traditionnels de plus en plus relativisés. La *personnalisation* excessive du phénomène *Gris* par la population nous a permis de démontrer la différence qu'il peut y avoir entre la perception d'un phénomène par la population et celle du chercheur.

La faible *conscience de groupe* des *Gris* (ajoutée à la personnalisation) par rapport à la conscience de clan très marquée des Jaunes et des Blancs, révèle une assez grande vulnérabilité des *Gris* et, par conséquent, des difficultés de prévision quant à leur avenir politique.

L'affiliation politique des *nouveaux électeurs* autochtones prouve que l'antagonisme clanique traditionnel n'est pas sur le point de s'éteindre, ceci d'autant plus qu'il s'agit de jeunes.

En ce qui concerne *les rapports entre les deux clans traditionnels*, tout se passe comme si le changement venait davantage de l'ouverture au monde moderne que de l'ouverture au clan rival. Le *changement* semble provenir de l'extension d'éléments non autochtones (développement du tourisme et augmentation du nombre des Confédérés), plutôt que de la modification des structures traditionnelles. La naissance des *Gris* serait une preuve de cette extension. S'ils n'avaient tablé que sur l'atténuation de l'antagonisme clanique traditionnel, ils n'auraient sans doute pas encore vu le jour.

Les changements de clan entre Jaunes et Blancs, l'extension de la dualité clanique à des domaines sans cesse nouveaux (banque, divers services, etc.), sont d'autres éléments qui témoignent de la mobilité, de l'activité et des aspects énergétiques du système. Le système semble à la fois très circonscrit et très dynamique. Y aurait-il dynamisme à l'intérieur d'un cadre défini et délimité ?

Quant à l'antagonisme clanique lui-même, il se développe selon une *logique toute mécanique*, au point où elle paraît parfois en contradiction avec les critères de la rationalité.

Dans un milieu où l'oral a pendant longtemps dominé l'écrit, il n'est peut-être pas étonnant que la structure de base de l'organisation sociale soit essentiellement *informelle*. Que les règles informelles soient ensuite mieux respectées que nombre de codes écrits, n'est pas non plus inintéressant. Plus généralement, il est bien connu que dans toute organisation sociale existent des structures informelles. Dans le cas présent, c'est donc leur extension généralisée et leur rôle de facteur déterminant qui peuvent être soulignés.

Chapitre VI

Structure et fonctionnement des clans

Dans ce chapitre, nous allons essayer d'approcher et de décrire davantage la structure des divers clans, formelle et informelle. Une analyse comparative de leur organisation devrait faire ressortir les principales analogies et différences dans ce domaine. Une fois mis au jour les organes de base (du genre assemblée générale, comités, commissions...), nous tenterons de déterminer si ces clans ont des statuts, des programmes politiques, s'ils dispensent une formation politique à leurs membres, leur mode de financement et les processus de décision en vigueur.

1. L'assemblée générale.

Il s'agit de l'ensemble des membres d'un clan. Ils se réunissent une fois par année. Pendant l'année des élections, il y a cependant plusieurs assemblées générales.

L'assemblée annuelle ordinaire a lieu le dimanche qui précède ou qui suit le jour de la Sainte Cécile, le 22 novembre. Sainte Cécile ? Pour la simple raison que les deux fanfares s'intitulent l'une Cécilia et l'autre Ancienne Cécilia. Cette date est également celle de la réunion des clans politiques. Il y a là une autre démonstration des liens étroits entre fanfares et clans.

En 1967, nous avons pu assister à toutes les phases que comprend cette assemblée annuelle et qui est en réalité une véritable fête villageoise. 1967 était une année particulièrement importante. La population fêtait le cinquantenaire des fanfares et, par conséquent, celui des clans politiques.

La journée commença à l'église de Chermignon-d'en-Haut par une messe. Ensuite, la fanfare joua quelques morceaux. Un clan (les Blancs) n'avait pu tenir son assemblée ce jour-là pour des raisons de force majeure. La description que nous proposons se réfère donc uniquement à l'assemblée générale et à la fête de l'un des deux clans.

Après le concert donné par la fanfare, il y eut un loto dans le café du clan en question. Le revenu de ce loto annuel est destiné à alimenter les fonds du clan. A la fin du loto, les personnes quittèrent le café pour se diriger vers le local de musique où une spécialité locale (assiette valaisanne, raclette et vin à volonté) fut offerte à tous les membres. Le repas terminé, ce furent d'abord les dirigeants de la société de musique qui prirent la parole. A la fin de la journée, on parla politique. L'assemblée politique du clan faisait suite à l'assemblée de la musique (assemblées qui comprenaient donc les mêmes personnes).

En voici le déroulement. Le président du clan prend la parole et précise que l'année qui suit sera très chargée politiquement (il y a les élections communales de 1968 en vue). Il fait quelques recommandations aux membres, notamment au sujet de la manière de voter. Il leur demande d'être disciplinés et d'obéir aux directives des dirigeants au cours de la prochaine campagne électorale. Ce sont ensuite les conseillers communaux en fonction (les deux qui représentent le clan au Conseil) qui font le bilan de leurs activités dans le cadre de l'exécutif communal. L'un d'eux, qui est aussi vice-président de la commune, élargit quelque peu le cadre de son exposé et parle de problèmes de politique générale en faisant remarquer aux membres que leur clan est d'abord conservateur. Précisons que cette assemblée du 26 novembre 1967 avait lieu quelques jours seulement après les élections fédérales du 29 octobre 1967. A ce sujet, le vice-président critique ces élections et voit d'un mauvais œil le succès obtenu par le Parti du travail (communiste) qui acquiert 5 sièges au Conseil National. Il accuse ce parti « de créer une politique de division dans notre pays », politique qui, dit-il, « ne peut que nuire au régime démocratique helvétique ». A la suite de cette intervention, un membre de l'assemblée demande immédiatement la parole et fait savoir au vice-président de la commune qu'il n'est pas du tout d'accord avec cette analyse politique. Cette personne félicite, au contraire, le Parti du travail et pense que « les petits partis doivent, eux aussi, avoir leur chance de pouvoir ainsi participer aux affaires gouvernementales ». Cette personne est, en effet, membre d'un parti d'opposition valaisan, du parti social-indépendant. Elle a été, par la suite, élue député au Grand Conseil valaisan au sein de ce parti. Un autre membre demande la parole et met l'assemblée en garde « contre la tendance gauchisante qui se développe en Valais ». Il fait allusion à un homme qui est appelé parfois le « lion du Valais » à cause de son caractère particulièrement combatif. Il s'agit de Charles Dellberg qui, en plus de ses fonctions politiques au niveau cantonal, était alors député au Conseil

National (l'une des deux Chambres fédérales) au sein du parti socialiste. L'intervenant précise en outre que les électeurs de son clan doivent être en premier lieu des chrétiens.

Il y a là une preuve des plus concrètes du fait qu'au niveau communal, un même clan politique regroupe des électeurs appartenant à des partis politiques différents, antagonistes même.

Lors de cette assemblée générale, aucune décision politique importante n'a été prise. Une telle assemblée doit être considérée d'abord comme une fête et ensuite seulement comme une réunion politique. Fait important, les véritables décisions politiques semblent se prendre ailleurs.

2. Les comités et autres organes.

A part l'assemblée générale, il y a un *Grand comité* et un *Comité restreint*. Les dénominations varient quelque peu selon les époques et selon les clans mais dans chaque clan, il y a ces deux comités. Le plus étendu (le Grand comité) regroupe les membres du Comité restreint, les magistrats anciens et en fonction et d'autres personnalités. Il contrôle l'activité générale du clan. *Les décisions importantes, surtout celles qui précèdent les élections communales, sont prises par un nombre très limité de personnes, par le Comité restreint, ou par un nombre encore plus restreint de membres.*

Le Grand comité de chaque clan comprend une vingtaine de membres et le Comité restreint entre cinq et neuf. La fréquence des réunions de ces comités varie considérablement selon le degré d'activité politique du moment. Elles sont très nombreuses pendant la période qui précède les élections communales, du moins pour le Comité restreint.

Il y a ensuite les *Commissions villageoises*, une par village et une à Crans. Ces Commissions servent d'agents de liaison entre le Comité restreint et les électeurs que chaque clan a dans les différents villages.

A ce niveau, il y a une différence dans l'organisation des deux clans. Dans l'un, les Commissions sont étroitement liées au Comité restreint : deux membres de chaque Commission font partie du Comité restreint. Le nombre de membres des Commissions varie selon le nombre d'électeurs qu'un clan a dans un village.

Les Commissions de l'autre clan ne sont pas aussi directement reliées au Comité restreint et toutes les Commissions n'y sont pas représentées. Ce Comité est, en outre, plus limité que celui de l'autre clan. Les liens entre la direction du parti et l'ensemble des membres s'établissent de manière différente. Une fois par année, le Comité restreint se rend dans chaque village, prend connaissance des problèmes et communique certaines décisions aux différentes sections. Si un désaccord intervient, les principaux responsables se réunissent et discutent jusqu'à ce que les difficultés soient surmontées. De toute

façon, la grande masse des électeurs suit les directives de la minorité dirigeante et semble lui obéir de manière presque inconditionnelle.

Il y a enfin un *réseau de surveillance réciproque et permanente* qui coiffe l'organisation de chaque clan mais qui est différent d'un clan à l'autre. Les dirigeants de chaque clan connaissent parfaitement chaque électeur selon son *degré de fidélité politique*. Les électeurs qui votent toujours compact et qui se dévouent constamment à leur clan sont considérés comme *très sûrs*. Ceux qui votent compact mais sur qui pèse quelque incertitude quant à leur fidélité politique forment *« les pas très sûrs »*. Finalement, il y a les électeurs dont on sait qu'ils sont les spécialistes du panachage, voire susceptibles de se laisser attirer par le clan rival. Ce sont ces derniers qui font l'objet d'une surveillance particulièrement assidue. Cette classification pourrait être nuancée puisque les dirigeants connaissent l'état de santé politique de chaque électeur avec une grande précision.

Dans l'un des clans, c'est principalement le président du parti qui donne comme mission aux membres très sûrs de surveiller les instables, ceci pendant la période pré-électorale notamment.

L'autre clan connaît un procédé de surveillance beaucoup mieux défini. Avant de nous parler de ce système de surveillance, une personne interrogée à ce sujet nous a dit : « quand je t'aurai expliqué ça, tu ne croiras plus à la démocratie ». Elle ajouta :

« C'est organisé comme le parti communiste russe, par cellules, seulement chez nous il y a aussi des relations horizontales et pas seulement verticales. »

L'ensemble de l'électorat est divisé, de manière *informelle* cette fois, en *une vingtaine de petits groupes*. A la tête de chaque groupe se trouve un responsable qui est, lui, un très sûr. Ce dernier doit se tenir au courant de l'activité d'une dizaine d'autres électeurs parmi lesquels figurent aussi bien des électeurs sûrs que des électeurs pas sûrs. Il peut aussi charger un membre de son groupe, qu'il sait sûr, de surveiller un autre qui l'est moins. Parfois, c'est le responsable lui-même qui se charge de surveiller les allées et venues d'un membre « douteux ». Chaque clan essaye évidemment d'attirer les douteux de l'autre.

La distinction que faisait la personne ci-dessus entre relations horizontales et verticales signifie que les membres très sûrs ne sont pas seulement en rapport avec leurs dirigeants mais également entre eux. Quant au terme de cellule, il est utilisé pour désigner un de ces groupes composés d'une dizaine d'électeurs.

La surveillance d'un douteux est faite avec beaucoup de précaution et de discrétion car il est certain qu'aucun électeur ne veut être surveillé ou être considéré par les autres comme un douteux. Un électeur, s'apercevant que son clan doute de lui, pourrait, en effet, avoir une réaction qui nuirait à son clan.

Une telle structure n'est, elle aussi, possible que dans une collectivité restreinte où tous les membres se connaissent parfaitement et sont en relations permanentes les uns avec les autres.

La troisième force politique (les Gris) a également son assemblée générale, un Comité élargi (le Grand comité) et un Comité du parti (le Comité restreint). Ce dernier est formé de cinq membres qui ne sont autres que les cinq candidats au Conseil communal. Le Comité élargi regroupe une vingtaine de personnes.

Il faut se rappeler que ce nouveau groupement politique est, sur certains points, très différent des deux clans traditionnels. Comme la plus grande partie de ses membres est localisée à Crans, les Commissions villageoises y prennent beaucoup moins d'importance. Le phénomène Gris étant très récent, il n'a pas encore une structure aussi bien établie et définie que celle des clans traditionnels.

Puisqu'au niveau de l'activité politique cette faction est pour l'instant le fait d'un seul homme, ce dernier doit aussi, à lui tout seul, animer et faire fonctionner l'ensemble de son groupement politique. Ce leader a même été accusé de compléter les méthodes classiques de surveillance par des allocations, récompenses et pressions financières¹. Le fait que les Gris n'existent que depuis quelque temps et ne sont pas encore très structurés explique la place restreinte que nous leur accordons dans ce chapitre.

3. *Les statuts des clans.*

Un clan (les Jaunes) avait déjà des statuts en 1937. Ils étaient basés sur les principes du Parti conservateur du district de Sierre. Mais il ne s'agissait que d'un cadre très schématique qui se résumait en une page dactylographiée. C'est ce que nous appelons la *structure formelle* de l'organisation des clans par opposition à la structure informelle qui a été en partie décrite ci-dessus.

Ces statuts ont été renouvelés par la suite. Il a été signalé que chaque clan comprenait actuellement en son sein des membres de tous les partis politiques cantonaux. Au début de ce siècle, il n'en était pas ainsi car la quasi-totalité de la population votait pour le parti conservateur. La *diversification idéologique* (l'implantation des partis d'opposition, par exemple) n'est intervenue que très récemment. Ainsi s'explique le fait que les Jaunes aient pu baser leurs *premiers* statuts sur le parti conservateur valaisan. Actuellement, cela ne serait plus possible : les Jaunes non conservateurs ne l'accepteraient pas.

Que la diversification idéologique progressive n'ait pas fait éclater les clans, démontre, d'une autre manière, que les liens de clan transcendent encore actuellement les affinités idéologiques, du moins au niveau de la politique locale.

L'autre clan (les Blancs) ne s'est par contre, jamais donné de statuts. A cette absence de structure formelle et officielle correspond cependant une structure informelle beaucoup plus poussée. Ce sont les Blancs qui ont divisé leur électorat en cellules.

1. Sur ce point, on se référera au recours déposé contre les élections communales de 1964, recours reproduit dans l'annexe II.

Qu'un clan tente, à plusieurs reprises, de se donner des statuts basés sur un parti politique cantonal, témoigne de la volonté d'apparaître comme un véritable parti politique et non comme un clan basé sur des rivalités familiales. La tentative de créer un parti politique ne revenait pas seulement à vouloir se rendre plus crédible politiquement mais à se différencier de l'adversaire, à l'inférioriser. La dénomination de parti politique (plus moderne que celle de clan) pouvait aussi devenir un *élément de stratégie politique*. Le clan politique qui s'est donné un embryon de statuts tient également depuis quelques années un protocole de certaines de ses délibérations. Cela, les Blancs ne le font pas non plus. Ils sont encore entièrement régis par la tradition et la coutume ; les Jaunes en font aussi, puisque leur aspect officiel n'est qu'apparat.

Les Gris n'ont point de statuts non plus. Ils possèdent uniquement un registre dans lequel figure le nom de tous les membres. L'en-tête de ce registre comporte cependant une devise : « Egalité et Justice ». Au-dessous, est développé en quelques lignes l'idéal des Gris : mener une politique exempte de toute rivalité familiale et favoriser l'ensemble de la population.

Nous avons déjà vu qu'il y avait un certain décalage entre cet idéal et la réalité.

4. Les programmes politiques.

Aucun clan n'a un programme politique reposant sur une base idéologique. L'activité politique du Conseil communal se réduit à des problèmes essentiellement économiques et administratifs et c'est sur la base de ces problèmes que les deux clans s'opposent.

En réalité, ces problèmes sont une occasion pour l'antagonisme clanique, omniprésent et beaucoup plus profond, de se manifester concrètement. Ils servent de médiations à cet antagonisme.

Tel clan minoritaire au sein du Conseil reproche à l'autre d'avoir fait des dépenses trop élevées, voire inutiles. Ces reproches ravivent et maintiennent l'opposition clanique. Les réalisations de la commune, quel que soit le clan au pouvoir, sont évidemment considérées comme meilleures par un électeur si son clan les a effectuées. Si cela ne peut être démontré, il pourra toujours prétendre que son clan a fait les travaux les plus importants et les plus déterminants pour le développement de la commune.

Depuis plusieurs années, les diverses communes de la région ont pris conscience de la nécessité d'une politique de gestion et de développement intercommunale, seule capable de résoudre les problèmes les plus aigus qui se posent à toutes les communes. Sur certains points, la collaboration s'établit, mais pour d'autres, les antagonismes entre les différentes communes (ils sont eux aussi très marqués) prévalent et empêchent une telle collaboration. Chaque entité se cantonne dans ses problèmes, et ceux-ci deviennent insolubles et trop coûteux parce que limités à une seule commune.

5. *Le financement des clans.*

Les électeurs des deux clans traditionnels n'ont aucune cotisation à payer en tant que membres. Nombreuses sont cependant les personnes qui font des dons. Il y a ici, une nouvelle fois, une relation très étroite entre la politique et les fanfares : celui qui fait un don au clan verse la somme en question à la caisse de la société de musique.

Dans l'un des clans les fonds sont alimentés, en plus de ces dons personnels, par le loto et par une participation financière de la banque du clan. Dans l'autre, il n'y a ni loto ni participation financière de la banque. Les frais sont entièrement couverts par la caisse de la fanfare.

Les frais qui résultent de la campagne électorale sont, dans chaque clan, payés par les candidats élus.

Le financement de la nouvelle force politique est assez différent. En premier lieu, il n'y a pas de fanfare. Et comme les Gris n'ont pas de local qui leur soit propre, ils tiennent leurs séances et assemblées dans un restaurant de la station. Leurs frais sont, par conséquent, beaucoup plus élevés que ceux des deux autres clans. Contrairement à ces derniers, les Gris payent une cotisation, mais elle est plutôt symbolique. Les dépenses occasionnées par la campagne électorale sont, en effet, presque entièrement à la charge du seul leader.

Les personnes opposées à cette nouvelle faction et qui la voient d'un mauvais œil dénoncent précisément sa puissance financière et certaines « pressions économiques ». Ces pressions ont été à la base du recours déposé contre les élections communales de 1964. Ce recours fera l'objet d'une analyse détaillée.

6. *Autres aspects de la structure des clans.*

Un clan traditionnel a créé il y a quelques années une commission pour les affaires sociales. Elle s'occupe des malades et rend visite aux personnes hospitalisées. Avec l'appui financier du clan, elle a restauré gratuitement la maison d'une personne défavorisée.

L'autre clan, voulant évidemment se montrer aussi généreux et sociable que son rival, cite l'exemple d'un membre (un vigneron) alité. Une soixantaine de membres de son clan se sont présentés comme volontaires et ont sacrifié un jour de congé pour travailler les vignes de leur ami politique malade. Il existe d'autres exemples du même genre. Les liens entre la vie politique et l'ensemble de la vie collective (leur indissociabilité) apparaissent sous un autre angle.

7. *Formation politique des membres.*

Très peu d'électeurs militent activement dans l'un ou l'autre parti politique cantonal. De ce fait la formation politique de la population connaît certaines limites.

Plusieurs tentatives ont été faites par les divers clans pour regrouper leurs membres autour d'un même parti politique cantonal. Une opération de ce genre aurait sans aucun doute été l'occasion d'élargir une telle formation. L'analyse de certaines tentatives qui visaient à élaborer des statuts a démontré que toutes ces démarches ont échoué.

Beaucoup de personnes interrogées sur ce point ont parfaitement conscience de la situation. Lorsque nous leur avons demandé si elles désiraient des conférences ou des films traitant de problèmes politiques, toutes ont répondu affirmativement. Certaines précisaient même qu'elles avaient soif d'information politique objective. Il s'agissait, en fait, d'une attaque contre le principal quotidien valaisan (de tendance nettement conservatrice). D'autres personnes lisent, en plus de ce quotidien local, des journaux venant d'autres cantons. Il y en a un surtout qui est, lui, beaucoup plus ouvert et libéral. Ceci, afin d'établir un « juste équilibre », disent certains. Il est significatif que les deux cafés de Chermignon-d'en-Haut soient abonnés aux deux journaux à la fois.

Une autre personne tenait à nous faire savoir qu'elle serait particulièrement assidue à d'éventuelles séances d'information politique : « si elles étaient dirigées contre le communisme ». Nous relevons ce fait particulier uniquement pour montrer que l'anticommunisme constitue un élément de stratégie politique très efficace en Valais.

L'Eglise intervient évidemment aussi dans la formation des opinions politiques. Elle contribue à déterminer ce qui est acceptable ou non dans le cadre du système de valeurs ambiant. Ainsi, lors d'une messe célébrée en l'honneur d'une fête locale, le curé a, par exemple, donné son appréciation sur une série de livres sortis de presse à cette époque, en condamnant certains et en louant d'autres.

Ces quelques points devraient évidemment être nuancés et approfondis. Il est pourtant certain qu'une formation politique plus large et diversifiée permettrait à la population d'avoir une attitude plus décentrée¹, aussi bien envers la politique locale que cantonale et internationale.

S'il n'y a pas à Chermignon de séance d'information politique, d'autres tentatives ont été faites. Dans un des deux clans traditionnels, un instituteur s'occupe d'un groupe de jeunes gens. Son but est de faire d'eux de « bons » citoyens et non seulement de « simples » citoyens, comme le sont, d'après lui, la majorité des électeurs de la commune. Il pense atteindre son but en donnant à ces jeunes une instruction civique et en discutant avec eux des problèmes politiques courants.

Une autre tentative doit être mentionnée. Un des deux clans traditionnels a demandé à l'Université populaire de Sion d'organiser des conférences dans la commune sur des problèmes politiques. Cet organisme a accepté, à condition que ces conférences soient destinées

1. Dans le sens que J. Piaget attribue au terme de décentration.

à l'ensemble de la population et non seulement aux membres d'un clan. Ce fut un échec ; l'antagonisme clanique se révéla une nouvelle fois plus fort. Il était inconcevable que les membres des deux clans se réunissent et qui plus est, pour discuter de politique. Chaque clan n'a-t-il pas construit son propre local de réunion ?

Résumons quelques-uns des traits révélés par l'analyse de la structure et de l'organisation des clans. Cette analyse a fourni une démonstration très claire des liens qui existent entre *les clans et les fanfares* et, d'une manière plus générale, de l'aspect *total* de la politique locale et de l'antagonisme clanique (l'assemblée générale annuelle d'un clan se transforme en une grande fête villageoise).

L'opposition entre *structure formelle* et *structure informelle* s'accroît. Les rares éléments d'organisation formelle sont en réalité pur appareil. Ils deviennent parfois éléments de stratégie ou de modernisation politiques.

Ce chapitre serait des plus pauvres et ennuyeux si l'on en restait à ces quelques éléments d'organisation formelle et à leur absence de contenu. Indirectement, sont cependant apparus des *éléments informels fondamentaux* : cet incroyable réseau de surveillance des membres, les degrés de fidélité et de sectarisme claniques, le fait que les décisions politiques importantes ne se prennent pas lors de cette réunion générale, qui est pourtant l'événement annuel du clan. Le processus de décision ne doit pas être de type participationniste.

Les diverses interventions des orateurs prouvent, on ne peut plus nettement, l'*hétérogénéité idéologique* des membres d'un clan, qu'il y a des membres de partis politiques divers, et même radicalement opposés à l'intérieur d'un même clan. Ceci est intéressant à plus d'un titre. En sachant qu'au début de ce siècle la quasi-totalité de la population était conservatrice, on voit que la structure clanique ne s'est pas effondrée sous la pression de la diversification idéologique croissante. Chaque clan a dû trouver des procédés et des mécanismes pour faire accepter à ses membres cette situation et pour pouvoir l'« intégrer ».

La *fête* qui correspond à l'assemblée générale annuelle a des significations qu'il faut retenir. Comme certains rites ou cérémonies, elle est une occasion de raviver et de recréer l'identité clanique et la conscience du « nous » (la conscience de clan). Elle neutralise les forces et tendances qui érodent la structure clanique (ces forces, ce déterminisme intérieur et extérieur, deviennent de plus en plus menaçants). Elle incarne la purification. C'est l'insistance des dirigeants sur la nécessité de voter compact. Ceux qui panachent nuisent au clan.

L'allusion qui a été faite à une cérémonie religieuse démontre les liens qu'il peut y avoir entre *le sacré et le pouvoir*. Les éléments qui ne correspondent pas à l'idéologie conservatrice dominante sont associés au Mal, voire au Malin. Le fait que ce soit le curé qui tienne ce type de discours renforce évidemment la légitimité de ce dernier. C'est un exemple où le religieux est mis au service du politique, où l'idéologie et le politique sont *identifiés au religieux*, au sacré.

Etant donné que les Gris viennent d'apparaître, ils n'ont pas une structure informelle aussi poussée que les deux clans traditionnels. Ils ne disposent pas d'un réseau de surveillance analogue, de mécanismes de contrainte et de contrôle social aussi bien établis et efficaces. Ils ne disposent pas de tous ces rituels et fêtes coutumiers pour raviver et régénérer la conscience collective du groupe et l'identification à ce dernier. Ils ne sont pas aussi bien armés pour lutter contre l'entropie qui les menace. Un atout les sauve : leur puissance économique et financière. *La pression économique remplace la pression sociale*. Leur revendication de modernité peut les servir dans leur stratégie politique.

Il apparaît que la *politique du Conseil communal* ne recouvre pas l'ensemble de la *politique locale*. Elle semble se réduire à la résolution des problèmes économiques et administratifs courants. Ce qui n'empêche pas que pour chacun de ces problèmes, l'antagonisme clanique trouve une occasion de se manifester concrètement. La structure informelle, très poussée, des clans traditionnels, démontre indirectement que la politique locale est quelque chose de beaucoup plus vaste, profond et étendu que ne pourrait le laisser penser la seule activité du Conseil.

Un élément essentiel (mais maintenant évident) explique certaines particularités mentionnées ci-dessus. Les *clans* ne sont pas comparables à des *partis politiques* et ne peuvent, par conséquent, être analysés comme tels. L'information et la formation politiques ne sont, par exemple, pas des attributs du clan. En faisant cette constatation, nous n'avons nullement l'intention de justifier le fait que cette structure clanique maintient la population à l'écart de la vie politique courante et empêche le développement d'une conscience politique. Il s'agit simplement d'essayer de définir ce système politique jusque dans ses fondements tout en relevant ses effets objectifs.

Chapitre VII

Evolution des rapports de force entre clans depuis 1920 et dynamique électorale

Dans ce chapitre, nous voulons compléter la description du fonctionnement de la politique locale en l'envisageant sous l'angle de ses aspects électoraux notamment. La matière première est constituée de données électorales officielles et officieuses. Ces dernières se sont très vite avérées de première importance car elles révèlent des aspects fondamentaux que les données officielles ne font pas apparaître. Ces données sont considérées dans une perspective *diachronique* : pour toutes les périodes (une période compte 4 ans), depuis 1920, nous avons rassemblé toutes les données, statistiques et autres, disponibles au sujet des élections communales. Un des objectifs était d'approcher sous d'autres aspects les transformations et la dynamique du système politique depuis sa naissance.

En ce qui concerne les données statistiques prises en considération, elles ont notamment trait :

- à la force politique respective des divers clans pour chaque période électorale (nombre de sièges obtenus au Conseil communal) ;
- au nombre de suffrages obtenus par chaque clan politique (en vue d'analyses plus raffinées) ;
- à la discipline de vote ;
- au nombre de voix obtenues par chaque candidat des divers clans (afin de comprendre d'éventuelles luttes internes propres à chaque clan) ;
- au taux de participation à divers types d'élections ;
- au divers systèmes électoraux en vigueur et à ce que chacun implique.

A part ces données statistiques (tant officielles qu'officieuses), un grand nombre d'interviews ont été nécessaires pour dégager la signification de ces données chiffrées.

1. Historique des rapports de force au sein du Conseil communal

TABLEAU 4.

Nombre de sièges par clan et alternance du pouvoir depuis 1921			
Période	Blancs	Jaunes	
1921/1924	5 * ¹	-	
1925/1928	-	5 *	
1929/1932	2	3 *	
1933/1936	2	3 *	
1937-1940	5 *	-	
1941/1944	3 *	2	
1945/1948	3 *	2	
1949/1952	2	3 *	
1953/1956	3 *	2	
1957/1960 ²			
1957/1958	3 *	2	
1958/1960	2	3 *	
1961/1964	3 *	2	
1964 ³	Blancs	Jaunes	Gris
1965/1968	2	2	1
1969/1972	2	2	

Pour faire le compte du nombre d'années durant lesquelles chaque clan a été majoritaire, la période de 1957/1960 a été divisée en deux : nous admettons que chaque clan a détenu la majorité pendant deux ans. En réalité, les Jaunes ont eu trois membres pendant un peu plus de deux ans. En tenant compte de cette particularité, on peut affirmer que jusqu'en 1964 les Jaunes ont été majoritaires pendant 18 ans et les Blancs pendant 26 ans.

En 1964, lors de l'apparition des Gris, les Jaunes étaient en minorité. Une modalité de type nouveau est intervenue. Les Gris n'avaient pas suffisamment d'électeurs pour obtenir un siège et comme les Jaunes se trouvaient en minorité, une entente tactique, soit un soutien réciproque entre ces deux forces politiques, représentait la solution idéale. Elle permettait à la fois aux Gris d'entrer au Conseil et aux Jaunes de renverser leur rival, C'est ce qui est arrivé.

1. Ce signe indique le clan qui détient la majorité au Conseil.

2. Au cours de cette période, en 1958, un conseiller Blanc est décédé. Il y eut élection communale partielle et chaque clan présenta un candidat. Les deux obtinrent le même nombre de voix et c'est le candidat Jaune qui l'emporta à la suite d'un tirage au sort (de la part du président de la commune). Ceci entraîna du même coup un renversement de majorité (jusqu'en 1958 il y eut 3 Blancs et 2 Jaunes ; dès 1958, 2 Blancs et 3 Jaunes).

3. Date de l'apparition des Gris.

Depuis 1965, les Blancs n'ont donc plus que deux sièges tandis que Jaunes et Gris en ont trois et détiennent, par conséquent, la majorité. Ces deux clans ne représentent cependant en aucun cas une seule et même force politique. Malgré la particularité de cette entente, et en incluant les deux dernières périodes électorales, on admettra que depuis 1920 les deux clans traditionnels ont détenu la majorité au Conseil communal pendant un même nombre d'années, soit pendant 26 ans.

Si, à l'heure actuelle, les luttes politiques qui surgissent lors des élections communales sont encore très vives, il semble, en revanche, qu'entre les conseillers élus, l'antagonisme clanique se soit pour le moment quelque peu atténué. En effet, au cours de la période 1964/1968, seul un nombre restreint de décisions n'ont pas été prises à l'unanimité. C'est dire que, pour l'instant, il existe une relative entente entre les conseillers des différents groupes politiques, ce qui n'était pas toujours le cas autrefois. Lorsqu'un clan détenait la majorité au Conseil et que le clan minoritaire faisait quelque proposition, elle était presque systématiquement refusée (même si elle contribuait au bien-être de la collectivité), uniquement parce qu'elle émanait du clan rival.

2. *Système électoral et cas particuliers.*

Jusqu'en 1920 (y compris), les élections communales se faisaient au scrutin majoritaire et il n'y avait donc pas encore de clans bien définis. Étaient élus les cinq candidats qui (outre la majorité absolue) obtenaient le plus de voix. Mis à part les cinq élus, il y avait toujours un grand nombre d'autres électeurs qui obtenaient un nombre très variable de voix. En 1916, ils étaient plus de quarante à avoir obtenu entre 162 et une voix. Cinq seulement (juste ce qu'il fallait) avaient atteint ou dépassé la majorité absolue des voix.

En 1920, quatre candidats seulement avaient obtenu la majorité. Un deuxième scrutin devait désigner le cinquième conseiller.

En 1924, ce système disparaîtra avec l'apparition des clans. Il n'y aura dès lors plus que 10 candidats, 15 depuis 1964. Il s'agit d'un scrutin de liste et les élections se font, *soit au système majoritaire, soit au système proportionnel.*

La loi du 1-7-1938 sur les élections et les votations dit à ce sujet :

« Art. 94. Dans la règle, et sous réserve de l'art. 96, les élections communales et bourgeoises ont lieu à la majorité absolue et au scrutin de liste.

Art. 96. Si la demande en est faite par un cinquième des électeurs au moins, les élections des conseils communaux et bourgeoisiaux auront lieu conformément au principe de la représentation proportionnelle. »¹

1. Le 17 mai 1972, une nouvelle loi sur les élections et les votations est entrée en vigueur. Depuis lors, les élections communales ont, au contraire et en règle générale, lieu conformément au principe de la *représentation proportionnelle* (Art. 81).

Entre 1924 et 1968, trois fois seulement (en 1924, 1936 et 1952), les élections communales ont eu lieu au système majoritaire.

Pourquoi tantôt la représentation proportionnelle et tantôt la majorité absolue ? C'est toujours le clan qui se sent le moins fort avant les élections qui fait la demande pour obtenir la représentation proportionnelle, ceci pour des raisons bien évidentes.

Pourquoi alors à trois reprises le système majoritaire ? La réponse est simple. Avant ces trois élections, chaque clan avait la certitude d'être le plus fort et de gagner les élections. En 1924, ce furent les Jaunes qui imposèrent leurs cinq candidats, en 1936 les Blancs. En 1952, aucun clan n'a réussi à obtenir la majorité absolue pour ses cinq candidats. Des Blancs, seulement trois l'obtinrent, et des Jaunes, deux. Par conséquent, malgré le système de la majorité absolue, chaque clan a eu des représentants au Conseil.

Le fait que les deux factions politiques ont une force à peu près égale est pour quelque chose dans ce résultat. Cette approximative égalité des forces a toujours existé, depuis la naissance des clans et jusqu'en 1964. Avec le système proportionnel on ne trouve, en effet, jamais un clan vainqueur avec plus de trois candidats.

Il a été démontré antérieurement que tous les conseillers qui ont fait partie de l'exécutif communal étaient originaires de Chermignon, sauf dans deux cas qui ne constituaient pas de vraies exceptions mais qui relevaient d'accidents politiques. Un de ces cas est précisément dû au système majoritaire. Lors des élections de 1936, les Blancs se sentaient suffisamment forts pour ne pas demander la représentation proportionnelle. Ils admettaient que l'autre clan en ferait la demande. Mais tel ne fut pas le cas et les Blancs remportèrent les élections. Le candidat mentionné ci-dessus qui prêtait son nom et qui se trouvait en queue de liste fut l'heureuse victime de cet accident politique. Il avait certes obtenu le moins de voix mais il devançait le premier candidat des Jaunes.

Quant aux *cas particuliers*, il s'agit des élections des années 1956 et 1960. Aussi incroyable que cela puisse paraître, en 1956, les deux clans rivaux présentèrent une seule et même liste de candidats à l'ensemble de l'électorat. Les Blancs, qui avaient une position plus forte, portèrent trois noms sur cette liste et les Jaunes se contentèrent de deux. Cette « liste d'entente » était due à deux faits particuliers. Il y avait d'abord sur cette liste un conseiller Jaune qui était également député et avait en plus été élu président du Grand conseil valaisan (législatif cantonal). Cette personnalité jouissait d'un grand prestige auprès de la population. A la suite de cette brillante élection, on demanda à ce magistrat de continuer à siéger au Conseil communal. Il accepta mais ne voulait pas que son élection au niveau communal soit le résultat d'une lutte de clans. De par ses fonctions politiques, cantonales notamment, ce magistrat manifestait aussi une décentration évidente par rapport à l'antagonisme clanique. D'autre part, le chef de son clan était ami de certains dirigeants du clan rival. Ces deux faits expliquent la présence d'une liste unique de candidats.

Les membres de l'autre clan, sachant que cette personnalité n'allait pas entrer au Conseil pour ne favoriser que son propre clan, furent eux aussi, disposés à adhérer à cette liste d'entente. Lors de cette élection, l'électorat ne pouvait que ratifier la liste des cinq candidats ou, tout au plus, établir une hiérarchie de prestige (ce qui est très important aux yeux des autochtones) entre les cinq candidats-conseillers, en biffant l'un ou l'autre de ces prétendants.

La seconde particularité se présenta lors des élections de 1960. Elle est en rapport direct avec la précédente car elle est due une nouvelle fois à ce même magistrat. Cette fois, les élections eurent lieu normalement, chaque clan présentant ses cinq candidats. Les Blancs obtinrent trois sièges et les Jaunes deux. L'originalité réside dans le fait que la présidence de la commune fut accordée au clan minoritaire, soit précisément à cet ancien président du Grand conseil. Il y a anomalie car le clan majoritaire s'attribue toujours la présidence et la vice-présidence de la commune. Cette exception s'explique de nouveau par le prestige de ce magistrat et surtout par le « juste milieu » qu'il essayait d'établir entre les deux clans.

Les périodes 1965/1968 et 1969/1972 comprennent, elles aussi, quelques anomalies. Mais comme ces deux périodes feront l'objet d'une analyse approfondie, il en sera fait état ultérieurement.

3. *Participation électorale.*

Pour ce qui est du xx^e siècle, la cristallisation de l'électorat communal, dès 1917, en deux pôles bien distincts et antagoniques et leur extension à l'ensemble de la réalité communale ont eu pour effet une augmentation de la participation électorale, participation qui était pourtant déjà relativement élevée en 1912 et en 1916.

A la fin du xix^e siècle, ce taux était déjà très élevé, plus élevé qu'en 1912 et en 1916. *Selon les dires des anciens de la commune*, il existait déjà des clans politiques, différents cependant de ceux qui sont apparus et qui se sont institutionnalisés dès 1917. Ces clans n'étaient que spontanés et momentanés ; ils apparaissaient quelque temps avant les élections et disparaissaient une fois les joutes électorales passées. Un groupe d'électeurs soutenait tel ou tel candidat. Quelques électeurs « poussaient un homme en vue » à devenir candidat et militaient en sa faveur. Il arrivait aussi qu'un groupe se constitue pour faire échouer un candidat. Ces clans politiques pouvaient changer du tout au tout d'une période électorale à l'autre et il n'y avait pas nécessairement deux clans. Faut-il en déduire que ces clans étaient limités au domaine politique et ne s'étendaient pas à l'ensemble de la réalité communale comme les actuels ? Il n'y a aucune source écrite qui permet de confirmer ces suppositions. Cependant, comme la parenté, par exemple, devait jouer un rôle encore plus fondamental dans cette commune agricole au xix^e siècle, nous avons de la peine à admettre que les groupes sociaux et politiques se faisaient et se

défaisaient au gré des événements. Si notre thèse pouvait se vérifier, elle ferait apparaître sous un autre aspect la différence qu'il peut y avoir entre la perception et la conscience qu'ont les acteurs de leur propre situation et la réalité objective de cette dernière.

A propos de cette forte participation, on retrouve aussi l'aspect *informel* de la vie communale. Il n'y a aucun règlement qui oblige un électeur à participer à la vie politique, mais tout le monde, sauf les vrais cas de force majeure, y prend une part très active. Participer aux campagnes électorales ainsi qu'aux élections représente un des nombreux aspects de la vie collective et constitue une sorte de norme sociale informelle. Le caractère de vécu quotidien de la politique locale est tel qu'aucune norme n'est en fait nécessaire.

La norme n'apparaît qu'au moment où elle est transgressée. Si tout le monde vote, il n'y a pas de problème ; mais lorsqu'un électeur s'abstient, la collectivité réagit par l'intermédiaire de la contrainte sociale. L'informel devient alors formel et la norme apparaît en tant que norme.

En fait, il n'est même pas concevable qu'un acteur du système s'abstienne.

TABLEAU 5. — Evolution du taux de participation aux élections communales¹.

Année des élections	Electeurs	Votants	Taux de participation
1888	181	179	98,8
1892	180	164	91,1
1896	190	183	96,3
1912	238	195	81,8
1916	267	221	82,7
1924	265	259	97,7
1936	309	305	98,7
1944	360	337	93,6
1948	365	360	98,6
1952	410	399	97,3
1956	439	372	84,7
1958	440	427	97,0
1960	475	460	96,9
1964	511	503	98,4
1965	513	499	97,3
1968	580	562	96,9

1. Les données sur la participation sont introuvables pour certaines années.

C'est un exemple qui démontre qu'une contrainte sociale de ce genre est beaucoup plus efficace qu'une loi. Ce qui peut arriver de plus grave à un individu membre d'une telle collectivité, c'est d'être rejeté par les autres membres. En fait, on peut dire qu'il existe une *double contrainte sociale*, celle exercée par l'ensemble de la *collectivité* et celle exercée par chaque *clan*.

Il est connu que contrairement à une ville, dans une commune de ce type tout le monde se connaît, chacun est au courant de ce que font les autres habitants. Cependant, depuis la création de la station de Crans, on assiste à un mélange de population analogue à celui d'une ville, dans cette partie de la commune tout au moins. Or, comment se fait-il que le taux de participation soit toujours aussi élevé ? Comme les autochtones, les « étrangers » déposent certes un bulletin dans l'urne tous les quatre ans. Mais voter ne signifie pas nécessairement prendre part activement à la politique *communale*. Il y a des personnes qui ne connaissent rien au système des clans et qui votent tout de même. Ceci nous amène à nuancer le terme de participation. Le taux de 98 % ne suppose pas que tout l'électorat communal soit en effervescence politique.

À la limite, il y aurait deux catégories d'électeurs : les autochtones et les Confédérés. Ces derniers ne seraient pas concernés par cette dualité clanique omniprésente. Pour eux, la participation à la politique locale se réduirait à sa plus simple expression : déposer un bulletin dans l'urne tous les quatre ans, ce dépôt étant en plus fréquemment le résultat d'une quelconque pression.

Il est en tout cas certain qu'il y a des participations qualitativement très différentes. Le taux de 98,1 % de participation a donc une signification plus complexe qu'il ne paraît à première vue.

Pour ce qui est des *cas particuliers*, il y a le taux de 84,7 % en 1956. Cette baisse est due à la « liste d'entente », où les électeurs se sont contentés d'établir une hiérarchie de prestige entre les cinq candidats-conseillers. À une absence de luttes correspond une baisse de la participation, mais l'absence de luttes relève de l'exception.

Jusqu'ici, le terme d'élections communales n'a été employé que pour désigner les élections des conseillers communaux. Il y a aussi les élections du président, du vice-président, du juge et du vice-juge de la commune. Elles ont lieu, en principe, le même jour que l'élection des conseillers. Le président et le vice-président sont choisis parmi les cinq conseillers élus. Ils sont élus par l'ensemble de l'électorat communal immédiatement après l'élection des conseillers. Chaque clan politique présente son président et son vice-président. Généralement, ces deux titres échoient au clan qui détient la majorité. Il ne peut en être autrement lorsque le même clan politique a obtenu les cinq sièges.

La période 1953/56 fait partiellement exception. Les Blancs, tout en ayant la majorité, n'obtinrent que la présidence. Les deux autres exceptions sont connues, soit celles de 1957/60 et de 1961/64.

En ce qui concerne les élections du juge et du vice-juge, la situa-

tion est pratiquement identique. Si ce n'est à la fois le juge et le vice-juge, c'est en tout cas le juge qui revient au clan majoritaire.

A titre d'exemple, en 1968, sur 580 électeurs, 560 ont participé à l'élection des conseillers, 512 à celle du président, 519 à celle du vice-président, 524 à celle du juge et 509 à l'élection du vice-juge. Si le candidat-juge de chaque clan jouit d'un grand prestige auprès de la population et que les deux ont des chances d'être élus, le taux de participation est d'autant plus élevé. Ces deux types d'élections complètent la démonstration de l'extension et de l'omniprésence de la dualité clanique.

4. *Historique des suffrages obtenus par chaque clan (depuis 1932).*

TABLEAU 6. — Répartition des suffrages¹.

Année des élections	Jaunes	Blancs
1932	754	700
1936	683	826
1940	682	932
1944	807	878
1948	952	848
1952	969	1005
1960	1122	1178

D'une manière générale, il n'y a pas eu évolution linéaire du nombre des suffrages obtenus par chaque clan. A plusieurs reprises, la progression a non seulement été différente, mais l'un ou l'autre clan a perdu ou gagné un nombre considérable de suffrages.

Au cours des années 1936-1940, les Jaunes subissent une régression très forte. Entre 1940 et 1948, c'est l'inverse. De 1952 à 1960, les Blancs grossissent à nouveau leurs rangs et renversent les Jaunes. En 1960, période précédant l'entrée en scène de la troisième force politique, les deux clans traditionnels ont un nombre de suffrages à peu près égal. Une différence de 56 suffrages suffit aux Blancs pour obtenir la majorité. Cette quasi-égalité des forces est pour quelque chose dans la très forte participation électorale et dans l'intensité des luttes. Pour déterminer les causes de ces renversements de situation, il serait nécessaire de connaître la totalité des événements et « histoires » propres à chaque période électorale. Ceci étant impossible, il faut cependant relever qu'à plusieurs reprises des électeurs ont voté pour le clan rival.

1. Les années 1964 et 1968 feront l'objet d'une analyse plus détaillée. Les autres données manquantes sont dues à l'absence de source écrite.

A partir de cette situation de quasi-égalité des forces en présence, on comprend mieux les conséquences que peut avoir un changement de clan, ceci d'autant plus qu'un tel changement est généralement suivi par les proches parents.

TABLEAU 7. — Discipline de vote des électeurs de chaque clan.

Année des élections	Listes des Jaunes			Listes des Blancs		
	compactes	panachées	total	compactes	panachées	total
1928	98	48	146	99	22	121
1948	151	37	188	131	41	172
1952	157	38	195	174	28	202
1960	185	35	220	193	47	240

Globalement, on voit qu'il existe réellement une discipline de vote à l'intérieur de chaque clan. Celle-ci peut même être considérée comme assez stricte car les listes panachées sont relativement peu nombreuses.

Les listes non compactes ont des causes et des effets très différents. L'électeur qui modifie sa liste peut simplement biffer le nom d'un ou de plusieurs candidats qui figurent sur la liste de son clan, ou biffer des candidats de son clan et rajouter un ou plusieurs candidats du clan opposé. Le premier cas peut avoir au moins deux *significations* très différentes. Un électeur peut biffer un ou plusieurs candidats de son propre clan parce qu'il y a, par exemple, un conflit entre un candidat et la famille de l'électeur en question (on sait qu'il existe à l'intérieur d'un même clan des antagonismes entre certaines familles, mais ces antagonismes sont généralement moins forts que les luttes qui opposent les clans). De tels cas se présentent régulièrement. Un électeur peut également biffer un ou plusieurs candidats de son clan pour en *avantager* d'autres, qu'il préfère. Ce procédé est, lui aussi, monnaie courante.

Chaque clan fait certes une campagne globale pour les cinq prétendants au Conseil mais si l'un de ces cinq candidats veut absolument être élu il fera, en outre, sa petite campagne personnelle. De telles manœuvres relèvent de l'exception car les élus sont en principe connus d'avance. Les autres candidats ne font que prêter leur nom.

L'exemple suivant illustre le deuxième type de biffage. En 1948, les Jaunes avaient obtenu 188 listes et les Blancs 172. Quant au nombre de voix obtenues par chaque candidat, les données étaient les suivantes :

Jaunes : 195, 194, 188, 182 et 179 voix.

Blancs : 186, 170, 164, 158 et 155 voix.

De son propre clan, un candidat Jaune ne pouvait pas obtenir plus de 188 voix. Mais deux candidats dépassent largement ce chiffre. Ces voix complémentaires proviennent du clan opposé. Il en est de même pour le candidat Blanc qui a obtenu le plus grand nombre de voix. Il ne faudrait pas croire que les deux premiers candidats des Jaunes, par exemple, n'ont obtenu respectivement que sept et six voix (195-188 ; 194-188) de l'autre clan. Il n'arrive que très exceptionnellement qu'un candidat ne soit pas biffé un certain nombre de fois par les membres de son propre clan. Souvent, ce nombre se chiffre par dizaines. Il s'agit d'une autre preuve de l'existence d'antagonismes individuels et familiaux à l'intérieur d'un même clan. Ce phénomène est généralisable à l'ensemble de l'histoire des deux clans traditionnels.

Reprenons quelques éléments de la première partie de ce chapitre. L'importance des *chiffres*, des statistiques électorales officielles ou officieuses (beaucoup plus raffinées et approfondies) est capitale. *C'est à travers eux et en fonction d'eux que les habitants perçoivent une grande partie de la vie politique.* Dans la communication, la discussion et la pratique politiques, ils constituent une sorte de *médiation*. D'où aussi leur fonction heuristique dans la recherche. Présenter des chiffres aux habitants, leur demander de les commenter et de les interpréter, s'est révélé être une stratégie très fructueuse. Reconstituer sur la base de ces chiffres le puzzle de la scène sociale et politique avec la population a un autre avantage ; cela permet d'approcher de manière exemplaire la perception qu'ont de la politique les acteurs eux-mêmes.

Une autre thèse méthodologique a prouvé son efficacité : la considération de cas particuliers, d'« anomalies », a révélé des aspects latents. La « liste d'entente » de 1956 a fait apparaître la *double contrainte sociale*, celle du clan et celle de l'ensemble de la collectivité. À côté de la conscience de clan, il y a une conscience communale, et cette dernière peut primer. L'antagonisme clanique connaît tout de même certaines trêves.

Retenons la coexistence d'un partage apparemment très fraternel du pouvoir (chaque clan a détenu le pouvoir pendant un nombre à peu près égal d'années depuis 1920) et de luttes et oppositions politiques très intenses.

La forte *participation politique* aux élections communales s'explique certes par les caractéristiques sociologiques relatives à un tel contexte et mises au jour dans la partie théorique (ruralité, type de sociabilité, etc.). La participation politique de Chermignon est cependant encore plus élevée que dans la moyenne des communes à forte participation. Quelques éléments peuvent déjà contribuer à expliquer cette situation : l'institutionnalisation des clans depuis le début du siècle, l'extension de l'antagonisme clanique à tous les aspects de la réalité communale et la quasi-égalité des forces des deux clans traditionnels.

Cette quasi-égalité des forces nous renvoie aux fameux réseaux de surveillance des électeurs et aux changements de clan ; deux phénomènes qui jouent un rôle déterminant dans le système clanique à cause de cette égalité précisément.

Toujours au sujet de la participation, on se souviendra des types de participation politique qualitativement très différents, avec à un extrême celui presque symbolique des Confédérés.

L'option qu'il y avait entre *système majoritaire* et *système proportionnel*, révèle un autre aspect de la perception de la vie politique par la population elle-même. En principe, c'était donc le parti qui se sentait le moins fort avant les élections qui demandait l'application du système proportionnel. En fait, les choses sont un peu plus compliquées. A plusieurs reprises, les élections ont eu lieu au système majoritaire, malgré les risques que comportait cette formule. Le parti qui pensait être le plus faible ne demandait pas automatiquement la proportionnelle. C'était un honneur que de ne pas la demander et cela augmentait le prestige du clan avant les élections. De quoi séduire quelques indécis désireux de se ranger du côté du plus fort.

La stratégie consistait à amener le clan rival à la demander et à l'humilier, par conséquent. Celui qui cédait, reconnaissait être moins fort. C'est un peu le même phénomène que la compétition entre les deux fanfares. Même les techniques électorales peuvent devenir élément de stratégie politique.

Le *panachage* prouve la connaissance très différenciée et nuancée que les autochtones ont de la vie politique (sociale aussi) locale. Il rend compte très concrètement des luttes intraclaniques et des liens qui peuvent exister entre membres de clans opposés (récompense pour service rendu, dépendance économique, etc.).

La signification des panachages est aussi compliquée que la structure de la parenté. Les premiers sont d'ailleurs souvent fonction de la seconde.

A propos de *l'intensité de l'antagonisme clanique*, on retiendra une différence qui se manifeste depuis quelques années entre le Conseil communal et l'ensemble de la population. Si l'antagonisme reste vif dans la population, il se résorbe passablement (pour le moment du moins) chez les conseillers communaux. Certains électeurs vont d'ailleurs jusqu'à leur reprocher cette entente relative. Elle est ressentie par les plus sectaires comme une sorte de collaboration avec l'ennemi héréditaire.

L'analyse détaillée des élections communales doit permettre d'approfondir plusieurs éléments et phénomènes mis au jour dans les deux derniers chapitres.

Chapitre VIII

La vie politique locale en acte : analyse approfondie de deux élections communales (celles de 1964 et de 1968)

Dans les lignes qui suivent, nous poursuivons l'opération qui consiste à reconstruire comme un puzzle la politique locale à partir des *données chiffrées* existantes. Ces dernières ne sont cependant pas les seuls éléments de base. *L'observation* (dès 1966) de campagnes électorales et de toutes les manifestations particulières qui s'y rapportent prend une place très considérable. Le but est d'approcher la politique locale encore plus concrètement, de décrire la manière dont les habitants la vivent et la pratiquent à un moment où la lutte entre dans une phase paroxystique¹.

1. Le fait de se centrer essentiellement sur les élections communales n'a-t-il pas pour conséquence de réduire le politique à l'électoral ? Pas nécessairement, puisque les élections communales, en vertu des postulats de la sociologie de la crise, peuvent tendre — à condition d'être vécues par la collectivité avec suffisamment de passion, ce qui est le cas en l'occurrence — à constituer des moments paroxystiques qui mettent en mouvement la totalité de la trame sociale. Elles représentent alors des révélateurs privilégiés par excellence. Bien sûr, on pourrait être plus complet en relevant exhaustivement l'ensemble des faits, événements et « histoires » qui surviennent entre deux élections. C'est une question de temps et de stratégie de la recherche, dans une investigation déjà particulièrement longue en soi.

1. Les élections de 1964/1965.

Deux faits importants se sont produits au cours de l'année 1964 : l'apparition des Gris et le recours déposé contre les élections communales du mois de décembre 1964. Ce recours ayant été accepté et les élections cassées, de nouvelles élections ont eu lieu au mois de juin 1965. Ces dernières étant seules valables, l'analyse sera faite à partir d'elles.

Comme il est indispensable pour comprendre une élection de la mettre en rapport avec la précédente, quelques indications sur les élections de 1960 sont nécessaires. Aussi bien les élections de 1960 que celles de 1964 se sont déroulées selon le principe de la représentation proportionnelle. En 1960, les Jaunes ont obtenu 1.122 suffrages et les Blancs 1.178. Cette différence minime a néanmoins permis aux Blancs d'acquérir trois sièges et, par conséquent, la majorité.

Puis, en 1964, ce sera le grand chambardement avec l'entrée en scène des Gris. Lors des élections de cette même année, la répartition des suffrages était la suivante :

TABLEAU 8. — Répartition des suffrages lors des élections de décembre 1964.

Blancs	1.197
Jaunes	833
Gris	465
Total	2.495

Les Blancs restent le clan le plus fort si l'on considère ces suffrages. Les Jaunes en perdent un nombre très important par rapport à la période précédente. Ils font en grande partie les frais de l'apparition des Gris. Il y a là une démonstration statistique du départ des Jaunes vers les Gris. Les Blancs, en revanche, ont un nombre plus élevé de suffrages qu'en 1960. Cette augmentation n'est cependant pas proportionnelle à l'augmentation générale du nombre d'électeurs.

Le quotient électoral est de 416 (2.495 suffrages : 5 + 1). Les Blancs obtiennent 2 sièges, les Jaunes 2 également et les Gris 1. Les Jaunes n'ont qu'un seul « suffrage en trop » ($833 - 416 \times 2$) tandis que les Blancs en ont une quantité très importante ($1.197 - 412 \times 2$), soit 365. Ces suffrages en trop joueront d'ailleurs un rôle déterminant dans l'issue des élections de 1968.

Avec la répartition 2-2-1, le clan minoritaire entrait non seulement au Conseil communal mais devenait, du même coup, théoriquement du moins, l'arbitre de la politique communale. La situation est plus complexe. On se souvient de l'entente tactique entre Gris et Jaunes, entente qui mettait par la même occasion les Blancs (clan le

plus fort) en minorité. Si cette entente n'apparaît pas clairement pour l'élection des cinq conseillers, tel est, en revanche, le cas pour l'élection du président et du vice-président. Il était entendu que le leader des Gris se présenterait comme président et un conseiller Jaune comme vice-président. Lors de l'élection du président, les Jaunes appuyèrent le leader de la nouvelle force politique et les membres de cette dernière soutinrent le candidat Jaune à la vice-présidence. Statistiquement, cette entente se démontre facilement. Comme conseillers communaux, le président et le vice-président totalisèrent respectivement 138 et 184 voix, tandis que pour l'élection du président et du vice-président, le premier obtint 242 voix et le second 222. Les Blancs étaient impuissants en face de ce tandem politique.

Malgré l'annulation de ces élections, la situation est restée inchangée les 12 et 13 juin 1965. Les mêmes candidats (à une exception près) ont été élus et les mêmes conseillers ont été désignés comme président et vice-président.

Au sujet du *recours*, il faut préciser que ce procédé n'est utilisé que très rarement. Il faut un cas vraiment grave pour qu'il soit fait appel à cette solution. L'exemple de 1964 est d'ailleurs unique dans toute l'histoire des clans. Dans ce recours, ce n'est pas seulement le côté anecdotique (les divers moyens de frauder la loi électorale notamment) qui nous intéresse, mais aussi et surtout sa *signification sociale et politique*.

Le recours a été déposé par les Blancs et était dirigé principalement contre le leader des Gris. Ce dernier était accusé d'avoir fait subir des pressions inadmissibles à ses membres. Les recourants prétendaient aussi qu'il avait promis de grands travaux à un entrepreneur, moyennant qu'il vote pour lui, à un autre électeur, du travail en proportion du nombre de voix données à lui ou à son parti ; à d'autres, de l'argent. Certains scrutateurs ont prétendu avoir constaté lors du dépouillement que des bulletins étaient marqués, que certains portaient des traces de carbonés au verso, que sur d'autres, des candidats avaient été systématiquement biffés puis reportés. D'autres fraudes encore lui étaient attribuées. De toutes ces accusations, certaines ont été retenues par le Conseil d'Etat et l'ont amené à décréter nulles les élections¹.

Rares sont les élections communales où il n'y a pas quelque affaire pas très réglementaire. Chaque clan sait que l'autre fait un certain contrôle en ce qui concerne la discipline de vote de ses adhérents. Il y a plusieurs exemples où un électeur, sachant que les dirigeants de son clan doutaient de sa fidélité politique, a été de son propre gré auprès de ces dirigeants pour faire « marquer sa liste » et prouver ainsi qu'un doute à son sujet ne se justifiait aucunement. Dans un tel cas, un dirigeant peut, par exemple, tracer un des cinq candidats sur le bulletin imprimé que lui présente (avant les élections évidem-

1. Décision du Conseil d'Etat du Canton du Valais du 30-4-1965 concernant le recours contre les élections communales de Chermignon des 5 et 6 décembre 1964, Sion, 1965, 12 p. Ce document est reproduit en annexe (cf. annexe II).

ment) un tel électeur et rajouter ce nom à un autre endroit. Ceci permet un contrôle car lors du dépouillement les dirigeants sont présents. L'apparition de la liste marquée, lors du tri général, lui prouvera que l'électeur en question a été fidèle. Ce n'est là qu'un des nombreux moyens de frauder ou de contrôler (selon la manière dont on considère les choses) les élections communales. Certains de ces moyens relèvent d'ailleurs d'une ingéniosité extrême. Les électeurs indécis (que le clan rival essaie d'attirer et auxquels on offre des avantages économiques certains) font eux aussi l'objet d'un contrôle sévère.

La discipline de vote à l'intérieur d'un même clan est cependant très grande. Une forte majorité de membres votent compact. En 1960, sur les 220 bulletins d'un clan, 185 étaient compacts ; dans l'autre clan, sur 240, 47 seulement étaient panachés.

Si un candidat au Conseil communal a rendu un service important à un électeur du clan rival, ce dernier lui accordera en principe un suffrage au moment des élections. Lorsqu'une telle situation se présente, l'électeur en question avertit généralement les dirigeants de son clan afin que ces derniers puissent établir avec précision leurs calculs pré-électoraux (les chefs de clan connaissent avec une remarquable précision les résultats des élections avant même qu'elles n'aient eu lieu). Suivant la situation, les dirigeants autorisent les membres qui se trouvent dans ce cas à accorder quelques suffrages au clan rival : si les positions des deux forces politiques en présence paraissent à peu près égales avant les élections et que le vote de quelques électeurs peut devenir déterminant, les dirigeants tenteront, par tous les moyens, de s'opposer à un tel panachage. Ces quelques exemples permettent de comprendre l'incroyable statistique électorale qui va de pair avec une élection communale.

Jusqu'en 1964, il y avait sur le plan politique (comme sur le plan social) certaines *normes informelles* de comportement admises par tous les membres de la collectivité. C'est le recours déposé contre les élections de 1964 qui les a fait apparaître. Si les dirigeants des clans traditionnels exerçaient déjà un contrôle et des pressions avant 1964, les moyens utilisés étaient cependant identiques dans les deux clans et les pressions économiques ne prenaient en aucun cas des proportions importantes. Ce contrôle était, en outre, considéré comme normal par la majorité de la collectivité.

En 1964, en revanche, les pressions économiques et financières exercées par le leader des Gris *transgressaient* très largement le cadre de ces normes informelles. Ces dernières ne suffisaient donc plus comme sanction et ne permettaient pas de rétablir la « normalité » ambiante. Comment procéder ? Les autorités communales n'ayant pas la compétence d'annuler les élections, on ne pouvait que recourir au Conseil d'Etat (exécutif cantonal), seul organe politique habilité à prendre une telle décision.

Habituellement, les litiges, mêmes graves, sont réglés à l'intérieur de la collectivité. Ce n'est que très exceptionnellement que l'on a

recours à une institution extra-communale. Inversement, on ne veut pas que des « étrangers » se mêlent des affaires intimes de la commune.

Cette caractéristique n'est pas propre à la commune de Chermignon. On la retrouve dans nombre d'autres communes. Prenons la monographie de Laurence Wylie¹ :

« en 1945, quand les derniers Allemands furent chassés de la région, ce fut le chef local du maquis, Raoul Chanon, qui s'installa à la mairie. Quelques heures après son installation, il reçut un télégramme du Comité départemental d'épuration lui enjoignant d'arrêter les personnes suivantes pour collaboration avec l'ennemi... Après avoir pris connaissance du télégramme, Chanon n'hésita pas, il déchira le télégramme en disant : ici nous réglons nos affaires en famille. »

Plus généralement, lorsqu'une collectivité restreinte doit traiter avec une unité administrative plus grande, les antagonismes locaux se résorbent (momentanément) afin qu'elle apparaisse comme une unité homogène par rapport à l'extérieur, homogénéité qui ne peut que renforcer sa position dans les tractations. On retrouve un élément déjà souligné : en plus de la conscience de clan, chaque membre de la collectivité a aussi conscience d'appartenir à une même commune. Par rapport à l'extérieur, il est d'abord un habitant de la commune de Chermignon, un Chermignonard (terme à forte connotation affective pour les habitants de la commune). Ce n'est que par rapport aux autres habitants de la commune (par rapport à l'intérieur) qu'il est Jaune ou Blanc (ou Gris depuis peu).

Un dernier mot au sujet de ce recours. En temps normal, la tension politique qui règne dans la commune pendant les élections est aiguë pendant quelques semaines seulement. Cette fois, elle devait durer de décembre 1964 à juin 1965. On peut imaginer le climat qu'avait créé dans la commune cette tension prolongée.

Les compilations de chiffres qui suivent ont été établies par les chefs de clan lors du dépouillement du scrutin. Ils ont « analysé » l'ensemble des bulletins (499) déposés dans l'urne par l'électorat communal. Bien qu'une partie de ces données ne soient évidemment pas officielles¹, il en est fait mention parce qu'elles permettent de nuancer et de préciser considérablement l'analyse du comportement politique des électeurs au niveau communal. En ce qui concerne la discipline de vote (elle était très forte en 1960), d'importants changements sont intervenus en 1964/65. Chez les Blancs, elle a même augmenté tandis qu'on relève un relâchement très net chez les Jaunes : 74 bulletins panachés sur 171 (35 en 1960). Quant à la nouvelle force politique des Gris, elle semble indisciplinée par définition (64 bulletins panachés sur 94).

Des particularités apparaissent si l'on considère le nombre de suffrages obtenus par les divers candidats de chaque clan.

1. Laurence Wylie, *op. cit.*, p. 249.

1. C'est ici qu'intervient la distinction entre sources officielles et officieuses. Pour des raisons bien évidentes, la source de ces dernières n'est pas mentionnée.

TABLEAU 9. — Nombre total de suffrages obtenus par les cinq candidats de chaque clan.

candidats clan	1er candi- dat de chaque clan	2e candi- dat de chaque clan	3e candi- dat de chaque clan	4e candi- dat de chaque clan	5e candi- dat de chaque clan
Blancs	246	245	229	218	210
Jaunes	194	182	149	148	144
Gris	142	62	55	49	40

La différence entre le premier et le dernier candidat est maximale chez les Gris. La personnalisation des Gris (et le fait que ces derniers ne constituent pas un véritable parti politique) est ainsi prouvée statistiquement. Les quatre autres candidats ne font véritablement que prêter leur nom.

La situation est différente dans les deux clans traditionnels. Les données des tableaux 10 et 11 permettent de l'analyser.

TABLEAU 10. — Suffrages obtenus des clans rivaux.

	des Blancs	des Jaunes	des Gris	Total
<u>Les Blancs</u>				
Candidat A	—	1	2	3
« B	—	4	9	13 * 1
« C	—	4	13	17 *
« D	—	—	—	—
« E	—	—	1	1
<u>Les Jaunes</u>				
Candidat A	10	—	12	22
« B	11	—	15	26 *
« C	11	—	15	26 *
« D	2	—	2	4
« E	2	—	2	4
<u>Les Gris</u>				
Candidat A	9	49	—	58 *
« B	2	5	—	7
« C	—	3	—	3
« D	—	4	—	4
« E	—	5	—	5

1. Candidats élus.

TABLEAU 11. — Candidats biffés par les membres de leur propre clan.

Clan	Nombre de biffages
<u>Blancs</u>	
Candidat A	9
« B	1 * 1
« C	6 *
« D	24
« E	17
<u>Jaunes</u>	
Candidat A	45
« B	4 *
« C	15 *
« D	31
« E	26
<u>Gris</u>	
Candidat A	1 *
« B	39
« C	42
« D	42
« E	55

De manière tout à fait logique, des cinq candidats de chaque clan sont élus ceux qui à la fois obtiennent le plus de suffrages des deux autres clans et qui sont biffés le moins de fois par les membres de leur propre clan. L'antipathie de quelques électeurs à l'égard de l'un ou l'autre candidat de leur propre clan et les sympathies pour tel candidat d'un clan rival (dans nombre de cas, il est plus exact de parler de pressions) sont déterminantes pour l'élection d'un conseiller. Les deux tableaux démontrent ces régularités.

Une nuance est à faire à propos du leader des Gris qui a obtenu 58 suffrages (chiffre très élevé) des autres clans et qui n'a été biffé qu'une seule fois dans son propre clan. Il y a là une autre démonstration de l'entente entre Jaunes et Gris, puisque sur les 58 suffrages 49 proviennent des Jaunes.

Un autre fait qui retient l'attention est le nombre élevé d'électeurs qui biffent des candidats de leur propre clan. On peut voir dans cette pratique une autre illustration des antagonismes internes à chaque clan. Le nombre élevé « de coups de crayons » qu'a essuyés le candidat A des Jaunes est anormal car il figurait parmi ceux dont on sait à l'avance qu'ils sont élus à coup sûr. Mais entre décembre 1964

et juin 1965, le comportement et les prétentions politiques de ce candidat ont déplu à quelques membres de son clan. D'un commun accord, un sous-groupe du clan l'a fait échouer. Chez les Gris, les biffages des candidats B, C, D et E n'ont pas la même signification (ils ne faisaient que prêter leur nom).

. Les élections de 1968.

Une élection communale ne peut habituellement être comprise que si elle est analysée par rapport à l'élection précédente. Chaque clan et chaque électeur votent en fonction de ce qui s'est passé lors d'une ou même de plusieurs périodes antérieures. En 1968, l'élément déterminant a donc été les 365 suffrages en trop dont disposaient les Blancs depuis 1964/65. Ces suffrages vont leur permettre de mener les élections presque entièrement à leur guise.

Du point de vue méthodologique, si les élections de 1964/65 ont été analysées à partir de documents et d'entretiens, à celles de 1968 s'ajoute l'observation-participante comme moyen d'investigation. Nous étions en effet sur place.

L'article 15 de la loi du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations dit que :

« cinquante jours avant les élections périodiques, fédérales, cantonales ou communales, le conseil communal établit et fait afficher l'état nominatif des électeurs, tel qu'il ressort du registre électoral mis au point. »

A Chermignon, la liste des électeurs a été affichée normalement, dans les délais convenus par la loi. Un clan, celui des Blancs, a déposé un *recours* contre cette liste immédiatement après sa parution. Il contestait la présence de certains électeurs (une vingtaine) qui, selon lui, n'avaient pas le droit de vote. Le vote de quelques électeurs pouvant modifier de fond en comble les résultats d'une élection, on comprend l'importance d'un tel recours. C'était aussi le deuxième recours en matière d'élection communale en l'espace de quelques années. A partir de ce fait, on pouvait deviner que les élections seraient pour le moins agitées.

Puisque ce sont les Blancs qui ont déposé le recours, on peut admettre que ce n'est pas à eux qu'il faut imputer le fait d'avoir mentionné sur la liste électorale des personnes qui n'avaient pas le droit de prendre part aux élections. Par cette protestation, les Blancs accusaient indirectement (la population l'a compris directement) la nouvelle force politique des Gris à laquelle ils attribuaient ces agissements.

« Sont électeurs en matière communale, les citoyens suisses âgés de 20 ans révolus, domiciliés dans la commune depuis trois mois. » (art. 3.)

C'est le terme « depuis trois mois » qui est en cause. Parmi les électeurs contre lesquels le recours était dirigé, certains avaient déposé

leurs papiers dans la commune juste trois mois avant les élections. Plusieurs personnes ont tenu à nous faire savoir qu'il s'agissait d'une manœuvre du leader des Gris, qui, pour renforcer sa position, avait demandé à des gens extérieurs à la commune de venir déposer leurs papiers à Chermignon juste trois mois avant les élections. Certains, tout en étant établis à Chermignon, n'y habitaient même pas.

Le recours s'est déroulé en deux temps. En premier lieu, c'est le Conseil communal qui l'a pris en considération et qui a décidé de radier quelques-uns de ces « électeurs de dernière minute ». Le parti Blanc n'était pas satisfait de la décision du Conseil. Il estimait que d'autres électeurs devaient être radiés et adressa un recours au Département de l'Intérieur de l'Etat du Valais. Il obtint gain de cause ; huit autres électeurs furent radiés.

Ce recours, de même que celui de 1964, représente une nouvelle fois une transgression des normes informelles en vigueur dans la collectivité. Comme l'affaire n'a pu être réglée entièrement « en famille », les Blancs ont fait appel, une deuxième fois, aux autorités cantonales, appel qui ne se fait, répétons-le, que dans les cas considérés comme très graves par les gens de la commune.

Quant aux élections communales proprement dites, un mot d'abord sur la manière dont s'est déroulée la *campagne électorale*. Entre deux élections communales, il y a en permanence une certaine effervescence dans la commune puisque l'antagonisme clanique n'est pas limité au seul domaine politique. Quelques semaines, et surtout quelques jours avant les élections, cet antagonisme prend une acuité toute particulière.

Un clan traditionnel a tenu sa première assemblée générale trois semaines avant les élections, l'autre seulement une semaine avant. Ce dernier (celui des Blancs) a tenu une seconde assemblée le deuxième jour des élections (les bureaux de vote sont ouverts le samedi et le dimanche). Cette particularité préoccupait terriblement les deux autres clans, car habituellement la dernière assemblée générale se tient quelques jours avant les élections mais jamais le jour même. Elle créa parmi eux un vent de panique et une atmosphère d'attente insupportable.

Chaque parti doit déposer la liste de ses candidats au plus tard le mardi qui précède les élections. Les Jaunes et les Gris présentèrent tous les deux une liste de cinq candidats. La liste des Blancs, en revanche, ne comportait que trois noms.

Ces deux particularités et le fait que les Blancs disposaient de plusieurs centaines de suffrages en trop traumatisèrent définitivement Jaunes et Gris. Ils s'attendaient bien à ce que les Blancs préparent « un coup », mais il n'arrivaient pas à savoir lequel (nous non plus). La tension, habituellement déjà très forte, ne fit qu'augmenter.

Les assemblées générales, pendant la période électorale, sont essentiellement consacrées à la présentation des candidats. Chaque candidat fait un petit discours. Les anciens conseillers qui se représentent et qui espèrent être confirmés dans leur fonction parlent soit

des réalisations accomplies au cours des quatre années écoulées, soit des projets. Un autre candidat prêche la fidélité au clan ; un autre encore recommande aux membres d'obéir aux directives du Comité (Comité restreint). D'autres personnalités prennent la parole et contribuent à raviver l'enthousiasme et la conscience de clan.

Chaque clan organise également une assemblée dans chaque village et une dans la station de Crans. A ces réunions, assistent les membres que compte chaque clan dans les différents lieux. Certains militants particulièrement actifs assistent à plusieurs réunions et se déplacent d'un village à l'autre avec les candidats au Conseil. Dans ces assemblées locales, on parle plutôt des problèmes propres à chaque village. Le fendant est évidemment présent à toutes ces réunions et l'on boit aux frais et à la santé du clan et des candidats.

Dans cette analyse des élections, il n'est pas fait mention de toutes les particularités relatives à ce genre de manifestation, le but étant d'en dégager le mécanisme général.

Les assemblées générales de chaque clan et les réunions par village représentent ce que l'on pourrait appeler la *politique ouverte*. Lors de ces assemblées, ne sont traités que les problèmes très généraux et ces réunions sont publiques, c'est-à-dire que *théoriquement* les membres d'un clan pourraient assister aux assemblées de l'autre.

Les décisions qui ont une influence déterminante sur les résultats des élections relèvent, en revanche, de la *politique secrète*. La grande majorité des électeurs est tenue à l'écart de ces décisions. Si protestation il y a, on peut toujours expliquer que c'est dans l'intérêt du clan.

Le coup organisé par les Blancs quelques heures avant les élections est un exemple de politique secrète.

TABLEAU 12. — Répartition des suffrages lors des élections de 1968.

Blancs	918
Jaunes	1.193
Gris	681
Total	2.792

La répartition des sièges entre les clans n'a pas changé : la formule 2-2-1 reste en vigueur.

TABLEAU 13. — Suffrages obtenus par les candidats de chaque clan.

Candids	A	B	C	D	E
Blancs	252	238	107	—	—
Jaunes	203	301	198	299	176
Gris	246	46	32	26	32

TABLEAU 14. — Suffrages obtenus de clans rivaux.

Les Blancs	des Blancs	des Jaunes	des Gris	Total
Candidat A	—	7	16	23 * ¹
« B	—	2	12	14 *
« C	—	—	—	—
Les Jaunes				
Candidat A	12	—	19	31
« B	80	—	44	124 *
« C	7	—	8	15
« D	120	—	15	135 *
« E	4	—	2	6
Les Gris				
Candidat A	38	73	—	111 *
« B	5	3	—	8
« C	1	1	—	2
« D	2	1	—	3
« E	2	1	—	3

1. Candidats élus.

TABLEAU 15. — Candidats biffés par les membres de leur propre clan.

Clan	Nombre de biffages
<u>Blancs</u>	
Candidat A	2 * ¹
« B	6 *
« C	122
<u>Jaunes</u>	
Candidat A	20
« B	18 *
« C	18
« D	29 *
« E	23
<u>Gris</u>	
Candidat A	— *
« B	96
« C	104
« D	110
« E	103

TABLEAU 16. — Listes compactes et panachées par clan.

Clan	Listes		total
	compactes	panachées	
Blancs	60	170	230
Jaunes	100	93	193
Gris	12	123	135

Un des éléments majeurs de la période pré-électorale était l'inquiétude des Jaunes et des Gris au sujet des suffrages en trop des Blancs. Quelques jours avant les élections, quelques membres des Blancs firent courir le bruit que leur action (le coup) serait dirigée contre le leader des Gris. Gris et Jaunes, croyant avoir percé le secret des Blancs, se préparèrent à faire face. En réalité, il s'agissait d'une manœuvre des Blancs pour mieux réussir l'action qu'ils envisageaient réellement.

1. Candidats élus.

Qu'auraient pu faire les Blancs contre le leader des Gris ? Ils avaient la possibilité de « donner » leurs suffrages en trop à l'un des quatre autres candidats Gris. De cette manière, c'est ce candidat qui aurait été élu et non le leader. La non-élection du leader aurait sans doute signifié la faillite des Gris puisqu'il s'agit essentiellement de la faction d'un seul homme et que ce dernier est, pour le moment, le seul à avoir des prétentions politiques.

Cette éventualité provoqua un renforcement de l'entente entre Gris et Jaunes. Pour éviter que le leader des Gris n'échoue, les Jaunes lui accordèrent un nombre beaucoup plus important de suffrages qu'en 1964/65. Les Gris, de leur côté, décidèrent de biffer systématiquement, plusieurs dizaines de fois, leurs quatre autres candidats, avec l'accord et l'encouragement de ces derniers. Cette mesure devait compenser les suffrages que les Blancs allaient donner à l'un de ces quatre candidats.

Ces mesures furent vaines car les Blancs voulaient faire échouer le candidat A du parti Jaune. Ce dernier n'était autre que la personnalité politique la plus en vue du clan Jaune et le vice-président de la commune. En outre, les Blancs (toujours avec leurs suffrages en trop) voulaient carrément faire la loi dans le clan des Jaunes en nommant les deux candidats Jaunes que, eux Blancs, désiraient voir au Conseil. Pour ce faire, ils ont rajouté sur leur propre bulletin (qui ne comportait que trois candidats à cette fin) 120 fois le candidat D et 80 fois le candidat B des Jaunes. La manœuvre a totalement réussi.

Une particularité est à relever au sujet de ce candidat D des Jaunes. Il représente la deuxième exception mentionnée dans le chapitre consacré à l'aspect ethnocentrique du Conseil communal. Il est le deuxième conseiller à ne pas être originaire de Chermignon. Il a donc bien été élu à la suite d'un accident politique car en temps politique normal, c'est le candidat A qui aurait été confirmé dans ses fonctions.

Comment expliquer que les Blancs aient dirigé leur action contre le candidat A ? Ils prétendaient que cette personnalité des Jaunes était trop sectaire. Ils lui reprochaient d'avoir été l'artisan de certaines décisions, au cours de la période précédente, prises au détriment des Blancs. Ce ne sont là peut-être que des justifications. Il se pourrait qu'en élisant un candidat qui ne faisait que prêter son nom et en faisant échouer une telle personnalité, les Blancs voulaient tout simplement affaiblir et humilier le clan rival, opération qui, parallèlement, ne pouvait que rehausser leur propre prestige.

Les Blancs voulaient sans doute aussi montrer à la population que, malgré l'entente entre Jaunes et Gris (qui les avait mis en minorité au Conseil), ils avaient encore leur mot à dire sur la scène politique et qu'ils pouvaient même se permettre de faire la loi et d'élire qui bon leur semblait dans le clan rival. Cette situation est d'ailleurs unique dans toute l'histoire de la lutte des clans.

Situation unique, d'autant plus qu'habituellement, la grande majorité des électeurs votent compact et les quelques bulletins panachés

le sont normalement parce que certains électeurs biffent l'un ou l'autre candidat de leur propre clan.

En 1964/65, les Jaunes avaient fait appel à une mesure inhabituelle : s'entendre avec un autre clan. En 1968, les Blancs ont utilisé des moyens tout aussi inhabituels.

Le coup des Blancs a représenté l'équivalent d'un événement crisologique pour le système politique de la commune. En vertu de nos postulats méthodologiques, il doit donc révéler des aspects non visibles en temps normaux. Avant de tenter de dégager la signification de cet événement, il est nécessaire de décrire davantage sa mise en application.

Tout s'est passé le deuxième jour des élections, soit le dimanche. Dans un chapitre antérieur, il a été démontré que l'électorat du parti Blanc est divisé en groupes de dix personnes environ (les cellules). Lors de l'assemblée générale qui eut lieu une semaine avant les élections, les dirigeants des Blancs ont demandé à leurs membres de ne point voter le samedi mais d'être présents le dimanche (après la messe) au local de musique. Chaque chef de groupe avait pour mission de ramener tous les membres de sa cellule au lieu-dit.

Cinq électeurs seulement (les dirigeants ou chefs de clan) ont préparé le coup. Ils avaient décidé de demander à certains membres de leur clan (à plus d'une centaine) de panacher systématiquement leur bulletin de vote. Cette décision devait être communiquée aux autres électeurs sans que les Jaunes et les Gris ne l'apprennent. Encore fallait-il que les électeurs Blancs acceptent de mettre en application la décision de leurs dirigeants.

Quelques instants avant la fermeture du bureau de vote de Chermignon-d'en-Haut (village dans lequel se trouve le local de musique) les électeurs Blancs se réunirent et s'enfermèrent dans cette salle, située quelque peu en dehors du village. Chaque chef de cellule regroupait ses membres autour de lui et les électeurs de chaque cellule passaient individuellement, le chef de groupe en tête, devant deux dirigeants qui expliquaient à chaque électeur séparément ce que les dirigeants (les cinq personnes) avaient décidé de faire. Les électeurs étaient libres d'accepter de panacher leur bulletin (de rajouter les candidats B et D du parti Jaune). Si un électeur refusait, les deux dirigeants lui demandaient néanmoins de quelle manière il désirait voter, ceci pour établir leurs calculs de façon exacte et prévoir la manière dont ils devaient faire voter les électeurs suivants. Tel électeur qui « devait » une voix, pour une raison ou pour une autre, à un candidat Gris ou Jaune (autre que les candidats B et D) était prié d'avertir les deux dirigeants. Cette statistique électorale était établie avec la plus grande minutie car les dirigeants voulaient être sûrs de réussir leur opération.

Dès qu'un électeur avait passé devant les deux dirigeants, il lui était « interdit de parler de politique ». Il ne devait pas informer les autres membres de son groupe de la manière dont il allait voter et aucun électeur n'était au courant de ce qui avait été dit aux autres.

La quasi-totalité de l'électorat ne savait pas ce qui allait se passer ni en quoi consistait le coup. Les électeurs des premières cellules avaient si bien suivi les consignes des deux dirigeants, qu'aux derniers électeurs de la file indienne, il fut simplement recommandé de voter compact.

Chaque cellule quitta le local pour traverser le village et se rendre aux urnes. Dans le bureau de vote, il n'y avait jamais plus d'une cellule. Chaque électeur passait dans l'isoloir (ce qui n'était plus qu'une formalité). Aucun n'avait le droit de quitter le bureau de vote avant que tous les membres de sa cellule aient voté. Sous la surveillance du chef, cellule après cellule, l'ensemble des électeurs Blancs traversait une nouvelle fois le village. Les votants avaient reçu l'ordre de retourner au local de musique. Le coup n'était pas terminé.

Une personne non avertie ou étrangère à la commune, qui aurait observé ces allées et venues, aurait eu de la peine à déterminer s'il s'agissait d'un défilé de militaires en civil ou d'un marathon de personnes endimanchées. Les Jaunes, qui observaient leurs rivaux, avaient à leur égard un air ironique ou rageur, suivant qu'ils regardaient le défilé ou pensaient à ses conséquences.

Après la fermeture du bureau de vote, il y eut quelques heures (assez tendues) d'attente jusque vers la fin de l'après-midi, moment où, traditionnellement, tout le corps électoral de la commune se rassemble devant la maison communale, pour entendre la proclamation des résultats par le président de la commune.

Contrairement aux élections précédentes, seuls les Jaunes et les Gris étaient présents. Les Blancs étaient rassemblés dans leur salle de musique et n'avaient délégué qu'un ou deux membres pour vérifier si le coup avait réussi. Si les Blancs ne se sont pas rendus sur la place communale, c'est d'abord parce que les élections n'étaient pas terminées. Il fallait encore élire le président et le vice-président de la commune au cours d'une deuxième et d'une troisième élection. Et comme les Blancs avaient une seconde manœuvre en vue, il fallait une nouvelle fois la communiquer à l'ensemble des membres du clan. Mais il y avait une autre raison à leur absence sur la place communale. Ils voulaient prévenir d'éventuelles tensions qui auraient pu naître à la suite de la proclamation des résultats.

Lors de l'élection du président, le candidat sortant s'est représenté et a été réélu. Ce qui est cependant étonnant, c'est que sur les 512 électeurs qui prirent part à l'élection, 503 votèrent pour le leader des Gris. Or, Jaunes et Gris ne totalisaient ensemble que 328 bulletins. Près de 200 électeurs Blancs avaient, par conséquent, voté pour le candidat des Gris au lieu de présenter leur propre candidat.

Que pouvait signifier cette action, cette nouvelle manœuvre des Blancs ? Il s'agissait « d'un appel du pied » aux Gris. Les Blancs désiraient obtenir la vice-présidence aux dépens des Jaunes. En votant pour le leader des Gris, ils s'attendaient à ce que les Gris soutiennent le candidat Blanc à la vice-présidence.

Cette fois, la manœuvre échoua. Entre Gris et Jaunes, il existait déjà une entente qui prévoyait que les électeurs Jaunes appuieraient le candidat Gris à la présidence et que, réciproquement, les membres du parti Gris voteraient pour le candidat Jaune à la vice-présidence. L'appel du pied des Blancs n'obtint qu'une faible réponse. L'élection fut néanmoins très serrée car le candidat Jaune obtint 259 voix et le Blanc 257.

La comparaison des données chiffrées de 1968 et de 1964/65 fait apparaître de grandes différences et permet de confirmer certains faits politiques. Le nombre beaucoup plus élevé de bulletins panachés d'abord : les Blancs n'en comptaient pas moins de 170 en 1968 (40 en 1965). C'est une première démonstration statistique du panachage systématique auquel ce clan a eu recours. Ces 170 bulletins modifiés ne témoignent pas d'un relâchement de la discipline de vote. Ils prouvent, au contraire, que les électeurs Blancs ont obéi massivement et aveuglément aux directives de leurs dirigeants. Aveuglément n'est cependant pas le terme adéquat puisque chaque électeur qui acceptait de modifier son bulletin était fier et content de pouvoir punir et humilier le clan rival. C'est un autre exemple qui démontre la nécessité de rendre compte de la signification que les événements ont pour la population elle-même.

Chez les Jaunes, l'augmentation des listes panachées s'explique par le grand nombre de suffrages accordés au leader des Gris (pour parer un coup qui n'a pas été assené).

Quant aux 123 bulletins modifiés des Gris, ils résultent du biffage systématique par les Gris de quatre de leurs propres candidats (également pour éviter qu'un autre candidat que le leader ne soit élu).

En résumé, l'augmentation générale du nombre de bulletins panachés n'est nullement le résultat d'une baisse de la discipline de vote. C'est le coup des Blancs qui est l'élément explicatif de base. Il en va de même pour ce qui est de la répartition totale des suffrages par clan (tableau 12). Les Jaunes ne sont pas subitement devenu le clan le plus fort de la commune, bien au contraire.

On relèvera que 29 électeurs Jaunes ont biffé le candidat D de leur bulletin. Aucun autre candidat Jaune n'a été biffé un aussi grand nombre de fois. C'est la preuve que les Jaunes ne voulaient pas que ce candidat soit élu. Les Blancs ne pouvaient choisir mieux pour les humilier. Les Jaunes ne vont-ils pas attendre la première occasion pour se venger ?

Reprenons l'un ou l'autre point qui ressort de la description des élections. Les élections communales constituent l'un des meilleurs révélateurs de la manière dont les habitants se représentent, perçoivent et vivent la politique locale. On se trouve confronté à la politique locale en acte. On ne se trouve plus dans le domaine des théories sur les choses mais en présence des « choses politiques elles-mêmes », pour parler en des termes proches de ceux des ethnométhodologues.

Les élections sont un révélateur privilégié des règles de la vie politique quotidienne à plusieurs niveaux. D'abord en elles-mêmes,

parce qu'elles incarnent l'événement crisologique où se concentrent et se dénouent rituellement les conflits accumulés pendant quatre ans. A un deuxième niveau, les élections peuvent se décomposer en une série d'événements particuliers, qui constituent autant de petites crises révélatrices de l'un ou l'autre aspect non visible en temps normal. On se souvient : la vie quotidienne est tellement évidente qu'elle doit être dérangée pour se révéler, pour dévoiler l'énigme de sa structure. Parmi ces événements, il y a notamment les deux *recours*. Chacun a dérangé la pratique politique habituelle : les normes informelles en vigueur ont été transgressées. Et cette transgression les a rendues explicites. C'est parce que les Gris « ont été trop loin », que les gens ont pris conscience jusqu'où on pouvait aller en temps normal.

La description très détaillée du déroulement des élections est une occasion de *concrétiser* plusieurs concepts et mécanismes sociologiques essentiels. Ainsi en est-il par exemple du contrôle social, de la contrainte et de la cohésion sociales.

Il est bien connu qu'un concept possède son pouvoir heuristique maximum au moment où il est inventé et utilisé pour dévoiler et désigner quelque chose que l'on n'avait pas encore perçu et compris. Par la suite, avec la généralisation de son utilisation, il est progressivement appauvri. Une description de ses manifestations concrètes peut contribuer à le revitaliser et à l'enrichir.

Il en va de même avec les *stratégies politiques*, avec tout ce qu'elles impliquent comme déploiement de ruse, de subtilité, de jeu sérieux, de calcul, de prévision et de connaissance de l'adversaire. Dans le cas de Chermignon, l'image de la routine des élections communales ne convient en aucun cas, du moins à partir du moment où l'on essaie de suivre dans le détail tous les faits et gestes y relatifs. Le terme de *dynamique* permet une nouvelle fois de désigner un aspect fondamental de ces événements politiques crisologiques que sont les élections. Au cours de ces événements, les individus sont accaparés et concernés de manière non seulement totale mais permanente. Tout le monde est entraîné dans un processus mobilisateur où il n'est pas possible de ne pas être concerné et actif, de ne pas agir et réagir. Les élections sont un événement catalyseur et mobilisateur. La mobilisation crée l'événement et l'événement engendre d'autres événements.

Parallèlement à l'attrait que peuvent susciter cette mobilisation, cette activité et cette mise au jour de l'aspect dynamique d'une politique que l'on pourrait croire routinière et répétitive, on ne peut s'empêcher de revenir au problème de son *contenu*. On est une nouvelle fois tenté d'utiliser le concept de fausse conscience pour la qualifier. En effet, la distinction entre politique ouverte et politique close, le processus de décision très centralisé et non participationniste, l'obéissance et la soumission presque inconditionnelle aux directives des chefs de clan, l'absence de véritables programmes politiques, font penser à une *situation de fausse conscience politique généralisée*. Sur-

tout si l'on juge cette politique locale en fonction des critères appliqués aux situations urbaines.

Les jugements de valeur étant chose facile, il nous importe davantage pour l'instant de décrire aussi complètement que possible ce système politique apparemment particulier et AUTRE.

La *personnalisation* de la politique locale et du pouvoir apparaît des plus nettement à travers les élections. On soutient, on critique, on s'attaque à des personnes. Pour les autochtones, les personnalités *incarnent* tout, ils projettent sur elles leurs désirs, leurs aspirations, leur fierté, leur honneur, leur rancœur, leur haine, leur désir d'humilier et de battre l'adversaire : « faire tomber » une personnalité rivale, c'est remporter une victoire politique. D'où l'importance capitale, *pour les habitants eux-mêmes*, de la mise en échec de la personnalité la plus en vue des Jaunes. Le *coup* des Blancs n'est pas seulement une farce, une occasion de rassembler les rieurs de la commune, mais une grave défaite sociale et politique pour les Jaunes. L'échec de cette personnalité symbolise l'humiliation infligée à tous les Jaunes.

Pour les Blancs, le coup représente une *véritable entreprise politique globale*. Il est le premier acte d'une volonté de reconquérir le pouvoir à plus ou moins long terme. Avec l'entrée en scène des Gris, les *stratégies* pour s'emparer du pouvoir ont changé, les anciennes ne sont plus suffisantes. La mise en échec de cette personnalité à l'aide d'une technique électorale tout à fait inédite dans la commune, les recours contre les élections et la liste électorale, sont des réponses (tout à fait légales, des Gris. L'aspect *dynamique* se retrouve dans les stratégies politiques. Rien non plus de statique ni d'immuable ici. Le domaine de la stratégie est d'ailleurs par définition mobile et innovateur. On ne dupe pas deux fois de suite l'adversaire avec la même stratégie. Et depuis 1968, l'activité et l'imagination des clans traditionnels ont au moins redoublé d'importance dans le champ du politique.

Malgré la très intense activité, mobilisation et participation (sous certains aspects seulement) qui sont propres à cette vie politique locale, son degré de *politisation* (participation à *tous* les aspects et niveaux de la politique, conscience des mécanismes de base du système politique et de ses effets objectifs, oppositions et luttes sur la base d'idéologies et de modèles de société différents, notamment), semble très faible. Tant de facteurs semblent empêcher le développement d'une conscience politique, d'une conscience possible, dans les termes habituels et courants du moins. Voyons si la situation est différente au niveau des élections et votations *cantonales* et *fédérales*.

Chapitre IX

Rapports entre la politique locale et la politique extérieure de la commune : quelques aperçus

Nous savons déjà que *dans chaque clan il y a des électeurs de tous les partis politiques cantonaux* : du parti conservateur-chrétien-social¹, du parti radical, du parti socialiste et du mouvement social-indépendant². Si au niveau communal, un électeur est traditionnellement et par définition Jaune ou Blanc, au niveau cantonal il y a, en revanche, des conservateurs Jaunes et des conservateurs Blancs, des radicaux Jaunes et des radicaux Blancs, etc.

Toutefois, les proportions ne sont pas les mêmes dans chaque clan. Chez les Jaunes, il y a plus de conservateurs et de socialistes. Chez les Blancs, les sociaux-indépendants et les radicaux sont plus nombreux. Mais cette distinction n'est valable que d'une manière générale et ne se vérifie qu'à l'époque actuelle ; les proportions peuvent varier d'une période à l'autre. Décrire cette répartition et ses transformations ainsi que l'enchevêtrement des clans politiques communaux et des partis politiques cantonaux est un des objectifs de ce chapitre.

Déterminer si *l'antagonisme clanique* joue encore un rôle au niveau cantonal, en est un autre. La *conscience de clan* serait-elle,

1. Parti démocrate-chrétien aujourd'hui.

2. Il s'agit d'une dissidence du parti conservateur apparue en 1953 et qui regroupe principalement mais non exclusivement des producteurs de fruits et de légumes. Ces derniers estimaient que le parti dominant ne défendait pas suffisamment leurs intérêts. Sur certains thèmes économiques, sociaux et politiques, ce mouvement se situe nettement à gauche. En outre, sa teinte idéologique varie d'une région à l'autre du canton. C'est dans une région du Bas-Valais qu'il se situe le plus à gauche.

même à ce niveau, une nouvelle fois plus forte que toutes les divergences et similitudes idéologiques ? Cette question comporte un double aspect : l'un concerne chaque clan séparément et l'autre l'antagonisme entre les deux clans traditionnels. Concrètement, le premier (celui des *divergences*) revient à voir si un électeur conservateur Jaune, par exemple, vote pour un membre de son clan, même s'il se présente dans le cadre d'un *autre parti politique* cantonal : socialiste, radical ou social-indépendant. Le deuxième (celui des *similitudes* idéologiques entre électeurs de clans différents) consiste à déterminer si un électeur socialiste Blanc, par exemple, vote ou non pour un Jaune qui se présente comme député socialiste.

Tous ces problèmes sont une nouvelle fois analysés dans une perspective historique et comparative. Dans le cas présent, par *historique*, il faut entendre les transformations générales intervenues depuis le début de ce siècle et par *comparatif*, les éventuelles différences de transformation d'un clan à l'autre.

Un problème important est celui de *l'évolution idéologique* de la politique cantonale de Chermignon. Y a-t-il eu passage d'un comportement politique conservateur et traditionaliste à une attitude politique plus ouverte envers les autres partis cantonaux, envers les partis d'opposition notamment ?

Les répercussions du développement touristique sur la politique cantonale constituent l'un de ces exemples concrets à travers lesquels le problème peut être abordé.

A propos de la *discipline de vote*, il s'agit de voir si les électeurs sont fidèles à un parti ou s'ils votent pour plusieurs partis à la fois. L'analyse détaillée des bulletins de vote ainsi que les recoupements entre certains faits politiques locaux propres à telle ou telle élection cantonale et les données statistiques correspondantes devraient permettre de dégager les « lois » du comportement politique en la matière.

A propos de la politique communale, nous avons vu que les électeurs avaient un *comportement ethnocentrique* (non-admission des personnes non originaires de Chermignon au sein du Conseil et exclusion des Confédérés du système politique)¹. Il nous intéresse de savoir si les électeurs ont un comportement différent suivant le lieu d'origine des candidats-députés. Les députés originaires de Chermignon ou d'une commune limitrophe obtiennent-ils un nombre *beaucoup* plus élevé de voix que ceux qui sont originaires d'autres communes du district de Sierre ? Dans l'affirmative, le comportement politique au niveau cantonal comprendrait également des aspects ethnocentriques.

La comparaison des taux de participation à la vie politique communale, cantonale et fédérale est un autre thème de recherche de ce chapitre.

1. Des mécanismes qui sont indépendants de tout exclusivisme voulu concourent cependant à cet ethnocentrisme de fait. Un exemple qui a été souvent invoqué est celui de la solidarité familiale (au sens large).

Au sujet de *l'orientation idéologique* de la politique cantonale de Chermignon, nous cherchons à la définir par rapport à celle d'entités plus vastes (districts, ensemble du canton). Ainsi, en situant des ensembles particuliers (la commune en est un) par rapport à des ensembles plus vastes, nous voulons faire ressortir à la fois l'influence de ces entités plus vastes sur les plus petites et les spécificités irréductibles de ces dernières. Du point de vue méthodologique, cela signifie que la démarche théorico-méthodologique va prendre le pas sur les techniques et sur les méthodes.

Il faut cependant dès à présent souligner que l'application de la démarche théorico-méthodologique sera très sommaire et partielle. Nous avons déjà signalé que les études sociologiques sur la politique valaisanne actuelle sont rares. Nous sommes, par conséquent, contraints de nous baser essentiellement sur les données électorales. Nous allons certes prendre en considération de nombreuses données complémentaires et des rapprochements seront établis avec ce que nous avons appelé les déterminations historiques de la politique valaisanne, mais les limites subsistent.

En bref, le problème essentiel de ce chapitre consiste à déterminer le *contenu* de la politique cantonale de Chermignon et la signification que la population de la commune lui attribue. Ne représente-t-elle qu'un domaine supplémentaire où la conscience de clan et l'antagonisme clanique peuvent se manifester, une autre médiation de la lutte des clans ? Ou est-elle le lieu où apparaissent une politisation (en termes urbains) plus large, une conscience politique et une conscience possible plus marquées ? Pour la population de Chermignon, la politique cantonale pourrait avoir une autre signification que la politique communale.

Il n'y a certainement pas de réponse absolue et générale à ces alternatives. Des différences pourraient exister suivant que l'on considère les autochtones ou les Confédérés, et, parmi les autochtones, les jeunes ou les personnes plus âgées.

Les Gris ont peut-être un comportement politique spécifique en la matière, comparativement aux clans traditionnels.

Enfin, on peut se demander si les répercussions du développement touristique de la commune sur le plan de la politique cantonale se manifestent avec autant de retard qu'au niveau de la politique locale (apparition des Gris en 1964 seulement).

1. Comparaison et transformation de la teinte idéologique de la commune, des districts, des régions et de l'ensemble du Valais depuis le début du siècle.

L'analyse qui suit comprend deux niveaux. Dans un premier temps, la *teinte idéologique* (puissance respective des divers partis politiques cantonaux) du district de Sierre est située par rapport à celle de l'ensemble du canton. Puis ce sera la teinte idéologique de

la commune de Chermignon qui sera située par rapport à celle du district de Sierre, d'abord, et de l'ensemble du Valais, ensuite.

Le tableau 23 renseigne sur les modifications intervenues depuis 1925 dans la répartition des sièges du Grand Conseil entre les treize districts du canton¹. Cette répartition est fonction du nombre d'habitants d'un district. L'augmentation et la diminution de la population étant, en outre, de bons indicateurs du développement ou de la régression économique, ce tableau rend compte de deux caractéristiques importantes du district de Sierre. Il est à la fois le plus peuplé du Valais et celui qui a connu le développement économique le plus intense depuis 1925. L'industrialisation très marquée de la ville de Sierre et de ses alentours ainsi que le développement touristique (de la commune de Chermignon et des communes limitrophes notamment) expliquent cet intense changement.

L'industrialisation, l'urbanisation, la diminution de la population agricole, le développement touristique et celui des activités liées au secteur tertiaire, sont autant de facteurs explicatifs fondamentaux de la modification de la teinte idéologique de ce district.

Mais commençons d'abord par une brève description de la teinte idéologique de *l'ensemble du canton*. Les tableaux 17 et 18 révèlent que la politique cantonale est loin de former un tout homogène. Si l'on considère la répartition des forces politiques selon les deux principales régions (Haut et Bas-Valais) et selon les divers districts, c'est une très forte *hétérogénéité* qui constitue le trait marquant. La perspective diachronique démontre ensuite que la répartition des forces politiques a subi des *transformations* non négligeables depuis 1925.

Pour ce qui est du parti conservateur-chrétien-social, si l'on excepte quelques soubresauts, il a enregistré une certaine baisse à long terme. Dans le Haut-Valais, le parti « d'opposition » chrétien-social prend de plus en plus d'importance et ceci tout particulièrement depuis 1953. Mais le développement de ce parti ne semble pas pouvoir être considéré comme un réel glissement vers la gauche de la politique cantonale car au Grand Conseil les députés de ces deux partis se regroupent autour d'un seul et même parti : le parti conservateur-chrétien-social. A propos du Haut-Valais toujours, il faut signaler que les partis radicaux, socialistes et le mouvement social indépendant n'ont aucune assise dans cette région. Ces partis sont des phénomènes essentiellement bas-valaisans. On se souvient du lien historique entre la libération du Bas-Valais et le radicalisme.

Le parti radical a, lui aussi, subi une baisse plus ou moins régulière mais certaine entre 1921 et 1961. Les soubresauts qui contredisent cette tendance générale vont, suivant l'époque, soit dans le même sens, soit dans un sens contraire à ceux du parti majoritaire.

1. Les tableaux mentionnés dans ce chapitre ne sont pas nécessairement commentés et interprétés d'après leur ordre de présentation. Les tableaux 17 (à l'exception des données de 1965 et 1969) et 23 sont tirés d'une étude de F. Ribordy, *Le Grand Conseil valaisan, Essai d'interprétation de l'évolution politique valaisanne*, Département de Sociologie, Université de Genève, 1966, pp. 24-25 et 59.

TABLEAU 17. — Grand Conseil Valaisan

Répartition des députés par parti et par période depuis 1921.

1. En chiffres absolus.

	1921	1925	1929	1933	1937	1941	1945	1949	1953	1957	1961	1969
Conservateur	77	78	77	86	80	86	89	88	70	68	70	65
Chrétien-social	1	1	1	2	2	—	2	3	14	16	18	19
Radical	30	29	26	29	31	34	32	33	25	29	28	26
Socialiste	2	1	5	2	5	—	7	5	11	10	11	13
Mouvement social-indépendant					1			2	9	6	2	4
Indépendant									1	1	1	1
Divers												2
2. en %	110	109	109	119	119	120	130	131	130	130	130	MDS ¹
Conservateur-chrétien-social												
Radical	71	73	71	74	69	71	70	69	64	64	68	64
Socialiste	27	26	24	24	26	29	25	25	20	22	21	20
Mouvement social-indépendant	2	1	5	2	4	—	5	4	8	8	9	10
Indépendant + MDS					1	—	—	—	7	5	1	3
								2	1	1	1	3
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. MDS = Mouvement démocrate séduois et du district de Sion.

TABLEAU 18. — Grand Conseil Valaisan
Répartition des sièges par région lors des élections de 1969.

1. *Haut-Valais (répartition globale).*

<i>Parti politique</i>	<i>Nombre de sièges</i>
Conservateur	21
Chrétien-social	19
Indépendant	1
	$\left. \begin{array}{l} 21 \\ 19 \\ 1 \end{array} \right\} = 40$

2. *Bas-Valais (répartition par district)*

district	nom- bre total de sièges	Conser- vateur	Radical	Socialiste	Mouv. social indép.	Mouv. démocr. de Sion
Sierre	18	8	4	4	2	
Hérens	7	5	1	1		
Sion	16	8	3	3		
Conthey	9	5	3	1 (entente)		2
Martigny	15	5	6	2	2	
Entremont	7	5	2 (entente)			
St Maurice	6	3	2	1		
Monthey	11	5	5	1		

Le parti socialiste, en revanche, a considérablement renforcé sa position. Cette hausse n'a pas été régulière. En 1929, au moment de la grande dépression économique, il obtint pour la première fois cinq sièges. Il a disparu pendant la Deuxième guerre mondiale et reviendra en force dès 1953 ; sa position a été plus forte que jamais auparavant. En plus, à partir de cette date, il devient un parti stable et ne subit plus de grandes fluctuations d'une période à l'autre.

Quant au mouvement social-indépendant, il apparaît brusquement en 1953 et obtient d'emblée 9 sièges. Ce mouvement ne réussira pas à maintenir sa position. Il a progressivement perdu ses sièges pour ne représenter plus que 1 % de la députation cantonale en 1961. Bien que regroupant beaucoup de producteurs de fruits et légumes, ce mouvement ne s'identifie pas à l'U.P.V. (Union des producteurs valaisans). Cette union n'est qu'une association économique. Elle regroupe les producteurs de fruits et légumes du Valais. Mais tous ces producteurs ne sont pas membres du mouvement social-indépendant. On en trouve dans tous les partis politiques cantonaux. Il semble cependant que le mouvement social-indépendant regroupe surtout des petits propriétaires. Depuis sa naissance, ce mouvement a changé plusieurs fois d'appellation, passant du « Mouvement social des paysans, ouvriers et indépendants » au « Mouvement social-paysans-

District de Sierre

TABLEAU 19. — Répartition du nombre de députés par parti et par période depuis 1921.

période	Conservateur		Radical		Socialiste		Mouv. soc. indép.		Nomb. tot. de déput.
	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	
1921/1925	10	77	3	23	—	—	—	—	13
1926/1929	9	69	3	23	1	8	—	—	13
1930/1933	9	69	3	23	1	8	—	—	13
1934/1937	11	69	4	25	1	6	—	—	16
1938/1941	9	56	6	38	1	6	—	—	16
1942/1945	10	63	6	37	—	—	—	—	16
1946/1949	9	50	5	28	4	22	—	—	18
1950/1953	13	72	5	28	—	—	—	—	18
1954/1957	6	33	4	22	3	17	5	28	18
1958/1961	8	44	4	22	3	17	3	17	18
1962/1965	8	44	4	22	4	22	2	12	18
1966/1969	8	44	4	22	4	22	2	12	18
1970/1973	8	44	4	22	4	22	2	12	18

District de Sierre

TABLEAU 20. — Nombre de suffrages par parti depuis 1937.

Parti Année	Conservateur		Radical		Socialiste		Mouv. social indép.		Total des suffrages
	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	
1937	38.276	57	23.536	35	5.836	8	—	—	67.648
1945	41.707	50	23.393	29	16.931	21	—	—	82.031
1949	50.433	60	22.783	27	9.906	12	—	—	84.511
1953	28.387	31	19.334	21	(popistes) 1.389	1	—	—	91.188
1957	38.998	42	22.453	24	18.535	20	24.932	28	92.348
1961	40.388	42	22.692	23	14.050	15	16.847	19	96.750
1965	44.742	43	23.792	23	19.958	21	13.712	14	103.841
1969	48.826	44	27.004	24	22.293	21	13.014	13	112.246
					22.965	20	15.471	12	

Commune de Chermignon

TABEAU 21. — Répartition des suffrages par parti depuis 1945.

Année	Conservateur		Radical		Socialiste		Mouv. social indép.		Total des suffrages
	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	chiffres absolus	en %	
1945	4.563	84	271	5	584	11			5.418
1949	4.529	78	269	5	1.016	17			5.814
1957	2.910	44	542	8	652	10	2.502	38	6.606
1961	3.777	50	683	9	772	10	2.292	31	7.524
1965	3.621	47	678	8	1.131	15	2.275	30	7.705
1969	4.253	47	1.217	14	1.092	12	2.436	27	8.998

TABLEAU 22. — Nombre de voix obtenues par les candidats de chaque parti depuis 1929.

1. *Parti conservateur* :

a) Conservateur-progressiste

année	Candidats													
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N
1929	dép. 147	90	97	93	74	116	80	114	111	79	82			
1933	dép. 190	128	135	120	124	94	116	129	130	127	100	115		
	sup. 139	179	131	132	136	134	138	133	163	133	131	134		
1937	dép. 158	127	105	133	120	135	113	118	113	71	115			
1941	dép. 231	224	222	231	233	237	227	215	237	216				
	sup. 226	229	255	239	232	226	232	226	228	230				
1945	dép. 255	256	246	227	239	250	221	249	240	244	237			
	sup. 253	256	252	254	250	249	250	251	250	245	252			
1949	dép. 205	182	128	189	181	216	196	209	201	191	183	190	192	184
	sup. 232	195	207	213	204	208	198	211	198	269				
1957	dép. 125	219	210	148	132	97	129	160	162	156	156	125	161	134
	sup. 140	121	167	112	141	146	151	130	218	131				
1961	dép. 238	192	158	196	192	159	172	165	163	169	291	169	149	
	sup. 174	186	296	163	188	209	208	160	158	162	180			
1965	dép. 236	265	129	116	170	159	293	131	154	141	169			
	sup. 286	195	150	178	139	183	201	154	154	142	136			
1969	dép. 161	197	181	241	180	324	176	293	182	178	211			
	sup. 187	280	268	271	178	187	229	158	204	170				

b) Conservateur-agraire

année		candidats				
		A	B	C	D	E
1929	dép.	68	55	140	71	
1933	dép.	124	62	30	172	99
	sup.	88	193	42		
1937	dép.	101	157			

2. Parti radical

année		candidats						
		A	B	C	D	E	F	G
1929	dép.	17	2	2	63	6		
1933	dép.	16	29	4	18	8	5	27
	sup.	4	5	5	5	9	5	
1937	dép.	9	26	22	8	8	40	
1941	dép.	22	17	15	45	31	15	38
	sup.	14	13	13	14	13	13	14
1945	dép.	29	5	18	64	7	48	8
	sup.	9	7	15	7	9	7	8
1949	dép.	107	28	6	6	9	46	8
	sup.	6	27	6	6	5	17	14
1957	dép.	29	99	27	27	34	24	26
	sup.	133	23	27	21	22		
1961	dép.	37	137	37	37	52	44	
	sup.	31	32	32	34	55		
1965	dép.	144	44	38	36	51	75	
	sup.	29	81	188	26	31	26	
1969	dép.	196	49	140	78	45	84	
	sup.	44	86	68	55			

3. Mouvement social-indépendant

année		candidats								
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
1957	dép.	119	122	227	172	155	190	159	125	130
	sup.	117	215	114	127	115	146	139	112	118
1961	dép.	169	177	188	138	129				
	sup.	118	210	135	160	112				
1965	dép.	179	147	120	222	117				
	sup.	134	117	220	126	117				
1969	dép.	236	250	103	118	135	86	132	125	
	sup.	114	111	122	234	107	190	100		

4. Parti socialiste

année		candidats							
		A	B	C	D	E	F	G	H
1929	dép.	13	7	13					
1933	dép.	17	11	14					
	sup.	11	16						
1937	dép.	20	7	6	8				
1941	dép.	12	15						
	sup.	13							
1945	dép.	29	32	31	33				
	sup.	51	32	32					
1949	dép.	39	124	102	34	35			
	sup.	44	45	43	45	39			
1957	dép.	42	125	34	56	30	29	32	28
	sup.	33	78	33	32	26			
1961	dép.	76	153	31	59	43	33	36	
	sup.	36	36	34	39	33			
1965	dép.	56	88	187	56	53	50	56	
	sup.	56	55	99	54	53			
1969	dép.	62	205	50	111	42	76	41	
	sup.	54	48	55	46	48	46		

TABLEAU 23. — Modification du nombre de députés par district depuis 1925.

District	Nombr. de députés		Modifica- tions
	en 1925	en 1961	
Sierre	13	18	+ 5
Sion	10	14	+ 4
Martigny	12	15	+ 3
Viège	9	12	+ 3
Monthey	10	12	+ 2
Brigue	8	10	+ 2
Conthey	9	10	+ 1
Loèche	6	7	+ 1
Rarogne occidental	4	5	+ 1
Hérens	7	7	—
St-Maurice	7	7	—
Conches	4	4	—
Rarogne oriental ¹	2	2	—
Entremont	8	7	— 1

indépendants » pour devenir finalement le « Mouvement social-indépendant ». S'il a changé de dénomination, c'est surtout parce que la première était par trop restrictive. En supprimant les termes paysans, ouvriers et indépendants, il voulait s'ouvrir aux autres couches sociales.

Malgré le changement d'appellation, ce mouvement politique n'a jamais retrouvé l'importance qu'il avait au moment de sa naissance en 1953. Une autre caractéristique lui est propre ; il n'existe pas dans tous les districts du Bas-Valais. Il est localisé principalement dans les districts de Sierre, de Conthey et de Martigny, lieux où la production de fruits et légumes est importante.

Si nous faisons figurer le siège qu'obtenait en 1937 le « Mouvement civique social paysan » d'Entremont sous l'étiquette du Mouvement social indépendant dans le tableau 17, c'est parce qu'il s'agissait également d'une association économique qui s'est transformée en mouvement politique en vue de la défense des intérêts paysans notamment. Au sujet des variations de sa teinte idéologique selon les régions, il est en principe plus à gauche dans les districts de Martigny et de Conthey que dans celui de Sierre.

Le parti « Indépendant » est de nature très différente. Il existe depuis 1949 et est, lui aussi, bien délimité géographiquement. Il est propre au Haut-Valais cette fois, au district de Loèche très exactement.

1. Le canton du Valais est divisé en 13 districts. Un, celui de Rarogne, est lui-même divisé en deux demi-districts : Rarogne occidental et Rarogne oriental.

Avec ces brèves indications, il n'était pas dans notre intention d'établir une carte détaillée des teintes idéologiques des régions du Valais. Il s'agissait en premier lieu de démontrer que le Valais n'est, de ce point de vue, *nullement un bloc monolithique*. C'est, au contraire, une grande hétérogénéité qui semble constituer la caractéristique dominante (hétérogénéité qui est en rapport avec le poids des particularismes locaux par exemple).

Du point de vue méthodologique, cela signifie qu'une analyse appropriée de la politique valaisanne n'est pas possible si l'on ne tient pas compte de cette situation. Une analyse de la teinte idéologique, d'un district, par exemple, ne devient intéressante qu'à partir du moment où on la situe à la fois par rapport aux autres districts, à l'ensemble du canton et aux communes ou groupes de communes qu'il comprend. De même, si l'on prend la commune comme unité d'analyse, elle doit être située par rapport à ces ensembles plus vastes qui l'imprègnent toujours et nécessairement, dans une certaine mesure.

Analyse de la teinte idéologique du district de Sierre.

Au lieu de passer directement à la commune de Chermignon, nous présentons d'abord quelques indications sur la situation de l'unité administrative plus vaste du district de Sierre. L'analyse de ce district comprend, elle-même, plusieurs niveaux :

a) une comparaison de sa teinte idéologique avec celle des autres districts du Bas-Valais,

b) une brève étude de la transformation de cette teinte idéologique depuis 1921,

c) une comparaison rapide avec l'ensemble de la vie politique cantonale.

Ultérieurement, on fera un travail semblable pour les communes ou groupes de communes que comprend ce district.

a) Les données du tableau 18 (basées sur l'année 1969) démontrent à quel point la force respective des divers partis cantonaux peut varier d'un district à l'autre. Un premier fait intéressant ressort de ce tableau : dans les huit districts du Bas-Valais, le parti conservateur-chrétien-social ne détient la majorité que dans trois districts, dans ceux d'Hérens, de Conthey et d'Entremont. Dans les autres districts, il a soit le même nombre de sièges, soit un nombre inférieur à celui que détiennent les partis d'opposition dans leur ensemble. Le terme *opposition* ne signifie pas nécessairement partis de gauche. Il désigne simplement les factions et partis politiques qui sont opposés au parti conservateur.

Plus généralement, on constate que dans l'ensemble du Bas-Valais, le parti conservateur ne détient pas la majorité puisque les partis d'opposition totalisent ensemble 45 sièges et le parti conservateur 44.

Si le parti conservateur détient encore la majorité des sièges au Grand Conseil (64 % en 1969), c'est grâce à l'ardent souffle conservateur qui vient du Haut-Valais.

Dans le Bas-Valais, c'est dans le district de Martigny (à majorité radicale) que les partis d'opposition détiennent la plus forte position avec 10 sièges sur 15. En deuxième position vient le district de Sierre avec 10 sièges sur 18. Mais c'est dans ce dernier district que le parti socialiste et le mouvement social-indépendant détiennent ensemble la plus forte position. C'est dans le district de Sierre que la gauche a le plus de succès en Valais.

A l'opposé, il y a les deux districts d'Hérens et d'Entremont qui sont les plus conservateurs du Bas-Valais. Le taux d'urbanisation d'un district est un facteur explicatif de première importance. Lorsqu'un district est composé essentiellement de communes rurales situées dans les vallées latérales de la plaine du Rhône et qu'il ne comprend pas dans son territoire une ville, le poids du parti conservateur semble être d'autant plus grand. Les partis d'opposition n'arrivent que très difficilement à pénétrer dans les villages situés au fond des vallées. Les districts d'Entremont et d'Hérens illustrent cette situation.

Les districts dont le centre d'attraction est une ville sont au contraire beaucoup plus perméables aux partis d'opposition. C'est à partir de ces centres urbains qu'ils rayonnent. Plus on s'éloigne de la ville, plus leur importance s'affaiblit. Les districts de Martigny, Monthey, Sion et Sierre sont là pour démontrer ce phénomène. Il ne s'agit cependant que de tendances.

b) Si le district de Sierre est celui où les forces de gauche détiennent actuellement la position la plus forte, voyons de quelle manière a évolué sa teinte idéologique depuis 1921. Les tableaux 19 et 20 servent de base à l'interprétation qui suit. Les différences qu'il y a entre ces deux tableaux proviennent du fait que dans le tableau 19, les pourcentages ont été calculés d'après le nombre de sièges et dans le tableau 20 d'après le nombre de suffrages. Ces derniers sont plus précis mais comme ils n'existent que depuis 1937, il a fallu les compléter par le tableau 19 pour les années précédentes.

D'une manière générale, le tableau 19 révèle que le *parti conservateur-chrétien-social* a subi une baisse très importante entre 1921 et 1969. A ce sujet, il faut signaler qu'entre 1925 et 1941, il y avait deux partis conservateurs : l'un s'intitulait « conservateur-progressiste » et l'autre « conservateur-populaire-agricole » ou simplement « conservateur-populaire », suivant la période. Cette *dissidence* ne concernait pas l'ensemble du district. Elle était localisée dans quelques communes seulement et, fait important, celle de Chermignon a joué un rôle marquant dans sa naissance. Cette particularité nécessite un bref retour à l'histoire politique de la commune.

En 1925, Jaunes et Blancs venaient de faire leur apparition sur la scène politique communale. Au niveau cantonal, ils n'arrivaient pas à s'entendre pour présenter un candidat unique. Chaque clan voulait son député. Mais les électeurs d'un seul clan et même de toute la commune n'étaient pas assez nombreux pour assurer l'élection d'un candidat au Grand Conseil. Le problème fut résolu d'une manière originale.

Dans une commune limitrophe, celle de Lens, la politique communale semble également être basée sur une lutte entre deux groupements¹. Dans ce cas, ils ne se distinguent pas par des noms de couleur. L'un s'appelle « le parti d'en-haut » et l'autre « le parti d'en-bas ». Cette dénomination s'expliquerait par le lieu d'emplacement du café de chaque groupement dans le principal village de la commune. Ces deux groupements ont une deuxième dénomination : l'un s'intitule « le parti du chant » et l'autre « le parti de la musique », ceci parce que l'un a une fanfare et l'autre une société de chant. Il n'y a pas deux fanfares comme à Chermignon.

Lors des élections de 1925, les Blancs ont fait alliance avec le parti du chant et les Jaunes avec le parti de la musique. De cette façon (le nombre d'électeurs nécessaires étant ainsi suffisant), chaque clan et « parti » des deux communes pouvait présenter son candidat : les Jaunes et le parti de la musique dans le cadre du parti conservateur-progressiste ; les Blancs et le parti du chant dans le cadre de la dissidence conservatrice, à savoir le parti conservateur populaire. Ce dernier récoltait en effet la grande partie de ses suffrages dans les communes de Chermignon et de Lens. Les autres communes du district ne lui accordaient que quelques suffrages épars.

Grâce à cette alliance, chaque clan a réussi à obtenir son député (soit quatre députés pour ces deux communes) de 1925 à 1933. En 1937, la dissidence conservatrice n'a obtenu qu'un député ; après quoi elle a disparu. Si elle a disparu en 1941, ce n'est pas parce que sa position s'affaiblissait, mais à cause d'une modification de la loi sur les élections, modification qui stipulait que dès 1941 un parti politique devait obtenir un certain quorum (15 % de l'ensemble des suffrages du district) pour pouvoir participer à la répartition des sièges. La dissidence conservatrice qui n'atteignait de loin pas ces 15 % était condamnée.

La lutte entre Jaunes et Blancs était si forte, à cette époque, qu'ils préféraient s'allier avec une faction politique d'une autre commune plutôt que de s'entendre pour proposer un candidat-député commun. C'est aussi une preuve de l'extension de l'antagonisme clanique à la politique cantonale.

Pour en revenir à la transformation de la force respective des divers partis politiques, on constate que le parti conservateur qui détenait près de 80 % de l'ensemble des suffrages dans le district de Sierre en 1921, n'en détient plus que 44 % à l'heure actuelle (l'affaiblissement du parti conservateur a été particulièrement fort dans cette partie du Valais).

Le *parti radical* est resté sur ses positions. En 1921, il recueillait 23 % des suffrages et 22 % en 1969. Le renforcement momentané de sa position entre les années 1937 et 1945 ne doit pas être négligé.

Le *parti socialiste* a régulièrement obtenu un siège dans le district de Sierre à partir de 1925. Il a gardé son député jusqu'au début de la

1. Il ne nous a évidemment pas été possible de déterminer la nature exacte de ces groupements. Une autre étude serait nécessaire pour y parvenir.

Seconde guerre mondiale. Pendant ce conflit armé, il n'a plus eu de représentant au législatif cantonal. En 1945, en revanche, il obtient brusquement quatre sièges. Ce chiffre n'avait jamais été atteint auparavant et dans aucun district du Valais. Les deux sièges supplémentaires, qui ont été attribués à ce moment-là au district de Sierre, en raison de son développement économique et démographique croissant, sont accaparés par les socialistes. Les deux autres sièges socialistes proviennent l'un du parti conservateur et l'autre du parti radical. Cette fois, ce ne sont pas seulement les conservateurs, mais également les radicaux qui font les frais de la « montée socialiste ». En 1949, le parti socialiste perd ses quatre sièges. Ceci est dû essentiellement à une *scission* intervenue à l'intérieur du parti entre la gauche et l'extrême gauche (les populistes). Ces derniers n'obtinrent que 1.389 suffrages (tableau 20) et les socialistes 9.906. Cela ne suffisait pas au parti socialiste pour atteindre le quorum des 15 %. C'est le parti conservateur qui bénéficia de la divergence intervenue entre les forces de gauche. Le parti radical, en revanche, n'a pas pu récupérer le siège qu'il avait perdu en 1945.

Une autre date importante pour les socialistes est l'année 1953. A partir de ce moment, ils deviennent un parti stable, bien établi et retrouvent leur position de 1946/49, en obtenant d'abord trois, puis quatre sièges dès 1961.

1953 est aussi l'année de l'apparition du *mouvement social-indépendant*. D'emblée, il réussit à conquérir cinq sièges et devient le deuxième parti politique du district. Le parti *conservateur* ne totalise *plus que 34 % des suffrages*. Si l'année 1953 fait le bonheur de la gauche, elle est aussi la tragédie des conservateurs, qui perdent sept sièges d'un seul coup. Bien que les conservateurs reprennent deux sièges en 1957, ils ne retrouveront jamais leur position des années 1950. Pour les sociaux-indépendants, l'enthousiasme sera de courte durée. Ils vont progressivement perdre des sièges ; deux en 1957 et un en 1961. Ils devront depuis lors se contenter de deux sièges.

En résumé, avant 1957, l'évolution de la teinte idéologique du district de Sierre est tout sauf linéaire. D'importants bouleversements caractérisent cette époque. La tendance générale est néanmoins favorable aux forces de gauche. Depuis 1957 et 1961 surtout, c'est, en revanche, une grande stabilité qui constitue le trait dominant, stabilité qui n'exclut pas des transformations de la teinte idéologique à l'intérieur de certains partis.

c) En comparant la répartition des forces politiques (toujours dans une optique diachronique qui a comme point de référence le début de ce siècle) du district à celle de *l'ensemble du canton*, il s'avère que si le district de Sierre était plus conservateur que le canton au début du siècle, il l'est beaucoup moins actuellement. A son développement économique considérable, correspond un changement politique tout aussi profond.

A propos des variations de la force respective des divers partis politiques, il y a une différence importante entre ce qui se passe au

niveau de l'ensemble du Grand Conseil et dans les divers districts pris séparément. Si de grandes variations peuvent se produire d'une période à l'autre au niveau des districts, elles ne se répercutent que très faiblement dans la répartition des forces politiques au niveau de l'ensemble du canton. Cela signifie que sous l'apparente *stabilité* du Grand Conseil, il peut y avoir des luttes et des renversements de situation profonds.

Par rapport au canton (Bas-Valais seulement), le parti radical du district de Sierre a suivi une évolution inverse à celle du parti conservateur. En 1921, la position des radicaux était moins forte dans ce district qu'au Grand Conseil. Actuellement, en revanche, ils détiennent 24 % des suffrages (20 % au niveau cantonal). D'autre part, les variations d'une période à l'autre ne sont pas aussi fortes chez les radicaux que chez les conservateurs, malgré les soubresauts de 1937, 1945 et 1953 notamment.

La position du parti socialiste a toujours été particulièrement forte dans le district de Sierre, sauf pendant la Deuxième guerre mondiale et en 1949 lorsqu'il y a eu lutte entre socialistes et populistes. Au Grand Conseil, il n'a obtenu 10 % des sièges qu'en 1969. Dans le district de Sierre, il détenait déjà 22 % des sièges en 1945. En 1945, sur les sept sièges que détenait ce parti au Grand Conseil, quatre provenaient du district de Sierre. Si le socialisme a pris une telle importance dans le district de Sierre, c'est en grande partie à cause de son industrialisation. Cette dernière est cependant relativement récente.

Le mouvement social-indépendant a, lui aussi, pris dès sa naissance une très grande importance dans le district de Sierre. Sur les neuf sièges qu'il obtint en 1953 au Grand Conseil, cinq provenaient de ce seul district, soit plus de 50 %. Ces neuf sièges représentaient 7 % de la députation cantonale. Dans le district de Sierre, les cinq sièges correspondaient à 28 % de la députation. On connaît la suite tragique de ce succès foudroyant. De ces neuf sièges, il ne lui en restait plus que deux en 1961 : ceux du district de Sierre précisément. Si ce mouvement n'avait obtenu deux sièges supplémentaires en 1969, il ne serait plus qu'un phénomène sierrois. Ce mouvement politique a pris une telle ampleur dans cette région à cause du poids de la *viticulture* dans l'économie du district. La plus grande partie des terres de cette subdivision administrative située sur la rive droite du Rhône forme, en effet, un vaste vignoble.

A la suite de cette brève description des rapports entre politique cantonale du district de Sierre et ensemble de la politique cantonale valaisanne, voyons de quelle nature est la politique cantonale de Chermignon et comment elle se situe par rapport à celle des contextes plus larges (district de Sierre et canton).

2. La politique cantonale de Chermignon.

Quelle est la force respective des divers partis politiques cantonaux dans la commune de Chermignon ? Ces rapports de force correspondent-ils à ceux du district de Sierre, à ceux de l'ensemble du canton, ou revêtent-ils une autre forme encore ?

Dans un premier temps, il s'agit de décrire les *transformations de la teinte idéologique* de la politique cantonale de la commune depuis le début du siècle (tableaux 21 et 22). Pour l'instant, on ne retiendra que les transformations générales intervenues dans la force respective des différents *partis*. L'analyse des variations très importantes dans le nombre de voix obtenues par les divers *candidats* d'un même parti sera abordée dans un deuxième temps.

En 1945, tandis que les conservateurs détenaient 70 % des sièges au Grand Conseil et 50 % seulement de la députation du district de Sierre, dans la commune de Chermignon, ils recueillaient 84 % des suffrages.

Pour la période antérieure à la Deuxième guerre mondiale, de 1929 à 1945, la position du parti conservateur était encore plus forte. Les partis d'opposition ne trouvaient qu'une très faible audience auprès des électeurs de Chermignon, à l'exception d'un député radical, qui obtint 63 voix en 1929 déjà.

D'une manière générale, la commune a été, jusqu'à une date récente, *fortement anti-radical, anti-socialiste et surtout anti-communiste*. En 1949, par exemple, les popistes n'obtinrent pas un seul suffrage dans la commune. Il ne s'agit là que de tendances car depuis 1929, il y a toujours eu quelques « isolats politiques », socialistes ou radicaux, sur le territoire de Chermignon. C'est à partir de 1945 que les partis d'opposition ont commencé à prendre une certaine importance : plus on se rapproche de l'époque actuelle, plus le nombre de suffrages des radicaux et des socialistes augmente, avec toutefois de grandes variations d'une période à l'autre.

Chez les radicaux, la hausse est plus régulière que chez les socialistes. Il y a une seule exception, le bond spectaculaire entre 1965 et 1969. Avant cette époque, le parti radical était toujours plus faible que le parti socialiste. L'hostilité quasi générale de Chermignon à l'égard des radicaux s'explique notamment par l'attitude anticléricale que les électeurs attribuent au parti radical, hostilité qui n'a pas entièrement disparu aujourd'hui. Les fluctuations importantes du nombre de suffrages de ces deux partis d'opposition ne sont pas, comme nous allons le voir, le résultat d'un constant changement d'opinion d'une partie des électeurs.

1953 est une date importante non seulement pour le district de Sierre, mais également pour la commune de Chermignon. Le mouvement-social-indépendant y prend d'emblée une très grande importance, plus grande encore qu'au niveau du district. Des personnes de la commune figurent même parmi les fondateurs de ce mouvement politique. En 1957, tandis qu'il n'obtenait plus que 19 % des suffrages

dans l'ensemble du district, à Chermignon il totalisait encore 38 % des suffrages. Pourquoi un tel succès dans cette commune ?

La plus importante activité économique après le tourisme et ses dérivés est précisément la viticulture et c'est le nombre élevé de paysans-vignerons qui explique l'envergure du mouvement social-indépendant. En 1957, Chermignon fournissait le plus grand nombre de suffrages de toutes les communes du district à ce mouvement politique, soit 2.502 suffrages. Une autre commune du district (située dans le Val d'Anniviers) ne lui accordait que 34 suffrages. Dans cette dernière, la viticulture est inexistante. Il apparaît clairement

District de Sierre

TABLEAU 24. — Elections au Grand Conseil de 1969 :
résultats par commune.

Communes	Nombre total de suffrages par parti								Total des suf.
	Conservateur		Radical		Socialiste		Mouv. social indép.		
	chiffres absolus	%	chiffres absolus	%	chiffres absolus	%	chiffres absolus	%	
Ayer	1443	69,7	108	5,2	422	20,4	97	4,7	2070
Chalais	2797	36,7	1958	25,7	2371	31,1	512	6,7	7683
Chandolin	171	59,4	10	3,5	22	7,6	85	29,5	288
<i>Chermignon</i>	4253	47,3	1217	13,5	1092	12,1	2436	27,1	8998
Chippis	1242	22,3	2986	53,7	1110	20,0	220	4,0	5558
Granges	1881	37,7	948	19,0	1360	27,3	798	16,0	4987
Grimentz	556	57,2	108	11,1	38	3,9	270	27,8	972
Grône	2403	39,7	2301	38,0	997	16,5	347	5,7	6048
Icogne	517	46,0	18	1,6	328	29,2	260	23,2	1123
Lens	5889	58,6	579	5,8	1081	10,8	2494	24,8	10043
Miège	1138	36,5	284	9,1	580	18,6	1113	35,7	3115
Mollens	687	54,5	158	12,5	389	30,8	27	2,1	1261
Montana	1719	30,0	996	17,4	1106	19,3	1901	33,2	5722
Randogne	2371	50,7	1079	23,1	1053	22,5	177	3,8	4680
St-Jean	717	69,9	22	2,1	189	10,6	178	17,3	1026
St-Léonard	3354	53,4	1647	26,2	1168	18,6	115	1,8	6284
St-Luc	285	38,6	45	6,2	367	49,7	40	5,4	738
Sierre	14150	39,5	11977	31,2	7852	21,9	1884	5,3	35863
Venthône	825	41,5	217	10,9	715	35,9	233	11,7	1990
Veyras	847	42,0	336	16,7	613	30,4	220	10,9	2016
Vissoie	1581	82,1	89	4,6	192	10,0	64	3,3	1926
District	48826	43,5	27084	24,1	22965	20,4	13471	12,0	112346

que même à l'intérieur d'un district, la nature des activités économiques peut varier considérablement d'une commune à l'autre. A cette hétérogénéité économique correspond une hétérogénéité politique. Ce qui ne veut pas dire que la diversité économique en soit le seul facteur explicatif. D'autres éléments entrent en ligne de compte mais pour les déceler de manière précise, il serait nécessaire de faire plusieurs études comparatives approfondies de la situation économique, sociale, politique et idéologique d'un grand nombre de communes, objectif qui dépasse très largement le cadre de notre étude. Pour l'instant, il ne s'agissait que de faire ressortir cette hétérogénéité. Le tableau 24 la prouve au niveau politique. On relèvera le poids très variable du parti conservateur. S'il totalise 82,1 % des suffrages à Vissoie, il n'obtient que 22,3 % à Chippis, 36,7 % à Chalais, 69,7 % à Ayer, etc.

Le même phénomène se retrouve chez les radicaux : 5,2 % à Ayer, 53,7 % à Chippis, 1,6 % à Icogne, 38 % à Grône ; chez les socialistes : 3,9 % à Grimentz, 49,7 % à Saint-Luc, 7,6 % à Chandolin, 10,8 % à Lens, 35,9 % à Venthône. Le mouvement social-indépendant n'échappe pas à ces variations considérables : 3,3 % à Vissoie, 33,2 % à Montana, 17,3 % à Saint-Jean, 5,3 % à Sierre.

Ces chiffres montrent à quel point les *moyennes générales* pour l'ensemble du district sont à relativiser. Elles peuvent donner lieu à des interprétations erronées, simplificatrices en tout cas. La preuve est ainsi fournie que pour définir la situation politique d'un district avec précision, il est absolument nécessaire de tenir compte de la situation particulière de chaque commune ou groupes de communes, malgré les déterminismes extérieurs.

Le tableau 24 prouve une autre hypothèse. Quelques exceptions mises à part, les communes les plus éloignées de la plaine du Rhône et localisées dans les vallées latérales sont effectivement moins perméables aux partis socialiste et radical. Une nuance intéressante et surprenante peut être introduite à propos de leur réticence envers ces deux partis ; *cette réticence est plus marquée envers les radicaux qu'envers les socialistes*. Certaines communes sont encore nettement a- ou anti-radicales : Icogne, Saint-Jean, Vissoie et Ayer, par exemple. Faut-il en déduire que les habitants de ces communes relativement éloignées des centres urbains craignent davantage l'anticléricalisme que les idées socialistes ?

Les radicaux obtiennent le plus grand nombre de leurs suffrages en plaine et surtout dans la ville de Sierre (11.977 suffrages). Ce qui est beaucoup moins frappant chez les socialistes qui n'obtiennent que 7.852 suffrages dans cette même ville. Avec le mouvement social-indépendant, le phénomène est inverse. Il obtient la grande partie de ses suffrages dans les communes de montagne, sur la rive droite du Rhône surtout (là où se trouve le vignoble). Dans la ville de Sierre, il ne totalise que 5,3 % des suffrages, tandis qu'à Chermignon 27,1 %, à Lens 24,8 % et à Montana 33,2 %.

En bref, par rapport à la moyenne générale du *district*, la commune de Chermignon est légèrement plus conservatrice : 47,3 % (moyenne générale 43,5 %) ; presque deux fois moins radicale et socialiste : 13,5 % et 12,1 % (moyenne du district 24,1 % et 20,4 %). C'est le mouvement social-indépendant qui prend une place beaucoup plus grande à Chermignon (27,1 %) que dans l'ensemble du district (12 %).

Par rapport à l'ensemble du *canton* (répartition des sièges au Grand Conseil), la commune de Chermignon apparaît cette fois nettement moins conservatrice (47,3 % et 64 %) ; plus faiblement radicale (13,5 % et 20 %) mais légèrement plus socialiste (12,1 % contre 10 %). La différence est la plus forte pour le mouvement social-indépendant, qui ne détient que quatre des 130 sièges du Grand Conseil et recueille 27 % des suffrages dans la commune.

A partir de ces comparaisons, on peut avancer le premier jalon d'une hypothèse qui pourrait être à la base d'autres études de sociologie politique sur le Valais. L'hétérogénéité de la situation politique des différentes communes du district de Sierre laisse supposer que la politique cantonale valaisanne pourrait, dans une certaine mesure, n'être que le résultat d'un ensemble de politiques locales ou du moins régionales et, en plus, considérablement différentes l'une de l'autre. Les moyennes générales, relatives à l'ensemble du canton et même à chaque district, perdraient une partie de leur signification au profit de résultats dégagés à partir d'analyses plus restreintes, mais plus approfondies ¹.

2.1. *Rôle de l'ethnocentrisme au niveau de la politique cantonale.*

S'il a été possible de démontrer que la situation géographique d'une commune, la nature de ses activités économiques et la place qu'elle occupe dans le continuum rural-urbain, avaient une influence certaine sur la répartition des diverses forces politiques, un autre aspect doit être abordé. Il s'agit de déterminer *l'influence des particularités politiques locales* d'une commune sur son comportement en matière de politique cantonale. En d'autres termes, dans le cas présent, on veut savoir quel rôle jouent les clans politiques et l'antagonisme clanique à ce niveau. On s'attachera également à dégager l'effet éventuel de l'ethnocentrisme.

Les données du tableau 22 révèlent une particularité qui est valable pour les quatre partis politiques : les *candidats d'un même parti obtiennent un nombre très différent de suffrages* à Chermignon ². Dans le parti conservateur, le député qui totalise le plus grand nombre

1. Il est évident que ces deux types d'approches ne s'excluent pas, bien au contraire. On constate simplement que les études locales et approfondies sont très rares, voire inexistantes.

2. Cette situation se retrouve partout ailleurs. Mais ces différences sont dans le cas présent une nouvelle fois exceptionnellement élevées.

de voix en obtint 324 et celui qui en a le moins 161. Entre le premier et le dernier candidat, il y a donc une différence de plus de 160 voix. Le même phénomène se retrouve dans les trois autres partis : chez les radicaux, la différence est de 151 voix (196-45), chez les socialistes de 164 (205-41) et chez les sociaux-indépendants de 164 également (250-86).

Pour chaque parti, il y a un, deux ou trois candidats qui obtiennent un nombre beaucoup plus élevé de suffrages que tous les autres. Que faut-il en déduire ? Ces candidats sont-ils considérés comme étant les plus compétents en matière de politique cantonale ou existent-ils d'autres causes à cette « discrimination » établie par les électeurs de Chermignon ?

En comparant la situation des candidats qui sont privilégiés à Chermignon au nombre de voix qu'ils obtiennent dans les autres communes du district, on remarque que leur position n'est plus la même. Elle devient identique, voire inférieure à celle des autres candidats, sauf s'il s'agit d'une commune limitrophe de Chermignon (dans ce cas, la position de ces candidats privilégiés reste très supérieure aux autres).

Un candidat qui obtient 160 voix de plus que les autres à Chermignon peut donc se trouver en dernière position dans une commune de la plaine du Rhône. La réponse à ce phénomène apparaît rapidement lorsqu'on considère les divers candidats d'après leur commune d'origine. A Chermignon, le candidat qui vient en tête dans chaque parti, qu'il soit conservateur, radical, socialiste ou social-indépendant, est *originaire de cette même commune*. Deux des quatre candidats (le conservateur et le social-indépendant) habitent encore sur le territoire de Chermignon tandis que les deux autres (le socialiste et le radical) tout en étant originaires de cette commune, sont domiciliés dans des communes limitrophes.

Même les candidats qui viennent en deuxième et en troisième position sont, dans bien des cas, soit des personnes qui ont quelque attache (lien parental par exemple) avec les habitants de Chermignon, soit des personnes originaires d'une commune limitrophe.

La règle générale (la régularité sociologique) est la suivante : les électeurs de Chermignon votent massivement pour les candidats originaires de leur commune, ils appuient largement les candidats originaires des communes limitrophes et ceux avec lesquels ils entretiennent quelque lien, ceci au détriment des autres candidats du district. *L'ethnocentrisme*¹ des Chermignonards se retrouve donc dans le domaine de la politique cantonale.

1. Le favoritisme à l'égard des candidats locaux est un phénomène général et bien connu. Mais ce qui frappe ici aussi, c'est la puissance avec laquelle se manifeste ce caractère. Dans les communes de la plaine du Rhône, par exemple, on ne trouve jamais des écarts aussi massifs et systématiques. En ce sens, il s'agit bien d'un trait spécifique que des termes tels que favoritisme, exclusivisme ou même solidarité locale ne traduisent que très partiellement. D'où l'emploi du terme d'ethnocentrisme. Il y a véritablement une certaine absence de décentration de la commune envers l'entourage non immédiat.

De la réapparition de l'ethnocentrisme à un autre niveau, passons à l'analyse de la *discipline de vote* et de la *fidélité idéologique*. Lors des dernières élections cantonales, la répartition du nombre de *bulletins* obtenus, par chaque parti politique cantonal à Chermignon, était la suivante : conservateurs 217 ; sociaux-indépendants 164 ; radicaux 64 ; socialistes 54. Or, nous venons de signaler que les candidats qui viennent en tête dans chacun de ces partis ont obtenu respectivement 324, 250, 196 et 205 voix. Que signifient ces différences ? Elles prouvent d'une autre manière, qu'un grand nombre d'électeurs ne votent pas uniquement en fonction des préférences partisans.

Il y a une cinquantaine de socialistes dans la commune. Mais près de 150 électeurs n'appartenant pas à ce parti ont voté pour un candidat socialiste. La raison est simple. Le candidat en question est originaire de Chermignon. Dans les trois autres partis, le même phénomène se vérifie. Quelle que soit l'appartenance politique d'un candidat originaire de la commune ou d'une commune limitrophe, il obtient toujours un nombre très important de voix d'électeurs d'autres partis. Certains électeurs font figurer sur leur bulletin à la fois des candidats conservateurs, radicaux, socialistes et sociaux-indépendants. A titre d'exemple, le candidat du mouvement social-indépendant a obtenu 6 voix des radicaux, 66 des conservateurs et 29 des socialistes ; celui du parti conservateur 65 voix des radicaux, 26 des socialistes et 64 des sociaux-indépendants.

L'ethnocentrisme a souvent raison des oppositions idéologiques. En fait, de même qu'au niveau communal il y avait des *degrés* de sectarisme clanique, de même, en matière de politique cantonale, il y a des *degrés* d'ethnocentrisme et, par conséquent, des degrés de conviction partisane.

En considérant les résultats de ces élections sous un angle différent, une autre particularité est à relever. Le parti conservateur a donc obtenu 217 bulletins à Chermignon. Sur les onze candidats, trois seulement ont obtenu plus de 217 voix. Tous les autres ont été biffés un certain nombre de fois, jusqu'à 50 dans un cas (217-161). Cet important biffage ne signifie pas que les électeurs jugent ces candidats incompetents. Il s'agit tout simplement d'un *moyen supplémentaire* qui permet à la fois de renforcer la position des candidats originaires de Chermignon et des communes limitrophes et d'affaiblir celle des candidats des communes urbaines de la plaine du Rhône, par exemple.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, un candidat d'une commune de montagne a des chances beaucoup plus grandes d'être élu qu'un candidat de la plaine où la discipline à l'intérieur des partis est beaucoup mieux respectée. A Sierre, un candidat originaire de Chermignon obtient à peu près le même nombre de voix qu'un candidat originaire de cette ville. Dans une autre commune de la plaine du Rhône (à Saint-Léonard), la différence entre le premier et le dernier candidat des socialistes n'est que de deux voix (elle est de 164 voix à Chermignon).

Cet ethnocentrisme est un *phénomène historique*. Il est présent tout au long de ce siècle. En 1929, un candidat du parti radical obtenait 63 suffrages alors que deux autres candidats n'obtenaient que deux voix. Il est tout à fait impossible qu'il y ait eu à cette époque 63 radicaux dans la commune. La tendance anti-radical était beaucoup trop marquée. Des cas du même genre se retrouvent à plusieurs reprises. En 1949, deux candidats du parti socialiste avaient obtenu respectivement 124 et 102 voix. Là aussi, il est inconcevable qu'il y ait eu à Chermignon un noyau d'une centaine de socialistes. En réalité, ils étaient alors une trentaine.

Illustrons à l'aide d'un autre exemple *l'indiscipline partisane*¹. Lors des élections du Grand Conseil de 1965, 96,3 % des bulletins obtenus par le mouvement social-indépendant était panachés ; 93,75 % des radicaux ; 88 % chez les conservateurs et 81,97 % chez les socialistes. La moyenne générale du taux de panachage était de 90,19 %. Si l'on compare ce taux à celui des vingt autres communes du district de Sierre et que l'on classe ces taux par ordre décroissant, la commune de Chermignon arrive en deuxième position. Elle représente par définition les communes les moins disciplinées politiquement et celles où une grande partie des électeurs soutiennent les candidats locaux et biffent les autres avant de voter pour un parti politique.

Il semble que chez les socialistes, la discipline partisane soit mieux respectée puisqu'ils ont le taux le plus faible (81,97 %). Ce taux est tout de même considérable.

L'analyse précédente permet de comprendre les *importantes fluctuations des divers partis politiques* (tableau 21) d'une élection à l'autre. Entre 1945 et 1949, par exemple, le nombre de suffrages du parti socialiste a passé brusquement de 584 à 1.016. Cette hausse ne signifie pas que le nombre d'électeurs socialistes de la commune a doublé. Elle s'explique simplement par le fait qu'en 1949, deux candidats socialistes étaient originaires de la commune tandis qu'il n'y en avait aucun en 1945. D'où les dangers d'une analyse qui se fierait aux seules données chiffrées.

2.2. *Rôle de l'antagonisme clanique au niveau de la politique cantonale.*

Si un candidat originaire de Chermignon obtient un grand nombre de voix d'électeurs d'autres partis politiques, il lui arrive aussi d'être *biffé de nombreuses fois par des électeurs de son propre parti*. D'où une preuve de l'influence de l'antagonisme clanique à ce niveau.

Il a déjà été démontré que cette influence a existé chez les conservateurs de 1929 à 1937. Au cours de cette période, l'antagonisme clanique était si fort qu'il a même provoqué une scission à l'intérieur

1. Ici aussi, il s'agit de distinguer la généralité de ce phénomène de l'ampleur toute particulière avec laquelle il se manifeste dans la commune en question.

du parti conservateur du district. Avec la résorption de la faction conservatrice dissidente en 1941, l'influence de l'antagonisme clanique a-t-elle pour autant disparu ? Quel a été depuis lors le comportement des conservateurs Jaunes en présence d'un candidat conservateur Blanc, par exemple ? Pour répondre à ces questions, il est clair que l'on ne peut se baser sur des données statistiques précises car il est impossible de vérifier si un bulletin conservateur a été déposé dans l'urne par un Jaune ou par un Blanc. Si un tel contrôle est exclu, il est pourtant possible de savoir, grâce à des recoupements multiples, de quel clan tel ou tel candidat obtient la grande partie des voix.

Les élections de 1969, au sujet desquelles nous disposons de quelques données particulièrement intéressantes, vont nous permettre de démontrer *l'omniprésence de la lutte des clans*.

Des deux candidats qui étaient originaires de Chermignon, le conservateur était Blanc et le social-indépendant Jaune. L'analyse des bulletins du parti conservateur et du mouvement social-indépendant révèle que le candidat Blanc et le candidat Jaune ont été biffés un certain nombre de fois (le candidat Jaune plus de trente fois) par des électeurs de leur propre parti. Non seulement ils ont été biffés, mais à la place par exemple du candidat Jaune social-indépendant, on trouve rajouté (sur les bulletins de ce parti) le candidat Blanc du parti conservateur. Inversement, sur certains bulletins du parti conservateur où le candidat Blanc a été biffé, est rajouté le candidat Jaune du mouvement social-indépendant. Ces apparentes contradictions prouvent la persistance de l'antagonisme clanique même en matière de politique cantonale. Si les imbrications entre clans et partis politiques peuvent paraître très complexes, elles ne sont pourtant que le résultat d'une logique bien déterminée. Les électeurs conservateurs qui ont biffé sur leur bulletin le candidat originaire de Chermignon et rajouté le candidat du mouvement social-indépendant (également originaire de Chermignon) sont des Jaunes, tandis que les sociaux-indépendants qui ont biffé le candidat de Chermignon sont des Blancs.

Prenons l'exemple du candidat social-indépendant Jaune. Il est, en effet, impossible qu'une trentaine d'électeurs Jaunes aient biffé le candidat de leur propre clan pour rajouter sur leur bulletin le candidat à la fois d'un autre parti et du clan rival. Si l'on veut connaître l'attitude des électeurs de la commune à l'égard d'un candidat originaire de Chermignon, il suffit de savoir si ce candidat est Jaune ou Blanc.

Mais il ne faudrait pas croire que tous les électeurs conservateurs Jaunes, par exemple, biffent systématiquement un candidat conservateur parce qu'il est Blanc. Cela dépend du *degré de sectarisme clanique* des individus. Les plus sectaires le bifferont, tandis que d'autres, plus décentrés envers cet antagonisme clanique, ne toucheront pas à son nom.

Il est, en revanche, très rare qu'un électeur conservateur Blanc, par exemple, rajoute sur sa liste un candidat socialiste Jaune uniquement parce qu'il est originaire de la commune. *L'ethnocentrisme* des

électeurs de Chermignon est donc *contrecarré*, dans une mesure variable, par l'*antagonisme clanique*, et l'ampleur de cette variation est fonction du degré de sectarisme clanique d'un individu.

Plus généralement, on peut dire que le vote des électeurs de Chermignon en matière de politique cantonale est le résultat de la combinaison variable d'au moins trois éléments : l'affiliation partisane, l'ethnocentrisme et l'antagonisme clanique. Les deux derniers éléments (typiquement locaux) ont pour effet de contrecarrer, dans une mesure qui dépend du degré de décentralisation des autochtones par rapport aux particularismes locaux, le déterminisme du premier.

En considérant le comportement des électeurs d'un même clan, d'autres phénomènes particuliers apparaissent. Nous savons déjà qu'il y a plus de conservateurs Jaunes et plus de sociaux-indépendants Blancs. Paradoxalement, lors des élections de 1969, le candidat conservateur était Blanc et le candidat social-indépendant Jaune. Un grand nombre d'électeurs sociaux-indépendants Blancs ont pris un bulletin du parti conservateur et de nombreux conservateurs Jaunes en ont pris un du mouvement social-indépendant.

Ce phénomène n'est pas propre à l'époque actuelle. Il se vérifie, lui aussi, historiquement. En 1961, le candidat conservateur de Chermignon était Blanc et obtenait 296 voix ; en 1965, il était Jaune et totalisait 293 voix. Mais les électeurs conservateurs de 1965 ne sont pas entièrement les mêmes qu'en 1961. En 1965, la grande partie des voix conservatrices provenaient des Jaunes et en 1961, des Blancs. Les conservateurs Jaunes les plus sectaires ont biffé le candidat Blanc en 1961 et, réciproquement, les conservateurs Blancs les plus sectaires, le candidat Jaune en 1965.

Au cours de ces deux élections, le parti conservateur a totalisé un nombre de suffrages sensiblement égal : 3.777 en 1961 et 3.621 en 1965. L'analyse ci-dessus démontre que *derrière cette apparente stabilité, se cachent d'importantes fluctuations dans la composition de l'électorat conservateur*. Ces variations dans la composition de l'électorat d'un parti, d'une élection à l'autre, s'expliquent, une nouvelle fois, par l'antagonisme clanique.

Pour en revenir à l'heure actuelle, le candidat social-indépendant Jaune qui a été élu en 1969 et biffé plusieurs dizaines de fois par des sociaux-indépendants Blancs, intervient pourtant aussi bien en faveur des Blancs que des Jaunes lors des séances du législatif cantonal. C'est une autre « anomalie » due à l'omniprésence de la lutte des clans.

Nous n'avons pas l'intention de décrire tous les cas de ce genre, aussi intéressants et divers soient-ils. Retenons simplement que ce phénomène existe depuis la naissance des clans et qu'il n'est pas sur le point de disparaître.

A un niveau qui dépasse cette fois le cadre de la commune, il y a un autre fait qui mérite d'être relevé. Si un clan de Chermignon présente un candidat comme député et qu'il veut assurer son élection, il arrive même qu'il cherche à faire une alliance momentanée et tac-

tique avec les membres d'un parti politique *d'une autre commune*. Fait encore plus surprenant, ce dernier parti n'est pas nécessairement le même que celui dans le cadre duquel se présente le candidat du clan en question. En 1965, les Jaunes présentèrent un candidat conservateur et ils s'entendirent avec les radicaux d'une commune de la plaine du Rhône. Une trentaine de conservateurs Jaunes rajoutèrent sur leur bulletin le candidat radical de la commune de la plaine et, réciproquement, les radicaux de cette dernière commune en firent de même avec le candidat conservateur de Chermignon. De cette combinaison, quelque peu étrange, les deux candidats sortirent élus.

Un autre genre de manœuvre dépassant, elle aussi, le cadre communal, est liée à l'antagonisme clanique. Admettons que les Jaunes présentent un candidat social-indépendant et que les Blancs désirent le faire échouer. Dans un tel cas, les Blancs peuvent ne pas se contenter de biffer ce candidat mais, en plus, voter massivement pour un autre candidat social-indépendant, originaire d'une autre commune du district. De la sorte, ce dernier aura des chances d'être élu à la place du candidat du clan opposé. De tels cas se sont présentés.

Un dernier problème reste à résoudre. Il s'agit du comportement des *Gris* en matière de politique cantonale. Pour l'instant, aucun électeur *Gris* n'a été candidat à ce niveau. Il est cependant admis que le leader des *Gris* est conservateur. Comme la plupart des autres électeurs occupés dans les activités liées au tourisme ou à ses dérivés (hôtelières, commerçants, personnel de service, etc.) sont également conservateurs, on peut en déduire que l'essentiel des *Gris* sont conservateurs. La très faible proportion d'ouvriers et de vignerons qu'il y a parmi les *Gris* exclut que les socialistes et les sociaux-indépendants y soient nombreux. Seul le parti radical aurait peut-être quelques chances auprès des *Gris*, à cause du nombre élevé de Confédérés qui se trouvent dans la station.

Il est important de signaler que pour le moment, il n'y a pas de lutte ouverte entre les *Gris* et les clans traditionnels au niveau de la politique cantonale. Les *Gris*, qui avaient pourtant fait une entente avec les Jaunes lors des élections communales, n'ont pas pour autant défavorisé le candidat conservateur des Blancs lors des élections cantonales de 1969. Ils ont, bien au contraire, massivement soutenu ce candidat. Si les *Gris* ont voté pour ce candidat, ce n'est pas parce qu'il était Blanc, mais parce qu'il s'agit d'un hôtelier de la station. Ils voyaient en lui une personne susceptible de défendre les intérêts du tourisme, soit les leurs. Un Jaune ayant les mêmes caractéristiques aurait obtenu un soutien tout aussi massif. Les *Gris* semblent avoir une conscience plus nette de leurs intérêts spécifiques. Et, contrairement aux deux clans traditionnels, ces intérêts ne sont plus contre-carrés par un antagonisme clanique omniprésent.

3. *Autres aspects de la politique cantonale et politique fédérale de Chermignon.*

Dans la dernière partie de ce chapitre, nous cherchons à déterminer le comportement des électeurs de la commune lors des autres types d'élections (élections du Conseil d'Etat, exécutif cantonal, et élections fédérales : Conseil National) et lors des divers types de *votations*.

L'ethnocentrisme politique et l'antagonisme clanique jouent-ils encore un rôle à ce niveau ? Qu'en est-il du taux de participation ? Diffère-t-il selon le type d'élection ou de votation ou est-il très élevé à tous les niveaux ?

3.1. *Elections cantonales. Taux de participation et premiers commentaires.*

Nous savons *comment* les gens de Chermignon votent lors des élections au Grand Conseil. Voyons *combien* d'électeurs prennent part à ces élections cantonales. Le taux de participation a été calculé pour les quatre dernières périodes.

TABLEAU 25. — Elections au Grand Conseil : taux de participation de 1957 à 1969.

année	électeurs	votants	taux de participation
1957	446	367	82,3 %
1961	475	421	88,6 %
1965	515	439	85,2 %
1969	572	509	89,0 %

En moyenne, ce taux se situe entre 80 et 90 %. Si au niveau communal, il se situe entre 95 et 100 %, on remarque qu'au niveau cantonal, il est encore très élevé. Précisons que les élections cantonales de 1969 ont été exceptionnellement agitées à cause de faits particuliers qui ne peuvent être développés.

Depuis 1957, ce taux a augmenté alors que dans nombre d'autres régions de Suisse, l'abstentionnisme va en règle générale en augmentant. On ne peut pas dire que les électeurs de Chermignon se désintéressent de la politique cantonale. Les taux de participation très élevés s'expliquent aussi par le fait que, même au niveau cantonal, l'antagonisme clanique intervient. *Partout où il y a lutte entre Jaunes et Blancs, la participation est très forte.* L'année 1969 illustre parfaitement cette régularité, puisque chaque clan, après avoir intensément mobilisé son électorat, a réussi à élire *son* député.

L'ethnocentrisme influence même le taux de participation en ce sens que quand il y a des candidats originaires de Chermignon, les électeurs de la commune sont plus nombreux à prendre part aux élections. Ils y participent soit pour soutenir leur candidat (s'il est du même clan), soit, parfois, pour tenter de le faire échouer (s'il est du clan rival).

Pour les *élections du Conseil d'Etat* (exécutif cantonal), le taux de participation est à peu de choses près le même que pour les élections du Grand Conseil. Ceci s'explique en grande partie par le fait que ces deux élections ont lieu le même jour et au même moment. Lorsqu'un électeur vote pour les députés au Grand Conseil, il prend simultanément un deuxième bulletin pour l'élection des conseillers d'Etat. Au sujet du Conseil d'Etat, un fait politique de première importance doit être mentionné. Il a été démontré qu'au Grand Conseil, le parti conservateur majoritaire totalise 64 % environ des sièges. Pour le Conseil d'Etat, en revanche, les élections se font au système majoritaire et le parti conservateur pourrait, s'il le désirait, revendiquer les 5 sièges que comprend cet exécutif. Mais depuis 1937, ce parti accorde régulièrement et volontairement un siège au parti radical¹. Pour ces élections, les électeurs n'ont pas le choix car le bulletin délivré à cet effet ne comprend que cinq candidats (4 conservateurs et 1 radical). Ils peuvent tout au plus établir une hiérarchie de prestige entre les candidats². Connaissant la prédominance politique de fait du Conseil d'Etat sur le Grand Conseil (dans les processus de décision, dans la nomination de toutes sortes de fonctionnaires, etc.), il serait erroné d'estimer le poids et le pouvoir politiques des conservateurs d'après leur représentation au Grand Conseil. Il est évidemment beaucoup plus grand que ne le laissent croire ces 64 %. La quasi-totalité des fonctionnaires d'Etat sont, par exemple, conservateurs. Il n'y a pas si longtemps, l'Ecole Normale de Sion (école de formation des instituteurs) avait la réputation de n'être ouverte qu'aux jeunes dont le père votait conservateur. Les exemples pourraient être multipliés.

3.2. *Elections fédérales.*

3.2.1. *Taux de participation.*

Si la participation des électeurs est encore très forte en matière de politique cantonale, qu'en est-il en matière de politique fédérale ? Les électeurs se désintéressent-ils de la nomination des conseillers nationaux ou prennent-ils, là aussi, massivement part à ces élections ? Le tableau 26 fournit une première indication à ce sujet.

1. C'est donc en 1857 que les radicaux ont été évincés de l'exécutif cantonal. Jusqu'en 1919, le Conseil d'Etat était élu par le Grand Conseil. Dès le 26-12-1920 (art. 43), la Constitution valaisanne stipule que le Conseil d'Etat est élu par le peuple. Avant 1937, il y a déjà eu des représentants radicaux au Conseil d'Etat mais pas régulièrement.

2. En 1973, cette tradition a, en effet, été passablement bouleversée.

TABLEAU 26. — Elections des conseillers nationaux :
taux de participation de 1935 à 1967.

année	électeurs	votants	taux de participation
1935	295	218	73,9 %
1947	360	289	80,3 %
1951	402	319	79,4 %
1955	428	249	58,2 %
1959	468	349	74,6 %
1963	474	318	67,1 %
1967	525	418	79,6 %

Excepté en 1955, le taux de participation se situe entre 70 et 80 % environ. A la baisse de 10 % enregistrée lors du passage du niveau communal au niveau cantonal, s'ajoute une nouvelle baisse de 10 % lorsqu'on passe de la politique cantonale à la politique fédérale. *Plus on s'éloigne de la commune et plus la participation baisse.* Mais, même en matière de politique nationale, le taux reste très élevé. Si les gens de Chermignon sont passionnés par leur politique locale, leur intérêt pour les élections cantonales et fédérales reste considérable.

3.2.2. Teinte idéologique de la politique fédérale de Chermignon : approche diachronique.

A ce niveau, l'analyse ne sera pas aussi détaillée que pour les élections cantonales. Nous voulons simplement, à l'aide du tableau 27, voir de quelle manière a évolué la politique fédérale de Chermignon depuis 1935 et, avec plus de précision, depuis 1947.

La politique fédérale de Chermignon est-elle devenue, comme la politique cantonale, moins conservatrice au cours des dernières années, et ceci au profit des partis d'opposition ?

D'une manière générale, le parti conservateur a régressé très fortement depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. En comparant les résultats des élections de 1947 à ceux de 1967, on remarque que le parti conservateur a non seulement perdu un grand nombre de suffrages (en chiffres absolus) mais que, proportionnellement, il s'est affaibli très considérablement par rapport aux autres partis politiques. Il y a donc un parallèle entre la transformation de la politique cantonale et celle de la politique fédérale de la commune.

Relevons que lors des élections de 1935, le parti fasciste (Action Helvétique, Fédération fasciste suisse) avait une audience non négligeable dans la commune de Chermignon. Sur les 21 communes du district de Sierre, elle figurait parmi celles qui avaient accordé le plus de voix à ce parti ; elle venait en deuxième position après la

ELECTION DES CONSEILLERS NATIONAUX

TABLEAU 27. — Nombre de suffrages obtenus par les divers partis politiques et par les candidats de chaque parti depuis 1935 dans la commune de Chermignon

Année Nbre de suffra- ges	parti parti con- servateur chrétien social du Valais romand	parti chré- tien social du Haut- Valais	parti popu- laire con- servateur cath. du Haut Valais	parti socialiste	parti radical	autres partis	
1935						Action Helvé- tique Féd. fasciste suisse 42, 79, 24	Mouv. jeune- conservat. 6
b) par can- didat	110, 230, 193, 125, 81			49, 36, 39, 37, 35, 38	23, 1, 9, 2		
1947							
a) par par- ti (1)	1437		71 30, 10, 8, 7	329 72, 39, 38, 35, 52	134 26, 50, 13, 12, 13		
b) par can- dat	189, 161, 253, 243, 195, 212 (2)						
1951						Union paysanne et ouvrière 109	
a) par parti	1146	23	52	686	158		
b) par can- didat	196, 138, 198, 152, 171	4, 5, 2, 2, 2, 5, 3	—, —, —, 4, 48, —	177, 68, 76, 78, 28, 71	18, 16, 87, 10, 9		
1955							
b) par can- didat	111, 150, 146, 378, 243, 92	—, —, —, —, 47, —, 1	1, —, —, 1, 1, —	80, 22, 29, 26, 38, 39, 26	62, 62, 91, 15, 91	Mouvement so- cial-indépend. 260, 157, 102	
1959							
a) par parti	1010	10	65	213	220	923	

Tableau 27 (suite)

Année Nbre de suffrages	parti con- servateur chrétien social du Valais Romand	parti chré- tien social du Haut- Valais	parti popu- laire con- servateur cath. du Haut Valais	parti socialiste	parti radical	mouvement social- indépen- dant	Autres partis
1959							
b) par can- didat	161, 153, 226, 154	6, 4, —, —, —, —,	—, 3, 61, —	48, 29, 26, 41, 24	77, 66, 51	212, 168, 155, 111, 108	
1963							
a) par parti	1240	1	57	420	431		
b) par can- didat	178, 196, 196, 195, 207	—, —, 1, — —	12, 5, 20, 5, 6, 5	153, 52, 48, 50	111, 47, 84, 62		Alliance des indé- pendants
1967							
a) par parti	857	15	2	483	416	663	Socialiste populaire 377
b) par can- didat	133, 119, 96, 258 119	1, 3, 3, 5, 2	1, —, 1, —,	39, 39, 232, 49	29, 143, 32, 37, 94, 32	262, 180, 168	193 14, 16, 12, 12

(1) Les données chiffrées par parti pour 1935 et 1955 sont introuvables.

(2) Les chiffres en italique sont ceux des candidats élus.

commune de Lens (commune limitrophe de Chermignon). L'extrême-gauche, par contre, n'a eu aucun succès puisqu'en 1947 le P.O.P. (communiste) n'a pas obtenu un seul suffrage.

Pour ce qui est des radicaux et des socialistes, il y a également parallélisme entre l'évolution de la politique cantonale et celle de la politique fédérale. Les radicaux ont eu moins de succès que les socialistes au cours des années qui suivirent la Seconde guerre mondiale. La tendance anti-radical était ici aussi très marquée.

Le parti conservateur (aujourd'hui parmi démocrate chrétien) est donc un regroupement de trois partis : du parti conservateur-chrétien social du Valais romand, du parti chrétien-social du Haut-Valais et du parti populaire conservateur catholique du Haut-Valais. Les électeurs de Chermignon votent, presque exclusivement pour le parti conservateur du Valais romand. Le parti conservateur et le parti chrétien-social du Haut-Valais n'ont que très peu de succès auprès des électeurs de cette commune. Cela prouve que ces deux régions du Valais forment en réalité *deux mondes politiques* bien distincts.

1955 est une date particulièrement intéressante. Le *mouvement social-indépendant*, qui est apparu en Valais en 1953, présenta ses propres candidats alors qu'il n'avait pratiquement aucune chance d'obtenir le quorum nécessaire. Malgré cette absence de perspective, un grand nombre d'électeurs de Chermignon ont voté pour les candidats de ce mouvement. N'oublions pas qu'il y avait parmi les fondateurs de ce mouvement des personnes originaires de la commune et de communes limitrophes. Cela tendrait à prouver que l'on appuie massivement les candidats locaux même lorsqu'ils n'ont aucune chance d'être élus.

Ce sont les socialistes d'abord et les conservateurs ensuite qui firent les frais de l'apparition de ce mouvement politique. Les radicaux ont réussi à maintenir leur position.

Chez les *socialistes*, un candidat obtient régulièrement beaucoup plus de voix que les autres. Il s'agit de Charles Dellberg, « socialiste de gauche », qui totalisait 177 suffrages dans la commune lorsqu'il fut élu conseiller national pour la première fois en 1951. Au cours des deux périodes suivantes, il obtint beaucoup moins de suffrages, ceci précisément à cause de la naissance du mouvement social-indépendant. En 1963, lorsque ce mouvement ne présenta pas de candidats, Charles Dellberg obtint de nouveau 100 voix de plus.

Il y a donc un lien entre les électeurs qui votent pour ce mouvement politique et ceux qui votent pour Dellberg. Mais lorsque les sociaux-indépendants présentent une liste de candidats, les électeurs de Chermignon votent pour ce mouvement plutôt que pour Dellberg.

L'élection de 1967 comporte elle aussi des événements crisologiques et, par conséquent, révélateurs. Il y eut en premier lieu un fait politique qui raviva, davantage encore, la tension politique qui régnait déjà avant les élections : l'exclusion (pour gauchisme) de Charles Dellberg du parti socialiste valaisan. Malgré cette exclusion, à la suite de nombreuses supplications, il se présenta seul, en dehors de tout

parti politique, sur une « liste socialiste populaire ». Et il fut élu. A Chermignon, il obtint 193 suffrages nominatifs.

En outre, dans le cadre du parti socialiste, officiel cette fois, un des candidats au Conseil National était originaire de Chermignon. C'est lui qui a obtenu 232 suffrages dans la commune.

Dans le cadre du mouvement social-indépendant, un candidat totalisait à lui seul 262 suffrages. Le succès très considérable de ces trois candidats de gauche lors des élections fédérales de 1967 et le recul concomitant des conservateurs (les partis de ces trois candidats comptaient ensemble presque deux fois plus de suffrages que les conservateurs) ne sont évidemment en rien un indicateur du poids des forces de gauche. Ils ne sont pas non plus le signe d'un mouvement de révolte généralisée à Chermignon. La vaste campagne qui avait été faite (même par les conservateurs)¹ contre l'exclusion de Dellberg, le fait que le candidat socialiste officiel soit originaire de Chermignon et celui du mouvement social-indépendant d'une commune limitrophe, expliquent bien plus cette situation conjoncturelle. Il n'est cependant pas exclu qu'au niveau des élections nationales, certains valaisans soutiennent plus facilement des candidats « durs ». Ils attendent d'eux « qu'ils aillent se battre à Berne pour défendre le Valais ».

C'est à travers les élections des conseillers nationaux que la régression du parti conservateur dans la commune apparaît le plus nettement. Les 857 suffrages qu'il a obtenu en 1967 ne représentent, en effet, plus que 29 % de l'ensemble des suffrages. A ce niveau, et d'après ces données statistiques, la commune de Chermignon ne se situe pas du tout dans la ligne générale de la teinte idéologique de la politique fédérale du canton du Valais. Elle est nettement plus à gauche puisque sur les 7 conseillers nationaux auxquels le Valais a droit, 5 sont conservateurs.

Au sujet de ces élections de 1967, il y a un autre élément inhabituel. Il s'agit de la présence de l'Alliance des Indépendants, mouvement politique lié à la chaîne de supermarchés Migros. Dans la commune que nous étudions, ce parti politique n'obtint que peu de succès (79 suffrages au total). Un électeur interrogé à ce sujet nous a donné la réponse suivante :

« La Migros, c'est peut-être bon parce qu'elle vend moins cher, mais il faut pas qu'elle vienne se mêler de notre politique. »

Même au niveau de l'ensemble du canton, ce mouvement politique n'obtint que très peu de suffrages. Il est vrai que l'on ne s'initie pas du jour au lendemain à la politique valaisanne.

En résumé, la brève description de la transformation de la teinte idéologique de la politique fédérale de Chermignon depuis 1947, révèle une régression très forte, beaucoup plus forte qu'en matière de politique cantonale, du parti conservateur et une extension considérable des partis d'opposition et du mouvement social-indépendant.

On serait tenté d'affirmer que plus on s'éloigne de la politique purement locale et communale, plus les partis d'opposition ont des

1. Afin d'affaiblir le parti socialiste officiel.

chances auprès de la population de la commune, et plus le comportement électoral se politise. Voyons si ce n'est pas aller un peu vite en besogne.

3.2.3. *Rôle de l'ethnocentrisme, de la discipline partisane et de l'antagonisme clanique au niveau de la politique fédérale.*

Commençons par l'ethnocentrisme. La situation de cinq candidats fournit une réponse : deux sont originaires de Chermignon et les deux autres de communes limitrophes ; le cinquième est un Confédéré installé dans une commune limitrophe depuis de nombreuses années.

Parmi les deux candidats originaires de la commune, il y a, d'une part, le candidat conservateur qui a obtenu 378 suffrages en 1955 et, d'autre part, le candidat du parti socialiste qui a obtenu 232 suffrages en 1967. Parmi les deux candidats originaires de communes limitrophes, il y a celui qui a obtenu 260 suffrages en 1955 et 212 en 1959 dans le cadre du mouvement social-indépendant et celui du parti conservateur, qui a totalisé 243 voix en 1955 et 226 en 1959. Quant au Confédéré, il a obtenu 87 suffrages dans le cadre du parti radical en 1951.

Il apparaît immédiatement que les deux candidats originaires de la commune ont obtenu un nombre *beaucoup* plus élevé de suffrages que les autres candidats des partis politiques respectifs. Mais aucun de ces deux candidats autochtones n'a été élu. Il en va de même pour les deux personnes originaires de communes limitrophes, à cette seule différence près que l'écart entre ces deux candidats et les autres candidats est moins grand.

Avec le cinquième candidat, cette différence est encore plus faible. Si le candidat conservateur de la commune a obtenu 286 suffrages (387-92) de plus que le candidat qui en a récolté le moins, le Confédéré radical ne comptait que 78 suffrages de plus que le dernier candidat de son parti. Cette faible différence a plusieurs causes. En premier lieu, les radicaux n'avaient que très peu d'audience dans la commune à cette époque. La tendance dominante était à l'anti-radicalisme. D'autre part, ce candidat n'était pas valaisan et il n'habitait pas à Chermignon, mais dans une commune limitrophe. En tenant compte de tous ces handicaps, on peut dire que ce candidat a obtenu un succès non négligeable.

Malgré ce favoritisme indéniable à l'égard des candidats locaux, il n'est pas possible de parler d'ethnocentrisme dans le même sens qu'au niveau des élections communales et cantonales car les électeurs sont beaucoup moins exclusifs lors de ces élections qu'au moment des joutes électorales locales et cantonales. Si les électeurs de Chermignon votent certes dans le cadre d'un parti politique, il semble pourtant qu'au niveau fédéral, ils votent plutôt pour des personnes que pour un parti politique, et les personnes qui obtiennent le plus de suffrages sont les « personnes connues » de la région avec, parfois, semble-t-il,

un avantage supplémentaire pour les candidats durs et combatifs. Et, fait important, *même si un candidat qui possède ces divers atouts n'a aucune chance d'être élu, il obtiendra toujours beaucoup plus de suffrages que ceux dont on sait à l'avance qu'ils seront élus.*

Il y a un autre fait semblable qui ne concerne pas l'un ou l'autre candidat, mais tout un parti politique. Il s'agit du mouvement social-indépendant. Ce mouvement politique n'avait pratiquement aucune chance d'élire un conseiller national et malgré cela, les électeurs de Chermignon ont voté massivement pour les candidats sociaux-indépendants ; en premier lieu certes, pour celui qui était originaire de Chermignon, mais également pour les candidats d'autres régions qui ont obtenu plus de 100 suffrages dans cette commune. Il a été démontré que l'ampleur de ce mouvement politique à Chermignon s'explique par l'importance de la viticulture.

Même au niveau des élections fédérales et malgré la conscience de l'absence de chances réelles, les électeurs sociaux-indépendants ont préféré appuyer leur mouvement plutôt que les grands partis politiques suisses. C'est insister pour convaincre que les intérêts propres aux viticulteurs ne sont pas suffisamment exposés et défendus par les partis officiels. Ce comportement prouve en tout cas, qu'au-delà du phénomène de l'ethnocentrisme, les viticulteurs ont conscience de leurs intérêts spécifiques. Etant donné que ces intérêts sont menacés, ils tiennent peut-être d'autant plus à se manifester ; la création d'un mouvement politique autonome qui, en plus, se présente même en matière de politique fédérale, tend à le prouver nettement.

Quant au deuxième thème de ce paragraphe, *la discipline partisane*, elle n'existe en règle générale pas davantage en matière de politique fédérale. Comme partout ailleurs, le panachage est un phénomène généralisé. Mais il semble, une nouvelle fois, plus accentué à Chermignon. Si le mouvement social-indépendant fait relativement exception, il ne faut pas oublier que si ses membres appuient en premier lieu leur mouvement dans son ensemble, nombreux sont ceux qui ajoutent ensuite des candidats d'autres partis, les candidats locaux notamment.

Il reste le troisième et dernier problème, celui du rôle éventuel de *l'antagonisme clanique* au niveau des élections fédérales. Dans le cas présent, il ne sera pas possible de répondre d'une manière aussi précise que pour les élections communales ou cantonales, car il n'existe pas de données (officielles ou officieuses) à ce sujet. Nous procédons par pure déduction logique à partir d'éléments connus de la politique communale.

L'influence de l'antagonisme clanique ne peut être saisie de façon précise parce qu'à ce niveau, chaque clan politique ne peut évidemment proposer son propre candidat. Les deux personnes originaires de Chermignon qui se sont présentées au Conseil National sont les deux Jaunes ; l'une s'est présentée dans le cadre du parti conservateur et l'autre dans celui du parti socialiste.

L'exemple du candidat conservateur Jaune en 1955 prouve qu'il a obtenu un grand nombre de voix des Blancs puisqu'il totalisait 378 suffrages (chiffre jamais atteint par aucun candidat) et que le clan Jaune ne comptait que près de 200 membres. Ainsi, on peut admettre qu'un grand nombre de conservateurs Blancs l'ont, malgré l'antagonisme clanique, appuyé de façon marquante. Ce qui n'empêche pas que quelques Blancs, parmi les plus sectaires en matière d'antagonisme clanique, ont pu le biffer. Pour ce qui est des Jaunes, autres que conservateurs, il est évident que ces derniers l'ont rajouté sur le bulletin de leur parti politique de manière quasi systématique.

C'est uniquement lorsque les divergences idéologiques ou l'antagonisme clanique deviennent extrêmes, qu'un candidat local n'est pas rajouté sur les bulletins d'autres partis ou biffé par des membres de son propre parti. Les Blancs conservateurs particulièrement sectaires en matière d'antagonisme clanique et les Blancs socialistes exclusivement dévoués à l'idéologie de leur parti pourraient tenir lieu d'exemples. Dans ces situations extrêmes, l'ethnocentrisme n'est plus déterminant en dernière instance.

La personnalité et l'envergure d'un candidat, et surtout les liens qu'il entretient avec le clan rival, peuvent jouer un rôle très important. La personnalité Jaune qui a été président du Grand Conseil et président de la commune tout en étant minoritaire au sein du Conseil communal, est un exemple de personne bien placée pour atteindre un nombre record de suffrages.

Quant au candidat socialiste de 1967, il n'a récolté « que » (par rapport au précédent) 232 suffrages. Cette différence est due à la nature de l'idéologie dominante du contexte environnant. Dans un contexte largement conservateur, il est évident qu'un candidat conservateur a beaucoup plus de chances qu'un socialiste, par exemple. Pour ce candidat socialiste, c'est déjà un succès très remarquable que d'obtenir un tel nombre de suffrages dans une entité qui ne compte qu'une soixantaine d'électeurs qui votent régulièrement socialiste. Dans le cas présent, il est clair qu'une grande partie de ces suffrages supplémentaires proviennent d'électeurs Jaunes non socialistes. Des socialistes Blancs et autres ont certainement voté pour lui, mais il n'est pas exclu que quelques sectaires l'aient biffé.

En guise de conclusion, quel que soit le type d'élection, il apparaît que l'antagonisme clanique est décidément omniprésent, même si c'est dans des proportions et avec un déterminisme très variables. D'une manière générale, il semble néanmoins que plus on s'éloigne de la politique locale, plus le rôle de *l'antagonisme clanique* diminue. Au niveau de la politique cantonale et fédérale, c'est *l'ethnocentrisme* qui ressort, même s'il est tempéré par les divergences idéologiques (surtout lorsqu'elles sont extrêmes) et par l'antagonisme clanique (des plus sectaires).

A la suite de ce qui vient d'être dit, la *discipline partisane* ne peut qu'être très faible dès que l'on quitte le terrain de la politique communale.

3.3. Les votations cantonales et fédérales : un autre révélateur.

Le chapitre consacré à la politique cantonale et fédérale à démontré que les électeurs de la commune participaient encore très massivement aux *élections* autres que communales. Voyons ce qu'il en est des *votations*, aussi bien cantonales que fédérales. Plus généralement, essayons de dégager ici aussi certaines *régularités* du comportement des électeurs en la matière.

Seules quelques votations ont été retenues : celles que nous considérons, toujours selon les mêmes principes méthodologiques, comme particulièrement significatives et susceptibles de révéler (indirectement) d'autres aspects de la conscience politique et du système de valeurs de la population. C'est un autre objectif du paragraphe qui suit.

Mais les votations ne sont considérées que comme des indicateurs. Il n'est pas question de les étudier en elles-mêmes et d'en faire une analyse approfondie. D'où leur présentation succincte.

Si nous les avons choisies à différentes époques au cours du *xx^e* siècle et que nous mentionnons, parallèlement, les résultats pour l'ensemble du canton, c'est en vertu de la démarche théorico-méthodologique que nous avons tenté d'introduire tout au long de ce travail, même si c'est par rapport à des aspects très limités et partiels.

Contrairement aux divers types d'élections (communales, cantonales et fédérales), il n'y a pas de taux de *participation* qui soit propre aux votations cantonales ou fédérales. Puisque le taux de participation se situait entre 90 et 100 % pour les élections communales, entre 80 et 90 % pour les élections cantonales et entre 70 et 80 % pour les élections fédérales, on pouvait supposer que pour les votations cantonales, le taux serait, une nouvelle fois, légèrement plus faible. Il n'en est rien. Les taux de participation, aussi bien au niveau cantonal que fédéral, varient très fortement d'une votation à l'autre : entre 10 et 85 %. Il faut immédiatement préciser qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas baisse de la participation lors de ces divers types de consultations. C'est lors de la votation fédérale du 5 mars 1961 que le taux a été le plus élevé (85,2 %).

Comme pour les élections communales, cantonales et fédérales, l'ouverture de la commune au monde extérieur ne semble pas avoir provoqué chez les habitants un désintéressement à l'égard de la vie politique quelle qu'elle soit. A tout moment, depuis le début du siècle, on trouve des taux à la fois très élevés et très bas. A quoi sont dues ces fluctuations ? Comment se fait-il qu'au cours d'une même période, les électeurs se précipitent parfois aux urnes et qu'à d'autres moments 90 % s'abstiennent ? Cette question n'est pas nécessairement banale, étant donné qu'il y a à Chermignon une sorte d'*habitus de très forte participation*.

En comparant l'objet de chaque votation au taux de participation correspondant, il s'avère, comme cela est connu et largement vérifié, que lorsqu'il s'agit d'une *décision politique importante* (accession de

TABLEAU 28. — Votations cantonales.

Date	Objet de la votation	Ensemble du canton					Commune de Chermignon				
		Electeurs	Votants	Taux de particip.	Oui	Non	Elec-teurs	votants	Taux de particip.	Oui	Non
5.5.1912	agrandissement et rachat de l'asile de Malévoz.	30.821	7.252	23,5 %	4.383	2.846	214	94	43,9 %	58	36
29.7.1917	modification de la loi sur la chasse.	31.481	4.949	15,7 %	4.480	454	240	75	31,3 %	75	—
31.10.1920	création d'un sanatorium populaire à Montana.	32.886	18.273	55,6 %	9.796	8.195	268	116	43,3 %	18	98
13.5.1917	droit de timbre	—	—	—	—	—	240	25	10,4 %	16	9
5.12.1926	approvisionnement du pays en céréales.	—	—	—	—	—	262	196	74,8 %	180	15
26.5.1927	loi concernant la construction de routes et chemins reliant la plaine et la montagne.	—	—	—	—	—	270	154	57 %	139	14
18.5.1947	a) initiative libérale radicale tendant à introduire la représentation proportionnelle pour l'élection du Conseil d'Etat	45.258	24.400	53,9 %	8.946	12.836	360	158	43,9 %	32	89
b)	contre-projet du Grand Conseil										
2.10.1960	loi sur l'organisation judiciaire	49.371	5.690	11,5 %	4.437	1.253	360	158	43,9 %	85	39
30.9.1962	loi sur la santé publique	50.327	18.033	35,8 %	12.912	4.907	470	53	11,3 %	30	23
							498	65	13,1 %	45	19

Tableau 28 (suite)
Votations cantonales

Date	Objet de la votation	Ensemble du canton					Commune de Chermignon				
		Elec- teurs	Votants	Taux de particip.	Oui	Non	Elec- teurs	Votants	Taux de particip.	Oui	Non
8.12.1963	a) Organisation des Jeux Olympiques	51.287	26.286	51,3 %	12.775	13.085	500	334	66,8 %	236	93
	b) loi sur la police du feu	51.287	26.033		11.562	13.598	500	322	64,4 %	123	188
	c) acquisition d'un en- semble électronique	51.287	26.017		10.097	14.847	500	312	62,4 %	89	200
3.12.1967	octroi d'une aide pour les améliorations du Furka-Ober- alp	54.812	12.551	22,9 %	10.294	2.120	525	117	22,3 %	71	41
12.4.1970	Institution du suffrage féminin en matière cantonale et communale	56.796	36.492	64,3 %	22.263	9.895	574	371	64,6 %	212	157

TABLEAU 29. — Votations fédérales.

Date	Objet de la votation	Ensemble du Canton					Commune de Chermignon				
		Elec- teurs	Votants	Taux de particip.	Oui	Non	Elec- teurs	Vo- tants	Taux de particip.	Oui	Non
16.5.1920	accession de la Suisse à la S.D.N.	33.296	25.318	76,0 %	19.172	6.054	268	180	67,2 %	180	—
22.5.1921	insertion art. 31 bis	32.990	6.690	20,3 %	3.523	3.422	252	37	14,7 %	35	1
3.3.1957	introduction art. 36 bis (T.V. Radio)	48.528	34.242	70,6 %	17.548	14.737	446	362	81,2 %	218	122
1.2.1959	arrêté fédéral du 13 juin 1958 sur l'institution du suffrage féminin en matière fédérale	48.986	27.155	55,5 %	8.240	18.805	453	260	57,4 %	25	233
mai 1960	maintient de mesures temporaires, contrôle des prix	49.477	6.749	13,6 %	5.620	1.069	480	68	14,2 %	50	17
5.3.1961	taxe sur les carburants pour moteurs en vue de financer les routes nationales	49.746	38.029	76,4 %	15.714	20.790	480	409	85,2 %	92	296
2.2.1964 1965	amnistie fiscale au 1.1. 1965	51.555	14.295	27,7 %	4.501	9.642	500	101	20,2 %	11	90

Tableau 29 (suite)

Votations fédérales

Date	Objet de la votation	Ensemble du canton					Commune de Chermignon				
		Elec- teurs	Votants	Taux de particip.	Oui	Non	Elec- teurs	Vo- tants	Taux de particip.	Oui	Non
28.2.1965	arrêté fédéral concer- nant la lutte contre le renchérisse- ment par des mesures dans le do- maine de la construction	52.718	28.730	54,5 %	12.598	15.748	515	304	59,0 %	118	185
16.5.1965	loi fédérale modifiant l'arrêté sur le lait	52.789	8.437	16,0 %	6.558	1.805	520	79	15,2 %	66	13
2.7.1967	initiative contre la spé- culation financière	54.400	10.968	20,2 %	1.868	9.040	522	85	16,3 %	14	71
19.5.1968	loi sur l'imposition du tabac	55.293	7.132	12,9 %	4.638	2.415	525	66	12,6 %	43	23
7.6.1970	Initiative contre la sur- population étrangère (Schwarzenbach)	57.047	36.863	64,6 %	16.808	19.709	569	387	68 %	195	188
7.2.1971	Institution du suffrage féminin en matière fédérale	57.794	30.821	53,3 %	24.442	6.135	578	251	43,4 %	193	56

la Suisse à la S.D.N., approvisionnement du pays en céréales, institution du suffrage féminin) ou lorsque chaque électeur se sent *personnellement concerné, surtout économiquement* (taxe sur les carburants pour moteur en vue de financer les routes nationales), la participation est toujours très forte. Par contre, si une votation ne concerne que très peu chaque électeur en particulier et que l'issue de la votation n'apporte que peu de changement, la participation est très faible (droit de timbre).

Considérons rapidement quelques-unes de ces votations un peu plus en détail afin de mieux comprendre le comportement des électeurs en la matière et de dégager ce qu'elles révèlent comme autres aspects. Analysons en premier lieu quelques *votations cantonales*.

— 29 juillet 1917, *modification de la loi sur la chasse*. Dans ce cas, la participation a été presque deux fois plus élevée dans la commune que dans l'ensemble du canton. Et, d'autre part, aucun électeur n'était opposé à cette modification de la loi. Chermignon est une commune de montagne et la chasse y prend, par conséquent, une certaine importance. Cela explique le taux de participation plus élevé et si aucun électeur ne s'est prononcé contre cet amendement, il faut croire que la modification était à l'avantage des chasseurs.

— 31 octobre 1920, *création d'un sanatorium populaire à Montana*. C'est beaucoup moins le taux de participation que la répartition des oui et des non qui différencie la commune de l'ensemble du canton. Rappelons que Montana est une commune limitrophe de Chermignon. Fait particulier et inhabituel, ce projet a été accepté par le canton tandis que la commune de Chermignon a voté massivement contre. Cette opposition des électeurs locaux à la création d'un sanatorium à proximité de leur commune s'explique (selon les dires des anciens) par le fait que les autochtones avaient peur que la mise en place d'un tel établissement ne sème la contagion dans la population.

— 26 juin 1927, *loi concernant la construction de routes et de chemins reliant la plaine à la montagne*. Dans ce cas, il y a deux faits qui retiennent l'attention : une assez forte participation et l'approbation massive du projet. Nous venons de rappeler que Chermignon est une commune de montagne. D'où son intérêt à approuver un projet qui prévoyait la mise en place de telles routes. Ces réalisations ne pouvaient que favoriser et faciliter le développement touristique de la station.

(1947) — 18 mai a) *initiative libérale-radical tendant à introduire la représentation proportionnelle pour l'élection du Conseil d'Etat* ;

b) *contre-projet du Grand Conseil*.

En comparant les résultats du canton à ceux de la commune, on remarque que, proportionnellement, le rejet de cette initiative a été beaucoup plus net dans la commune que dans l'ensemble du canton. Le contre-projet du Grand Conseil, en revanche, a été massivement approuvé. Le résultat de cette votation peut être considéré comme un indicateur du système de valeurs de la grande majorité de la popu-

lation en 1947. Ce dernier était effectivement encore fortement conservateur et les partis d'opposition n'avaient que peu d'audience dans la commune. Nous avons déjà vu que la tendance anti-radical y était très marquée. Or, c'était précisément le parti radical qui avait lancé cette initiative car avec le système majoritaire, le parti conservateur pouvait s'attribuer tous les sièges. Le rejet de ce projet à Chermignon devient logique et compréhensible lorsqu'on le met en rapport avec l'orientation politique générale de la commune à cette époque.

— 8 décembre 1963 a) *organisation des Jeux Olympiques*
b) *acquisition d'un ensemble électronique.*

La rubrique a) représente un deuxième exemple où l'attitude de la commune a été à l'opposé de celle du canton. L'ensemble de l'électorat valaisan ne voulait pas que le canton organise les Jeux Olympiques sur son territoire. La commune de Chermignon, en revanche, était nettement favorable à la réalisation de ce projet. Cette divergence s'explique aisément : la commune comprend déjà un vaste complexe touristique et si les Jeux Olympiques avaient eu lieu en Valais, elle aurait été parmi les premières à en bénéficier.

Au cours de la même votation, le peuple valaisan s'était opposé à l'acquisition d'un ensemble électronique par l'Etat. Il est intéressant de relever que les électeurs de Chermignon ont rejeté dans des proportions beaucoup plus grandes ce projet que l'ensemble du canton. Un interviewé justifiait ce refus en affirmant que dans sa commune, on était « opposé à toute dépense inutile ou excessive et à un endettement trop grand du canton ». Un tel rejet reflète une certaine mentalité traditionaliste (qui ne retient, par exemple, que l'aspect coûteux de certaines innovations technologiques), ainsi que la peur de la nouveauté et d'autres résistances. Mais si l'on compare cette attitude à celle que la commune a eue lors du vote sur les Jeux Olympiques, opération qui était elle aussi très coûteuse et que les gens de Chermignon ont néanmoins massivement approuvée, apparaît une autre attitude, une *forme d'égoïsme communal*. On approuve les projets dont la commune profite directement, même s'ils sont très coûteux, mais on refuse allègrement ceux dans lesquels on ne voit pas un intérêt non seulement personnel mais direct et immédiat. N'est-ce pas l'*ethnocentrisme* qui apparaît sous une autre forme ?

— 3 décembre 1967, *octroi d'une aide pour les améliorations du chemin de fer Furka-Oberalp*. Comme l'ensemble du canton, les électeurs de la commune ont accepté ce projet, mais beaucoup plus timidement. A travers cette différence réapparaît l'attitude ethnocentrique définie ci-dessus, mais dans un contexte plus large cette fois, qui ne concerne plus seulement la commune de Chermignon, mais les deux grandes régions du canton : le Bas-Valais romand et le Haut-Valais alémanique. Le Bas-Valais disant non à un projet qui profiterait en premier lieu au Haut-Valais, en serait un exemple. L'absence de réciprocité est une des caractéristiques de l'ethnocentrisme.

Quelques remarques encore au sujet des votations *fédérales*. En ce qui concerne les votations cantonales, on vient de voir que les élec-

teurs de la commune ont souvent une attitude différente, voire opposée à celle de la moyenne cantonale. Le taux de participation peut lui aussi varier considérablement. Tantôt la participation de la commune est beaucoup plus forte que celle du canton : agrandissement et rachat de l'asile de Malévoz en 1912 (canton 23,5 % ; commune 43,9 %). A d'autres moments, c'est l'inverse : loi sur la santé publique en 1962 (canton 35,8 % ; commune 13,1 %).

Au niveau fédéral, ces deux phénomènes ne se retrouvent pas. La différence entre le taux de participation de la commune et celui de l'ensemble du Valais n'est jamais aussi élevée que lors des votations cantonales. Ces deux *taux* sont, très souvent, presque égaux. De même, la commune n'a jamais eu une *attitude* différente de celle de l'ensemble du canton par rapport à une votation fédérale. Par conséquent, on peut supposer qu'à l'égard des votations fédérales, il y a une sorte d'*attitude cantonale*, c'est-à-dire que tout le canton approuve ou rejette une votation. Seule la proportion des oui et des non peut varier légèrement d'une commune à l'autre.

Pour qu'une telle affirmation soit entièrement vérifiée, il faudrait, une nouvelle fois, analyser la situation d'un grand nombre de communes.

Il est intéressant de relever qu'à Chermignon, en cas d'approbation d'une votation par l'ensemble du canton, la proportion des oui est généralement beaucoup plus forte que la moyenne cantonale et inversement lorsqu'une votation est rejetée. En matière de votations fédérales, la commune est particulièrement *conformiste* par rapport à l'attitude cantonale et sans doute par rapport aux directives des instances cantonales.

En résumé, si au niveau des votations cantonales surgissent des *attitudes communales* et des *attitudes régionales*, au niveau des votations fédérales l'attitude est, en revanche, très uniforme. D'où le terme d'*attitude cantonale*.

4. Transformation du comportement en matière de votations entre 1968 et 1972.

Bien que l'ensemble des données et observations utilisées pour les descriptions et analyses de toute la Partie II (empirique et analytique), soient antérieures à 1969, nous tenons à ajouter, après coup, quelques votations intervenues depuis lors, en espérant trouver là des éléments (aussi limités soient-ils) révélateurs d'une éventuelle *transformation* de la conscience politique et du système de valeurs. Plus précisément, l'hypothèse est que des thèmes tels le suffrage féminin et l'« initiative Schwarzenbach » constituent des révélateurs privilégiés de cette transformation.

4.1. *Le suffrage féminin.*

Lors de la première votation fédérale en 1959, le canton du Valais refusa d'accorder le droit de vote aux femmes avec 69 % de non. A Chermignon, il fut refusé par les 90,3 % des votants. Dans l'ensemble du canton, il n'y a d'ailleurs eu que sept communes (sur les 169 que comptait alors ce canton) qui l'ont accepté. C'est dans le Haut-Valais que la proportion des non était la plus forte (7.133 non contre 1.464 oui). Dans le Valais romand, les chiffres étaient les suivants : 11.672 non et 6.776 oui. L'ardent souffle conservateur du Haut-Valais (déjà mentionné lors de l'analyse de la teinte idéologique de la politique cantonale) s'était, cette fois, transformé en un véritable ouragan. Cela n'excuse en rien le Bas-Valais, car si on situe le canton du Valais par rapport aux autres cantons suisses, il apparaît immédiatement qu'il figurait parmi les plus anti-féministes, soit par extension, parmi les plus traditionalistes.

Lors de la deuxième votation *fédérale* (en 1971), douze années s'étaient écoulées depuis le refus de 1959. Que cette seconde tentative ait été couronnée de succès témoigne incontestablement d'une transformation du système de valeurs. Elle doit cependant être relativisée par les résultats de la votation cantonale de l'année précédente (12-4-1970) qui visait à introduire le suffrage féminin au niveau *cantonal et communal*¹. Une comparaison révèle que les oui ont été beaucoup moins nombreux dans ce second cas. Il semble que si les hommes acceptaient assez généralement que les femmes interviennent en matière de politique fédérale, ils étaient en revanche beaucoup plus réticents pour ce qui est de la politique cantonale et surtout communale. Ceci était particulièrement net dans la commune de Chermignon où la proportion des noms a été presque trois fois plus élevée dans ce cas. Ce fait prend une signification d'autant plus grande, lorsqu'on sait que la politique communale représente l'essentiel de l'activité politique des habitants de Chermignon. Malgré la totale égalité des droits politiques, tout se passe comme si les hommes tenaient à se réserver la partie déterminante.

Le climat était peut-être encore plus traditionnel que nous le décrivons car le taux d'abstention est relativement élevé (dans le second cas surtout), vu l'importance de l'enjeu. Plusieurs personnes de la commune ont prétendu que parmi ces abstentionnistes inhabituels, il y en avait qui, de honte, n'ont osé aller déposer un non dans l'urne.

La situation semble suffisamment significative pour que nous ne poursuivions un chemin qui risquerait de nous faire tomber de Charybde en Scylla. Répétons que depuis 1959, il y a tout de même eu une transformation incontestable du système de valeurs de la population dans le sens d'une plus grande ouverture et décentration.

1. Cette votation a donc été acceptée et le droit de vote, par conséquent, accordé aux femmes en matière cantonale et communale.

4.2. Une autre votation considérée comme révélatrice est « l'initiative populaire contre la surpopulation étrangère », dite *initiative Schwarzenbach*. Cette votation fédérale vient d'abord infirmer une loi générale dérogée précédemment. En matière de votations fédérales (contrairement aux votations cantonales), la commune votait toujours de la même manière que l'ensemble du canton ; c'est l'attitude cantonale. Or, dans le cas présent, le canton a refusé cette initiative et la commune l'a approuvée. Etant donné que la grande partie des touristes qui font vivre la station de Crans sont des étrangers et que la gigantesque collection de bâtiments qu'elle a nécessitée, a été construite essentiellement par des travailleurs étrangers, on comprend difficilement ce genre de réactions.

Sur ce point, nous émettons une hypothèse qui dépasse quelque peu le cadre de notre étude et qui devrait, par conséquent, une nouvelle fois, être vérifiée par d'autres recherches. En comparant les divers niveaux de la réalité communale, un premier *décalage*, entre l'ampleur du bouleversement *économique* de cette micro-région et la persistance d'un système *politique* basé sur des clans, a déjà été mentionné. Ce décalage prouvait en tout cas que certains niveaux de la réalité sociale de cette commune ne se transformaient ni parallèlement, ni au même rythme.

Avec ces deux votations, on peut risquer un pas de plus et supposer que, contrairement au bouleversement économique, les structures mentales, l'ensemble de la *superstructure* plus généralement, sont celles qui se sont le moins transformées.

Il y a certes eu des transformations (cela a été démontré) dans le système de valeurs des habitants, surtout chez les jeunes et moins jeunes, qui ont voulu s'identifier aux touristes en essayant d'adopter leur mode de vie, par exemple. Mais cette identification n'a pas abouti à une adaptation des structures mentales aux transformations économiques, sociales et politiques, à une équilibration au sens piagétien du terme¹. Elle a, au contraire, provoqué une sorte de déséquilibre collectif de la superstructure mentale, déséquilibre qui est le résultat de la superposition de valeurs et de comportements « hypermodernes » et importés à un système traditionnel et conservateur, et ceci, en l'espace d'une même génération, voire de quelques années (soit sans phase de transition). Loin d'être équilibré, le système de valeurs actuel comporterait plutôt des contradictions importantes. Sur certains points, les individus ont des opinions et des comportements encore très traditionnels, sur d'autres, hypermodernes. De telles contradictions peuvent évidemment entraîner des situations de crise et des effets (individuels ou collectifs) fort divers mais certains.

La transformation du système de valeurs et de l'ensemble de la superstructure de la collectivité semble se situer encore davantage dans la phase de la *déstructuration* que dans celle concomitante de

1. J. Piaget, « Genèse et structure en psychologie de l'intelligence » in *Six études de psychologie*, Ed. Gonthier, Genève, 1964, pp. 164-181.

la restructuration, restructuration dont une des caractéristiques essentielles consiste précisément en la recherche d'un nouvel équilibre, à la fois plus stable et plus mobile.

A propos de l'acceptation de l'initiative Schwarzenbach par la commune, on peut compléter l'explication hypothétique développée ci-dessus par quelques éléments plus concrets et plus immédiats.

Il ne fait aucun doute que tous les habitants de la commune n'ont pas profité de la même manière et dans la même mesure du développement touristique. Certains, ceux par exemple à qui les spéculateurs ont acheté des terrains pour quelques sous et les ont revendus pour plus de cent francs le mètre carré, peuvent avoir de la rancœur contre l'expansion touristique. D'autre part, le tourisme a engendré, à côté de nombreux avantages, quantité de problèmes, d'insatisfactions, de désillusions, de frustrations et d'aliénations. On peut alors proposer la thèse du bouc émissaire et supposer que certains rejetaient la cause de ces multiples difficultés sur les travailleurs étrangers, comme nombre de démagogues habiles ont tenté et réussi à le faire croire à une partie importante de la population.

Bien que ces dernières propositions d'explication soient très partielles, il serait faux d'attribuer la cause et l'origine de ces différentes attitudes de la population aux seules particularités de la commune de Chermignon. Il est évident qu'ici aussi, malgré la spécificité de la commune à ce niveau, les attitudes de la population de Chermignon sont largement conditionnées par l'idéologie dominante des contextes plus larges et par les déterminations historiques de la situation socio-politique valaisanne actuelle.

En bref, à propos du *système de valeurs* de la population, c'est davantage le *déséquilibre* créé par la superposition, en un laps de temps record, de valeurs hypermodernes à des valeurs traditionnelles qui frappe, que la transformation dudit système.

Rappelons brièvement quelques autres éléments de ce chapitre. Les *votations* ont fourni des indications non seulement sur la superstructure mentale d'une manière générale, mais sur des attitudes plus particulières : les *attitudes communales et régionales* notamment. Dans ce cas, à l'ethnocentrisme (qui est une attitude beaucoup plus générale) s'ajoute une sorte d'*égoïsme économique*. Une de ses caractéristiques étant précisément l'absence de réciprocité. Plutôt que de coordonner leurs intérêts (même lorsqu'ils sont divergents), chaque commune ou région semble se borner à ses intérêts propres et immédiats. L'absence d'une perspective plus globale et à long terme expliquant, parallèlement, le refus de soutenir les intérêts d'autres communes ou régions. Ceci est valable pour les votations cantonales. Les votations fédérales sont davantage déterminées par des critères d'ordre *idéologique et politique* : l'attitude *cantonale* est fonction du contexte politique et idéologique dominant en Valais.

En règle générale, avec les *élections*, il se vérifie que plus on s'éloigne de la commune, plus le comportement électoral se politise (en ce sens que les oppositions et les luttes sont davantage fonction

des intérêts spécifiques à certains groupes sociaux et de visions du monde différentes, voire contradictoires). Au niveau des élections cantonales et plus encore au niveau des élections fédérales, certaines brèches laissent entrevoir le développement d'une conscience possible. Le comportement électoral du Mouvement social indépendant en est un exemple. A la politisation, due à l'éloignement du niveau communal, s'ajoute celle qui s'est développée au cours du temps (renforcement considérable des partis d'opposition depuis le début du siècle, depuis la Seconde guerre mondiale tout particulièrement).

Dans la politique *extérieure* de la commune, on retrouve néanmoins le décalage entre le développement économique et la modernisation politique, le *retard*¹ *du politique et de l'idéologique*. De même qu'au niveau communal, les Gris ne sont apparus qu'en 1964, en matière de politique extérieure, les forces de gauche ne se sont développées de manière significative qu'à partir de 1953. L'industrialisation du district de Sierre était pourtant déjà bien avancée au début du siècle. A ce décalage entre niveaux de la réalité sociale vient s'ajouter l'*éloignement* de la commune du centre urbain du district.

Ces *régularités socio-politiques*, largement vérifiées par la sociologie électorale, sont cependant contrecarrées par toute une série de facteurs locaux et de particularismes *propres à la commune*. L'*antagonisme clanique* intervient même au niveau de la politique cantonale et contredit, parfois encore très fortement, la logique de l'affiliation partisane. Deux faits ont démontré le poids du sectarisme clanique : la scission à l'intérieur du parti conservateur de 1925 à 1941 et la préférence d'une alliance avec des groupements de communes voisines à une entente intra-communale. Les autres facteurs sont notamment l'*ethnocentrisme*, la *personnalisation* du pouvoir et de la politique et la faible importance attribuée aux Idées, aux idéologies.

L'*ethnocentrisme* apparaît de manière particulièrement frappante lors des élections cantonales. Les candidats de Chermignon et des communes voisines (quel que soit leur parti politique) sont systématiquement et dans une mesure toute particulière favorisés par rapport aux autres candidats. Mais l'ethnocentrisme est lui-même contrecarré par l'antagonisme clanique : les plus sectaires ne soutiennent pas un candidat issu du clan rival. Un autre facteur qui peut tempérer l'ethnocentrisme est l'idéologie politique. Les divergences idéologiques, lorsqu'elles sont extrêmes, ont raison de l'ethnocentrisme : un socialiste très convaincu ne votera pas pour un conservateur bon teint, même « s'il est de la région ». L'ethnocentrisme est totalement neutralisé dans le cas limite où il ya convictions idéologiques très profondes ou sectarisme clanique extrême, par exemple.

1. Si par certains aspects le système politique de Chermignon paraît être en retard, voire archaïque, nous verrons sous peu que, sous un autre angle, il comporte des éléments préfigurateurs de certains mouvements politiques qui se développent de plus en plus dans les sociétés industrielles avancées.

Si, en principe, l'ethnocentrisme contrecarre les préférences partisans, il est aussi *instrument de stratégie politique*. Un candidat local sait qu'il peut jouer sur cet ethnocentrisme pour renforcer sa position.

Et, si l'ethnocentrisme ne suffit pas, il peut négocier une entente tactique avec un candidat d'une autre région du district. Un cas de ce genre s'est présenté à Chermignon avec un candidat conservateur. Audace supplémentaire du stratège : le candidat de la plaine était radical. C'est la *personnalisation* de la politique qui resurgit.

Un autre trait de la politique cantonale de la commune réside dans le très fort *taux de panachage* des bulletins de chaque parti (plus de 90 % dans certains cas). Le panachage est à la fois le signe d'une connaissance différenciée de la politique et de l'indiscipline partisane (de la faiblesse des idéologies). Il est une preuve statistique et résumée des multiples facteurs qui tempèrent la logique partisane. Même si ce taux est encore très élevé dans les partis d'opposition, il y a une différence avec le parti conservateur, différence qui tendrait à prouver que l'unité et la conviction idéologiques sont plus marquées dans ces partis.

Le comportement politique des *Gris*, qui votent massivement conservateur, démontre une conscience plus marquée de leurs intérêts spécifiques et surtout la concrétisation de cette conscience au niveau politique. Chez eux, l'antagonisme clanique n'intervient plus. Seul l'ethnocentrisme joue encore un rôle. Mais dans le cas présent (il s'agit de l'exemple où les Gris ont fortement appuyé un candidat conservateur de la commune), l'origine du candidat n'a pas été l'élément déterminant. C'est parce qu'il était à la fois conservateur et directement lié, de par sa profession, aux activités touristiques, qu'il a obtenu un tel appui. Même l'ethnocentrisme est relativisé chez les Gris. Leur comportement électoral constitue, une nouvelle fois, une sorte de modernisation, d'urbanisation politique plus exactement.

A un niveau plus général, le danger de se fier aux *moyennes*, non seulement cantonales, mais d'un district, a été souligné. Nous avons été jusqu'à émettre l'hypothèse que la politique cantonale valaisanne pourrait n'être que le résultat d'un ensemble de politiques locales ou en tout cas régionales. La très grande *hétérogénéité* politique et idéologique des communes du district de Sierre, a été avancée comme élément de preuve. Au-delà des déterminismes cantonaux, l'analyse de la politique cantonale de Chermignon semble prouver que des études approfondies du comportement de petites unités en la matière, permettent de saisir des dimensions difficilement perceptibles à partir de grandes unités. Elle permet aussi d'appréhender plus concrètement la manière dont les divers niveaux de la réalité sociale s'entremêlent et interagissent.

En passant du général au particulier, il apparaît aussi que, sous d'apparentes stabilités politiques globales, se cachent d'innombrables, importants et permanents bouleversements, ainsi que l'aspect dynamique intrinsèque du pouvoir et de la politique.

La politique locale est cependant loin d'être simple. Dans le cas présent, si au niveau de la politique communale de Chermignon, il n'a pas toujours été possible ni facile de démêler ce qui est dû aux dissensions individuelles et aux dissensions collectives, au niveau de sa politique cantonale et fédérale, il y a la difficulté de faire, de manière rigoureuse et systématique, la part des facteurs locaux et des orientations idéologiques et politiques.

TROISIÈME PARTIE

Chermignon quatre ans plus tard

Chapitre X

Transformation du système politique entre 1969 et 1973

1. *Quelques hypothèses et problèmes.*

Ce chapitre est le résultat de ce qui est appelé, dans les bases méthodologiques, avec O. Lewis, *une ré-étude* (restudy). Parmi les quatre types de ré-études qu'il distingue, la nôtre relève du deuxième type ; de celles faites en vue d'étudier le *changement intervenu depuis la première recherche*.

Il s'agit de déterminer si le système politique communal a changé et, si oui, de quelle manière et dans quel sens. Le temps écoulé entre les deux recherches est certes court (4 ans). Mais comme ce système politique semble se trouver à un stade crucial de son développement, il n'est pas exclu que des modifications soient intervenues depuis 1969. Ces modifications devraient d'autant mieux apparaître que nous avons, selon les postulats de la méthode utilisée tout au long de ce travail, choisi un événement considéré comme un révélateur privilégié : les élections communales de décembre 1972. Nous postulons que tous les conflits, tensions et changements nouveaux ont dû se manifester à l'occasion de cet événement ou être catalysés par ce dernier. Cette analyse ne touche pas à des aspects aussi nombreux et divers que la précédente et elle a été menée en un temps plus court.

Détaillons quelque peu les aspects du changement abordés, les problèmes que nous nous sommes posés à plusieurs reprises au sujet des diverses possibilités de transformations et dont nous attendions avec impatience une réponse à travers des manifestations concrètes.

Énumérons d'abord quelques questions qui ont trait aux fondements mêmes de ce système politique. Après l'éclosion du troisième clan en 1964, le système politique traditionnel a-t-il éclaté davantage encore ou en est-on, au contraire, revenu au système traditionnel du

biclanisme ? Dans le second cas, après une brève irruption, les Gris auraient disparu. En d'autres termes, *le phénomène Gris constitue-t-il un phénomène conjoncturel ou structurel ?*

Il se pourrait aussi que le tri-clanisme en vigueur depuis 1964 subsiste. Dans ce cas, le développement de la station de Crans ayant continué, il faudrait déterminer si les trois factions ont progressé de la même manière ou si cette augmentation du nombre d'électeurs a été une nouvelle fois plutôt à l'avantage des Gris, étant donné que ces derniers regroupent une proportion particulièrement forte de personnes occupées dans le secteur tertiaire et habitant à Crans.

Ce serait évidemment une grande surprise si dans une telle situation de croissance prolongée, les deux clans traditionnels, ou même l'un ou l'autre seulement, avaient progressé plus rapidement que celui des Gris. La capacité d'adaptation et d'intégration du système politique traditionnel (particulièrement frappante et relevée à plusieurs reprises) apparaîtrait dans toute son intensité.

Une autre possibilité serait que les trois clans aient tout simplement disparu et se soient à la suite de regroupements divers (selon les affinités idéologiques, par exemple) mutés en d'authentiques partis politiques. Dans ce cas, il faudrait déterminer leur nature, leur teinte idéologique et les rapports de force en présence. Une telle transformation serait incontestablement totale et radicale. Elle semble parfaitement logique comme possibilité théorique mais lorsqu'on connaît l'ampleur et la vivacité de l'antagonisme clanique ainsi que la très forte capacité d'intégration et d'adaptation du système politique traditionnel, on est tenté d'écarter purement et simplement cette dernière éventualité.

Une autre transformation, moins radicale celle-ci, semble, en revanche, pouvoir relever du domaine du possible. Sans qu'il y ait nécessairement mutation en partis politiques, les affinités idéologiques pourraient jouer un rôle plus important. La conscience de clan ne serait plus aussi déterminante. Un Blanc socialiste (au niveau de la politique cantonale) commencerait à manifester quelques réticences à soutenir un Blanc conservateur au niveau du Conseil communal. De même, il ne lui paraîtrait plus totalement inconcevable de soutenir un candidat du clan rival qui a les mêmes préférences partisans que lui. La relativisation de la conscience de clan est à chercher à un double niveau : à l'intérieur de chaque clan et dans les rapports entre clans opposés.

Il y a d'autres aspects de la politique communale qui étaient susceptibles de se transformer dès 1969, ceux liés au thème de la structure du pouvoir, par exemple. Au sujet des caractéristiques des conseillers communaux, on peut se demander si l'accès au pouvoir communal reste le privilège d'une minorité aussi restreinte et ethnocentrique. Malgré la modernisation croissante de tous les aspects (de certains, plus exactement) de la vie communale, le pouvoir est-il toujours l'apanage de quelques familles politiques, de personnes qui ont une situation socio-économique et professionnelle particulièrement

priviliégée, un grand nombre d'autres responsabilités sociales (aspect multidimensionnel de la fonction de conseiller), qui font partie de la hiérarchie militaire, etc ?

L'événement politique le plus important au cours de la période 1968/1972 a sans aucun doute été *l'institution du suffrage féminin*¹. En 1970, le canton du Valais a donc accordé le droit de vote aux femmes en matière de politique cantonale et communale² et en 1971, l'ensemble de la Suisse en fit de même en matière de politique fédérale. Le rapport avec le thème de la structure du pouvoir peut se résumer en une question. Les femmes ont-elles usé non seulement de leur droit de vote, mais du droit concomitant d'éligibilité ? Ont-elles immédiatement mis en pratique leurs nouveaux droits en faisant acte de candidature au Conseil communal ? Si les divers clans subsistent, certains ont-ils voulu « être plus évolués » (termes locaux) et présenter une ou plusieurs femmes sur leur bulletin ? Ont-ils fait en sorte qu'elles soient élues ou n'était-ce que semblant de modernité ?

Des questions peuvent également être formulées à propos du *caractère ethnocentrique du Conseil communal*. La période 1968/1972 se prête particulièrement bien à cette fin, puisque pour la deuxième fois dans l'histoire des clans, un candidat non originaire de la commune a été élu conseiller (par accident, on s'en souvient). Le problème est le suivant : ce candidat non désiré sera-t-il réélu en 1972 ou certaines personnes de la commune (les plus sectaires et les plus ethnocentriques) vont-elles profiter de l'occasion pour éliminer ce « corps étranger » du pouvoir ? Sur ce point, il faut rappeler qu'il y a au moins deux types d'étrangers (parmi les citoyens suisses) aux yeux des autochtones : ceux qui sont originaires de communes limitrophes et ceux qui sont originaires d'autres cantons suisses (les Confédérés). La question de l'évolution ou de la non-évolution de l'ethnocentrisme comprend, par conséquent, plusieurs aspects. En premier lieu, il s'agit de déterminer s'il y a eu ou non atténuation de l'ethnocentrisme d'une manière générale. Ensuite, si cet ethnocentrisme persiste, on essaiera de voir s'il est encore dirigé contre ces deux catégories d'étrangers à la fois ou seulement contre l'une ou l'autre. L'ethnocentrisme aurait disparu si les gens originaires de communes limitrophes et les Confédérés avaient les mêmes chances que les autochtones de poser leur candidature et d'être élus. Si ces deux catégories d'étrangers n'avaient pas cette possibilité, mais en manifestaient ouvertement le désir, des conflits d'un type nouveau pourraient surgir, ceci d'autant plus que ces deux catégories de citoyens sont de plus en plus nombreux.

Toujours à propos de la structure du pouvoir, un autre type de conflit apparaissait déjà en filigrane lors des élections communales de 1968. Pratiquement, tous les conseillers élus lors de cette période habitaient dans la station de Crans. Cette situation de *sur-représentation de la station* par rapport aux trois villages avait entraîné ce

1. Cf à ce sujet les tableaux 28 et 29, pp. 212-215.

2. Dans certains cantons suisses, les femmes disposent de ce droit depuis de nombreuses années.

qui est appelé par les autochtones le conflit entre le Haut (la station) et le Bas (les trois villages). On peut supposer que le système politique a cherché à intégrer ce conflit, à l'institutionnaliser en élisant, ou du moins en proposant, certains candidats du Bas.

La *teinte idéologique actuelle du Conseil communal* (l'affiliation partisane) est un autre problème. Lors des périodes antérieures, un conseiller communal était Jaune ou Blanc ; ses affinités partisans n'avaient pas une grande importance. En fait, la grande partie des conseillers, depuis le début de l'histoire des clans, étaient (implicitement ou explicitement) rattachés au parti conservateur. Le problème consiste à déterminer s'il en est toujours ainsi ou si plusieurs partis politiques cantonaux sont représentés par l'intermédiaire des conseillers au sein de l'exécutif communal. Si cette *diversification idéologique* existe et si le système des clans se maintient, on peut supposer qu'à l'antagonisme clanique traditionnel sont venus s'ajouter des conflits de nature idéologique.

La part respective de chacun de ces deux types de conflits dans la lutte pour la détention du pouvoir restant à déterminer.

Dans le cas hypothétique où cette dernière supposition aurait quelque caractère de réalité, le climat de contrainte clanique qui était propre aux élections antérieures, devrait s'être atténué quelque peu pour faire place à une politisation plus marquée. Des embryons de conscience de classe ou du moins une conscience plus affirmée de la part de certaines catégories sociales de leurs intérêts spécifiques éroderaient petit à petit la conscience de clan. Dans la négative, on tentera de déterminer si l'élite (la minorité qui détient le pouvoir depuis des décennies en perpétuant et en ravivant l'antagonisme clanique dans la population) continue à utiliser ce moyen pour se maintenir au pouvoir ou si d'autres leaders émergent en tablant, par exemple, sur une information et une formation politiques plus larges.

L'institution du *suffrage féminin* pose toute une série de problèmes qui permettent d'approfondir la connaissance du comportement politique et du système de valeurs de cette commune. Premier fait important : cet événement a approximativement doublé le nombre des électeurs de la commune. Une question qui vient immédiatement à l'esprit à partir d'une telle modification est celle de la participation. Beaucoup d'électeurs considéreraient comme admis que les électrices ne profiteraient pas de leurs nouveaux droits et s'abstiendraient massivement. D'autres opposants pensaient que le système politique de Chermignon était déjà tellement envenimé et tendu qu'il était vain de vouloir introduire les femmes dans cette arène où les combats sont tout sauf tendres. D'autres encore, toujours en situant le problème par rapport à leurs préoccupations locales, prétendaient que l'introduction du suffrage féminin créerait de graves conflits familiaux dans les ménages mixtes (ceux dans lesquels un conjoint est Blanc et l'autre Jaune). Bien que ce ne soit pas l'objet de notre étude, on peut supposer que ces arguments très particuliers dissimulent des raisons plus pro-

fondées à l'opposition au suffrage féminin. Il suffit de se référer au tableau 28 pour se rendre compte que ces quelques arguments sont insuffisants pour expliquer le nombre très élevé de non lors de l'une de ces votations notamment¹.

De quelle manière les femmes ont-elles voté ? dans quelle proportion ? en fonction de préférences idéologiques ou de l'antagonisme clanique ? Ce dernier problème est sans doute un faux problème, car il est posé en des termes qui ignorent la spécificité de cette réalité politique locale. Etant donné que l'antagonisme clanique s'étend à tous les aspects de la réalité communale et que les enfants sont même socialisés en fonction de cet antagonisme, il est inconcevable que les femmes aient pu échapper à cette dualité omniprésente, à cette polarisation généralisée.

Le problème des mariages mixtes garde, en revanche, tout son sens. Même si ces cas sont rares, ils doivent être particulièrement significatifs et révélateurs. Les femmes qui se trouvent dans cette situation ont-elles opté pour le clan de leur mari, pour celui de leur père ou pour des situations intermédiaires ?

D'autres aspects, plus généraux, sont en rapport avec le droit de vote des femmes. Il s'agit des phénomènes de la contrainte sociale, du contrôle, de la surveillance des électeurs douteux et des multiples tentatives de séduction dont ils font l'objet. des différentes formes de pressions économiques, des électeurs de dernière minute (ceux à qui on « demande » de s'établir dans la commune trois mois avant les élections), et d'autres moyens plus ou moins inhabituels utilisés pour faire voter certaines personnes d'une manière bien déterminée. La question se rapportant à ces phénomènes comporte un double aspect. Ces « moyens particuliers » ont-ils été utilisés de manière aussi importante que lors des deux périodes précédentes et ont-ils été appliqués dans la même mesure à l'électorat féminin ? L'intensité et le raffinement de la statistique pré-électorale ainsi que la précision avec laquelle les chefs de clan arrivent à prévoir les résultats des élections ont été démontrés à plusieurs reprises. Avec le dédoublement du corps électoral, de telles prévisions ont-elles encore été possibles en 1972 ? Dans le cas contraire, cette impossibilité de contrôle n'a-t-elle pas fourni aux électeurs une liberté d'action plus grande ? Un autre fait augmente la probabilité de cette dernière éventualité. Jusqu'en 1968 compris, le dépouillement des bulletins se faisait séparément dans chaque subdivision électorale de la commune, tandis qu'en 1972 il n'y a eu qu'un dépouillement unique pour l'ensemble de la commune. Cette modification a nécessairement rendu beaucoup plus difficile, voire impossible, un contrôle systématique du vote des électeurs². Sans vouloir inférer à partir de cette modification apparemment anodine que la discipline de vote à l'intérieur de chaque clan s'est effon-

1. Cf. pp. 212-213.

2. A ce propos, on relèvera à quel point certains faits particuliers peuvent prendre une importance déterminante pour expliquer des phénomènes plus généraux.

drée, on peut néanmoins supposer que certains électeurs ont osé biffer ou rajouter plus facilement l'un ou l'autre candidat, qu'il y a quatre ans.

Un autre problème est celui de l'intégration des *nouveaux électeurs*. Il ne s'agit pas seulement des jeunes mais de toutes les personnes qui se sont établies dans la commune depuis 1968. Ces électeurs ont-ils pour la plupart été absorbés par les Gris, ou les deux clans traditionnels ont-ils mis en œuvre de nouveaux moyens pour tenter, eux aussi, d'intégrer les nouveaux venus et pour stopper l'hémorragie des Confédérés et d'autres électeurs ? Parmi ces nouveaux électeurs, les jeunes autochtones qui ont voté pour la première fois en 1972 forment une catégorie à part. En 1968, il s'était avéré, contrairement à ce que nous avions supposé, qu'un grand nombre de ces jeunes électeurs ne se distanciaient pas de l'antagonisme clanique traditionnel mais contribuaient plutôt à le raviver. Leur socialisation, qui s'est faite en grande partie au sein de leur propre clan politique (ce qui signifie aussi *contre* le clan rival) ainsi que tous les aspects symboliques de la vie quotidienne qui sont rattachés à cette lutte entre Jaunes et Blancs, expliquent en partie la perpétuation de l'antagonisme clanique chez la jeune génération. Ces faits peuvent rendre compte de la perpétuation mais non de la régénérescence, car en 1968, on pouvait carrément parler de régénérescence de cet antagonisme par les jeunes. Est-ce parce que ces jeunes, socialisés précisément dans une atmosphère de lutte de clans, n'arrivent pas à comprendre et à s'identifier à un autre jeu politique, fondé par exemple sur des partis que, par réaction ou par défense, ils s'en remettent au système clanique jugé plus sécurisant ? Ce serait une réponse parmi d'autres au déséquilibre créé par la brusque superposition de valeurs hypermodernes à des valeurs traditionnelles. Cette régénérescence va-t-elle se poursuivre en 1972 ?

Ce dernier thème conduit à d'autres qui le généralisent. Il n'est plus seulement question de la socialisation des enfants à l'intérieur de chaque clan mais de l'*extension de l'antagonisme clanique* à tous les domaines de la réalité communale. Cette extension généralisée a été démontrée jusqu'en 1968, malgré certaines brèches entrouvertes çà et là. La division de la commune en deux est-elle, aujourd'hui encore, aussi nette ?

Un *décalage* a été relevé à propos de la transformation des divers niveaux de la réalité sociale de la commune, en ce sens que le système de valeurs de la population, le niveau idéologique et superstructurel plus généralement, se transformait beaucoup plus lentement que le niveau économique par exemple.

Ce décalage a-t-il été comblé ou s'est-il encore accentué ? Le désarroi d'une population à la recherche d'un cadre de référence lui permettant de restructurer et de rééquilibrer son système de valeurs, de rationaliser les situations nouvelles, qui s'accumulent sans cesse, a-t-il trouvé son exutoire ?

Tous les problèmes soulevés dans ce paragraphe ont un dénominateur commun : le *changement social*. Depuis 1968, y a-t-il eu des transformations, des changements, des déstructurations et des restructurations, des déséquilibres et des rééquilibrations dans les différents domaines de la réalité communale ? Qu'est-ce qui a changé et qu'est-ce qui n'a pas changé ? De quelle nature sont ces changements éventuels et par quels biais s'introduisent-ils ? De quelle manière la population les a-t-elle interprétés ? Quelle signification leur a-t-elle donnée ? De quelle manière ces éléments se traduisent-ils dans la vie politique à travers les élections communales de 1972 ?

2. *Techniques et méthodes de la recherche.*

Les techniques et les méthodes utilisées sont à peu près les mêmes que lors des premières recherches sur le terrain. Ce sont surtout l'observation participante, l'entretien en profondeur, la collecte et le travail sur documents (toujours à la fois officiels et officieux) et les discussions de groupe qui ont été employés.

En ce qui concerne les entretiens en profondeur, une innovation importante a été l'utilisation de la vidéo. Jusqu'en 1972, seul le magnétophone avait été utilisé quelquefois, mais sans grande insistance car certaines personnes, on s'en souvient, devenaient immédiatement moins loquaces. Malgré ces hésitations et les difficultés supplémentaire qu'implique la vidéo, nous tenions beaucoup à l'appliquer à cause de la valeur de preuve inégalable que pouvaient représenter de tels documents ; ceci, d'autant plus que notre intention était de filmer les entretiens que nous comptions avoir avec les chefs de clan sur tout le déroulement et le contenu des élections communales. Finalement, la vidéo a été utilisée lors de deux entretiens. Dans un cas, il s'agit d'un chef de clan (qui a été élu vice-président de la commune lors de ces élections) et dans l'autre, de la seule femme qui a été candidate à cette même occasion et dont nous allons reparler à plusieurs reprises. Il est fondamental de signaler que nous connaissions depuis longtemps ce chef de clan et l'avions déjà interviewé de nombreuses fois. En plus de cet acquis, nous avons néanmoins cherché à rassurer clairement ces deux personnes au sujet de la confidentialité de leurs déclarations. Il était entendu que les enregistrements ne seraient en aucun cas reproduits devant d'autres personnes de la commune. Ils ne seraient utilisés qu'aux fins de la recherche et de l'enseignement. Une fois l'accord obtenu, nous avons, quelques jours après, confirmé ces conditions, de notre propre gré, dans une lettre.

Les raisons pour lesquelles nous avons sollicité plutôt tel chef de clan que tel autre sont, pour l'essentiel, de nature plutôt intuitive. Nous « sentions » que cette personne ne refuserait pas et que d'autres pourraient être plus réticentes. Nous tenions absolument à ce que cette opération technique ne gâche point nos relations avec la popu-

lation. Il y a une autre raison, plus concrète, à ce choix. Cette personne allait devenir non seulement vice-président de la commune, mais un acteur clé des élections, une de ces personnes qui « font » les élections.

La candidate représentait, elle aussi, une situation des plus intéressantes et inhabituelles à cause de sa condition de femme notamment. Elle constituait, en quelque sorte, un révélateur privilégié à l'intérieur du révélateur plus général des élections. Ces documents sont inégalables aussi parce que nous avons également interviewé ces deux personnes sur les aspects les moins avoués et avouables qui entourent une telle élection (contrôle, contrainte, fraudes, etc.). D'où, des documents supplémentaires sur ces points délicats.

Il y a une autre différence importante par rapport aux premières recherches. Au tout début de nos investigations sur le terrain, il nous avait fallu un temps très considérable pour « entrer » dans la collectivité, pour nous faire accepter et surtout pour découvrir et faire parler les informateurs clés, les chefs de clan particulièrement bien au courant de la vie politique de la commune. Nous nous étions très rapidement rendus compte que seules quelques rares personnes étaient parfaitement averties de la vie politique de la commune et de son histoire. Comme nous avons réussi à nouer des relations étroites avec ces informateurs clés et qu'ils étaient disposés à nous renseigner sur n'importe quel problème (ou presque), nous avons pu cette fois, directement prendre contact avec eux pour nous informer de l'état de la situation, des événements, « histoires » et changements intervenus depuis les dernières élections. De toute manière, entre 1968 et 1972, nous avons été assez régulièrement sur le terrain, non seulement pour « entretenir » ces relations, mais parce que les habitants et la politique si complexe et vivante de cette commune nous intéressent, nous passionnent. Nous guettons chaque signe ou événement qui peut nous faire comprendre mieux cette population et son système politique, et nous fournir des indications sur d'éventuelles redistributions des cartes de ce jeu politique, sur les changements en cours. Les habitants de Chermignon et leur vie politique sont devenus pour nous quelque chose de plus qu'un « objet » d'étude.

Concrètement, la démarche suivie pour l'analyse de ces élections a été la suivante. Quelques semaines *avant les élections*, nous avons pris contact avec les informateurs clés des divers clans. Une grille d'entretien a été élaborée sur la base des premières recherches et des données supplémentaires recueillies entre 1969 et 1972. Elle tenait lieu de cadre de référence pour interviewer et observer les leaders et la population. Comme tout cadre de référence propre à ce genre de travail, il était très souple, afin que des données nouvelles et inattendues puissent à tout moment lui être intégrées. Les informations obtenues ont été comme de coutume contrôlées : à propos de chaque thème, plusieurs personnes ont été interrogées. Parallèlement aux entretiens approfondis, il y a eu à tout moment quantité de discussions, informelles ou non, individuelles ou en groupe.

Lors de cette première phase de la recherche, nous avons rapidement compris qu'il n'était pas opportun de vouloir obtenir trop de détails sur les élections en cours ; les dirigeants étaient en pleine période de « combinaisons électorales » et n'avaient aucun intérêt à divulguer des renseignements que le clan rival ne devait en aucun cas connaître. Nous nous sommes contentés d'obtenir le plus de renseignements possible sans toucher aux points épineux ou tabous. A plusieurs reprises au cours des entretiens, nous avons rappelé aux personnes interviewées que si une question les « gênait » nous pourrions y revenir lors des entretiens qui devaient avoir lieu *après* les élections. A la suite de cette première phase, la grille a été modifiée et complétée en fonction des informations obtenues.

La seconde phase a commencé une semaine après les élections et s'est étendue sur plusieurs week-ends. Sans difficultés, nous avons obtenu les renseignements complémentaires souhaités, ainsi que les données (tant officielles qu'officieuses) qui avaient été élaborées avant et après les élections.

En ce qui concerne la *démarche théorico-méthodologique* qui a orienté ces investigations, nous l'aimerions ici aussi à la fois relationnelle-structurale et diachronique. Relationnelle, elle devrait l'être parce que les faits politiques nouveaux mis au jour seront reliés aux autres niveaux de la réalité communale. Dans le cas présent, nous en restons cependant au niveau strictement communal. L'aspect diachronique devient essentiel puisque le problème central est celui des changements intervenus depuis 1969.

3. *Les élections communales de 1972 comme révélateur du changement.*

L'analyse de ces élections comprend plusieurs phases (qui correspondent au déroulement réel : la période pré-électorale, les élections elles-mêmes et la phase des réactions aux résultats, ainsi que de leur interprétation par les divers acteurs en présence. Chacune de ces trois phases peut, elle-même, être divisée en plusieurs moments.

3.1. *Période pré-électorale.*

On se souvient que les électeurs et les dirigeants de chaque clan (ces derniers surtout) se déterminent toujours, lors d'une élection, en fonction des événements et résultats d'au moins une période antérieure.

L'élément marquant des élections de 1968 avait été le coup des Blancs, soit le fait que ce clan disposait comme en 1964/65 d'un grand nombre de suffrages en trop. Si en 1964/65, les Blancs n'avaient pas utilisé ces suffrages, en 1968, en revanche, ils s'en étaient si bien servis qu'ils avaient même réussi à faire la loi dans le clan rival, en faisant

échouer le candidat le plus en vue des Jaunes et en élisant celui que la grande partie des Jaunes ne voulaient pas voir élu, soit le candidat non originaire de Chermignon. Ce dernier représente aussi le deuxième exemple, dans l'histoire des clans, de l'élection d'un « étranger », à la suite d'un accident politique. A propos de ce « candidat non désiré », le problème qui se pose est donc de savoir s'il va être réélu ou si le clan Jaune va « faire ce qu'il faut » pour qu'il ne se représente plus ou qu'il ne puisse plus se représenter. Rappelons que le premier candidat non originaire de Chermignon, qui avait également été élu à la suite d'un accident politique, n'avait siégé qu'une période au Conseil communal.

Malgré la grande quantité de suffrages en trop des Blancs, il semblait peu probable qu'ils puissent obtenir un troisième siège. On comprend que ces suffrages en trop des Blancs hantaient comme un spectre les deux autres clans politiques et qu'ils ont, une nouvelle fois, constitué l'énigme la plus importante de toutes ces élections. Aussi bien les Jaunes que les Gris craignaient d'être la victime d'un nouveau coup des Blancs.

Une deuxième énigme était constituée par le suffrage féminin et par les nouveaux électeurs. A propos des femmes autochtones, l'inconnue n'était pas des plus imperméables pour la simple raison que les électrices sont à peu près en nombre égal dans les clans traditionnels. Le problème était de les convaincre de se rendre aux urnes à tout prix. On peut aisément imaginer toute l'activité que les militants de chaque clan ont déployé à cette fin.

Là où l'activité a été la plus intense, c'est sans doute à propos des nouveaux électeurs et électrices. Les deux clans traditionnels se sont rapidement rendus compte que le clan des Gris était le principal bénéficiaire de l'arrivée dans la commune des personnes attirées par le tourisme.

De ce fait, ils entreprirent une importante campagne pour tenter d'éviter que cet avantage des Gris ne se perpétue. Un des deux clans traditionnels photographia, par exemple, la liste de tous les électeurs (qui doit être affichée à la mairie cinquante jours avant les élections), rechercha leur adresse, lorsque cela était nécessaire, et leur envoya à chacun le « programme électoral » rédigé en vue des élections. D'autres démarches, encore plus personnalisées, étaient elles aussi monnaie courante.

Une précision mérite d'être apportée au sujet de la pratique (plutôt rare jusqu'ici) qui consiste à élaborer un programme électoral, aussi sommaire soit-il. Dans ce texte, très bref, on insiste davantage sur les qualités des divers candidats et sur les réalisations envisagées pour les quatre années à venir, que sur la critique du ou des clans rivaux. On peut voir dans cette manière de faire une tentative d'intégration, par les clans traditionnels, de certaines techniques de persuasion utilisées par les Gris dès 1964. Ces derniers insistaient, en effet, tout particulièrement sur la nécessité de « mettre fin aux luttes et aux haines familiales qui opposent les clans traditionnels » et

faisaient des propositions concrètes en matière de politique communale. L'adoption de ces moyens nouveaux par les clans traditionnels n'empêcha pas les Gris de continuer sur leur voie innovatrice dans le domaine de la persuasion des électeurs. Cette fois, ils n'innovèrent pas en matière de pressions économiques. Ils firent plutôt appel à la technologie, en circulant dans la station avec un mégaphone pour appeler les citoyens aux urnes.

Même si ces techniques nouvelles ont été payantes, les rivalités entre clans n'ont pas pour autant disparu, bien au contraire. Les quelques éléments mentionnés précédemment le font déjà pressentir. Les intentions des personnes qui ont élaboré ces programmes sont certes des plus louables et, lors de leur parution, il n'est pas exclu qu'une partie de la population y ait porté quelque intérêt. Mais dès le début de la campagne électorale, au moment précisément où les dirigeants ont commencé à exposer ce programme, l'histoire des clans et les événements récents qui y sont rattachés ont resurgi avec toute la charge affective et passionnelle qu'ils déclenchent habituellement. Comme en 1964 (lorsque les Gris voulaient une lutte politique indépendante des haines familiales), l'antagonisme clanique a très rapidement eu raison des bonnes intentions. Il est important de rappeler que depuis l'apparition des Gris, le système politique de la commune est en crise, en situation de crise continue, et qui dit crise, dit accentuation des conflits. Depuis quelques années déjà, la commune de Chermignon semble obéir de manière exemplaire à cette loi sociologique.

Pour en revenir à la campagne électorale, lorsque les dirigeants exposaient leur programme, la grande partie des électeurs raisonnaient déjà en termes de politique close, de combinaisons électorales, de coups à déjouer et à faire. On retrouve la distinction entre politique close et politique ouverte. Les réunions pré-électorales relèvent de la dernière, mais c'est la première qui détermine toujours l'essentiel de la vie politique.

Pour les autochtones, l'aspect formel de ces réunions pré-électorales officielles est une évidence. Mais cette distinction entre politique manifeste et politique souterraine n'est généralement pas connue, des Confédérés notamment. Pour cette autre raison (le renforcement et l'animation de la cohésion et de l'intégration du clan ont déjà été soulignés), ces réunions officielles ne sont pas une opération totalement gratuite ; il n'est pas exclu que des Confédérés se laissent convaincre à partir de telles assemblées. Mais il est certain que d'autres moyens, plus efficaces, sont utilisés pour tenter de les rallier.

Un autre moment important de la période pré-électorale est la *publication de la liste des électeurs* de la commune, cinquante jours avant les élections. En 1968, il y avait eu contestation au sujet de certains électeurs qui figuraient sur cette liste. Un clan reprochait à juste titre à l'autre d'avoir fait venir des électeurs dans la commune uniquement dans le but de renforcer sa position. En 1972, il y a

également eu quelques électeurs de dernière minute. Mais cette fois, le Conseil communal a réussi à lui seul, à trancher les cas contestés.

Il y a un autre fait relatif à cette liste d'électeurs, qui est venu s'ajouter aux éléments qui ravivent l'antagonisme clanique avant les élections. Lors des périodes antérieures, chaque clan réussissait à obtenir cette liste (ce qui est interdit) ou à la reconstituer par divers moyens. Or, en 1972, étant donné le nombre élevé d'électeurs nouveaux (les femmes et le grand nombre de nouveaux venus dans la commune), il était difficile de reconstituer, même à l'aide de recoupements divers, cette liste de manière exhaustive. D'autre part, dans un premier temps, le président de la commune avait refusé d'en donner une copie au clan des Blancs. Peut-être voulait-il ainsi leur enlever la possibilité de faire recours (comme en 1968) contre les électeurs de dernière minute qui figuraient sur cette liste. Les Blancs réussirent aisément à lever cet obstacle en photographiant donc tout simplement cette liste à la mairie.

Pour ce qui est des moyens financiers mis en œuvre pendant la campagne électorale, il a été démontré que pour les élections de 1968, ils avaient été particulièrement importants, notamment en ce qui concerne le dirigeant des Gris. Ce dernier justifie ses somptueuses dépenses par le fait que son parti ne dispose d'aucun local, contrairement aux clans traditionnels, et que, d'autre part, une campagne revient beaucoup plus cher dans une station touristique que dans un village rural.

En 1972, ce leader (il était une nouvelle fois candidat à la présidence de la commune) dépensa des sommes aussi importantes, voire davantage, qu'au cours de la période précédente. Durant les jours précédant le moment décisif, plusieurs restaurants de la station furent transformés en un véritable pays de cocagne. Tous les électeurs potentiels étaient invités à boire et à manger aux frais de ce leader¹. Dans le public, beaucoup de personnes étaient persuadées qu'à ces dépenses somptueuses s'ajoutaient toutes sortes de pressions économiques analogues à celles qui avaient déclenché le recours contre les élections communales de 1964 et qui sont de notoriété publique. On peut rappeler le rapprochement suggéré entre ces dépenses extravagantes et le phénomène du potlatch.

Un autre moment déterminant de la campagne électorale, qui a tourné à l'affolement cette fois, est celui de la désignation officielle des candidats (dix jours avant les élections). C'est le spectre des suffrages en trop des Blancs qui a presque entièrement déterminé cette opération de désignation des candidats chez les Jaunes et chez les Gris. Chez les Jaunes, lors d'une assemblée générale, cinq candidats furent d'abord désignés. Parmi eux figuraient les deux candidats sortants et, cela ne manque pas d'importance, une femme. Mais le

1. S'il devait exister des sociologues ayant quelque peine à admettre la valeur heuristique de techniques telles que la combibendalité et la commensalité, on remarquera que d'autres types de personnes ont parfaitement compris certaines de leurs fonctions.

Comité restreint du clan a demandé à l'assemblée le droit de réduire le nombre des candidats. Cette proposition a été acceptée et ce sont finalement deux candidats seulement qui figuraient sur le bulletin des Jaunes : ceux que le comité avait cooptés. Sur ce point, les explications de la désignation de deux candidats seulement et de ces deux-là divergent sensiblement d'un clan à l'autre, voire d'une personne à l'autre chez les Jaunes eux-mêmes.

Des deux candidats sortants, l'« étranger » élu par accident en 1968, a été éliminé (selon certaines personnes) ou s'est retiré (selon d'autres). D'après les premières, celui-ci aurait, à la suite de cette « élimination », quitté le clan des Jaunes en guise de protestation et rejoint celui des Gris.

Quelle que soit la raison exacte de l'absence de ce candidat, il est certain que cet événement a créé de sérieuses tensions à l'intérieur du clan des Jaunes. Ce candidat semble s'être attiré une sympathie certaine et une popularité non négligeable auprès d'une partie de la population pendant les quatre années qu'il a passées au sein du Conseil communal. C'est lorsque les dirigeants des Jaunes ont annoncé officiellement qu'il n'y aurait que deux candidats et ces deux-là qu'un mouvement de protestation s'est élevé dans le clan. La tension était telle, à un moment donné, que les Jaunes craignaient de ne plus obtenir deux sièges au Conseil.

Cet événement est à joindre aux faits qui contribuent à envenimer le climat pré-électoral et l'antagonisme clanique. Dans un tel cas, le clan rival amplifie et exploite l'événement en y ajoutant au besoin quantité de bruits et de rumeurs. La dynamique est ainsi créée et l'antagonisme revit de plus belle, car les Jaunes vont, dans un tel cas, s'empresse de démentir et d'accuser leur rival et ainsi de suite.

L'autre candidat sortant (qui était vice-président de la commune) figurait, en revanche, parmi les deux candidats cooptés par le comité. A son sujet, il y eut également quelques contestations. On lui reprochait, entre autres, d'avoir fait un arrangement lors des dernières élections avec la famille d'un candidat du clan des Blancs. En connaissant la vivacité de l'antagonisme clanique, on comprend, si ce reproche est fondé, qu'il ait soulevé des protestations. Il y avait, en outre, depuis un certain temps, une rivalité interne entre la famille de ce candidat et celle d'un ancien conseiller Jaune, celui que les Blancs avaient fait échouer en 1968. C'est une autre démonstration concrète du rôle de révélateur privilégié des élections locales, en ce sens qu'elles font apparaître ou provoquent tous les conflits demeurés latents, mêmes les conflits internes à chaque clan.

Le deuxième candidat Jaune coopté était nouveau. Il n'est autre que le président du clan. En outre, et cela répond déjà à une de nos questions, son père a siégé à l'exécutif communal il y a quelques décennies. De profession, il est instituteur, et à l'armée, officier. Le clan rival le considère comme un élément particulièrement empreint de sectarisme clanique.

En ne désignant que deux candidats, les Jaunes voulaient en premier lieu empêcher que les Blancs ne fassent une nouvelle fois la loi dans leur clan. Cette manière de faire rendait, en effet, impossible toute manœuvre éventuelle de la part des Blancs. Paralysés et sans doute vexés, ces derniers ne tardèrent pas à réagir en accusant les Jaunes de délibérer en petit comité, de ne pas demander à l'ensemble des membres de désigner les candidats et de ne leur laisser aucun choix. Il est clair qu'avec deux candidats, les électeurs Jaunes n'avaient pas le choix. Les Blancs leur reprochèrent aussi d'avoir exclu les femmes (les Blancs en proposaient une). Un tel reproche permettait aux Blancs, à la fois de se mettre en valeur, et de critiquer, d'inférioriser les Jaunes.

Il ne fait plus de doute que l'antagonisme clanique avait relégué au second plan les bonnes intentions des programmes électoraux.

Quant aux Gris, ils procédèrent de la même manière que les Jaunes. Ils ne proposèrent même qu'un seul candidat, candidat qui n'était autre que le président sortant. L'explication est la même que pour les Jaunes. Ils craignaient qu'en proposant plusieurs candidats, les Blancs leur fassent un coup semblable à celui dont avaient été victimes les Jaunes en 1968. Les Blancs auraient pu rajouter systématiquement sur leur bulletin un candidat Gris autre que le président sortant pour faire échouer ce dernier.

Les Blancs proposèrent quatre candidats, dont précisément une femme (on verra prochainement le sort qui lui a été réservé). Pourquoi quatre candidats et pas cinq ? Eux-mêmes répondent qu'il leur était impossible de trouver un cinquième. On ne peut cependant s'empêcher d'imaginer, en songeant aux élections de 1968, que dans cet « espace vide » aurait très bien pu prendre place un candidat de l'un ou de l'autre clan rival¹. Parmi ces quatre candidats, il y avait les deux conseillers sortants et deux nouveaux venus. La femme est employée de bureau et l'autre candidat nouveau, entrepreneur.

3.2. Phase des élections et interprétation.

Plusieurs faits particuliers ont de quoi retenir l'attention. C'est en premier lieu le taux de participation très élevé, malgré la situation nouvelle qui existait en 1972. Il y avait le vote des femmes, dont tout le monde était sûr qu'il entraînerait une baisse sensible de la participation, et le nombre élevé d'électeurs nouveaux².

La participation n'a baissé que d'un peu plus de 1 % ; elle a passé de 96,9 % à 95,6 %. Ce taux est vraiment exceptionnellement

1. Au moment où ils ont déposé leur liste de candidats, les Blancs ne connaissaient pas encore la spécificité du contenu des deux autres listes. On comprend que chaque clan cherche à déposer en dernier sa liste.

2. Il a été démontré dans la première partie de cette étude, que certains Confédérés, tout en participant assez activement à la vie sociale de la collectivité, n'avaient pas réussi à s'intégrer et à comprendre le système politique traditionnel de Chermignon, même après vingt ans de séjour.

élevé si l'on tient compte du fait qu'il y a toujours une série de personnes absentes, malades, etc. D'autre part, à la suite du dédoublement de l'électorat, la surveillance habituelle et le contrôle des électeurs ainsi que la contrainte sociale informelle (propre aux collectivités restreintes) ne pouvaient plus avoir le même effet que par le passé. L'électeur avait une plus grande liberté d'action.

Ce taux prouve que la peur de l'abstentionnisme féminin (que l'on craignait tant dans cette commune à cause du caractère âpre des luttes politiques et dont on voulait prémunir les femmes, étant donné précisément ce caractère exacerbé et virulent) n'était en rien justifiée. Cette crainte, avancée par certains, n'était sans doute pour beaucoup qu'un argument servant à dissimuler une attitude plus fondamentale.

Résultats globaux des élections communales de 1972

Nombre d'électeurs inscrits	1218			
Nombre de bulletins rentrés	1165			
Nombre de bulletins blancs	5			
Nombre de bulletins nuls	5			
Nombre de bulletins valables	1155			
Taux de participation	95,6 % (96,9 en 1968)			
Nombre de suffrages par clan				
Parti	Total des suffrages			
Parti populaire (Blancs)	2510			
Parti progressiste (Jaunes)	1925			
Parti indépendant (Gris)	1338			
Total général	5773			
Quotient électoral 5773 : 6 (5 + 1)	963 suffrages			
Nombre de bulletins par clan				
Clan	com- pacts	pana- chés	total	Total en 1968
Blancs	288	214	502	230
Jaunes	270	117	387	193
Gris	171	91	262	135
Progression par rapport aux élections communales de 1968				
	Blancs	+ 118,3 %		
	Jaunes	+ 100,0 %		
	Gris	+ 94,1 %		

Nombre de suffrages obtenus par chaque candidat

Clan	C a n d i d a t s				
	1	2	3	4	5
Blancs	519*	517*	385	467	—
Jaunes	395*	450*	—	—	—
Gris	416*	—	—	—	—
* candidats élus					

Nombre de candidats élus par clan

2 Blancs

2 Jaunes

1 Gris

La formule 2 — 2 — 1, en vigueur depuis 1964-65, est maintenue.

Nombre de « suffrages en trop » par clan

Blancs	2510 — (963 x 2)	= 584 suffrages
Jaunes	1925 — (963 x 2)	= aucun
Gris	1338 — (963 x 1)	= 375 suffrages

Election du président de la commune

Candidats	Nombre de suffrages
candidat des Blancs	477
candidat des Gris	647 (élu)

Election du vice-président de la commune

Candidats	Nombre de suffrages
candidat des Blancs	476
candidat des Jaunes	507 (élu)

TABLEAU 30. — Suffrages obtenus des clans rivaux

	des Blancs	des Jaunes	des Gris	Total	Liste sans en-tête de clan
les Blancs					
candidat A	—	19	25	44*	3
« B	—	16	41	57*	2
« C	—	5	4	9	—
« D	—	17	14	31	2
les Jaunes					
candidat A	30	—	16	46*	3
« B	41	—	28	69*	—
les Gris					
candidat A	77	74	—	151*	
* candidats élus					

TABLEAU 31. — Candidats biffés par des membres de leur propre clan.

Clan	Nombre de biffages
<u>Les Blancs</u>	
candidat A	30*
« B	44*
« C	126
« D	68
<u>Les Jaunes</u>	
candidat A	41*
« B	6*
<u>Les Gris</u>	
candidat A	0*
* candidats élus	

Dans ce taux, on peut voir une autre preuve de l'intensité et de l'animosité de la campagne électorale, avec tous les moyens de persuasion, de pression et de contrainte y relatifs.

Parallèlement à cette intense activité, il y a la *stabilité*, non seulement dans la répartition des sièges au Conseil (la formule 2-2-1 se perpétue) mais, plus généralement, dans le fait que le système des clans reste tout simplement inchangé malgré les éléments entièrement nouveaux intervenus depuis 1968.

Un autre phénomène infirme partiellement une prévision faite en 1968. Il s'agit, et cela constitue en un certain sens une surprise, de la progression plus forte des deux clans traditionnels que des Gris. Comment expliquer cette « anomalie » ? La faction des Gris est restée essentiellement le parti d'un seul homme. Elle ne s'est pas implantée, institutionnalisée et structurée d'une manière aussi large et profonde que ne le sont les deux clans traditionnels. Non seulement ces derniers sont parfaitement organisés et enracinés dans l'ensemble de la réalité communale (l'extension de l'antagonisme à tous les niveaux), mais ils se sont, en outre, restructurés et *adaptés* aux situations nouvelles. Ils ont su *intégrer* les éléments nouveaux qui auraient pu, le cas échéant, les faire disparaître. Notre prédiction n'est que partiellement erronée parce qu'il avait été précisé que les Gris ne pourraient survivre et progresser qu'à condition de passer de l'état de phénomène conjoncturel à celui d'un élément structurel. Or, en demeurant le parti d'un seul homme, les Gris risquent fort de continuer à n'être qu'un phénomène conjoncturel. Leur base sociale (une grande partie des nouveaux électeurs attirés par le tourisme) constitue certes un élément structurel, mais, sur le plan de la politique communale, ils restent, pour l'instant, un phénomène conjoncturel, malgré le prestige dont jouit leur leader (et lui seulement) et son pouvoir charismatique auprès d'une partie importante de la population. Ne retrouve-t-on pas le décalage, le retard du niveau politique sur le niveau économique, déjà relevé antérieurement à propos d'autres aspects ?

Le contraste entre l'intensité de la campagne électorale et le maintien du statu quo pourrait illustrer le fait qu'une situation donnée ne se maintient pas automatiquement, mais qu'une très grande activité, « énergie », peut être nécessaire uniquement pour sa simple survie. Et ceci, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une entité en transformation, subissant et engendrant des déstructurations et des restructurations constantes, et ayant de la peine à atteindre un nouvel équilibre, à la fois plus stable et plus mobile.

Un autre fait peut apporter quelque élément d'explication à la progression plus rapide des clans traditionnels ; de celle des Blancs surtout, qui ont renforcé leurs rangs de manière certes plus marquante que les Gris, mais également davantage que les Jaunes. Que les Jaunes et les Gris n'aient présenté respectivement que deux et un seul candidats, les a sans aucun doute désavantagés auprès des nouveaux électeurs qui se sont installés dans la commune depuis 1968. Puisque chaque électeur peut voter pour cinq candidats, certains n'auront pas

manqué de constater que le choix était plus grand sur le bulletin des Blancs (même si pour la plupart des autochtones, les deux des quatre candidats Blancs élus étaient connus d'avance).

Les Blancs n'ont pas manqué de jouer sur ce point en l'utilisant comme argument dans la campagne électorale. D'une part, ils reprochaient aux deux clans rivaux de ne laisser aucun choix à l'électeur, de désigner les candidats en comité restreint et de ne pas tenir compte de la « volonté populaire ». D'autre part, ils pouvaient se prévaloir d'avoir parmi leurs candidats une femme et d'être ainsi « plus modernes », même si cette candidate a non seulement échoué, mais a été biffée plus d'une centaine de fois par les membres de son propre clan.

Cette progression plus forte des Blancs ne constitue donc pas nécessairement un élément structurel, en ce sens que l'on pourrait, à partir de cette avance momentanée, prévoir quelle sera la situation en 1976. Il s'agit d'un phénomène plutôt conjoncturel dont l'avenir dépendra largement de ce que vont devenir les Gris. Si ces derniers ne demeurent pas le « parti » d'un seul homme mais se structurent en un véritable parti politique, il est fort possible qu'ils puissent progresser très sensiblement. Le cas échéant, et en admettant en plus que ce leader se retire de la scène politique lors des prochaines élections, les deux clans traditionnels feraient certainement un bond spectaculaire (sans que l'on puisse dire avec certitude chez lequel il serait le plus marqué), puisqu'ils réussissent parfaitement à intégrer les situations nouvelles au système clanique traditionnel, tout en évitant de faire apparaître ce dernier sous ses aspects les plus archaïques. Cette autre possibilité théorique n'exclut pas, à plus ou moins longue échéance, une transformation contraire, soit la décomposition du système clanique.

Voyons maintenant ce qu'il en est des résultats proprement dits des élections. En ce qui concerne les Jaunes et les Gris, du point de vue des candidats élus, il n'y a rien de particulier à signaler puisqu'ils n'ont fait figurer sur leur bulletin que le nombre de candidats auxquels ils avaient droit d'après le système de la représentation proportionnelle.

Pour les Blancs, la loi dégagée lors des élections précédentes, qui veut que soient élus les candidats qui obtiennent le plus de voix des clans rivaux et qui sont biffés le moins de fois par les membres de leur propre clan, se vérifie parfaitement d'après les tableaux 30 et 31.

Est également vérifié le fait que les élections représentent une occasion où les conflits, mêmes secondaires (internes à chaque clan, par exemple), se manifestent concrètement. Pour ne prendre que le cas des Jaunes, le tableau 31 démontre ce phénomène. Le candidat A a « reçu » 41 coups de crayon et le candidat B seulement 6. Cette différence est due en partie au fait que le candidat A est précisément celui à qui certains Jaunes reprochaient d'avoir fait une sorte d'entente avec une des familles du clan rival en 1968, afin d'« assurer » son élection.

Le nombre élevé de voix que le candidat des Gris a obtenu des deux autres clans prouve que beaucoup d'électeurs des clans traditionnels acceptent d'accorder une voix à ce leader, tout en restant dans leur clan traditionnel respectif. Ces appuis partiels s'expliquent par les mêmes raisons que celles qui ont été mentionnées lors des élections de 1964/65 et de 1968.

Chez les Blancs, les biffages dont a été victime le candidat C ne peuvent plus s'expliquer par les seules querelles familiales internes. Le fait le plus surprenant (il l'est peut-être moins si l'on se souvient de ce fameux décalage que nous croyons voir entre le développement économique et l'état du niveau superstructurel) est qu'il s'agit de la seule femme qui briguaît un poste de conseiller. Dans ce cas, on peut dire que les chiffres parlent vraiment d'eux-mêmes puisqu'elle a été biffée 126 fois par les membres de son propre clan. Rarement les Blancs interrogés à ce sujet n'ont été aussi embarrassés pour expliquer le phénomène. Certains prétendaient qu'ils avaient été obligés de procéder de la sorte, car ils prévoyaient qu'elle obtiendrait beaucoup plus de voix que les autres candidats des habitants de la station (qu'ils disaient, ce qui n'est sans doute pas faux, plus favorables à l'entrée des femmes sur la scène politique) et des femmes des deux autres clans. Biffer systématiquement cette candidate ne revenait pour certains qu'à rétablir un « juste équilibre » entre elle et les autres candidats Blancs qui « devaient aussi avoir leur chance ». Cette explication est un exemple de l'habileté et de la ruse de la population de Chermignon.

D'autres ont franchi un pas de plus en affirmant que ce n'était pas seulement les hommes qui l'avaient biffée, mais les femmes, parce que ces dernières seraient, par définition, « jalouses les unes des autres ». Ce thème de la jalousie des femmes est un de ceux qui est revenu le plus souvent.

Quelle que soit la valeur de ces explications particulières, on ne peut s'empêcher d'y voir aussi une autre manifestation concrète d'une certaine forme de conservatisme, de traditionalisme, encore assez répandue dans cette micro-région, ainsi que dans les contextes plus larges dans lesquels cette dernière s'inscrit.

Peut-on imaginer que seulement *neuf* électeurs ou électrices¹, parmi les 649 que comptent Jaunes et Gris ensemble, ont rajouté cette femme sur leur bulletin ? Même le féminisme, s'il existe sous une forme ou sous une autre, a été littéralement balayé par la conscience de clan et l'antagonisme clanique.

1. Cet appui totalement insignifiant de la part des femmes elles-mêmes doit cependant être nuancé. La progression exceptionnelle des Blancs est due en partie au fait que plusieurs électrices nouvelles (installées depuis peu dans la commune) ont voté pour cette candidate et, pour ce faire, elles ont choisi le bulletin des Blancs. Etant donné que cette candidate connaissait l'allemand (elle a habité pendant de nombreuses années dans un canton suisse allemand), elle avait, entre autres, pour tâche de convaincre les électeurs et électrices originaires de cette autre partie de la Suisse.

A part les diverses formes de réticences que l'on trouve encore un peu partout envers les candidatures féminines en politique, il y a un autre élément qui a pu jouer un rôle dans l'échec de cette candidate. Cette femme, bien qu'ayant épousé un homme de Chermignon, est originaire d'un autre canton suisse, elle est une Confédérée. Peut-être n'est-elle et ne reste-t-elle qu'une « étrangère » pour une partie des habitants de Chermignon. On retrouve l'ethnocentrisme, et il semble qu'il ne se soit pas beaucoup atténué entre 1969 et 1972.

On relèvera encore les dons de stratège des chefs de clan, Blancs en l'occurrence. Dans leur programme électoral, ils se vantaient d'être les seuls à permettre « à la femme d'exercer pleinement ses droits civiques ». Une autre phrase de ce programme relève de la même habileté, de la volonté et de la capacité d'intégrer les éléments nouveaux :

« Citoyennes ! pourquoi êtes-vous délibérément exclues des listes n^{os} 2 et 3 ? » (il s'agit des listes des deux clans rivaux).

En faisant figurer une femme parmi leurs candidats, les Blancs voulaient apparaître et sont effectivement apparus, auprès de certains, comme le groupement politique le plus moderne. Les résultats des élections (le biffage systématique de cette candidate) ne trompent pas ; la modernité affichée n'était qu'apparat. Mieux, on a mis en quelque sorte la modernité au service de la tradition. On a su utiliser la modernité pour mieux maintenir la tradition, avec tous les privilèges et l'exclusivité qu'elle comporte. Apparat, traditionalisme, mais aussi et surtout, stratégie, habileté et ruse.

Cela ne signifie pas pour autant que le système politique traditionnel soit resté totalement inchangé. Il suffit de prendre deux éléments nouveaux, l'électorat féminin et le grand nombre des Confédérés qui se sont installés dans la commune depuis 1968, pour démontrer que le système politique a subi, sans le vouloir, quelques modifications, que le processus de déstructuration et de restructuration est à l'œuvre. Ce qu'il importe de voir, c'est que les divers éléments nouveaux n'ont pas transformé radicalement, n'ont pas fait éclater, les fondements mêmes du système politique traditionnel.

Quelques mots encore au sujet des élections du président et du vice-président de la commune. Depuis que trois groupements politiques sont présents sur la scène politique communale, se pose à chaque élection le problème des ententes électorales. En 1964, le président (Gris) n'avait pu accéder à cette fonction que grâce à l'appui des Jaunes, appui qui avait, en outre, permis à ces derniers de mettre en minorité le clan des Blancs. Lors des élections de 1972, une situation semblable s'est présentée. Les avis divergent quelque peu à propos de la nature exacte de cette entente. Certains prétendent que Jaunes et Gris avaient noué une entente en bonne et due forme avant les élections. D'autres prétendent que le président sortant (le leader des Gris, qui était une nouvelle fois candidat à cette fonction), aurait simplement déclaré que celui des deux clans traditionnels qui ne présenterait pas de candidat concurrent à la présidence, obtiendrait son appui,

celui de l'ensemble de sa faction, lors de l'élection du vice-président. Notons au passage que les divergences dans l'interprétation des faits, déjà rencontrées de manière particulièrement significative à propos de la naissance des clans, sont inhérentes au système clanique et le font vivre. Ce que les individus veulent, ce n'est pas une version « objective », mais démontrer que leur interprétation des faits (que disons-nous ? leur présentation des faits) est la bonne et que celle du clan rival est par définition fausse, mensongère et révoltante. Elle nécessite un démenti. A ce stade, la boucle est bouclée, puisque la dynamique de l'antagonisme clanique est déclenchée et peut s'alimenter d'elle-même. Au moment des élections, presque tous les faits et gestes deviennent des déclencheurs.

Entente ou pas, on ne peut nier qu'en 1972, les Jaunes appuyèrent systématiquement le candidat Gris à la présidence, et que réciproquement, les Gris ont considéré le candidat des Jaunes à la vice-présidence comme leur candidat officiel à cette fonction. Quant aux Blancs, ils ont une nouvelle fois été la victime de la situation, bien qu'ils demeurent le groupement politique le plus important numériquement. Comme dans de nombreuses autres situations de rapports de force, où trois groupements ou partis politiques d'inégale importance sont en présence, c'est le plus petit groupement (les Gris) qui est devenu l'acteur politique central et déterminant. Ce n'est pas un hasard s'ils détiennent la présidence de la commune.

Pour ce qui est des différentes questions soulevées au début de ce chapitre à propos du problème capital du *changement* des principales caractéristiques de la politique communale, les réponses sont brèves, puisqu'il apparaît immédiatement, après l'analyse des résultats des élections, que c'est plutôt l'absence de changement qui constitue le trait dominant de l'« évolution » depuis 1968. Le statu quo au niveau de la répartition des sièges (la formule 2-2-1) semble n'être qu'un indicateur d'un statu quo beaucoup plus général, malgré la très intense activité politique qui a précédé les élections et à laquelle nous avons attribué une fonction bien déterminée.

Après l'apparition des Gris en 1964, le problème se posait de savoir si d'autres changements aussi fondamentaux interviendraient par la suite. Pour l'instant, il n'en est rien, puisque les deux clans traditionnels ont même réussi à intégrer à leur profit les éléments nouveaux qui avaient été à l'origine de la naissance des Gris.

L'alternative qui sous-tendait l'évolution possible des Gris, phénomène conjoncturel ou élément structurel, n'a pas non plus évolué dans le sens d'une voie irréversible.

Si les Blancs ont réussi à intégrer provisoirement des éléments nouveaux tels que le suffrage féminin et les « étrangers » installés dans la commune depuis 1968, et à mettre la modernité au service de la tradition, les Jaunes se sont, eux aussi, « recyclés » et restructurés. Ils ont notamment réussi à intégrer partiellement un conflit latent important et qui devient de plus en plus manifeste, celui qui oppose le Haut et le Bas. En 1968, un fait sans précédent dans

l'histoire des clans s'était présenté. Tous les conseillers communaux habitaient dans la station. Le fait que le Bas (les trois villages) n'était plus représenté à l'exécutif communal¹ avait, petit à petit, créé un véritable mouvement de contestation. Les Jaunes réussirent à intégrer cette tension nouvelle puisqu'un de leurs candidats élus habite dans le Bas. Ce dernier a, en outre, immédiatement été nommé vice-président de la commune.

En ce qui concerne les caractéristiques des autorités politiques, l'aspect restrictif et exclusif du pouvoir, il s'agissait de déterminer si une démocratisation et une décentralisation (affaiblissement de l'ethnocentrisme) étaient en cours. Sur le dernier point, il y a même eu régression puisque le seul candidat « étranger » qui était entré, par accident certes, au Conseil communal en 1968, a été « éliminé ». Même si le problème de la raison de son départ, retrait volontaire ou exclusion, reste ouvert, son absence est néanmoins significative. La démocratisation n'est guère plus avancée, puisque quatre conseillers sortants, qui avaient tous les traits propres à la minorité qui détient héréditairement le pouvoir, ont été réélus et que le cinquième remplit lui aussi très largement ces diverses conditions.

Quant à la question du taux de participation des femmes, la crainte de l'abstentionnisme manifestée par les hommes était en fait illogique, stratégique plus exactement, puisque être membre d'un clan signifie nécessairement participer à tous les aspects² de la vie sociale de la micro-collectivité que forme chaque clan séparément. Est-il besoin de rappeler le rôle fondamental de la femme dans la socialisation des enfants et, par conséquent, dans la socialisation à l'antagonisme clanique ? Le vote massif des femmes ne représente qu'une traduction officielle d'une participation informelle³ qui existait déjà depuis la naissance des clans. Leur participation politique n'est qu'un aspect particulier mais *indissociable* de l'ensemble de la vie collective et son intensité n'est qu'un reflet vivant de l'état actuel de l'antagonisme clanique.

En ce qui concerne l'extension de la dualité clanique à l'ensemble de la réalité sociale, les personnes interviewées prétendent presque unanimement que les habitants sont moins sectaires que par le passé. Cependant, dès que l'on demande des exemples concrets de cette atténuation, l'embarras est certain. En 1968 déjà, nous avons constaté que, même chez les jeunes, de tels indices étaient relativement rares. C'était plutôt un enthousiasme non dissimulé pour cet antagonisme clanique et pour la symbolique qui y est rattachée, voire des tenta-

1. Proportionnellement, le Bas était depuis longtemps nettement sous-représenté. L'année 1968 n'a été que le couronnement d'un processus d'exclusion progressive.

2. Il y a bien sûr quelques exceptions classiques. La fréquentation des cafés en est une. Seules les jeunes filles y vont quelquefois. Le dimanche matin, après la messe, les jeunes couples s'y rendent pour faire connaître leur progéniture. Cela n'est valable que pour les villages. Dans la station, les touristes faussent la règle et les autochtones prennent les habitudes urbaines.

3. On sait déjà que l'informel prédomine très largement.

tives de les régénérer, qui retenaient l'attention. Pour l'heure, cette tendance semble se perpétuer. L'interrogation sur le contenu réel de cet antagonisme et de cette symbolique ne fait, pas plus que par le passé, l'objet d'une préoccupation importante.

Le problème de la teinte idéologique des conseillers communaux, de son éventuelle transformation, ne réserve pas non plus de grandes surprises. Il est toujours inconcevable qu'un candidat fasse campagne, encore moins qu'il soit élu, sur la base de son orientation idéologique. L'antagonisme clanique demeure l'instrument essentiel du succès électoral, un élément de stratégie électorale. Des aspects ayant trait aux divergences idéologiques sont intervenus de manière très embryonnaire, et à l'intérieur d'un même clan seulement. Prenons un exemple fictif pour illustrer cela. Un électeur radical Blanc peut favoriser un candidat proche de ses préférences idéologiques en biffant un autre candidat plutôt conservateur. Mais un candidat qui voudrait se détacher de l'antagonisme clanique ne peut toujours pas espérer obtenir un appui systématique des électeurs des clans rivaux, même si ces derniers ont une orientation idéologique semblable à la sienne. Quant à l'orientation idéologique sous-jacente des membres du Conseil actuel, elle n'a pu se transformer de manière significative, puisque des cinq conseillers sortants, quatre ont été réélus.

A partir de ces nombreuses situations de non-changement, on peut admettre que l'information, la formation, la discussion et les projets politiques (et non claniques) ne jouent pas un rôle beaucoup plus grand dans la vie politique locale de Chermignon. Cette absence de politisation de la politique locale de la part des leaders, eux-mêmes beaucoup plus politisés, et sa centration sur les seuls événements et anecdotes relatifs à l'antagonisme clanique seraient-elles un autre moyen de stratégie politique permettant à cette minorité de continuer à détenir le pouvoir ?

En connaissant la persistance de cette lutte de clans et de son enracinement dans l'ensemble de la réalité communale, la question de l'orientation idéologique spécifique du vote des femmes perd tout son sens. Dans un tel contexte, du moins au niveau communal, il est tout simplement inconcevable qu'une ou plusieurs « spécificités » de ce genre se constituent ex nihilo. Il y a un *climat politique* qui donne le ton et qui imprime sa marque à tous les individus et à tous les comportements.

Bien que la réalité communale impose son caractère de totalité, nous avons vu que les divers niveaux de cette totalité ne se transformaient pas au même rythme. Il y avait notamment le retard du niveau politique. Depuis 1969, ce décalage n'a pas été comblé.

Sur le plan politique, il a été démontré que les éléments nouveaux sont intégrés au système politique traditionnel. Sur le plan économique, il semble que ce soit plutôt l'inverse : la tradition est mise au service de la modernité. On peut prendre les constructions touristiques comme exemple. Etant donné que l'implantation d'un style architectural hypermoderne dans les stations touristiques de montagne

est de moins en moins appréciée, on n'a pas manqué de réagir en intégrant le rustique au moderne.

Un phénomène nous semble important au sujet des rapports entre le niveau économique et le niveau politique. La caractéristique essentielle du premier est le développement et la modernisation constants, tandis que pour le second, la préoccupation majeure consiste à sauver à tout prix les *fondements* du système traditionnel, quitte à le transformer légèrement en lui intégrant des éléments nouveaux. Le fait que ces tendances contradictoires deviennent, *à la longue*, incompatibles, trouve une illustration concrète dans la naissance des Gris. Il n'en reste pas moins que cette irruption n'a pas entraîné la disparition des clans traditionnels.

Un autre aspect de la problématique changement/stabilité était lié aux phénomènes du contrôle du vote, de la contrainte sociale, de la discipline de vote, etc. On pouvait supposer que ces diverses formes de contraintes plus ou moins informelles subiraient un relâchement, à la suite du dédoublement de l'électorat notamment. Il y a eu relâchement, mais minime, et la raison de sa faible ampleur est une nouvelle fois à chercher dans la persistance du clan comme phénomène social englobant tous les aspects de la réalité communale. Si les électeurs n'ont que très partiellement utilisé la grande liberté dont ils disposaient théoriquement tout à coup, c'est parce que la division de la commune en clans est un phénomène historique, avec lequel on ne rompt pas du jour au lendemain. La soumission au clan et à ses chefs, la fidélité politique et la grande discipline de vote sont encore appliquées de manière quasi automatique.

Un autre aspect de notre interrogation avait trait au contenu de la politique communale. Il s'avère, en effet, que cette politique a trait pour l'essentiel à des problèmes économiques et administratifs. La question qui se posait était de savoir si une politisation plus accentuée était en vue, en ce sens qu'il y aurait des divergences plus fondamentales au sujet de l'orientation générale que doit prendre le développement et l'aménagement de la commune. En fait, il n'est pas nécessaire d'aller chercher à un niveau aussi fondamental pour trouver des points de vue opposés et des conflits. Ces problèmes économiques et administratifs, qui devraient apparemment se résoudre sans difficultés, comme des affaires courantes, peuvent faire l'objet de conflits très intenses et suffisent largement à « politiser » la politique communale. Une construction ou une simple amélioration d'une voie de circulation suppose des expropriations et qui dit expropriation dit presque inévitablement conflit, ne serait-ce qu'au sujet du montant de l'indemnisation. Il n'est cependant pas exclu que les divergences sur des problèmes aussi particuliers soient des manifestations concrètes de divergences plus fondamentales. Dans ce cas, ces problèmes particuliers tiendraient lieu de *médiations* ; ils médiatiseraient et traduiraient en termes autochtones, ces divergences plus fondamentales. La difficulté de percevoir ces dernières est d'autant plus grande que sur ces problèmes particuliers et les conflits auxquels ils donnent

lieu, vient se greffer l'antagonisme clanique. Un autre type de conflits, ceux qui opposent les communes contiguës (d'autant plus importants que la station touristique est située sur le territoire de quatre communes différentes) semblent resurgir de manière inattendue. Ces conflits n'en sont peut-être qu'à leur état embryonnaire, car il semble que ces différentes communes vont être obligées, bon gré mal gré, de collaborer, étant donné que l'ampleur de certains problèmes empêche que chaque commune les résolve individuellement.

Un autre conflit est celui qui oppose à tout moment les personnes favorables aux mesures d'aménagement du territoire communal (à la modernisation de la commune) à celles qui prétendent que ces mesures sont trop coûteuses ou réalisées avec une efficacité insuffisante. Bien que cette opposition entre traditionalistes et modernistes soit présente à l'intérieur de chaque clan, elle est, elle aussi, ramenée à l'antagonisme clanique. C'est généralement le clan minoritaire au sein de l'exécutif qui fait ce genre de reproche au clan majoritaire.

Un problème aussi administratif que la nomination d'un secrétaire communal est en réalité un problème « hautement politique ». Le clan majoritaire n'admettra pas qu'un tel fonctionnaire appartienne au clan rival et puisse ainsi contrôler de près l'activité de son ennemi politique.

Le fait de ramener une grande partie des conflits anciens et nouveaux à l'antagonisme clanique pourrait être considéré comme un indicateur de la volonté de survie et de la capacité d'intégration du système politique traditionnel. Cette situation, voulue ou non, permet peut-être aussi d'éviter que d'autres conflits, plus menaçants, n'apparaissent.

Plus généralement, un des résultats importants de l'analyse des élections communales de 1972, réside sans aucun doute, dans la mise au jour de cette dialectique constante entre, d'une part, les menaces de plus en plus importantes et nombreuses qui pèsent sur le système politique des clans et, d'autre part, les multiples réponses que ce système tente et réussit à leur apporter. Pour l'instant, en déployant une habileté et une ingéniosité étonnantes, une activité des plus intenses, ce système politique et ses leaders ont réussi en premier lieu à survivre, et ensuite à intégrer et « récupérer » la plupart des éléments nouveaux sans se transformer de manière fondamentale.

CONCLUSIONS

1. De la spécificité du système politique de Chermignon.

Avant de dégager, à la lumière des bases théoriques notamment, les conditions dans lesquelles un tel système a pu naître et se maintenir (se reproduire de manière élargie et se transformer sans que ses fondements n'éclatent), on peut rappeler les principaux caractères du système.

Il est d'abord fondamental de souligner que les *éléments structuraux* du système repris ci-dessous ne sont pas évidents, et n'apparaissent pas sans autre et immédiatement à un observateur étranger au système. Les autochtones eux-mêmes, ensuite, n'en sont pas totalement conscients. La plupart de ces éléments leur échappe même complètement. Leur mise au jour est le résultat de recherches minutieuses, prolongées et approfondies, et de l'application de méthodes et de techniques spécifiques. Ceci est important, parce que nombre de recherches sur la politique locale (comme cela a été démontré dans la première partie de notre étude) en restent à une présentation stéréotypée de cette politique, politique qui devient soit quelque chose de stable et immuable, soit une série de faits et d'événements successifs sans logique de base ni structure propre.

Il y a au moins deux points de référence pour appréhender ce système, et ces derniers doivent être soigneusement distingués, pour éviter des confusions importantes. On peut considérer ce système politique soit en fonction de la *structure bi-clanique traditionnelle*, soit en fonction de la *structure tri-clanique actuelle*. La première revient à mettre l'accent sur les éléments « stables » ; la seconde, à donner davantage d'importance aux transformations et aux possibilités nouvelles de transformations. Suivant l'optique, le système apparaît soit

comme très stable, soit comme très mobile. En réalité, il est à la fois très stable et très mobile. La distinction est d'ordre purement analytique.

Commençons par la première. Il s'agit en quelque sorte de dégager les *structures élémentaires* de ce système clanique. Quand nous parlons de *structure clanique*, c'est par opposition à une structure basée plutôt sur des partis politiques et des classes sociales.

La structure clanique n'est pas une entité abstraite. Elle est un schéma théorique d'un phénomène social, schéma qui est lui-même à expliquer. Cette structure clanique n'est pas apparue telle quelle, sous sa « forme achevée », à un moment donné dans l'histoire. Elle est le résultat d'un processus de constitution progressive et elle continue à se modifier, au point que le terme de structure clanique n'est peut-être plus adéquat pour désigner l'ensemble du système politique actuel de Chermignon. Par forme achevée, il faut entendre l'état du système avant l'apparition des Gris. Mais entre ses premières manifestations concrètes, vers les années 1917, et son éclatement en 1964, il s'est modifié, reproduit de manière élargie, et institutionnalisé. Le terme structure clanique désigne simplement les critères, les éléments de base et les lois (les régularités) en fonction desquels s'est structuré, déstructuré et restructuré ce système politique.

Parmi ces critères, il y a celui, fondamental, de la *parenté*. Il n'est cependant pas déterminant de manière absolue (certains parents se sont retrouvés dans des clans opposés à la suite des divers événements qui ont donné naissance aux Jaunes et aux Blancs). Il ne s'agit toujours que de *tendances*. Notons qu'il y a là une preuve de l'aspect non statique de la parenté. Cette dernière a sa *dynamique* propre, dynamique qui est due, en partie, à la combinaison de la parenté avec d'autres critères. Que la parenté soit intimement liée à la politique et au pouvoir, rend évidente l'impossibilité d'une immuabilité des parentèles. Les relations de pouvoir étant par définition asymétriques et, par conséquent, sujettes à contestation, l'aspect statique devient une fiction. Les alliances sont toujours instables. Les perpétuels renversements du clan au pouvoir et l'apparition de nouveaux clans en sont les meilleures illustrations. Cela suppose évidemment la prise en considération d'une époque historique suffisamment longue. Ce qui, pendant une période donnée, est stable, ce sont les critères de la structuration sociale et politique et non les combinatoires dont ils font l'objet. Chaque clan a certes un noyau parental de base stable, mais la force politique d'un clan est sujette à des variations.

Comme autres critères de la structuration en clans, il y a notamment les liens d'*amitiés*, de *voisinage*, de *clientèle* et de *dépendance* (phénomène du patronage). La *spécificité* du système politique de Chermignon, par rapport à quelques communes avoisinantes, tient au fait que, vers 1917, il y a eu cumul, recoupement et cristallisation des divers événements, « histoires » et faits qui symbolisaient les luttes inter-personnelles, collectives, politiques et idéologiques. A partir de cette date, il y a eu *fixation* et *polarisation* des oppositions. Toutes les

divergences ont, dès lors, été raménées à cet antagonisme entre Jaunes et Blancs, *médiatisées* par lui. Alors que dans d'autres communes, les oppositions semblent moins bien définies et plus variables, à Chermignon, l'*antagonisme clanique* est devenu *permanent* et s'est *institutionnalisé*. Il s'est ensuite *développé* et *étendu* progressivement à tous les aspects de la vie collective.

D'où le fait que l'antagonisme clanique n'est pas seulement politique, mais économique, social et culturel. C'est l'aspect profondément *indissociable* des divers niveaux de la réalité communale. L'aspect *total* de cette division, la virulence des oppositions, la forte conscience de groupe de chaque clan et l'intensité du sentiment d'appartenance, nous ont amené à proposer le terme de *conscience de clan*. Conscience de clan ? Par opposition à conscience de classe et aussi à cause du poids de la parenté et du caractère *fondamentalement* interclassiste de chaque clan. Dans un même clan, il y a donc des membres de toutes les couches ou classes sociales, et cela dans des *proportions presque identiques*¹. De même, à l'intérieur de chaque clan, il y a des membres ou sympathisants de tous les partis politiques cantonaux. Toutes les idéologies politiques, de la droite à la gauche, sont représentées de manière significative à l'intérieur de chaque clan.

Un autre trait important est l'aspect entièrement *informel* de l'organisation des clans. Bien qu'informelle, cette organisation est extrêmement bien définie, rigoureuse et contraignante. Son fonctionnement est impeccable. Les élections communales de 1968 (le coup des Blancs) sont là pour en témoigner. L'incroyable *réseau de surveillance* des membres, est un exemple de l'efficacité de cette organisation. Tout autre est évidemment le problème du jugement de valeur que l'on peut porter sur les effets d'un tel système de surveillance. Nous pensons au peu de liberté qu'il laisse objectivement à chaque électeur individuellement. Si l'on ajoute à cette situation le fait que les décisions politiques importantes sont prises et imposées par quelques chefs de clan (la distinction entre *politique close* et *politique ouverte*), on en arrive à s'interroger sur le niveau de conscience politique (en termes urbains) de la population.

Un autre élément, qui renseigne à la fois sur le contenu de cette politique et sur les structures élémentaires du système, est ce qui a été appelé l'aspect *énergétique* de la politique locale. L'*activité* politique est très intense, permanente et se développe selon une logique bien définie. L'*antagonisme clanique* est omniprésent et constamment à l'œuvre. Il est constitutif de la vie quotidienne des habitants. Nous avons parlé à son sujet d'*auto-alimentation* et d'*auto-dynamisme*. Il suffit qu'un clan dise ou fasse quelque chose pour que le clan rival dise et fasse la même chose. Que disons-nous ? Fasse mieux, ou critique l'entreprise de l'ennemi héréditaire. Si un clan se targue d'un avantage, l'autre aura tôt fait de le dénigrer. Chaque clan est persuadé d'être supérieur à l'autre, d'avoir fait les meilleures réalisations pour

1. Il ne s'agit donc pas simplement d'une tendance telle qu'on la retrouve généralement dans la plupart des partis politiques.

la commune. Chacun se considère comme *Le clan*. Si un clan accuse son rival, ce dernier dément immédiatement et accuse à son tour, et ainsi de suite. En ce sens, on peut parler d'une boucle qui se boucle elle-même sans cesse et sans fin, soit d'auto-dynamisme et d'auto-alimentation. Par certains aspects, ce système politique constitue bien un système en soi.

La surprise marquante de l'analyse de la *politique extérieure* de la commune, a été la constatation de l'extension de l'antagonisme clanique à la politique cantonale. L'illustration extrême étant la scission intervenue à l'intérieur du parti conservateur du district, à un moment donné.

La politique extérieure de la commune a fait apparaître, de manière particulièrement nette, un autre trait fondamental du système politique : son aspect *ethnocentrique*. Au niveau local, c'est l'exclusion délibérée des personnes non originaires de la commune et, au niveau cantonal, le favoritisme exceptionnellement marqué envers les candidats-députés autochtones et voisins. Cet ethnocentrisme est néanmoins et à son tour contrecarré par l'antagonisme clanique. Si un électeur vote pour un candidat autochtone, c'est dans la mesure où il appartient à son clan. Au niveau cantonal, le vote est fonction d'une combinatoire variable où entrent en jeu les préférences idéologiques, l'antagonisme clanique et l'ethnocentrisme. La combinatoire varie selon le *degré* de sectarisme clanique et le *degré* de conviction idéologique des individus.

Des structures élémentaires du système politique, passons aux caractéristiques du *pouvoir*, de la *structure du pouvoir*. Si le système politique n'est pas un système de classes mais un système de clans, le pouvoir est, en revanche, un *pouvoir de classe*. Le pouvoir est restrictif, exclusif, ethnocentrique, élitiste, centralisé, non démocratique et non participationniste.

Le *pouvoir économique* est une condition nécessaire mais non suffisante du *pouvoir politique*. La *parenté* intervient une nouvelle fois. Elle devient un élément de *stratégie politique*. Nous pensons à la minorité très restreinte qui détient le pouvoir politique de père en fils depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, aux *six familles politiques*. Ce qui frappe le plus, c'est leur extraordinaire pouvoir d'adaptation. A chaque phase de la transformation et du développement économiques de la commune, ces six familles ont réussi à détenir les professions économiquement les plus privilégiées. A aucun moment, au cours de l'histoire des clans, il n'y a eu de représentant des couches sociales défavorisées au Conseil.

A propos du critère de la parenté, on notera que c'est la *profondeur généalogique* (degré de parenté avec les « ancêtres » des clans) qui est déterminante. Être économiquement privilégié et pouvoir invoquer des liens de parenté avec l'élite héréditaire sont deux critères déterminants du pouvoir. Un conseiller doit évidemment aussi être *représentatif du système de valeurs dominant* (les fonctions d'instituteur et d'officier dans l'armée, en sont des exemples). En outre,

pour ainsi dire tous les conseillers sont *conservateurs*¹. Un candidat au Conseil doit ensuite être très profondément enraciné dans la collectivité (non seulement les Confédérés, mais les personnes originaires des communes voisines sont exclus du pouvoir local). En rapport avec ce dernier critère, il y a l'aspect *multidimensionnel* des fonctions des autorités politiques.

Considérons encore rapidement le système politique en fonction de la *structure tri-clanique actuelle*. L'apparition des Gris est révélatrice et significative à plus d'un titre des transformations en cours et possibles. Elle fournit aussi certaines indications sur les mécanismes du changement.

Ce nouveau groupement constitue indéniablement un élément de *modernisation* politique (c'est-à-dire d'urbanisation). Il est moins dépendant des critères traditionnels tels que la parenté, la profondeur généalogique des liens avec les « ancêtres », la conscience de clan. Cela ne signifie pas que la parenté ne joue plus aucun rôle. Tout en critiquant les liens de parenté, en s'affirmant contre eux, il a été démontré que les Gris en ont, volontairement ou malgré eux, très largement bénéficié. En outre, les liens de dépendance (économiques plus que sociaux) y sont particulièrement marqués et sans doute déterminants.

Il y a affaiblissement de certains critères claniques traditionnels et apparition, tout aussi relative, implicite et partielle, de critères de classe. Les Gris représentent le groupement politique qui est le plus fortement lié aux *intérêts spécifiques* si ce n'est d'une classe sociale, du moins d'une catégorie économique bien déterminée. Il s'agit d'un pendant politique du développement touristique et des activités qui lui sont liées. C'est un phénomène typiquement tertiaire. Dans ce groupement, il n'y a plus de conscience de clan, mais un embryon de conscience de classe. Les gens appartenant à cette catégorie économique ont en tout cas une certaine conscience de leurs intérêts spécifiques. Il y a également conscience relative du fait que leurs intérêts sont *opposés* à ceux d'autres groupements. Les Gris se sont constitués *contre* les deux clans traditionnels, même s'ils ont fait « alliance » avec l'un d'eux pour arriver au pouvoir. La défense des intérêts spécifiques d'un groupe n'exclut pas la stratégie.

Au sujet de cette modernisation et politisation en termes de classe, il est fondamental de souligner qu'il ne s'agit que de tendances, tendances qui ne sont pas encore entrées dans une phase irréversible. L'électorat Gris est encore fortement *interclassiste* (il regroupe toutes les professions liées au tertiaire), même s'il l'est moins que les clans traditionnels (les agriculteurs-vignerons et les ouvriers n'y sont pour ainsi dire plus représentés).

Tout se passe comme si la conscience des intérêts spécifiques se développait plus rapidement et plus facilement chez les couches favorisées que parmi les couches défavorisées de la population.

1. Rappelons encore une fois que le Parti conservateur s'intitule aujourd'hui Parti démocrate-chrétien.

A propos du changement social, il s'avère qu'il n'y a pas rupture radicale et totale avec le système clanique. Le changement s'opère par intégration de critères nouveaux à certains aspects des critères traditionnels. La conscience de groupe des Gris tient à la fois de la conscience de clan et de la conscience de classe. Du contrôle social, de la contrainte sociale et des pressions sociales propres aux clans traditionnels, on retrouve surtout l'aspect *économique* chez les Gris. Le leader des Gris contrôle son électorat essentiellement par sa puissance économique, par la dépendance économique.

La *personnalisation* des Gris a plusieurs significations. En premier lieu, elle est conforme au système politique traditionnel basé (du moins dans la perception des habitants) essentiellement sur des personnes et des anecdotes. Mais le leader des Gris n'est pas une personnalité exactement au même titre que les dirigeants des clans traditionnels. Il incarne aussi (de part sa profession d'agent d'affaires et de promoteur immobilier) une catégorie économique bien déterminée, une forme de tourisme qui se développe (ventes et locations d'appartements) par rapport au tourisme traditionnel fondé sur l'hôtellerie. Il représente une sorte de « fraction avancée » de l'élite locale, par opposition à une forme plus traditionnelle et en voie de régression. Ici aussi, il ne s'agit que de tendance, car il y a aussi des personnes actives dans l'hôtellerie parmi les Gris et l'électorat de ces derniers est des plus hétérogènes.

Le pouvoir local reste évidemment un pouvoir de classe, mais il y a une différence entre les autorités politiques des deux clans traditionnels et le leader des Gris. Bien qu'opposées entre elles par l'antagonisme clanique, les premières se recrutent dans les mêmes professions et ces professions sont différentes de celle du leader des Gris. Les deux clans traditionnels n'ont pas de représentant au Conseil qui soit agent d'affaires¹.

Par rapport aux mécanismes du changement social, l'apparition des Gris confirme une autre tendance déjà relevée : le changement du système politique est, pour l'instant, davantage le fait d'un renforcement des éléments non autochtones à l'intérieur de la commune (une grande partie des Confédérés ont soutenu les Gris plutôt que les clans traditionnels) que d'une modification du système bi-clanique lui-même.

Il est important de préciser le niveau auquel on se situe. Il est, en effet, évident que le développement touristique de la commune de Chermignon est lié aux transformations sociétales (développement des loisirs, etc.). Mais l'apparition des Gris est due aussi au décalage (ou à la contradiction) qu'il y avait, à l'intérieur de la commune, entre la vaste extension du tourisme et la persistance d'un système politique clanique. Les déterminismes internes du changement ne peuvent faire l'objet d'un simple rappel dans l'étude d'une collec-

1. Pour la première fois dans l'histoire des clans, les six familles politiques n'ont pas réussi à s'adapter et à détenir cette profession à l'intérieur du système clanique traditionnel.

tivité locale. Ils jouent un rôle moteur essentiel, parallèlement et en deçà des déterminismes externes. De même qu'il existe une auto-dynamique et une auto-alimentation de l'antagonisme clanique, il y a, d'une manière plus générale, auto-dynamisme et auto-alimentation relatifs dans le domaine des transformations sociales locales.

D'autre part, les déterminismes externes n'agissent jamais de manière simple et directe sur la commune. Ils sont médiatisés et interprétés de manière originale par le système social (politique) local, en fonction précisément de la spécificité dudit système.

De la spécificité du système, tant bi-clanique que tri-clanique, passons à la recherche des conditions dans lesquelles un tel système a pu apparaître, se développer et se reproduire.

2. Des conditions de possibilité du système.

Certes, la Suisse comprend de nombreuses spécificités sociales, culturelles et politiques. Au niveau national, il y a également des facteurs spécifiques qui contrecarrent, dans une certaine mesure, la logique de l'affiliation partisane, de l'alignement des couches ou classes sociales sur les partis politiques. On pense immédiatement à l'influence des facteurs culturels, linguistiques, régionaux, religieux. Il est largement connu et admis que de tels facteurs peuvent contrecarrer et neutraliser très sensiblement cette logique¹. De même, en ce qui concerne le *pouvoir*, son caractère élitiste est une évidence. Il en va de même de « l'hérédité » des fonctions politiques. Que ce soit au niveau communal, cantonal ou national, l'existence de certaines *familles politiques* est une constante.

Ce n'est pas le fait que cette logique soit contrecarrée également à Chermignon qui surprend, mais le caractère *extrême* de cette non-concordance, et la *nature particulière* des critères de l'affiliation politique et de l'accès au pouvoir. Il n'est pas évident que le pouvoir local soit aussi restrictif, exclusif et ethnocentrique et que, dans une région comprenant une gigantesque station touristique (et par conséquent des traits de la société « post-industrielle »), l'affiliation politique des individus soit encore largement fonction de critères tels que la *parenté* et les *liens de dépendance*.

Qu'il existe encore d'authentiques *clans*, que les gens aient encore une véritable *conscience de clan*, que l'ethnocentrisme et la personification soient si accentués, que les clans traditionnels soient à un tel point *interclassistes*, qu'ils ne représentent pas des groupements uniquement politiques, mais des groupes à la fois économiques, sociaux, culturels et politiques (caractère réellement et profondément *indissociable* des divers niveaux de la réalité communale), n'est pas non plus évident.

1. Cf. Mc Rae, Consociational Democracy, Political Accomodation in Segmented Societies, Mc Clelland and Stewart limited, Toronto, 1974, 311 p.

Cette spécificité et ce caractère extrême ayant été largement décrits dans la deuxième partie de l'étude, recherchons quelques éléments explicatifs. Distinguons d'emblée deux types d'éléments explicatifs : ceux relatifs aux caractéristiques de la *commune* et ceux relatifs au contexte plus large du *Valais* pris dans son ensemble (les déterminations historiques).

Parmi les premiers, il y a l'isolement de la commune, son renfermement sur elle-même jusqu'à une époque assez rapprochée (jusque vers 1940 environ) et le fait qu'elle était rurale et agricole à plus de 80 % lors de la naissance des clans.

Le caractère de *ruralité* semble, en effet, être déterminant. A cette époque, la commune était aussi une collectivité *restreinte* et très *homogène*, du point de vue culturel notamment. Si la ruralité peut apparaître à première vue comme l'exemple même de ce qui est familier et bien connu, il s'est avéré très rapidement qu'un effort de décentration très considérable nous était, en réalité, nécessaire pour saisir l'originalité irréductible du monde rural et de ses effets. Il nous fallait prendre pleinement conscience que nous nous trouvions véritablement confrontés à un univers DIFFERENT, AUTRE, pour essayer, ensuite, de le comprendre. Par rapport à l'urbain, tout est différent : le mode de pensée, la manière de percevoir, le cadre de référence, le symbolisme, la culture, la vision des rapports sociaux.

Si la vie politique est perçue en termes d'anecdotes, de récits, de faits singuliers, de personnes, c'est que la mentalité rurale est d'abord *empirique*. Il s'est vérifié que les ruraux racontent plus qu'ils n'expliquent. Leur connaissance consiste en un ensemble de renseignements détaillés et fragmentaires. Ce n'est pas la cohérence de la déduction qui importe, mais le souvenir de faits bien précis, l'ancienneté de la connaissance, soit la *tradition*. La culture est a-conceptuelle, transmise oralement, sous forme d'anecdotes et de récits. Une illustration : la manière dont les gens « expliquent » l'origine des clans et le déroulement des élections locales. C'est tel événement, le comportement de telle personne qui « font » les élections.

Le rôle déterminant de la *parenté* concrétise de manière exemplaire la fameuse distinction sociologique entre statut assigné et statut acquis, la prépondérance du *statut assigné*. Un individu se définit et est défini par la place qu'il occupe dans les réseaux de parenté et non par ce qu'il devient et acquiert au cours de sa vie. L'individu est entièrement déterminé dès sa naissance. Les six familles politiques en sont un exemple. Le fils qui appartient automatiquement au même clan que son père en est un autre.

Comme exemple de la spécificité de la perception des rapports sociaux, il y a la manière dont les « petites gens » voient les « grandes familles ». Ces dernières ne sont point considérées comme des ennemis de classe, mais comme l'image-guide et comme un médiateur auprès de la société globale. Le patron est un bienfaiteur et un protecteur. Par conséquent, on lui doit fidélité et soumission. Ce sont les *liens de dépendance*.

Si le phénomène du patronage est propre au milieu rural, il est aussi une survivance de la *féodalité*. Et la féodalité a marqué la vie sociale et politique du Valais de manière profonde et durable, jusqu'à une époque très rapprochée¹. Ces liens de fidélité et de dépendance sont pour quelque chose dans le caractère *interclassiste* des clans.

La perception *globale* (opposée à la perception fonctionnelle, propre au milieu urbain) que les gens ont les uns des autres, est un autre trait rural. Le président de la commune, par exemple, n'est pas que le maire. Les autochtones connaissent toutes ses multiples fonctions. A cela s'ajoute l'*incarnation* des fonctions et des institutions dans les hommes qui en sont chargés. Le maire, c'est l'homme qui préside la commune. On retrouve la *personnalisation* et la *personnification* de la trame sociale et politique.

Le fait que les autochtones soient si peu conscients des déterminismes et des structures élémentaires du système, est lié à la nature de la pensée rurale.

La nature empiriste de cette pensée et le faible poids de l'abstraction, sont également en rapport avec le peu de valeur accordée aux idées et aux idéologies politiques, et avec la relativisation de la parole. On s'en souvient : parler n'ajoute rien, sert même souvent à dissimuler. Si la parole est relativisée, c'est qu'il y a d'autres signifiants. D'où l'effort qui a été nécessaire pour apprendre à VOIR d'abord, et à décoder ensuite le monde des signes. La sémiologie du monde rural reste en grande partie à faire.

La perception globale que les individus ont les uns des autres, possible uniquement dans des unités restreintes, explique l'importance, le succès et la perfection du *contrôle social*. L'aspect total avec lequel ce dernier s'impose à l'ensemble de la population et la connaissance très différenciée qu'il suppose, rendent compte du repérage immédiat du « déviant ». Bien que non codifiées (absence de l'écrit), les normes de la collectivité sont extrêmement rigoureuses et sévères. Elles n'apparaissent qu'au moment où elles sont transgressées. Dans ce cas, la réaction est vigoureuse. Le recours contre les élections communales de 1964 en témoigne.

Pour les membres de la collectivité traditionnelle, il n'y a pas d'autres normes que les leurs, le système de valeurs ambiant ne fait l'objet d'aucune relativisation. L'AUTRE, l'altérité ne sont pas reconnus. Les multiples manifestations de l'*ethnocentrisme* (dont l'absence de décentration par rapport à l'AUTRE est un élément essentiel), s'expliquent en grande partie par ce trait culturel. Ethnocentrisme, localisme, particularisme, rejet de l'altérité, ont des fondements et des origines identiques.

Plusieurs éléments propres aux collectivités rurales restreintes empêchent la prise de conscience des inégalités sociales.

1. L'analyse d'un consortage local (association économique de type communautaire et d'origine ancienne) a révélé que ce dernier a terminé de « racheter » une dîme au Prieuré de Lens en 1915. Cf. U. Windisch, « La Communauté de Chermignon-d'en-Bas », *Annales Valaisannes*, 1970, Sion, pp. 105-146.

L'esprit de famille, la solidarité communale, les liens de dépendance, sont autant de facteurs qui *occultent* les inégalités. R. Lane a, par exemple, résumé certaines techniques utilisées par les catégories dominantes dans un tel milieu pour contrôler et orienter la vie sociale et politique en fonction de leurs intérêts. En outre, l'homogénéité sociale et culturelle (« l'effet de proportion » et « l'effet de concentration ») favorisent l'affiliation inter-groupe, renforcent la solidarité et accentuent l'identification au groupe¹. Mais ces tendances propres aux collectivités restreintes et homogènes ne sont pas nécessairement aussi linéaires et unilatérales que Lane semble le prétendre. Une forte unité par rapport à l'extérieur, n'exclut pas des dissensions internes très considérables.

La distinction entre *conscience communale* et *conscience de clan* symbolise la relativité et la dualité de cette unité. La première exprime la solidarité par rapport à l'extérieur, la seconde, les luttes internes.

La nature de la *socialisation de l'enfant* en milieu rural rend compte de son intégration précoce à tous les niveaux de la réalité locale. Très tôt, et malgré lui, l'enfant est amené à se comporter en fonction des situations, oppositions et polarisations sociales et politiques qui déterminent la vie collective. Lorsque l'individu prend conscience de ses déterminismes, s'il en prend jamais conscience, il les a déjà « intériorisés » et « pratiqués » depuis longtemps.

La relégation de la femme au second plan en matière politique est apparue à plusieurs reprises. L'exemple le plus illustre étant le sort réservé à la seule candidate qui a fait acte de candidature au Conseil.

L'analogie entre le système social et politique de Chermignon et la ruralité est évidemment poussée à l'extrême. Car le caractère rural, du moins du point de vue économique, ne représente plus que très peu de chose à l'heure actuelle. Cette analogie est pourtant fondamentale pour comprendre et expliquer l'origine du système et la nature des éléments qui persistent. En fait, il ne s'agit ni de persistances ni de survivances, mais tout simplement d'une preuve de la *transformation différentielle* des divers niveaux de la réalité communale. On retrouve le décalage entre l'infrastructure économique et l'ensemble de la superstructure, mais compris et expliqué en partie cette fois. Une socialisation et une culture aussi profondément enracinées ne peuvent se transformer du jour au lendemain. C'est uniquement lorsque ces décalages et contradictions deviennent extrêmes qu'il y a changement.

Des facteurs explicatifs locaux, passons aux déterminismes externes, à quelques déterminations historiques spécifiques (remontant au XIX^e siècle) de la politique valaisanne. Ces déterminations deviennent fondamentales pour compléter l'explication notamment de la très faible politisation en termes de lutte de classes et de conscience de

1. R. Lane, « The Political Community », in *Political Life*, The Free Press of Glencoe, 1959, pp. 256-272.

classe, et de la concordance très imparfaite entre couches ou classes sociales et partis politiques. S'il peut y avoir conscience des intérêts spécifiques chez un groupe social donné au niveau communal, on ne peut, en revanche, véritablement parler de conscience de classe que lorsque cette dernière existe à un niveau beaucoup plus large. Or, comme une telle conscience a été très fortement et depuis longtemps contrecarrée dans l'ensemble du Valais par une série de facteurs *spécifiques*, par la tradition politique propre à ce canton, ces derniers ont inévitablement imprégné l'ensemble des politiques locales¹. Ils ont notamment contribué, si ce n'est à maintenir, du moins à ne pas hâter la relativisation de la conscience de clan et du caractère inter ou transclassiste des groupements socio-politiques que sont les clans à Chermignon.

Parmi ces tendances et traits structurels de la politique valaisanne, il y a précisément le poids très fort des particularismes et des localismes, dus eux-mêmes, à la structure géographique du canton, à la dispersion et à l'isolement de la population, à l'industrialisation tardive et à la faible urbanisation. A un niveau plus large encore, il faut rappeler le retard du Valais lui-même, par rapport aux cantons les plus industrialisés et urbanisés. Une telle situation implique généralement aussi un plus faible développement de l'éducation, de la formation et de l'information, soit une population préoccupée essentiellement par la sphère de sa vie quotidienne la plus immédiate.

Ce retard explique, à son tour, le poids encore très fort, au moment de la naissance des clans, d'une certaine forme d'idéologie traditionaliste et conservatrice, du pouvoir politique du clergé, de son pouvoir intégrateur et unificateur par-delà les couches ou classes sociales. La longue et dure lutte entre le Haut et le Bas-Valais est l'exemple par excellence d'un facteur qui a contrecarré la logique de l'affiliation des couches ou classes sociales à des partis politiques bien déterminés. D'autre part, même la politique cantonale du Valais a été longtemps fortement marquée par la personification de la politique et du pouvoir, et par une lutte entre « clans » plutôt qu'entre partis politiques. Autant de facteurs qui ne pouvaient qu'accentuer la relativisation des idéologies et des programmes politiques. En outre, la vie politique valaisanne a été démocratisée — au sens moderne — très tardivement.

Si la situation politique passée de l'ensemble du Valais permet de mieux comprendre et expliquer certains aspects de la politique locale de Chermignon, cette dernière illustre et concrétise de manière originale et exemplaire certains traits de la première.

Le poids des déterminations historiques démontre à quel point il est vain de vouloir expliquer les « conflits rancuniers » des collectivités locales, comme le fait par exemple Gamson, en adoptant une perspective purement synchronique et en ne situant pas ces collec-

1. Il faut une nouvelle fois distinguer la généralité de ces phénomènes des facteurs spécifiques qui, d'une région à l'autre, permettent de les expliquer.

tivités dans les ensembles plus vastes qui les déterminent en partie depuis des siècles¹.

Cette analyse des conditions de possibilité du système démontre aussi en quoi notre étude se veut davantage qu'une simple monographie descriptive et a-historique.

3. Du dévoilement et de la démythification à la reconstruction.

Si la nature et le contenu de la vie sociale et politique de Chermignon étaient, pour l'essentiel, généralisables à un grand nombre de collectivités locales restreintes, un tel état de fait pourrait remettre en cause un certain nombre de connaissances et de conceptions considérées parfois comme admises sur ce point. Mais comme notre étude ne remplit pas cette condition, puisqu'elle ne porte que sur une seule unité, certaines des inférences qui suivent (en tout cas celles qui ne sont pas déjà confirmées par d'autres études) doivent être acceptées avec réserve. Il s'agit bien d'extrapolations à partir d'un cas unique.

Reprenons d'abord la notion de *communauté*. L'état des rapports sociaux et politiques en vigueur à Chermignon confirme aussi bien les critiques de G. Gurvitch que celles de N. Eizner. Certaines images idéalisées qui ont été rattachées à cette notion ou qu'elle évoque « naturellement », peuvent fausser complètement la perception de la réalité sociale des collectivités locales restreintes. Parmi ces images idéalisées et ces connotations idéologiques, il y a notamment l'accent mis sur l'*harmonie* et l'intensité du « nous », au détriment des tensions et conflits. Il y a aussi celles de l'aspect *statique* de la vie sociale, de l'interaction généralisée entre *tous* les individus, et de l'*égalité*. Elles évoquent toutes une sorte de société idéale, non « souillée » par l'argent, l'industrialisation et l'urbanisation ; elles incarnent des vertus fondamentales qui existeraient à l'état pur en son sein. La contrainte, la domination, l'exploitation et la corruption y seraient méconnues. A la limite, on peut se demander si la notion de communauté ne consiste pas, dans certains cas, en une sorte d'« utopie réactionnaire ». Elle symbolise en tout cas un mythe, un idéal qui ne semblent jamais avoir existé concrètement et à l'état pur.

Quant aux innombrables typologies élaborées par les sociologues en vue de classifier les *grands types de sociétés*, elles nous semblent également critiquables sur plusieurs points. Elles ont certes une fonction heuristique non négligeable. Mais pour des raisons qui restent à découvrir, elles sont toutes *dichotomiques* et basées sur des oppositions extrêmes et idéalisées. Elles donnent l'impression d'être fondées sur une conception linéaire, évolutionniste, fataliste de la transformation des sociétés.

En ne raisonnant que sur des pôles idéalisés, elles courent, en outre, le danger de ne fournir que très peu de renseignements sur la

1. W.A. Gamson, « Rancorous Conflict in Community Politics », *American Sociological Review*, 31 (1), 1966, pp. 71-81.

nature réelle des différentes formes de sociétés. Une autre critique qui peut leur être adressée, est de rester quasiment muettes sur les mécanismes de transformation d'une société donnée.

A cause de cette lacune précisément, elles ne nous ont pas été d'une grande utilité dans notre recherche.

En bref, ces dichotomies présentent le danger de véhiculer et de reproduire une connaissance passablement stéréotypée.

Même des termes apparemment aussi neutres que ceux de *politique locale* et de *pouvoir local* ne semblent pas dénués de toute connotation idéologique. N'est-il pas courant de citer en exemple la politique locale lorsqu'on désire illustrer le fonctionnement de base de la démocratie ?

F. d'Arcy va, en effet, jusqu'à parler de la *fonction idéologique du pouvoir local*. La politique locale est, effectivement, parfois considérée comme le lieu où la communauté d'intérêt prime, où les conflits sont noyés dans un large consensus, où une certaine dépolitisation volontaire assure la paix intérieure. N'est-ce pas parce que la politique locale est encore peu connue que de tels schémas ont cours ? En fait, indépendamment de la nature et du contenu du pouvoir local, c'est son existence même qui a, pour l'auteur susmentionné, des effets idéologiques. Les images stéréotypées, rattachées à la politique locale peuvent en effet être invoquées à des fins idéologiques.

La simple description, détaillée et approfondie, de la nature, du contenu et du fonctionnement de la politique locale doit en tout cas pouvoir contribuer à une certaine démythification de la connaissance en la matière.

Parallèlement à cette tentative de démythification, nous avons ressenti la nécessité d'une redéfinition et d'une reconstruction du pouvoir et du politique d'une manière beaucoup plus générale. La richesse et la complexité de cette politique locale, ses multiples manifestations, ses nombreux liens avec *tous* les autres aspects de la réalité communale, nous ont amenés à nous interroger sur l'éventualité d'un appauvrissement et d'une parcellarisation du politique par la sociologie et la science politique.

Pour parer à ce danger, pour atrophier, atomiser et appauvrir le moins possible le politique, nous avons fait appel à des univers aussi différents que la géographie électorale et l'anthropologie politique. Ces univers nous ont très vite fait découvrir des aspects fondamentaux du politique, et, par conséquent, du phénomène politique rencontré à Chermignon. Ce sont des concepts comme ceux de personnalité, de mentalité, de tendance et de tradition politiques d'une région donnée qui nous ont, par exemple, poussés à rechercher certaines *déterminations historiques* de la politique valaisanne.

Un autre élément a été la prise de conscience du caractère *essentiellement dynamique* du politique. Par rapport à la politique

locale, l'introduction de cet aspect dynamique représente presque l'équivalent d'un nouveau paradigme au sens de Th. Kuhn¹. Cet aspect est incommensurable avec l'image, encore très répandue, d'une politique locale réduite à des changements purement répétitifs. La politique locale, ramenée à une succession de conflits rancuniers ou à de simples haines ou luttes de familles, en est un exemple.

La sous-estimation des stratégies, des manipulations, de la compétition et de la contestation, pourtant omniprésentes, en est un autre.

Les rapports entre la parenté et le pouvoir sont généralement peu analysés. Notre étude démontre que la parenté n'est pas simple rapport de réciprocité, mais qu'elle peut devenir instrument du pouvoir et être manipulée à des fins politiques. L'hérédité de la fonction de conseiller communal le confirme. Et comme les autorités politiques sont en outre, depuis le xix^e siècle, issues des catégories qui détiennent le pouvoir économique, il y a là un exemple des rapports qu'entretiennent la parenté et l'économie et de leur dynamique (phénomène d'adaptation au développement économique).

On se souvient que la sacralité (aucun pouvoir n'est jamais totalement désacralisé) et l'ambiguïté du pouvoir (le pouvoir est toujours à la fois accepté, révérendé et contesté), sont deux autres traits fondamentaux. L'aspect sacré explique, en effet, la gravité avec laquelle est considérée toute atteinte au pouvoir. Le sacré crée l'unité du pouvoir, l'érige en principe totalisant de l'ordre et de la permanence, en valeur suprême contraignante. Le pouvoir devient la matérialisation d'une transcendance. Le sacré peut aussi devenir instrument du pouvoir (celui qui invoque le mieux les ancêtres du clan et qui a des liens avec eux).

Plus le sacré et le religieux sont marqués dans une société donnée, plus leurs liens avec le pouvoir apparaissent clairement. Les quelques fragments de l'histoire politique valaisanne présentés, ainsi que certaines déclarations et interventions des habitants de Chermignon (et pas seulement du curé), démontrent de quelle manière le religieux peut servir à fonder et à légitimer le pouvoir. L'association de la contestation aux « forces du Mal », voire au Malin (anciennement à la sorcellerie) en est une des techniques courantes.

L'ambiguïté de tout pouvoir explique que le religieux peut aussi se retourner contre le pouvoir, contre l'ordre social existant. Elle explique également l'obsession de la vulnérabilité de tout pouvoir établi. Ce qu'un pouvoir établi craint, ce n'est pas tant la contestation des personnes qui l'incarnent, que celle du principe même de son autorité et de sa légitimité, de l'autorité et de la légitimité. En ce sens, on peut se demander si la personnalisation et la personnification de la politique et du pouvoir, relevées à maintes reprises dans notre étude, ne constituent pas elles-mêmes des techniques permettant le maintien au pouvoir des six familles politiques.

1. Th. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1972, 251 p.

L'anthropologie a démontré que les processus de recreation permanente que représentent les différentes cérémonies et fêtes, étaient en rapport avec ce sentiment de vulnérabilité. Ce sont des occasions de régénérer l'ordre social existant, des séances collectives de remise à neuf. Par analogie, les réunions pré-électorales et les élections communales elles-mêmes, nous semblent relever du même mécanisme.

Le mythe est un autre élément de manipulation politique, puisque la conservation du pouvoir est souvent fondée sur la référence à un passé plus ou moins mythique. Le mythe explique l'ordre social et le justifie en lui accordant une base morale. D'où les diverses versions d'un même mythe : les diverses interprétations de l'origine des clans. Cet aspect essentiel du mythe nous a permis de comprendre qu'il était vain de chercher une version unique et objective de cette origine. Les diverses versions, les faits et anecdotes propres à chaque version, ne sont que des *médiations* traduisant l'état des rapports sociaux et des conflits du moment.

Les rapports entre mythe et idéologie éclairent un autre problème fondamental. Même s'il y a de nombreux rapports entre les mythes et les idéologies (caractère mythique de certains thèmes idéologiques, par exemple), il apparaît généralement que les premiers sont orientés vers le passé, tandis que les secondes sont porteuses et annonciatrices d'un à-venir. Les idéologies sont à ranger parmi les éléments qui peuvent servir à lutter contre le passé et la tradition. Malgré de nombreux chevauchements, mythes et idéologies sont contradictoires.

Cette opposition nous permet d'approcher de manière intéressante une différence importante entre les deux clans traditionnels (Jaunes et Blancs) et le nouveau groupement politique des Gris. Bien qu'ils se distinguent par leur extraordinaire capacité d'intégrer la nouveauté, les deux clans traditionnels restent fortement tournés vers le passé. La tradition reste leur point de référence majeur (la parenté et les liens avec les six familles politiques demeurent des critères déterminants du pouvoir).

Les Gris, en revanche, sont résolument tournés vers l'avenir. Leur « idéologie » est précisément basée sur la lutte contre les critères traditionnels de l'affiliation politique et du pouvoir. Ils reprochent aux clans traditionnels d'être basés sur des haines familiales et des luttes de familles, d'être centrés sur les seuls intérêts de leur propre clan, de ne point contribuer au bien-être de *toute* la collectivité et de freiner le développement de la commune. Même s'ils sont en contradiction avec leur idéal sur de nombreux points, ils contribuent indéniablement à une sorte d'urbanisation du système politique (sans connotation évolutionniste).

La transformation du système politique de Chermignon tendrait à prouver que l'apparition d'idéologies politiques dans une société qui n'en connaissait point, est souvent le signe d'une restructuration sociale et politique. Parallèlement, la nature de cette restructuration prouve, d'une autre manière, que l'image du changement répétitif

n'est bien qu'une image. Nombreuses sont, en effet, les personnes autochtones et autres qui ne voient dans les Gris qu'un troisième clan.

A partir des multiples événements et anecdotes qui ont accompagné la naissance des Gris nous avons, une nouvelle fois, cherché à dégager quelques *tendances* latentes et générales.

Dans cette opération de reconstruction du politique, l'anthropologie politique fournit de précieux éléments. Elle dispose d'une définition précise du clan et, en nous référant au phénomène Gris, elle a analysé de manière approfondie les mécanismes et processus de constitution de nouveaux clans (capitalisation de biens et de pouvoirs matrimoniaux, capitalisation de parents et de dépendants, capitalisation de prestige et d'influence, sécession et légitimation généalogique). Si on relativise le critère de la parenté et retient surtout la capitalisation économique, de dépendants, de prestige et d'influence, il y a plus que de simples analogies avec le processus de constitution des Gris. Le pouvoir économique du leader des Gris (les nombreuses personnes qui en dépendent), son prestige et son influence, étaient des conditions nécessaires pour qu'une sécession et une légitimation soient envisageables et possibles à l'intérieur d'un système clanique omnipotent. La naissance des Gris est bien une véritable entreprise politique globale.

L'analyse du système politique de Chermignon fait également apparaître la multiplicité des critères du pouvoir, la complexité des formes de stratification sociale et la manière dont des formes très différentes peuvent s'enchevêtrer.

Plus généralement, la tentative que nous avons faite tout au long de cette étude, même si elle est très modeste et partielle, pour essayer de reconstruire le politique et le pouvoir et de considérer leurs manifestations sous le plus grand nombre possible d'aspects, démontre la nécessité et la richesse d'une conjugaison d'approches propres à des disciplines très différentes.

4. Représentations spontanées et structures élémentaires.

Il s'agit de reprendre brièvement l'une des constatations fondamentales de l'étude : la profonde différence qu'il y a entre les structures élémentaires du système politique et la manière dont les individus concernés se le représentent et le « pratiquent ».

Premier élément à rappeler : ni les premières ni la seconde ne sont immédiatement perceptibles par le chercheur. La mise au jour de leurs caractéristiques respectives est le résultat des investigations prolongées et intensives de la recherche. La manière dont les *habitants eux-mêmes* perçoivent et vivent la vie politique comporte des traits spécifiques. Il y a la *personnalisation* et la *personnification* de la politique et du pouvoir. Ce sont des individus qui « font » la politique ; les événements politiques sont l'œuvre d'individus et non de groupes sociaux. Les dissensions politiques et idéologiques sont rame-

nées à des dissensions entre individus. Si ce ne sont pas des personnes, ce sont des *anecdotes* qui permettent aux autochtones d'« expliquer » la vie politique. Le poids des symboles est déterminant. Ils comportent une très forte charge affective et passionnelle. Ils dynamisent la vie politique.

En outre, les autochtones croient choisir librement. Ils ne sont pas conscients de toute une série de déterminismes, et ces déterminismes sont particulièrement puissants dans ce type de collectivité. Ils ne sont pas non plus conscients des effets objectifs du système (le système clanique et la conscience de clan n'empêchent pas la constitution d'un pouvoir de classe). Ils ne s'interrogent pas sur les fondements et les effets de leur système politique.

Mais leur perception et leur pratique sont fonction d'un certain nombre de règles, et ces règles ont une logique et une structure. C'est pourquoi, en paraphrasant les ethnométhodologues, nous avons parlé des *règles de la vie politique quotidienne* des habitants de Chermignon. La description du déroulement des élections communales en a été un des meilleurs révélateurs.

Il est fondamental de souligner que ces règles sont différentes des structures élémentaires du système. Si les autochtones ne sont généralement conscients ni des unes ni des autres, il est cependant évident qu'il y a des *degrés* de non-conscience, ou de conscience. Sinon, on ne pourrait plus prétendre que certaines personnes de la commune (les chefs de clan notamment) utilisent des éléments du système lui-même comme instrument du pouvoir et à des fins de manipulation et de stratégie politiques.

Où voulons-nous en venir ? Pour nous, les deux perspectives ont la même importance. Notre objectif consistait à essayer de rendre compte à la fois des règles de la vie politique quotidienne et des structures élémentaires du système politique. Cela ne va pas de soi, car il nous semble qu'habituellement les études en la matière mettent l'accent sur l'une ou l'autre de ces perspectives mais rarement sur les deux à la fois. Une des raisons pour lesquelles l'ethnométhodologie¹ est apparue, est d'ailleurs précisément due au fait que la sociologie a tendance à négliger la manière dont les individus eux-mêmes perçoivent et « pratiquent » la vie quotidienne. L'ethnométhodologie reproche à la sociologie de *réduire* purement et simplement cette perception et cette pratique aux schémas, rationalisations théoriques et théories sociologiques existants. En quelque sorte, les ethnométhodologues reprochent (en partie avec raison à notre avis) à la sociologie de trop *expliquer* et de ne pas faire suffisamment d'efforts pour chercher à *comprendre*.

Si l'ethnométhodologie est polarisée sur la seule vie quotidienne, à une autre extrémité, il y a certains structuralistes et marxistes

1. En réalité, ce courant est d'une grande hétérogénéité. Lorsque nous utilisons ce terme, nous pensons notamment aux travaux de B.G. Glaser et A. Strauss, E. Goffman, H.S. Becker et A.V. Cicourel.

notamment qui n'accordent que très peu d'importance à cette vie quotidienne et qui la *réduisent*, parfois un peu rapidement, à de simples « représentations spontanées » et à de la « fausse conscience ». Dans ce dernier cas, ce qui est premier, ce n'est pas « l'apparence des systèmes sociaux » (pour nous il s'agit de la manière dont les individus perçoivent et vivent effectivement leur propre réalité quotidienne), mais leur logique sous-jacente et invisible, les conditions structurales qui expliquent leur apparition, transformation et disparition.

Ce qui fait la force de l'une de ces deux perspectives est la faiblesse de l'autre. L'ethnométhodologie, à son tour, n'est pas suffisamment préoccupée par la réinsertion des règles de la vie quotidienne dans le contexte historique et social qui en rend compte.

Rappelons que la mise au jour des règles de la vie quotidienne n'est nullement une opération aisée. Les multiples techniques et méthodes élaborées par les ethnométhodologues pour les faire se révéler (étant donné leur immédiateté) sont là pour en témoigner. Cette difficulté est apparue de manière frappante dans notre étude car ces règles étaient, en plus, différentes de celles en vigueur dans un milieu urbain politisé en termes de lutte de classes, par exemple. Plutôt que de qualifier le phénomène politique de Chermignon simplement par des termes tels que fausse conscience et aliénation, nous avons essayé de le comprendre en *décrivant* aussi largement que possible sa spécificité et son altérité¹.

L'*expliquer* (partiellement toujours) revenait, ensuite, à le relier aux caractéristiques structurales du contexte local dans lequel il est apparu et du contexte plus large dont il fait partie (les conditions de possibilité).

Une telle démarche revient à concilier (l'inconciliable pour certains) une perspective proche de l'ethnométhodologie et une perspective plus structurale, structuraliste génétique ou dialectique.

Revenons un instant aux *représentations spontanées* et plus particulièrement au phénomène de la *personnification* qui en est un exemple. De la constatation de la nature et du contenu de ces représentations, passons à des tentatives d'explication. Voyons s'il est possible de proposer quelques éléments d'explication de leur propre raison d'être. Le phénomène de la personnification étant particulièrement marqué dans les sociétés segmentaires, tournons-nous une nouvelle fois vers l'anthropologie. Reprenons la procédure analogique, en nous basant sur les développements de M. Godelier au sujet du *caractère fantasmatique des représentations spontanées des individus où tout est présenté à l'envers*². Les éléments que nous empruntons à cet

1. A ce sujet, malgré nos efforts d'objectivation et de décentration, il est très probable qu'au lieu de considérer ce phénomène politique en lui-même nous l'avons, à certains moments ou sur certains points, jugé en fonction non seulement de nos valeurs personnelles mais aussi de certains a priori présents dans la pensée d'un chercheur urbain s'attaquant à une telle réalité.

1. M. Godelier, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, op. cit., p. XI.

auteur ne rendent nullement compte de l'ensemble de sa conception en la matière. Seuls quelques fragments schématiques en sont présentés.

Godelier part de la théorie marxiste du fondement de la religion et des formes idéologiques qui lui sont proches pour la prolonger et la développer sur de nombreux points¹. Pour cette théorie, le degré inférieur du développement des forces productives du travail, l'étroitesse des rapports des hommes, soit entre eux, soit avec la nature, se reflètent idéalement dans les formes archaïques de la religion. A la base de ces représentations fausses, il n'y a le plus souvent qu'un élément économique négatif. Ce faible développement économique a comme complément, mais aussi ça et là pour condition et même pour cause, ces représentations fausses.

« Il faut donc chercher une explication générale et déterminer exactement quel est l'effet positif sur la vie sociale et dans la conscience sociale des hommes primitifs de cette causalité négative. Cet effet dans la conscience consiste en ce que la nature se présente en pratique pour l'homme primitif — qui intervient efficacement et de façon limitée sur l'ordre et le cours des choses — comme une réalité mystérieuse et supérieure à l'homme, comme puissance supérieure à l'homme et à la société. Dès lors, la question théorique devient : comment l'homme primitif peut-il se représenter dans sa conscience cette nature qui existe dans la pratique et se présente dans sa conscience comme un domaine de puissances mystérieuses et supérieures ? »²

Réponse : dans ces sociétés, l'homme pense la nature par analogie.

« La pensée primitive pense spontanément la nature de manière analogique au monde humain. Ces analogies représentent les forces et réalités invisibles de la nature comme des « sujets », c'est-à-dire comme des êtres doués de conscience, de volonté, communiquant entre eux et avec l'homme. »³

Cette pensée prête aux réalités invisibles qui la peuplent les attributs de l'homme : conscience, volonté et même corporéité.

« Donc, spontanément, inconsciemment et par le même processus, la pensée primitive :

— traite le monde des choses (et des rapports objectifs) comme un monde de personnes, et

— traite le monde subjectif de ses idéautés religieuses, mythiques, comme une réalité objective, indépendante de l'homme et de sa pensée. »⁴

1. M. Godelier, *op. cit.*, cf. *Fétichisme, religion et théorie générale de l'idéologie*, pp. 319-342.

2. *Ibid.*, p. 330.

3. *Ibid.*, p. 330.

4. *Ibid.*, p. 331.

Pour les tenants de cette théorie, il y a là un processus de base de la conscience idéologique en général qui reste tel pour la majorité des étapes ultérieures du développement historique, puis capitaliste. Dans ce dernier stade de développement, la conscience idéologique se retrouve à travers la divinisation des rapports sociaux.

Nous retombons ainsi sur les rapports entre le sacré, le religieux, l'idéologique et le politique, mais expliqués cette fois par les fondements anthropologiques (au sens d'une anthropologie fondamentale) de la pensée. Anthropologiques ? Oui, puisque ce mécanisme, certes très général, semble se retrouver dans toutes les sociétés humaines. Même dans la société occidentale la plus industrialisée et urbanisée, la *personnification* est un processus courant. Dans la conscience des individus, un groupe social, une idéologie, un courant d'idées, une utopie (progressiste ou réactionnaire) sont souvent incarnés par une personne. Le monde des rapports structuraux est fréquemment et en grande partie considéré comme un monde de personnes.

De même, les rapports sociaux propres à une société donnée sont, dans une certaine mesure et par de larges couches de la population, considérés comme « naturels » (et non comme historiques) et parfois comme sacrés, soit une forme de *divinisation* des rapports sociaux.

Ainsi, le rapprochement que nous cherchons à établir entre la personnification de la politique chez les habitants de Chermignon et l'aspect fantasmatique des représentations spontanées propres aux sociétés segmentaires, devrait apparaître comme moins saugrenu qu'il ne pourrait sembler à priori. Si à Chermignon cette personnification est certes moins marquée que dans les sociétés segmentaires, elle l'est, en revanche, davantage que dans un centre urbain. C'est sans doute cette prégnance plus marquée qui nous a amenés à la reconnaître et à l'analyser. Le phénomène politique de cette collectivité a, une nouvelle fois, joué un rôle de révélateur. Il y a là aussi un exemple où ce sont les faits qui ont conduit à la théorie. Il est cependant évident que les faits ne sont jamais considérés comme des entités en soi. Derrière la présentation de chaque fait, il y a toujours quelque hypothèse ou théorie à vérifier. La théorisation est véritablement un processus dans une telle recherche.

5. Portée et signification de l'étude.

Notre étude serait un échec et l'objectif visé manqué si le lecteur ne retenait de ce phénomène politique que les anecdotes et détails croustillants. Cela reviendrait précisément à en rester au niveau des seules représentations spontanées, et à certaines d'entre elles seulement.

Malgré ses importantes limites, ses imperfections et son aspect exploratoire, le projet est vaste. En premier lieu, cette étude est à la fois beaucoup moins et beaucoup plus qu'une monographie de commune au sens traditionnel.

Beaucoup moins, car elle n'est nullement aussi exhaustive. Elle est, en effet, centrée essentiellement sur la vie politique.

Beaucoup plus, car elle se voudrait davantage qu'une *description* d'un « mon village ». Cette collectivité n'est plus un simple objet d'étude. L'analyse de cette commune devient une véritable méthode, une méthode parmi d'autres (community-study method). A sa situation de cas extrême, a ensuite été attribué un rôle de révélateur privilégié (approche clinique, sociologie de la crise). L'utilisation de telles méthodes implique la référence à des critères d'évaluation spécifiques. Ce n'est pas la représentativité statistique qui est déterminante mais la profondeur de l'analyse, la mise au jour de phénomènes, de traits et de mécanismes particuliers, par exemple.

Du point de vue théorique, cette étude a été l'occasion d'une interrogation générale sur quelques problèmes sociologiques qui nous semblent fondamentaux. Il y a ceux de la nature, du contenu et des manifestations du politique et du pouvoir. Le phénomène politique de Chermignon a démontré, à plusieurs reprises, la nécessité de les aborder sous des perspectives multiples. C'est la prise de conscience du danger d'atrophier et de parcellariser le politique lorsqu'il y a référence aux schémas théoriques et conceptuels d'une seule discipline. La simple description détaillée de ce phénomène politique a démontré que la politique locale est peut-être encore peu connue et constitue un domaine où la connaissance semble parfois quelque peu stéréotypée. La nécessité à la fois d'une démythification de certaines notions et conceptions et de leur reconstruction, est apparue maintes fois. La poursuite d'une telle opération devrait aboutir à d'autres fusions enrichissantes.

La spécificité du système politique (caractère interclassiste très accentué, faible poids des idéologies politiques, particularités de la logique de l'affiliation politique, aspect profondément indissociable des divers niveaux de la réalité communale), nous a conduit à rechercher certains facteurs spécifiques qui contrecarrent, ici, la logique de la lutte des classes et de la conscience de classe. Ces recherches ont permis une compréhension plus profonde et nuancée du politique et des mécanismes qui le régissent. Elles nous ont obligés à prendre en considération des dimensions nouvelles ou simplement négligées du politique.

Parallèlement, la spécificité et l'altérité du système nous ont forcés et appris à nous décentrer par rapport à un mode d'appréhension sociologique du politique trop unidimensionnel. A la limite, sans cet effort de décentration, nous risquons de ne retenir de ce phénomène politique que les aspects perceptibles dans les limites d'un cadre de référence relatif à l'urbain. Nous n'aurions pu *voir* et comprendre des aspects fondamentaux.

Un moyen clé de cette décentration a été l'utilisation de la procédure analogique (référence à l'anthropologie notamment). En plus de son pouvoir de décentration, cette procédure a joué un rôle important dans le processus de reconstruction du politique.

On peut si'nterroger sur le caractère de *survivance* ou non des critères de la structuration sociale et politique propres à Chermignon. Il se pourrait que ces critères comportent, en fait, aussi un caractère *préfigurateur* et *annonciateur*. De nombreux mouvements socio-politiques qui se développent un peu partout dans les sociétés occidentales ne reposent, en effet, plus uniquement sur les oppositions traditionnelles bourgeoisie/prolétariat, gauche/droite, etc. De nouveaux critères de structuration sociale et politique sont en gestation. Ces mouvements sont précisément aussi, à l'intérieur de certaines limites, *interclassistes*. Ils se constituent, en outre, souvent en dehors des organisations politiques traditionnelles. Leur objectif principal consiste davantage à *rassembler* le plus possible, qu'à se différencier subtilement du point de vue idéologique.

D'autre part, il n'est pas inintéressant de constater que des phénomènes *périphériques* de la société peuvent révéler des aspects de sa nature profonde.

A plusieurs reprises, il a été question d'une critique de la pensée et des schémas dichotomiques (communauté/société, rural/urbain, gauche/droite, etc.). Si ces dichotomies constituent un précieux moyen d'appréhension sociologique, ils représentent néanmoins, par de nombreux aspects, un obstacle à la connaissance. A l'appréhension *dichotomique*, nous opposons l'*ambiguïté* des phénomènes sociaux. Cette optique est apparue le plus clairement lors de l'analyse de la transformation du système, soit à propos du problème de la transition. Puisque les schémas dichotomiques reposent généralement sur une sorte de nécessité évolutionniste et linéaire, ils empêchent en fait une analyse des mécanismes mêmes de la transformation sociale. Comme ils « idéalisent » en outre l'un et l'autre pôle de toute dichotomie, leur pouvoir heuristique est peut-être encore plus limité que nous ne le pensions.

Un dernier mot au sujet de l'application conjuguée d'une démarche proche de l'ethnométhodologie et de la méthode structuraliste génétique. Si cette conjugaison a été d'un apport considérable et a permis de rendre ce phénomène politique beaucoup plus significatif, elle révèle, parallèlement, un aspect de notre travail qui pourrait être considéré comme une faiblesse. Nous pensons au caractère « éclectique » de nos divers schémas et cadres de référence. L'application de certains d'entre eux n'a, en effet, été que très partielle. Mais notre appel à ces derniers n'avait pas pour but d'épuiser et de pousser à l'extrême toutes leurs potentialités. Il s'agissait simplement d'approcher et d'éclairer ce phénomène politique sous le plus grand nombre possible d'aspects et d'éviter une pure description monographique.

L'application des concepts de conscience de classe, de conscience possible et de politisation, par exemple, n'avait pas pour but de juger, de critiquer, voire de ridiculiser une situation politique qui échappait à une telle conceptualisation. La seule raison était d'interroger cette situation politique et le politique en général aussi largement que possible. Chaque perspective théorico-méthodologique

nouvelle et chaque cadre conceptuel nouveau, aussi sommaire qu'aient parfois été leurs présentation et utilisation, devaient enrichir cette interrogation.

Notre étude n'est en définitive qu'une *vaste interrogation* sur et à partir d'un phénomène politique très limité mais extrêmement riche en significations sociologiques, politiques et anthropologiques.

Plusieurs auteurs, cités dans la partie méthodologique, critiquent les études sociologiques parce qu'elles ne *problématisent* pas suffisamment les acquis d'une recherche. Ces derniers sont très souvent présentés comme définitifs, comme si le phénomène étudié était « épuisé », comme si tout ce qu'il comporte d'intéressant et d'essentiel était découvert et signalé. Plutôt que de laisser croire qu'il n'y a plus rien à dire et à rechercher sur le phénomène analysé, ces auteurs cherchent à problématiser même les résultats, à expliciter ce qui n'a pu être analysé ou qui pourrait l'être davantage, à ouvrir des voies permettant de nouveaux approfondissements. Puisque la recherche qualitative est un processus, il n'y a pas de raison à ce que ce dernier prenne fin avec les conclusions d'une étude.

Nos résultats n'échappent pas à cette situation. De nombreux éléments présentés restent problématiques et insuffisamment connus.

Citons quelques exemples : les facteurs qui contrecarrent la logique de l'affiliation partisane, le rôle de la parenté, l'origine et la nature des clans, le poids respectif des dissensions individuelles et des dissensions collectives, des facteurs locaux et des divergences idéologiques, les multiples significations des anecdotes, des événements et des « histoires », leurs rapports avec les divergences idéologiques et politiques, les relations entre le sacré, le religieux et le politique, les critères du pouvoir, les rapports entre conscience de clan et conscience de classe, les rapports entre spécificités locales et déterminismes extérieurs, la transformation différentielle des divers niveaux de la réalité sociale, le retard de l'ensemble du niveau super-structurel et ses effets, les mécanismes de transformation sociale, le contenu exact des participations qualitativement différentes, l'univers symbolique, la signification profonde de l'ethnocentrisme, les relations entre politique locale et politique extérieure, les types de pouvoir, les degrés de sectarisme clanique et de conviction idéologique, le contenu de la conscience de clan et de la conscience communale, la nature et la signification du troisième groupement politique.

Sur tous ces thèmes et problèmes, nous n'avons point de connaissances définitives et systématiques à proposer. Tout au plus avons-nous mis au jour l'existence de certains d'entre eux et décrit quelques-unes de leurs manifestations. Malgré la profondeur des investigations, la richesse sociologique, politique et anthropologique de ce phénomène politique n'est nullement épuisée.

Comme toute étude particulière, la nôtre en appelle d'autres. Des progrès importants pourraient résulter de recherches à la fois très approfondies et comparatives et faites, en plus, par des chercheurs appartenant à des disciplines différentes, à celles dont nous avons

essayé de tenir compte et à d'autres que nous n'avons pu prendre en considération. Les communes choisies devraient avoir des niveaux de développement économique et des caractéristiques sociales et culturelles très différents. En ce qui concerne les systèmes politiques, pour ne prendre que l'exemple des communes où existent encore plus ou moins des clans, il faudrait également choisir des situations variées, des cas où ces clans seraient à peu près de même nature qu'à Chermignon et d'autres où ces clans seraient soit beaucoup plus, soit beaucoup moins marqués que dans cette commune.

Seules de telles recherches permettraient la construction d'une connaissance plus systématique.

ANNEXE I

BASES METHODOLOGIQUES

Les *bases théoriques* et les *bases méthodologiques* de notre travail ne constituent pas deux domaines distincts et séparés. La distinction est d'ordre purement analytique et cela est d'autant plus vrai par rapport à notre étude que les méthodes et techniques auxquelles nous faisons appel sont, comme nous allons le démontrer, plus que d'autres liées à la théorie.

Dans le chapitre qui suit, nous voulons essayer d'esquisser une sorte de modèle vers lequel devrait tendre idéalement une recherche qualitative. Mais nous ne pourrions évidemment dans notre propre recherche appliquer l'ensemble des multiples facettes et procédures de ce modèle théorico-méthodologique. Etant donné que la plupart des informations méthodologiques à disposition sur ce type d'approche apparaissent de manière très fragmentaire et dispersée à travers de nombreux ouvrages et articles, nous nous proposons également de synthétiser et d'intégrer quelque peu une partie d'entre elles. Parallèlement, nous mentionnons certains développements récents sur tel ou tel point.

1. *Méthodes quantitatives, méthodes qualitatives.*

A défaut de meilleur qualificatif, les méthodes que nous utilisons ici sont appelées *qualitatives* par opposition à d'autres méthodes et techniques où la quantification joue un rôle essentiel. Sans entrer dans une discussion épistémologique approfondie, nous aimerions expliquer brièvement notre conception au sujet de cette distinction entre qualitatif et quantitatif. Pour ce faire, nous construisons quelques thèses hypothétiques extrêmes auxquelles nous serions opposés si elles étaient défendues par certains auteurs. Nous définissons donc notre conception davantage par la négative. Une telle démarche représente certes une faiblesse mais il ne faudrait pas oublier que dans ce domaine la réflexion et la théorisation sont encore peu avancées.

Il n'y a d'abord pour nous point d'opposition radicale et totale entre ces deux types de méthodes.

S'il est vrai, comme le démontre Becker, que parmi les livres qui ont obtenu un prix, la grande partie étaient fondés sur des méthodes qualita-

tives¹, nous n'allons cependant pas jusqu'à affirmer qu'il y a nécessairement corrélation négative entre la rigueur des méthodes et l'importance des résultats.

La citation qui suit relève du même niveau d'affirmation hâtive :

« La région de l'expérience collective qui se trouve réductible à l'analyse statistique ou assimilable à un milieu homogène est infiniment plus étroite que ne l'avait pensé Lazarsfeld ou K. Lewin lorsqu'ils cherchèrent à entreprendre des expérimentations scientifiques comparables à celles des physiciens ou des chimistes. *En fait, c'est la surface la plus extérieure de la vie sociale que réglementent statistiquement ces types d'analyses.* »²

Plutôt que de critiquer les méthodes quantitatives, il s'agit à notre avis de les mettre à leur juste place et de ne point leur attribuer l'exclusivité de la scientificité, voire des pouvoirs quasiment magiques. Nous le disons d'autant plus volontiers que nous utilisons nous-mêmes, suivant le type de recherche, aussi bien des méthodes qualitatives que quantitatives³. Sur la base de recherches concrètes, nous avons pu constater que des analyses très sophistiquées du point de vue statistique et mathématique pouvaient, au même titre que des approches qualitatives, amener le chercheur à découvrir des aspects *fondamentaux et inattendus* de certains phénomènes sociaux.

Ce qui pourrait être critiqué des méthodes quantitatives, c'est moins la prétendue superficialité du niveau de la réalité sociale auquel se limiterait leur accès que l'obnubilation dont pourraient être victimes d'éventuels défenseurs inconditionnels des approches quantitatives.

Il serait faux aussi d'affirmer que les célèbres critiques de P. Sorokin⁴ et de C.W. Mills⁵ au sujet de la quantophrénie sont aujourd'hui complètement dépassées, car de nombreux aspects de ces deux critiques sont encore pertinents⁶.

La situation récente de la méthodologie des sciences sociales est caractérisée par un développement très intense des méthodes quantitatives. Mais là où le bât blesserait, ce serait si d'aucuns voyaient dans cette situation LA solution à tous les maux et problèmes des sciences sociales.

La même obnubilation pourrait se retrouver à propos des essais de transposition de l'expérience, de l'expérimentation du domaine des sciences dites exactes à celui des sciences sociales. Il est indéniable que cette transposition doit conduire à des progrès mais l'obnubilation serait effective à partir du moment où cette technique serait considérée comme une sorte de stade suprême de l'investigation scientifique dans les sciences sociales. Il ne faudrait par exemple pas oublier que l'expérimentation, étant donnée ses exigences, n'aborde souvent que des situations relativement plates et banales. Les présupposés de cette technique sont par exemple dans nombre de circonstances diamétralement opposés à ceux d'une autre démarche, à celle qui considère les crises et les cas « pathologiques » comme des

1. H.S. Becker, *Sociological Work, Method and Substance*, Penguin Press, 1970.

2. J. Duvignaud, *Chebika, Mutation dans un village du Maghreb*, Gallimard, Paris, 1968, p. 12.

3. U. Windisch, *Intégration des travailleurs immigrés et xénophobie en milieu ouvrier suisse, diverses approches méthodologiques*, Département de Sociologie, Université de Genève, 1972, 126 p. Une synthèse de ce rapport a été publiée dans : *Contributions à l'analyse sociologique de la Suisse*, Actes du 2^e Congrès de la Société suisse de sociologie, Genève, 1974, pp. 425-434.

4. P. Sorokin, *Tendances et déboires de la sociologie américaine*, Aubier, Paris, 1959, 401 p.

5. C.W. Mills, *L'imagination sociologique*, Maspéro, Paris, 1971, 235 p.

6. Cette critique a d'ailleurs été mise à jour récemment. Cf. S. Andreski, *Les sciences sociales, sorcellerie des temps modernes ?*, P.U.F., Paris, 1975, 274 p.

révélateurs privilégiés des structures sociales et de leurs potentialités de transformation.

Où voulons-nous en venir ? A la thèse de la *complémentarité effective* entre méthodes, techniques quantitatives et qualitatives. Effective ? Oui, car il se pourrait que des sociologues inconditionnels des méthodes quantitatives parlent aussi de complémentarité, tout en ne considérant pas les méthodes qualitatives comme équivalentes. Ces dernières relèveraient d'une sorte de stade pré-scientifique et ne constitueraient qu'une étape préalable de la recherche scientifique. Elles ne pourraient que jouer le rôle de recherches pilotes, que servir à formuler des hypothèses à vérifier à l'aide de méthodes quantitatives.

Dans notre perspective, elles sont au contraire considérées comme des méthodes parmi d'autres, relevant de la science au même titre que les quantitatives, même si elles utilisent des procédures de recherche et des critères de vérification et de validation tout à fait différents. Tout en étant *autres, différentes*, elles peuvent aboutir à des résultats scientifiques au même titre que les quantitatives.

Imaginons une dernière démarche, plus subtile, ayant comme objectif d'écarter les méthodes qualitatives du domaine de la science. On vanterait l'originalité de la méthode, le génie des auteurs, leur grande sensibilité et intuition, leurs qualités d'observateur. Mais ceci pour les rejeter dans le domaine de la littérature, cette fois. Ces auteurs seraient qualifiés d'excellents écrivains et, par conséquent, expulsés de la sociologie.

Il convient de signaler que les méthodes qualitatives souffrent de plusieurs *désavantages* par rapport aux quantitatives. A cause de qualités aussi subjectives que l'intuition, la sensibilité, les facultés de perception et d'observation qui entrent pour une bonne part en ligne de compte, les mécanismes et les procédures d'investigation (propres aux méthodes qualitatives) sont beaucoup moins systématisés et codifiés que les techniques statistiques.

Ces facultés sont cependant beaucoup plus difficiles et absorbantes, plus longues à apprendre, plus délicates à appliquer que le *Khi*² ou d'autres tests de signification, par exemple. Pour toutes ces raisons, nous ne disposons encore que de peu de littérature sur les aspects purement méthodologiques des approches qualitatives. Enfin, et c'est aussi une caractéristique générale de ces études, leurs auteurs parlent très peu des détails, des diverses phases et étapes de la démarche suivie. Les chapitres consacrés à la méthodologie, s'ils existent, sont toujours très succincts dans les publications. Les auteurs sont unanimes pour reconnaître les difficultés qu'ils rencontrent lorsqu'ils désirent présenter et expliciter, que ce soit à des étudiants ou à d'autres chercheurs, la manière dont ils ont procédé concrètement pour effectuer leurs recherches. Cette difficulté trouvera sa meilleure illustration dans notre tentative d'explicitier notre propre démarche.

Actuellement, un des objectifs essentiels des travaux méthodologiques sur ce type d'approche consiste précisément à œuvrer en faveur d'une plus grande explicitation, systématisation et codification des procédés d'investigation sous-jacents. D'où la nécessité de présenter certains éléments de l'état d'avancement de ces recherches méthodologiques.

Avant d'en arriver aux méthodes et aux techniques proprement dites, nous aimerions définir la démarche théorico-méthodologique qui oriente au niveau le plus général nos recherches et proposer certaines distinctions conceptuelles afin de spécifier les diverses composantes de cette démarche.

2. Démarche théorico-méthodologique, méthodes, techniques.

Dans notre étude, nous entendons par *techniques* les procédures d'investigation suivantes : l'observation pure et l'observation participante, l'interview en profondeur, les discussions en groupes et le travail sur documents. Il s'agit des moyens permettant la *récolte* de l'information.

2.1. La démarche théorico-méthodologique est beaucoup plus générale. Elle oriente l'ensemble des recherches particulières ainsi que l'analyse, l'interprétation et l'explication des résultats.

Dans le cas présent, une de ses fonctions est de faire apparaître le contenu et la signification sociologiques de l'ensemble des données relatives à la vie politique de cette commune. Cela suppose par exemple que ces diverses données soient constamment reliées aux autres niveaux de la réalité communale : économique, social, culturel et idéologique ; l'objectif le plus général étant de dépasser le stade descriptif pour en arriver au niveau explicatif. Atteindre ce niveau implique que l'on relie les divers niveaux de cette réalité communale à propos de chaque problème tout en analysant leurs formation et transformation mutuelles au cours d'une période historique suffisamment longue.

A la perspective relationnelle et structurelle, s'ajoute ainsi une perspective historique, historico-comparative¹.

La perspective relationnelle et structurelle ne se limite pas aux divers niveaux de la réalité communale. Elle doit permettre de réaliser un autre objectif fondamental ; relier les éléments et la situation de cette commune particulière aux contextes plus larges dans lesquels elle s'inscrit, soit les communes contigües, le district, les districts voisins, le canton, la région, etc. Ces contextes englobants doivent expliquer en partie la situation de cette entité plus restreinte. En d'autres termes, il s'agit du pendant méthodologique de la dialectique qui se joue entre spécificités locales et déterminismes extérieurs.

Bien que cette entité constitue une totalité sociale, nous n'avons nullement l'intention de faire d'elle un « mon village », une entité-en-soi. Elle connaît certes une autodynamique propre. Elle a donné une tournure originale à son développement. Elle a son individualité et sa personnalité mais cette liberté d'interprétation s'inscrit dans certaines limites, dans les limites qu'impose le contexte cantonal et régional qui est, lui, déterminant en dernière instance pour expliquer les traits fondamentaux de la situation et de la transformation de cette entité particulière. Pour expliquer par exemple le comportement de cette entité en matière de politique cantonale, il faut connaître la nature de la politique au niveau du district et du canton dont elle fait partie et qui l'englobent.

En ce qui concerne la dimension historique, un de ses aspects peut consister à situer l'ensemble des éléments analysés par rapport à l'oppo-

1. Cette dernière méthode est proche de celle définie par H. Lefebvre dans un article de sociologie rurale. Elle comprend plusieurs moments :

a) *Descriptif*. Observation, mais avec un regard informé par l'expérience et par une théorie générale ;

b) *Analytico-régressif*. Analyse de la réalité décrite. Effort pour la dater exactement (pour ne pas se contenter d'un constat portant sur des « archaïsmes » non datés, non comparés les uns aux autres) ;

c) *Historico-génétique*. Etudes des modifications apportées à telle ou telle structure précédemment datée, par le développement ultérieur (interne ou externe) et par sa subordination à des structures d'ensemble. Effort vers une classification génétique des formations et structures, dans le cadre du processus d'ensemble. Effort donc pour revenir à l'actuel précédemment décrit, pour retrouver le présent, mais élucidé, compris : expliqué. (H. Lefebvre : « Perspectives de la sociologie rurale », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1953).

sition tradition-modernité. La base de cette opposition se situe ici dans la transformation qu'a subie depuis la fin du xix^e siècle cette micro-totalité sociale, transformation qui l'a fait passer d'une économie rurale de montagne, agricole et traditionnelle, à une économie archéo-moderne. Archéo-moderne ? oui, parce que la commune de Chermignon comprend de nos jours un secteur traditionnel, bien que considérablement modernisé, lui aussi, et un secteur « super-moderne » (le tourisme). La structure (économique) de cette commune n'est ni entièrement traditionnelle ni totalement moderne mais archéo-moderne.

Du point de vue conceptuel, plusieurs sociologues se servent des termes de tradition et de modernité pour analyser le changement social. Cette terminologie comprend cependant à notre avis une ambiguïté. Sans le vouloir explicitement, elle rappelle une sorte d'évolutionnisme avec tout l'ethnocentrisme qu'il comporte. Nous tenterons, dans la mesure du possible, de leur supplanter les concepts du structuralisme génétique ou dialectique de Jean Piaget et Lucien Goldmann. Dans cette perspective :

« toute description d'une structure dynamique, ou (pour employer un terme que Piaget semble préférer aujourd'hui) toute description d'un processus de structuration (qui est d'ailleurs par son côté complémentaire une description d'un processus de déstructuration de structures précédemment existantes) a un caractère *compréhensif* par rapport à l'objet étudié et un caractère *explicatif* par rapport aux structures plus limitées qui en sont les éléments constitutifs. »¹

Pour illustrer l'utilisation que nous comptons faire de cette démarche, nous pouvons dire, par exemple, que la description de la politique cantonale de la commune de Chermignon a un caractère compréhensif tandis que l'analyse de l'ensemble de la politique cantonale valaisanne a un caractère explicatif par rapport à cette structure plus limitée, structure qui en est aussi un des éléments constitutifs. Par extension, il en va de même pour les transformations économiques profondes de cette commune et de ses rapports avec la modification de la structure de la politique communale qui ont un caractère compréhensif par rapport à notre objet d'étude. Mais ces transformations doivent être insérées dans les transformations plus vastes de l'ensemble du canton et d'entités encore plus larges qui, elles, ont alors un caractère explicatif par rapport à la structure plus limitée que nous analysons en détail. Cette dernière étant corrélativement un des éléments constitutifs de ces structures plus larges.

Pour mieux faire comprendre notre approche théorico-méthodologique (toujours au niveau le plus général) nous allons la situer par rapport aux différentes démarches de l'anthropologie telles qu'elles sont définies par G. Balandier. Cette transposition se justifie car à ce niveau de généralité, on retrouve à peu près les mêmes méthodes en sociologie.

Il distingue la *démarche génétique* (qui se pose les problèmes d'origine et d'« évolution »), la *démarche fonctionnaliste* (qui identifie les institutions politiques, à partir des fonctions assumées), la *démarche typologique* (qui vise à la détermination des types de systèmes politiques), la *démarche terminologique* (qui cherche à repérer et à classer les phénomènes et systèmes politiques et à élaborer des catégories fondamentales), la *démarche structuraliste* (qui substitue à l'étude génétique ou fonctionnaliste une étude du politique effectuée à partir de modèles structurels ; le politique est vu sous l'aspect des relations formelles) et la *démarche dynamiste* de Balandier. Cette dernière vise à saisir la dynamique des structures tout autant que le système des relations qui les constituent, prendre en considération les incompatibilités, les contradictions, les tensions et le mouvement inhérent à toute société².

1. Lucien Goldmann, « Introduction générale », in *Genèse et Structure*, op. cit., p. 10.

2. G. Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., pp. 18-27.

De ces six démarches méthodologiques, c'est de la dernière (dynamiste) que la nôtre (structuraliste génétique) se rapproche le plus. Mais, comme les termes l'indiquent, il s'agit en fait d'une combinaison de la démarche génétique et de la démarche structuraliste, à la seule condition toutefois de ne pas limiter, comme le fait Balandier, cette dernière démarche aux seules relations formelles.

La démarche typologique n'intervient pas dans notre étude pour la simple raison que cette dernière ne porte que sur une commune. Cette méthode pourra intervenir lorsque d'autres études du genre de celle que nous faisons seront entreprises. Elle permettra alors de répondre à un objectif essentiel : la comparaison de divers systèmes politiques communaux et la définition d'un certain nombre de types. On peut cependant déjà imaginer que la commune de Chermignon se situe entre deux types extrêmes : entre un système politique encore entièrement basé sur des clans et un système fondé sur des partis politiques de type moderne.

3. Les méthodes

A un niveau moins général que ces démarches, deux méthodes de recherches prennent dans notre étude une place prépondérante : la « community-study method » et la méthode clinique.

3.1. L'étude des collectivités locales (community-study method)

Pour aborder l'analyse des systèmes politiques locaux, nous avons en effet choisi de passer par l'étude d'une collectivité locale restreinte. Pour C.M. Arensberg¹, l'étude d'une collectivité locale est considérée comme une véritable méthode des sciences sociales. *La commune n'est plus un simple objet d'étude mais devient un instrument méthodologique parmi d'autres* ; d'où le terme de community-study method utilisé par cet auteur. Cette méthode a comme toute autre méthode certaines techniques qui lui sont généralement associées : l'interview en profondeur, l'observation participante, la sociométrie, l'étude de cas, l'analyse de contenu et les généalogies, notamment.

Cette méthode n'est pas l'apanage de l'une ou l'autre discipline des sciences sociales, car elle a contribué au développement aussi bien de l'anthropologie, de la sociologie que de la psychologie sociale.

L'une de ses caractéristiques est d'aborder les phénomènes sociaux *in vivo* (plutôt qu'*in vitro*, que par isolation et abstraction), par *observation directe*. Etant donné qu'elle porte sur des unités restreintes, elle peut davantage considérer les phénomènes sociaux dans la *multiplicité*, la *totalité* de leurs aspects et manifestations. C'est là une des raisons pour lesquelles cette méthode a à son acquis une propriété importante : la *révélation de relations inattendues* entre phénomènes économiques, sociaux, culturels, politiques, psychologiques. Elle constitue aussi une des meilleures bases pour des études comparatives *approfondies*.

A ses débuts, elle a surtout été utilisée pour explorer certains problèmes. C'est par elle que beaucoup de chercheurs ont attaqué les problèmes qui les préoccupaient. S'il n'existe pas encore de bilan des progrès effectués par cette méthode, Arensberg pense cependant pouvoir affirmer qu'elle a muri davantage à l'usage qu'à la suite de réflexions théoriques. Plus généralement, c'est là un trait propre à toutes les méthodes non encore systématisées.

Cette méthode est ensuite *naturaliste*, implicitement *comparative* (les individus d'une collectivité donnée sont nécessairement *semblables* ou dif-

1. C.M. Arensberg, « The Community-Study Method », *American Journal of Sociology*, Vol. LX, N° 2, sept. 1954, pp. 109-124.

férents d'autres individus), elle relève de l'observation et de l'approche empirique. Dire qu'il s'agit d'une méthode d'observation (par opposition à une méthode de quantification) a des implications fondamentales : elle suppose notamment d'autres critères de contrôle, de vérification et de validation. Cet aspect est fondamental parce que très fréquemment on tente d'évaluer cette méthode en fonction de critères propres aux méthodes quantitatives.

Elle constitue un outil de recherche parmi d'autres, avec ses avantages et ses inconvénients. De par ses caractéristiques, elle requiert des techniques spéciales et fournit des résultats tout aussi spécifiques.

En ce qui concerne les critères d'évaluation de la méthode, la collectivité choisie doit d'abord être *représentative*, non pas en termes statistiques, mais d'un trait culturel donné par exemple. Par rapport à ses prétentions d'approcher tous les aspects d'une unité restreinte, d'aucuns ont opposé à cette méthode le fait qu'il est impossible de tout étudier (« one cannot study every thing »)¹ ; Arensberg répond très clairement en soulignant que ce n'est pas l'exhaustivité mais la *largeur d'esprit et la profondeur de l'analyse* qui comptent.

Un autre élément important de la méthode est la *réélaboration et la redéfinition constantes* des données et des hypothèses, leur approche sous des aspects sans cesse nouveaux (le « rework »)². Il n'y a point d'hypothèses et d'objet définis une fois pour toutes au début de la recherche.

Dans cette perspective, il est plus important de réussir à découvrir et à analyser de manière approfondie une croyance particulière, une norme, une institution ou une coutume spécifiques, des mécanismes particuliers de contrainte et de sanction, etc., que d'élaborer une moyenne statistique d'une pratique ou d'un comportement donné. Une critique adressée à la méthode porte en effet sur la faiblesse de la fidélité et l'impossibilité de généralisation. En bref, la méthode est davantage *qualitative, structurale et topographique* que quantitative et statistique.

Une autre critique, que Arensberg considère cette fois comme juste et pertinente, est le caractère souvent descriptif des résultats auxquels conduit cette méthode. Pour parer à cette insuffisance, il préconise la construction d'un modèle de la collectivité ; l'analyse ne devant ensuite être effectuée qu'en fonction de ce modèle général. Cette exigence lui semble d'une importance telle qu'il en fait une condition préalable à toute analyse. A un niveau plus concret, il propose un plan très détaillé pour la collecte et l'analyse des données de n'importe quelle collectivité.

Si le modèle est une condition préalable à toute comparaison systématique, il est indispensable à une autre fin aussi ; c'est lui qui permet d'insérer le problème particulier étudié dans l'ensemble de la collectivité, et on pourrait ajouter, dans les contextes environnants plus larges. On retombe ainsi sur la démarche théorico-méthodologique plus générale du structuralisme génétique définie antérieurement.

A partir de cette exigence, Arensberg ajoute deux autres critères d'évaluation qui n'ont rien à voir non plus avec la précision statistique : la mesure dans laquelle les liens entre le phénomène étudié et le modèle construit sont établis³ ainsi que le degré d'adéquation entre les techniques utilisées et la nature de l'objet analysé.

Si Arensberg signale que les techniques propres à cette méthode n'ont jamais été clairement explicitées, que le chercheur ne dispose pas de guide, d'impératifs clairs, de procédures codifiées, nous verrons, dans la partie consacrée aux techniques, que dans ce domaine des progrès importants ont néanmoins été faits récemment. Il ne faut pas perdre de vue que son

1. C.M. Arensberg, *op. cit.*, p. 112.

2. *Idem*, p. 112.

3. Cet aspect est largement fonction des connaissances théoriques du chercheur et de l'importance accordée à l'optique comparative.

article a paru en 1954. Mais les éléments retenus et mentionnés ci-dessus sont toujours d'une grande actualité et si nous les rappelons, c'est parce que nombre d'études actuelles ne tiennent pas compte des suggestions d'Arensberg.

Sans entrer dans le dédale de la recherche en paternité, on peut affirmer que cet auteur a soulevé des problèmes d'une importance telle qu'ils ont nécessairement dû entraîner des progrès.

La seconde méthode qui est à la base de notre étude et qui se situe comme la *community-study method* à un niveau moins général que la démarche théorico-méthodologique est la méthode clinique.

3.2. La méthode clinique.

Le terme clinique n'est pas le seul qui convient pour désigner ce que nous entendons par cette seconde méthode. Il s'agit de la méthode individuelle, casuistique, centrée sur l'étude de cas, sur les cas extrêmes, paroxystiques.

J. Piaget, par exemple, avait choisi l'adjectif clinique à propos de sa méthode :

« pour marquer son opposition avec la méthode des tests, considérée à l'époque comme la méthode objective par excellence. »¹

Dans le cas présent, nous utilisons cet adjectif non pas pour nous opposer aux méthodes quantitatives, mais pour démontrer l'ampleur du champ laissé libre par les chercheurs qui n'utilisent que les seules méthodes quantitatives.

La méthode clinique apparaît à un double niveau dans notre étude. D'abord au niveau du type de collectivité pris en considération. La commune de Chermignon n'a pas été choisie en fonction de sa représentativité statistique mais à cause de sa situation extrême. Pour ne mentionner que deux aspects de ce caractère extrême, rappelons la participation politique exceptionnellement forte ainsi que la coexistence d'un complexe touristique hyper-moderne avec une structure politique basée sur des clans.

Cette méthode apparaît ensuite à un second niveau, à l'intérieur même de l'étude sur la commune de Chermignon. Nous admettons que certains événements, faits ou situations sont plus révélateurs que d'autres. Parmi les nombreux événements politiques que connaît une telle entité, nous supposons que les élections communales, par exemple, constituent un exemple d'événement paroxystique. De même que le « pathologique » révèle des aspects que le « normal » ne permet pas de voir, de même un événement paroxystique peut être assimilé à une crise et considéré comme un révélateur privilégié. C'est par l'intermédiaire de la *sociologie de la crise*² notamment que nous allons préciser quelque peu le contenu et les postulats de la méthode :

« L'événement, qui signifie l'irruption à la fois du vécu, de l'accident, de l'irréversibilité, du singulier concret dans le tissu de la vie sociale est le monstre de la sociologie. Effectivement, il est nécessaire qu'un gigantesque effort scientifique soit voué à liquider, expulser, contourner, vider l'événement, de manière à atteindre le royaume formalisé et mathématisé des relations et structures. Mais on peut également, concurrentement, cheminer scientifiquement par les voies d'une sociologie clinique qui considère que : a) le champ historico-mondial (y compris la préhistoire et l'ethnographie) est le

1. Vinh-Bang, « La méthode clinique et la recherche en psychologie de l'enfant », in *Psychologie et épistémologie génétique, Thèmes piagétiens*, (Hommage à J. Piaget), Dunod, Paris, 1966, p. 68.

2. Cf. par exemple E. Morin, « Pour une sociologie de la crise », *Communications*, 12, 1968, pp. 2-16.

seul champ expérimental possible pour la science de l'homme social ; b) une théorie peut être élaborée, non seulement à partir de régularités statistiques, mais à partir de phénomènes et situations extrêmes, paroxystiques, « pathologiques », qui jouent un rôle révélateur... L'événement est accident, c'est-à-dire perturbateur-modificateur. Il met en œuvre une dialectique évolutive-involutive : d'un côté il déclenche un processus de résorption, lequel, si l'événement est trop perturbateur, déclenche des mécanismes de régression faisant resurgir un fond archaïque protecteur ou et exorciseur (ainsi la mort qui est toujours un événement pour les proches, déclenche les rites magiques de funérailles et de deuil) ; d'un autre côté — et avec l'aide souvent des processus involutifs déclenchés, l'événement suscite un processus d'innovation qui va intégrer et répandre le changement dans la société... Les crises constituent des sources d'une extrême richesse pour une sociologie qui ne concentre pas toute sa mise sur les moyennes statistiques, les échantillons représentatifs, ou les modèles structuraux de la linguistique :

(a) les crises sont des concentrés explosifs, instables, riches de phénomènes involutifs-évolutifs qui, à un certain degré, deviennent révolutionnaires ;

(b) l'hypothèse que la crise est un révélateur signifiant de réalités latentes et souterraines, invisibles en temps dit normal, est heuristique par rapport à l'hypothèse contraire qui considérerait la crise comme épiphénoménale ;

(c) cette hypothèse est directement reliée au postulat scientifique de Marx et de Freud donnant la primauté à la part immergée, invisible (latente, inconsciente dans les deux cas, infrastructurale) dans l'homme et la vie sociale ;

(d) la crise est, en principe, un phénomène conflictuel, et mérite d'autant plus d'intérêt si l'on adopte le postulat marxien-freudien selon lequel le caractère conflictuel est un caractère sociologique et anthropologique essentiel ;

(e) *finalement la crise unit en elle, de façon trouble et troublante, répulsive et attractive, le caractère accidentel (contingent, événementiel), le caractère de nécessité (par la mise en œuvre des réalités les plus profondes, les moins conscientes, les plus déterminantes) et le caractère conflictuel. Saisir donc la crise sous ces trois auspices renvoie au processus historico-social comme processus structurant-déstructurant, renvoie aux anthropologies fondées sur le déséquilibre permanent qui sont aussi bien celle de Marx que celle de Freud en dépit des tentatives scolastiques pour les normaliser... » ¹*

Nous voilà renvoyés une nouvelle fois au structuralisme génétique par la voie de la méthode clinique et crisologique.

Nous arrêtons ici ces brèves indications sur les *méthodes* utilisées dans notre recherche. Le but n'étant pas d'en faire un exposé complet mais simplement d'en indiquer la spécificité et les principaux postulats, ces quelques éléments devraient suffire.

De même que les méthodes qualitatives sont liées à des bases épistémologiques, des postulats et des critères d'évaluation spécifiques, il y a des *techniques* de recherche qui leur sont propres ou qui y prennent en tout cas une place plus grande qu'ailleurs.

4. Les techniques.

Parmi ces techniques, on trouve notamment la recherche de terrain, l'observation participante, l'interview en profondeur, les discussions de groupe, l'analyse de documents, certaines formes d'analyses de contenu et les autobiographies.

Dans notre étude ce sont surtout la recherche de terrain, l'observation participante, l'interview en profondeur et l'analyse de documents qui sont utilisées. Nous nous étendons cependant de manière très inégale sur ces diverses techniques. Nous allons présenter quelques éléments des réflexions théoriques et méthodologiques relatives à l'*observation participante* et à l'*interview en profondeur*. Avant d'en arriver là, il nous semble intéressant de rendre compte d'abord de nos premières expériences sur le terrain, des premières applications de ces diverses techniques. Les réflexions théoriques sur ces dernières pourront ainsi être envisagées en référence à des situations concrètes et vécues. Les « erreurs à ne pas faire » pourront être illustrées et non seulement proclamées.

4.1. Les premières applications des techniques.

Arriver à Chermignon avec un questionnaire préparé à l'avance, faire interroger une ou plusieurs dizaines ou centaines de personnes par des intervieweurs, repartir et rédiger le travail aurait évidemment été un non-sens méthodologique. Aussi, notre démarche a-t-elle été toute différente.

Nous arrivons sur place sans questionnaire et sans plan de recherche précis. Notre seule intention est de faire émerger la vie politique de Chermignon sous ses multiples aspects. Pour ce faire, nous parlons avec de nombreuses personnes de la commune des problèmes les plus généraux de la vie quotidienne, en essayant constamment d'amener la discussion sur la politique au point qu'un jour une personne nous dit :

« j'espère que tu ne vas pas parler seulement de la politique dans ton livre. »

La grande partie de ces discussions ont lieu dans les cafés ou chez les particuliers. Mais les choses ne sont pas toujours faciles. Une personnalité politique de la région à qui nous demandons de nous aider à répartir les quelques 600 électeurs de la commune entre les différents clans politiques nous répond compendieusement : « ça c'est un secret ». Heureusement pour notre étude, les choses ne se passent pas toujours de cette façon ; d'autres gens de la commune nous fournissent tous les renseignements désirés ou presque avec la plus grande amabilité. Certaines nous expliquent même les questions politiques les plus épineuses : la façon dont est contrôlé le vote des électeurs, par exemple, ceci à la seule condition que leur identité ne soit jamais dévoilée.

Il nous faut gagner la sympathie des gens et arriver à nous « faire accepter » par la population. Une étude de ce genre suppose en effet une grande prudence dans la façon d'aborder les problèmes. Les gens de Chermignon parlent facilement avec les personnes venant de l'extérieur des problèmes de la vie quotidienne mais en ce qui concerne la politique, elle est encore bien souvent un sujet tabou, surtout lorsqu'un « étranger »¹ veut connaître son fonctionnement en détail. Il y a un autre exemple qui peut nous faire comprendre à quel point une telle enquête est délicate. Les autochtones ne peuvent comprendre, ou très difficilement, que l'on veuille prendre une attitude relativement neutre à l'égard de leurs antagonismes politiques passionnels. Ainsi, quelques mois avant les élections

1. Si le mot étranger est entre guillemets, c'est aussi parce que l'auteur est né et a habité jusqu'à l'âge de 16 ans dans une commune contiguë. C'est là un élément important car il a grandement facilité notre « entrée » dans la collectivité.

communales, un membre d'un clan nous propose de faire les formalités nécessaires pour pouvoir voter dans la commune et soutenir son clan.

Quant à la neutralité du chercheur, il faut bien dire qu'elle n'est pas absolue. Il est par conséquent nécessaire de faire un constant effort de distanciation à l'égard de ces luttes passionnelles, ce qui n'exclut nullement une participation affective du chercheur. Certaines personnes ne peuvent pas non plus comprendre que l'on puisse discuter indifféremment avec les membres de l'un ou l'autre clan. Que l'on ait des affinités avec un clan politique, cela peut très bien se concevoir, mais qu'une personne parle de la même manière avec les partisans de l'un ou l'autre clan et fréquente indifféremment les cafés des deux clans politiques (chaque clan a son café) se comprend plus difficilement, voire pas du tout.

Toutes les personnes ne voient cependant pas notre situation sous cet angle. Certaines, lorsque nous les interrogeons sur tel ou tel aspect de la politique, vont jusqu'à préciser que leurs déclarations sont sans doute partielles et partiales puisqu'elles appartiennent à l'un des clans et nous conseillent d'interroger un membre de l'autre clan sur le même problème afin d'avoir une vue plus objective. Ici, nous arrivons au problème général du contrôle des informations obtenues. Afin d'arriver à une objectivité aussi grande que possible, la même démarche est toujours suivie : interroger plusieurs personnes et des membres de tous les clans. Ce procédé représente un excellent moyen de vérification des déclarations des personnes interrogées, déclarations qui sont souvent passablement surchargées par le contenu affectif et passionnel que comportent ces problèmes politiques locaux.

D'autre part, nous essayons constamment d'établir un certain équilibre entre le temps consacré à chaque clan afin de montrer en permanence aux habitants que nous n'avons de préférence pour personne. Un cas particulier se présente lors d'une assemblée générale annuelle des clans politiques. Les deux clans traditionnels fixent la date de leur réunion le même jour. Comment procéder dans une telle situation pour maintenir l'équilibre ? Nous prenons contact avec le président d'un clan pour lui demander si nous pouvons assister à cette assemblée. Non seulement cela est possible, mais en plus, nous sommes invités à prendre part au repas qui est offert à cette occasion à tous les membres du clan. Pour ne pas rompre l'équilibre, nous informons un dirigeant de l'autre clan de notre situation, situation qu'il comprend parfaitement. Le malentendu est donc évité. Finalement, il n'y a pas eu de problème du tout car ce dernier clan est obligé d'annuler sa réunion au dernier moment. Relevons qu'une telle réunion n'est pas à mettre sur le même pied qu'une assemblée d'un parti politique urbain, car à Chermignon cette journée est une véritable fête villageoise. Et qui dit fête dans un tel cadre dit activité communale totale.

Des problèmes généraux que pose l'utilisation de ces techniques, passons aux techniques elles-mêmes, aux premières applications de l'observation, des discussions et des entretiens en profondeur, de la participation (en fait, il s'agit de l'observation participante) et du travail sur documents.

Précisons que ces différents moyens techniques ne sont pas utilisés séparément, mais qu'ils sont étroitement liés et interdépendants : dans la participation à une manifestation locale, il y a une grande part d'observation et une telle participation implique toujours quantité de discussions auxquelles on prend part ou que l'on tente de susciter et souvent, au cours d'une telle manifestation, on peut obtenir divers documents.

L'observation. Avec la discussion, l'observation prend la plus grande place dans la première partie de l'étude. Nous observons les habitants dans leur comportement quotidien : au café, dans la rue, à la vigne, avec les touristes. Ces premières observations font surgir quantité de problèmes qui sont ensuite systématisés, précisés et mieux définis.

Des faits apparemment banals prennent tout à coup une importance fondamentale. En observant les individus à l'église lors de la messe domi-

nicale, l'hétérogénéité de la population communale nous apparaît d'une manière particulièrement frappante. Dans cet édifice religieux se trouve réunie une grande partie des habitants du village. Il y a là les femmes les plus âgées de la commune portant encore des vêtements traditionnels, mais aussi des jeunes filles dont les habits modernes présentent un contraste frappant. A la sortie de la messe, tandis que les vieux mettent leurs chapeaux, des jeunes sautent dans leur voiture de sport et démarrent en trombe. Cette hétérogénéité réapparaît sous un autre angle lorsque nous comparons nos observations sur la station touristique à celles faites dans les villages à demi-traditionnels. Les premiers éléments de la dialectique qui se joue entre le passé et le futur surgissent très concrètement.

L'observation, aussi bien du particulier que du général, représente pour nous un moyen d'investigation de première importance pour la recherche sociologique. Il nous faut donc, en premier lieu, apprendre à voir, à regarder et à observer.

Les discussions et les entretiens en profondeur. Ils sont très divers et nombreux. Avec certaines personnes, ce sont des interviews, avec d'autres, des discussions informelles et spontanées (individuelles ou collectives), avec d'autres encore, des réunions en petits groupes, dans lesquels nous tentons de réunir des individus bien déterminés en fonction de la nature des problèmes. Ces entretiens et discussions sont de durée très inégale, de quelques instants jusqu'à cinq heures. S'il y a des interviews aussi longues avec certaines personnes, c'est parce qu'elles représentent un peu ce que L. Goldmann appelle, dans un autre domaine, le maximum de conscience possible¹. Cette expression désigne simplement ici le raisonnement des personnes qui ont actuellement la conscience la plus poussée de la situation objective de cette micro-région, de l'état des rapports sociaux et politiques, de leur imbrication avec les niveaux économiques et idéologiques ainsi que des potentialités de transformations qu'ils comportent.

Ces entretiens particulièrement longs sont souvent entrecoupés de « pause-fendant » et se terminent parfois fort sympathiquement à la cave. Il est vrai que parallèlement à notre étude, nous faisons une véritable cure de vin blanc et il n'est peut-être pas inutile de souligner que les Valaisans parlent plus facilement politique en présence d'un verre ou même d'une bouteille de fendant. A ce propos, on peut rappeler qu'aussi bien dans la première partie de la recherche, lorsqu'il s'agit de se « faire accepter », que dans la suite du travail, des « techniques » aussi communes de la vie quotidienne que la « combibendalité » et la « commensalité »² (boire et manger en commun) sont d'une aide certaine.

Avec quelques personnes (les chefs de clan surtout), nous avons de nombreux entretiens. Ici intervient la distinction que nous faisons entre *approche directe* et *approche indirecte*. Avec certains habitants que nous connaissons déjà (depuis notre enfance), nous parlons de problèmes politiques immédiatement, dès notre premier entretien : c'est l'approche directe. Avec d'autres, ceux qui opposent une certaine résistance, nous centrons la première discussion sur des questions autres que politiques : économiques, historiques et sociales, relatives à la vie générale de la commune ou de la région. Et ce n'est qu'après avoir rassuré l'interlocuteur à notre égard et au sujet de nos intentions, que nous abordons les problèmes politiques, à la fin du premier entretien ou au cours du deuxième, la plupart du temps : c'est l'approche indirecte.

Les discussions en groupe. Lorsque dans un café, plusieurs personnes sont attablées, nous cherchons à nous joindre à l'un ou l'autre groupe, souvent par l'intermédiaire d'une personne que nous connaissons déjà. Une fois les présentations faites, notre tâche consiste à amener la discussion sur la politique et à la centrer ensuite autour de questions qui nous intéressent

1. L. Goldmann, *Marxisme et sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1970.

2. E. Morin, *Commune en France*, op. cit., p. 283.

tout particulièrement ; ce qui n'est pas toujours facile, car fréquemment nos interlocuteurs adoptent notre rôle et nous posent tout de suite quantité de questions préalables.

D'autres types de discussions ont lieu lors de nos allées et venues fortuites dans les villages ou la station. Signalons que le fait d'être au courant de l'usage particulier que les autochtones font de la langue française facilite considérablement les contacts et les discussions.

Nous utilisons également le magnétophone (uniquement avec l'autorisation des personnes interrogées) ; mais rarement, car nous constatons qu'en présence de cet appareil, nos interlocuteurs sont beaucoup moins loquaces, surtout en ce qui concerne la politique¹.

A la suite de ces premières observations, nous établissons un cadre très général du phénomène politique de Chermignon, cadre dans lequel figure un large éventail de problèmes et de questions groupés en quelques grandes catégories. Ce tableau de base constitue le point de départ des discussions suivantes. Telle personne est interrogée sur l'une ou l'autre catégorie de problèmes. Au cours des divers entretiens, de nouveaux problèmes surgissent constamment. Notre cadre, très large et très souple, permet alors de les intégrer dans la recherche. A d'autres moments, un thème qui semble d'abord très secondaire et sans signification particulière est développé, nuancé et approfondi considérablement à cause de l'importance qu'il prend tout à coup. Cet approfondissement continu des problèmes représente d'ailleurs la ligne directrice de la démarche suivie pour mener les divers entretiens à chaque étape de l'étude. Ce qui ne signifie pas qu'un questionnaire plus systématique ne soit jamais utilisé. Ainsi, pour analyser un seul problème, celui de la structure générale des clans par exemple, nous établissons une liste de plus de 100 questions, ceci pour n'interroger que 5 personnes. La démarche utilisée est fonction de la nature du problème.

D'une manière plus générale, après chaque entretien, avec les données et les renseignements recueillis, nous faisons une synthèse écrite et ces premiers résultats sont à la base de nouvelles discussions dont chacune constitue un approfondissement de la précédente.

La participation. Il s'agit plus précisément de l'observation participante. Nous participons à toutes sortes de manifestations locales qui ne concernent donc pas uniquement la vie politique. Certaines, qui n'ont apparemment aucun rapport avec la politique, éclairent pourtant les liens que cette dernière entretient avec l'ensemble de la réalité communale.

Prenons la fête patronale comme exemple. Elle a lieu chaque année le 23 avril, jour de la Saint-Georges. Cette journée est aussi la plus grande fête de l'année. Parmi les invités d'honneur, il y a même le Président de la Confédération (alors Valaisan). Les autorités gouvernementales valaisannes sont elles aussi représentées. En outre, il y a toujours un grand nombre d'autres personnalités et en particuliers divers magistrats du canton.

La présence de ces personnes donne une première idée de la manière dont se nouent certaines relations entre autorités communales et cantonales et même fédérales. En second lieu, apparaît l'importance politique d'une telle fête locale qui de prime abord ne semble être que folklorique.

Toujours au niveau de l'observation participante, lorsqu'on assiste à un concert donné par les fanfares locales, on saisit les liens qui existent entre ces deux sociétés de musique et les clans.

Le travail sur documents. Il faut signaler en premier lieu que cette technique d'investigation prend dans le cas présent un temps très considérable. Aux archives communales il n'existe, en effet, que très peu de documents pouvant servir à une étude de la vie politique. En de nombreuses

1. Une personne âgée nous a même demandé si ce genre d'appareil reproduisait fidèlement ses déclarations.

occasions, pour établir quelques données très simples mais indispensables, il faut prendre contact avec plusieurs personnes de la commune, se rendre aux archives cantonales à Sion ou auprès du Préfet du district. Pour connaître les résultats détaillés des élections communales et la façon dont les électeurs de Chermignon votent au niveau cantonal et fédéral, on rencontre ce genre de difficultés. Ainsi, parmi les divers documents utilisés, il y a ceux qui se trouvent à l'extérieur de la commune et ceux qui existent sur place.

Pour reconstituer la composition du Conseil communal de la première partie du XIX^e siècle, il faut aller dans la commune voisine de Lens (à cette époque, la commune de Chermignon faisait partie de la Grande commune de Lens), chez le prieur, qui veut bien nous ouvrir le clocher de l'église. C'est là que se trouvent les archives nécessaires.

Parmi les documents trouvés sur place, il y a ceux des archives communales et ceux recueillis auprès de particuliers. A partir des premiers, on reconstitue la composition des commissions (fonctions communales subalternes) à différentes époques de ce siècle. Ces fonctionnaires sont nommés tous les quatre ans lors de l'entrée en fonction du nouveau Conseil communal. Des archives communales proviennent également quelques listes électorales, les registres d'impôts des contribuables de différentes époques, un fichier de la population de la commune et d'autres documents dont nous reparlerons sous peu.

Les documents recueillis chez les particuliers comprennent des papiers tels les résultats détaillés des élections communales de 1964/1965 et de 1968 (la manière dont chaque électeur ou presque a voté), le texte de la réponse du Conseil d'Etat à un recours déposé contre les élections communales de 1964 pour fraude et celui d'un autre recours, déposé contre la liste électorale de décembre 1968 (les recourants prétendaient que sur cette liste figuraient des électeurs qui n'avaient pas le droit de vote). Une autre personne nous remet les statuts du clan auquel elle appartient.

On le voit, les documents stratégiques se trouvent chez certaines personnes qui suivent de très près l'évolution de la situation politique de la commune, pour des raisons tout aussi stratégiques.

La première catégorie de documents se trouve à l'état brut aux archives de la commune. Le fichier de la population, par exemple, comprend l'ensemble des familles de la commune d'après l'ordre alphabétique mais aucun renseignement ne figure dans ce registre au sujet de la profession des personnes actives, alors que cette donnée est de première importance pour notre travail. Ainsi, avec deux personnes connaissant parfaitement tous les habitants de la commune, nous complétons ce fichier en y ajoutant la ou les professions de toutes les personnes actives, ainsi que le nom de l'employeur pour celles qui ne sont pas indépendantes. Il faut aussi trouver le prénom du père et de la mère de chaque époux et le lieu d'habitation de chaque famille (dans l'un des trois villages ou dans la station touristique) pour pouvoir analyser l'éventuelle hérédité de l'affiliation clanique et les liens entre le tourisme et la naissance du troisième clan notamment.

Sur la liste électorale, ne figurent que le prénom et le nom de chaque électeur. Avec plusieurs personnes, connaissant parfaitement la politique communale, nous répartissons les quelques 600 électeurs selon leur appartenance clanique. Le même travail est fait ensuite pour l'appartenance clanique des membres des différentes commissions. L'appartenance clanique du père de chaque femme mariée de la commune nous intéresse également, afin de déterminer les éventuelles relations entre l'appartenance clanique des épouses et des maris (les femmes n'avaient pas encore obtenu le droit de vote au début de la recherche).

De très longues investigations sont également nécessaires pour récolter des informations permettant une analyse approfondie des caractéristiques des autorités qui ont siégé au Conseil communal depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle.

D'autres informations aussi concrètes sur les techniques utilisées dans

cette étude, seront présentées tout au long de la recherche. Mais nous aimerions maintenant faire état de certaines réflexions théoriques et recherches méthodologiques effectuées par divers auteurs sur ces techniques elles-mêmes.

4.2. *Quelques aspects des recherches méthodologiques et théoriques sur l'interview et l'observation participante.*

Comme il nous est impossible de rendre compte des recherches et réflexions propres à toutes les techniques utilisées, nous nous limitons à celles relatives aux deux techniques les plus utilisées dans notre recherche : l'interview et l'observation participante.

Il ne s'agit pas de dresser un bilan exhaustif de la littérature existante mais simplement de rappeler quelques éléments qui pourront nous être utiles en vue d'une application plus adéquate de ces techniques.

4.2.1. *L'entretien en profondeur.*

Nous ne nous arrêtons même pas aux chapitres ou paragraphes accordés habituellement dans tout manuel de méthodologie à l'interview en profondeur comme à toute autre technique. La raison en est simple : il n'est pas question de présenter un inventaire des « erreurs à ne pas faire » et des recettes à suivre. Si de tels inventaires sont sans aucun doute utiles, ils ne suffisent nullement comme base à une pratique adéquate. Un des objectifs de ce paragraphe est de rendre plausible cette dernière affirmation.

Notre travail n'est cependant guère facilité car en dehors de ces paragraphes de manuels, il n'existe que très peu de chose en français.

D'où notre appel à la littérature sociologique anglo-saxonne qui a, elle, en revanche, consacré de nombreux ouvrages spécifiquement à l'interview. Pour illustrer des thèmes qui nous semblent importants, nous nous servons notamment de deux ouvrages classiques et bien connus¹.

C'est également dans la littérature anglo-saxonne que se trouvent les écrits les plus récents dont nous parlions ci-dessus et qui ont contribué à systématiser et à codifier certaines procédures non encore explicitées et théorisées dans ce domaine.

De ces écrits, nous retenons notamment ceux de A.V. Cicourel, qui a accordé une place particulière à l'interview². Non seulement certaines de ses thèses nous semblent remarquablement fécondes, mais il a, en plus, ouvert une voie intéressante en envisageant d'appliquer certains postulats de méthodes nouvelles, tels que l'ethnométhodologie et l'interactionnisme symbolique, à la technique de l'interview³.

Avant d'en arriver là, nous reprenons certains éléments des réflexions de J. Piaget, autre auteur classique et bien connu en la matière, sur les techniques qu'il utilise dans ses travaux⁴. Les techniques dont se sert Piaget pour interroger les enfants ressemblent en effet très fortement à celles mises en œuvre dans l'interview en profondeur telle qu'elle est ou devrait être utilisée en sociologie. La transposition que nous effectuons ici à partir de Piaget repose sur le postulat suivant : la « décentration » que Piaget exige de l'adulte pour comprendre les mécanismes de pensée de

1. H.H. Hyman et al., *Interviewing in Social Research*, Chicago University of Chicago Press, 1952, 415 p. ; et R.L. Kahn and C.F. Cannell, *The Dynamics of Interviewing*, New York, Wiley, 1957.

2. A.V. Cicourel, « Interviewing » in *Method and Measurement in Sociology*, The Free Press, 1964, pp. 73-104.

3. Mais il n'est en aucun cas question de présenter ici ces méthodes en tant que telles.

4. J. Piaget, « Les problèmes et les méthodes », *La représentation du monde chez l'enfant*, F. Alcan, Paris, 1938, pp. V-XLIII.

l'enfant, est du même type que celle qui est nécessaire à un sociologue d'un milieu urbain (que nous sommes) pour comprendre la manière de penser et le cadre de référence spécifiques des habitants de Chermignon. Nous verrons que Piaget est d'ailleurs très proche des ethnométhodologues lorsqu'il affirme que :

« le défaut essentiel du test, dans les recherches qui nous occupent, est de fausser l'orientation d'esprit de l'enfant qu'on interroge, ou du moins de risquer de la fausser. »¹

Quelle différence avec les ethnométhodologues qui recommandent au sociologue de se détourner des théories sur les choses pour entrer en contact avec les choses elles-mêmes, à cause notamment de la stérilité de certaines rationalisations théoriques ? Il n'est pas question d'amorcer ou d'entretenir une polémique mais simplement de profiter de certains acquis scientifiques pour mieux mettre en application la technique de l'entretien en profondeur. Pour Piaget, le vrai problème n'est pas tellement la manière de poser la question mais de *savoir comment la question se pose* ici dans l'esprit de l'enfant et si elle se pose. L'art du clinicien consiste, non à faire répondre, mais à faire parler librement et à découvrir les tendances spontanées au lieu de les canaliser et de les endiguer dans des schémas établis par le chercheur. Ainsi, on part de quelques *questions spontanées posées par les sujets eux-mêmes* et on applique la *forme* même de ces questions à celles que l'on compte poser. Par rapport à l'observation, on questionne là où l'observation laisse la recherche en suspens.

Piaget figure aussi parmi ceux qui mentionnent explicitement qu'une telle approche nécessite souvent une ou deux années de pratique effective², qu'il faut avoir fait l'expérience concrètement pour se rendre compte de l'aspect fondamental de certains éléments qui paraissent parfois évidents ; qu'il est difficile de ne pas trop parler, de ne pas trop suggérer, d'éviter à la fois la systématisation due aux idées préconçues et l'incohérence due à l'absence de toute hypothèse directrice :

« Le bon expérimentateur doit, en effet, réunir deux qualités souvent incompatibles : savoir observer, c'est-à-dire laisser parler l'enfant, ne rien tarir, ne rien dévier, et, en même temps, savoir chercher quelque chose de précis, avoir à chaque instant quelque hypothèse de travail, quelque théorie, juste ou fausse, à contrôler. »³

D'autres remarques faites par Piaget à propos des entretiens approfondis sont transposables à une étude comme la nôtre. Dans *l'interprétation des réponses*, il voit deux nouveaux dangers : celui d'attribuer à tout ce que dit l'enfant soit la valeur maximale, soit la valeur minimale. Les deux grands ennemis de ce type d'entretien sont ceux qui prennent pour bon argent tout ce que répondent les enfants et ceux qui refusent créance à n'importe quel résultat provenant d'un interrogatoire ; les premiers étant les plus dangereux.

Piaget a même proposé une classification des divers types de réponses, de réactions possibles de l'enfant aux questions⁴. Nous citons sans développer : 1) le n'importequisme ; 2) la fabulation ; 3) la croyance suggérée ; 4) la croyance déclenchée ; 5) la croyance spontanée. Réussir à élaborer une classification semblable des principaux types de réponses que peuvent fournir les personnes interviewées par le sociologue constituerait un instrument d'une valeur inégalable pour l'interprétation des informations recueillies. Ce souhait n'est déjà plus un simple souhait, car nous verrons que les ethnométhodologues ont travaillé dans ce sens en esquissant une

1. J. Piaget, *op. cit.*, p. VIII.

2. Il relève que c'est surtout le fait d'enseigner cette méthode qui lui a fait comprendre les vraies difficultés de cette dernière.

3. J. Piaget, *op. cit.*, p. XIV.

4. J. Piaget, *op. cit.*, pp. XVI-XVII.

classification des principaux types de personnalité que rencontre le sociologue-intervieweur dans sa pratique. Ils en ont aussi dégagé certaines implications.

L'insistance de Piaget sur la nécessité de distinguer constamment ce qui provient de l'enfant de ce qui a été inspiré par l'entourage adulte peut aussi être considérée comme une manière très concrète de poser le problème épistémologique fondamental des rapports entre le sujet et l'objet à propos de l'interview.

Un autre thème à propos duquel l'auteur fournit des éléments intéressants est celui de la *suggestion*, des nombreuses formes possibles de suggestions qui accompagnent inévitablement l'interview en profondeur. Il en signale deux variétés particulièrement redoutables : la suggestion *par le mot* et la suggestion *par persévération*. Céder à ces formes, revient à révéler davantage la suggestibilité du sujet interviewé que sa manière propre de percevoir les choses et le monde.

En résumé, à la base de cette technique d'entretien approfondi, il y a le refus :

« de s'astreindre à présenter des problèmes standardisés, des questions au vocabulaire fixé une fois pour toutes... »

On préfère :

« à partir d'idées directrices précises, adapter les expressions et au besoin les situations elles-mêmes aux réponses, aux attitudes et au vocabulaire-même du sujet. »¹

L'entretien est adapté à chaque sujet puisqu'il est :

« destiné à lui permettre le maximum possible de prise de conscience et de formulation de ses propres attitudes... »²

C'est là un autre objectif essentiel (spécifique à cette technique qualitative) que nous aimerions pouvoir intégrer à notre recherche sociologique, à la manière de conduire les entretiens plus exactement.

Dans cette perspective, la nouveauté, ce n'est pas de se borner à enregistrer les réponses mais de laisser causer ; c'est de noter ce qui se cache derrière les premières apparences. C'est de ne plus abandonner devant une réponse incompréhensible ou contradictoire, mais de serrer toujours de plus près une pensée fuyante jusqu'à ce qu'elle ait étalé au grand jour l'énigme de sa structure.

Comme technique particulière à utiliser pour cerner cette structure, il y a la recherche méthodique des contre-exemples et le relevé des cas défavorables. L'intervieweur conteste, critique (mais pas de manière négative et à indisposer l'interviewé évidemment), fait des suggestions ou contre-suggestions, met en question les affirmations du sujet en invoquant par exemple les avis différents d'autres individus ; tout ceci non pour mesurer la solidité des convictions, mais pour saisir la logique profonde du raisonnement.

A la suite de la présentation de ces éléments de la méthode clinique de Piaget, nous aimerions en retenir quelques autres des deux ouvrages anglo-saxons susmentionnés et de certaines applications de l'ethnométhodologie et de l'interactionnisme symbolique à l'interview.

Il y a une assez grande différence entre la perspective de Kahn et Cannell et celle de Hyman. Les premiers analysent l'interview surtout en fonction de la *théorie des rôles*, de la psychologie sociale, tandis que le second se rapproche de certains postulats de la *phénoménologie*.

Rappelons d'abord certains résultats des réflexions de Kahn et Cannell. C'est à un niveau beaucoup plus spécifique et technique que nous nous référons ici. Ces deux auteurs appréhendent l'interview comme un

1. Vinh-Bang, *La méthode clinique et la recherche en psychologie de l'enfant*, op. cit., p. 68.

2. J. Piaget, dans l'« Avant-Propos » à la 3^e édition de *Le jugement et le raisonnement chez l'enfant*, Delachaux et Niestlé, 1947, p. 7.

cas particulier d'interaction sociale ; l'interview est à décomposer comme une interaction sociale (c'est ici qu'intervient la psychologie sociale) et comme un *processus social*¹.

Ils proposent une distinction qu'ils utilisent pour analyser tous les principaux aspects de l'interview tels que les conditions de l'interview, l'étude de sa fidélité et de sa validité, la formulation des questions, l'interviewing (qui est autre chose que le simple fait de poser les questions), etc. Les trois termes de cette distinction sont l'*accessibilité*, la « *cognition* » (les aspects cognitifs) et la *motivation*. Prenons un ou deux exemples pour comprendre le cadre de référence et les problèmes en fonction desquels ils analysent et dissèquent l'interview.

A propos des *conditions* d'une interview réussie, l'*accessibilité* est celle des données pour l'interviewé ; les aspects *cognitifs* renvoient à la compréhension par l'interviewé de son rôle et de l'échange qu'on lui demande ; la *motivation* est celle qu'a l'interviewé à jouer le rôle demandé et à en remplir les exigences.

Dans la *formulation des questions*, les aspects *cognitifs* ont trait au langage, au cadre de référence, au niveau conceptuel et à « l'idée unique ». Le langage de l'interviewé n'est généralement pas le même que celui de l'intervieweur (pour des raisons géographiques, d'âge, d'éducation, etc.). Le cadre de référence et l'idée unique attirent l'attention sur l'ambiguïté du langage, permettent d'éviter les questions à double sens².

Pour chacun des principaux aspects de l'interview, sont toujours indiquées quantité de raisons de l'échec ou de la réussite de l'*accessibilité*, de la compréhension cognitive et de la motivation. Plus généralement, les deux auteurs mentionnent un grand nombre des multiples recherches effectuées dans les pays anglo-saxons sur les aspects les plus détaillés de l'interview puisqu'il y a un véritable courant de recherches centré autour de l'interview. Ainsi en est-il par exemple du seul problème des *biais* relatifs à l'interview. Les nombreuses recherches consacrées aux seuls effets dus au sexe et à la race de l'intervieweur en sont un exemple et figurent parmi les plus connues.

Le « modèle motivationnel de l'interview en tant que processus social » proposé par les auteurs nous est utile à plus d'un titre. Il permet de dégager les différents moments et phases de ce processus social qu'est l'interview, les rapports qu'entretiennent ces différentes phases et les effets qu'elles ont l'une sur l'autre. L'interaction qui a lieu entre l'interviewé et l'intervieweur est ici comme dynamisée (une tentative est faite pour dépasser la simple affirmation que les deux acteurs sont interdépendants et s'influencent mutuellement) et c'est cette dynamique qui est décomposée et analysée sous de nombreux aspects. On insiste par exemple sur le côté actif de l'interviewé, qui ne doit pas seulement « répondre » mais comprendre son rôle, chercher à remplir les conditions du succès et à connaître les termes qui lui sont proposés. Quant à l'intervieweur, il ne lui suffit pas d'obtenir l'accord de l'interviewé ; il doit pendant toute l'interaction *maintenir la motivation* de l'interviewé à l'aide de diverses stratégies et techniques. Ce sont elles que nous cherchons à expliciter et à analyser. D'où la nécessité d'une étude plus systématique de l'effet des caractéristiques et du comportement de l'un sur les attitudes, les motivations, les perceptions et les attentes de l'autre.

Si l'interview est considérée comme un *processus social*, le produit de

1. Considérer l'interview comme une interaction sociale, comme un processus social n'est pas une innovation de ces deux auteurs. Ils ont simplement développé une manière de concevoir l'interview déjà présente plusieurs années auparavant chez des auteurs comme W.J. Good, P.K. Hatt, « The Interview », *Methods in Social Research*, Mc Graw-Hill, New York, 1952, pp. 184-208.

2. Il s'avère par exemple que plus le stimulus est fragmentaire et ambigu plus l'interviewé se réfère à son expérience personnelle.

l'interview est analysé comme le résultat d'un *produit social* et non comme un amas de réponses à des stimuli quelconques.

Le processus de l'*interviewing* est une composante de l'interview moins analysée et explicitée et sur laquelle les deux auteurs livrent quelques réflexions. L'*interviewing* comprend toutes les activités qui s'ajoutent au simple fait de poser les questions et qui visent à amener l'interviewé à évoquer une représentation verbale des événements dont il est question dans l'interview. L'*interviewing* comprend tous les comportements spontanés et non programmés nécessaires pour remplir les trois conditions de base d'une interview réussie (accessibilité, cognition, motivation). Ainsi, à propos de l'accessibilité, en cas de difficulté de la part de l'interviewé, l'intervieweur doit être capable de l'aider à se souvenir et à reconstruire l'information demandée. Les stratégies propres à l'*interviewing* interviennent massivement dans les activités de motivation, tant dans la phase initiale que par la suite lorsqu'il s'agit de maintenir cette motivation.

L'*interviewing* intervient aussi dans les aspects cognitifs. Peu d'interviewés sont familiers avec le rôle que l'intervieweur attend d'eux.

D'où les activités à déployer par l'intervieweur (tout en interviewant) pour définir son rôle à l'interviewé, le lui enseigner, le laisser s'exercer, lui signaler, sans gâcher l'interaction, ses forces et ses faiblesses. L'intervieweur doit être au courant des signes d'embarras et préparé à leur faire face. A ce propos il ne suffit pas de parler de la « chaleur » de l'interview. Il faudrait arriver à effectuer une *analyse séquentielle* des divers comportements qu'une interaction de ce genre suppose et dont certains s'enchaînent et s'appellent de manière bien déterminée. Comme on va le voir dans un instant, c'est dans l'expérimentation sur l'interview elle-même que l'analyse séquentielle a été poussée le plus loin.

Kahn et Cannell ont été jusqu'à dresser une liste des *comportements rassurants* que l'intervieweur peut mettre en œuvre lorsque l'interviewé est embarrassé : résumer les expressions de l'interviewé pour lui montrer que l'on comprend bien ce qu'il veut dire, justifier des demandes d'informations supplémentaires par l'intérêt de la réponse de l'interviewé, etc.

Un autre aspect sur lequel de nombreuses recherches particulières ont été effectuées est celui des *qualités que doit posséder un bon intervieweur*.

Malgré l'importance des recherches, on n'a pas réussi à établir des critères bien définis ; il n'y a pas de « personnalité » de l'intervieweur, des intervieweurs-nés. Les qualifications sont fonction du type d'objet et des difficultés propres à chaque objet, de l'équation intervieweur-interviewé. Le métier d'intervieweur est simplement déconseillé à ceux qui sont obtus aux réactions des autres, qui ne réalisent pas que leurs remarques et comportements influencent autrui¹. Les qualités requises peuvent certes être développées, mais il faut tout de même un certain degré de sensibilité sociale, une certaine faculté d'introspection et de réceptivité.

C'est précisément à propos de l'entraînement des intervieweurs qu'intervient l'*expérimentation sur l'interview*. C'est la technique bien connue du « rôle playing » : une personne d'un groupe ad hoc joue le rôle de l'interviewé, une autre celui de l'intervieweur et plusieurs autres personnes observent l'interview simulée. A la fin, il y a discussion générale et l'expérience peut être répétée plusieurs fois selon la nature des résultats obtenus. On peut imaginer toutes sortes de perfectionnements de l'expérience ; enregistrer ce jeu de rôles (chaque participant peut ensuite écouter et s'écouter) ou filmer à l'aide de la vidéo par exemple.

Si Kahn et Cannell se réfèrent principalement à la théorie des rôles,

1. C'est Rogers qui insiste sur ce point. C'est lui aussi qui a découvert que si l'interview provoque un puissant système de défenses elle constitue également un moyen d'actualiser le besoin, tout aussi puissant, de s'exprimer. L'intervieweur peut donc briser le système de défenses de l'interviewé grâce à ce besoin d'expression.

aux théories cognitives de la psychologie (pour eux le comportement est fonction des attitudes, des motifs, des besoins et des buts ; la personnalité de l'acteur est fondamentale), dans la perspective ethnométhodologique (celle de Cicourel), les variables explicatives sont, au contraire, cherchées dans la *scène sociale* de l'acteur, et le comportement est fonction du *contexte culturel*.

Hyman se situe sur plusieurs points dans une perspective à peu près intermédiaire entre les auteurs qui se réfèrent aux théories cognitives de la psychologie et Cicourel. Il recherche une base théorique, pour analyser l'interview, chez les psychologues sociaux (Icheiser, Asch, Krech and Crutchfield, Frenkel-Brunswik). Ce qui l'intéresse, ce ne sont pas tant les motifs, les besoins et les buts du comportement mais les *mécanismes mis en œuvre par les individus pour construire des perceptions organisées et significatives de leur environnement* et à partir desquels ils développent des attentes et des stéréotypes persistants malgré le fait que la réalité contredit ces derniers à tout instant.

Il recherche des propositions dans la littérature signalant et résumant certains de ces mécanismes. Puisque ces mécanismes sont des mécanismes sociaux, il n'y a pas de raison à ce qu'ils n'interviennent pas dans l'interaction sociale que constitue une interview. Leur explication, la prise de conscience de leur existence et leurs effets, sont indispensables si l'on veut aboutir à de meilleures interviews, et, de manière concomitante, à une connaissance plus adéquate de la réalité sociale. Parmi ces mécanismes, citons-en deux : la tendance à surestimer l'unité de la personnalité, la tendance à organiser de manière uniforme les impressions qu'on a d'autrui à partir de très peu d'information.

La mise au jour de ces *processus sociaux de base* est indispensable pour une meilleure connaissance des processus en vigueur dans l'interview.

Cicourel franchit un pas de plus en affirmant que l'étude de l'*interview en tant que telle est un moyen de comprendre l'ordre social et l'organisation sociale*. En effet, ce qui intéresse Cicourel, ce n'est pas tellement les stratégies servant à orienter une interview, mais les présupposés qu'elle implique. Les choix méthodologiques qui sont à la base de ces stratégies constituent en réalité des *postulats théoriques* qu'il s'agit d'explicitier.

Faisons d'emblée une critique à Cicourel : il parle constamment de *théorie de base* sans jamais spécifier le contenu de ce terme. Cela n'atténue en rien l'intérêt de l'une de ses thèses essentielles : à savoir, que *théorie et méthodologie sont indissociables*. Plus concrètement, pour lui, l'analyse des mécanismes en jeu dans l'interview, l'étude de l'interview elle-même, devient un moyen de connaissance du social, et, réciproquement, tous les développements de la théorie sociologique de l'interaction contribuent à de meilleures connaissances et applications possibles de l'interview. En l'occurrence, cette thèse est fonction d'un autre postulat : que l'interaction de l'interview est semblable à n'importe quelle interaction de la vie quotidienne, à celle qui s'établit entre un vendeur et un acheteur, par exemple. Les stratégies employées par l'intervieweur sont du même ordre que celles mises en œuvre par celui qui cherche un nouveau travail, qui commence une nouvelle école, qui cherche à être l'ami de quelqu'un pour obtenir quelque chose, qui fait la cour à une femme, qui essaye de vendre des marchandises à quelqu'un, etc. Ainsi, plutôt que de réfléchir abstraitement sur les perfectionnements possibles de telle ou telle stratégie de l'interview, Cicourel propose d'analyser les mécanismes en vigueur dans les interactions courantes de la *vie quotidienne* (everyday life).

Ce sont là des postulats de la phénoménologie et de l'ethnométhodologie. Ainsi en est-il de l'insistance sur la nécessité d'étudier davantage les catégories du sens commun. Cicourel s'évertue à démontrer que les interactions sociales de la vie quotidienne et les *règles du sens commun* sont en réalité encore très peu connues et que toute théorie de l'interaction est, par conséquent, nécessairement partielle et incomplète. A un

niveau plus général, on retrouve aussi la méfiance devant les *théories sur les choses* et le projet d'un *retour aux choses elles-mêmes*. Cette méfiance n'est pas relative aux seules théories, mais s'étend à toutes les rationalisations scientifiques que Cicourel trouve trop prétentieuses.

Le retour aux choses elles-mêmes, à la vie quotidienne, qui semble a priori banale comme démarche est pourtant loin d'être simple et facile. Le *quotidien* offre en effet une grande résistance parce qu'il est trop proche de nous, trop immédiat. Cette immédiateté empêche que nous puissions en être conscient et le percevoir. La tâche méthodologique des ethnométhodologues consiste, par conséquent, à trouver des moyens et des méthodes permettant de prendre conscience, de révéler et d'analyser ces règles du sens commun, ces choses qui semblent « aller de soi » et qui sont considérées comme connues. Car il ne suffit pas de reconnaître l'importance de la vie quotidienne ; encore faut-il la connaître et cela n'est possible que si on l'étudie et l'analyse *selon ses propres termes*. On retrouve ici une analogie avec la démarche de Piaget.

Un moyen de mettre en évidence la vie quotidienne consiste à la *déranger*, à la *perturber*. Ces dérangements font alors apparaître à la fois l'élément qui dérange et les règles selon lesquelles est régi le monde non dérangé.

Cette conception est en définitive très voisine de la thèse défendue précédemment et où nous avons attribué à l'extrême, au pathologique, à l'événement et à la crise un rôle de révélateur privilégié. Ce sont donc aussi les méthodes clinique et crisologique qui réapparaissent.

Nous allons voir maintenant que certains problèmes posés par ces divers auteurs à propos de l'interview resurgissent avec l'observation participante.

4.2.2. *L'observation participante.*

Dans ce domaine, la littérature sociologique est cette fois extrêmement abondante : les auteurs qui se sont servis de cette technique se chiffrent sans doute par centaines. Mais il y a une contradiction entre ce nombre impressionnant d'ouvrages et le *peu de littérature d'ordre purement méthodologique* sur l'observation participante. En effet, dans la plupart de ces ouvrages, très peu de choses sont dites, de manière approfondie et quelque peu systématique, sur les opérations concrètes de l'observation participante, sur les difficultés rencontrées ; en bref, sur la logique du déploiement de cette technique.

Si une méthodologie systématique de l'observation participante n'existe pas, il y a, en revanche, des articles méthodologiques ayant abordé, de manière plus ou moins poussée, l'un ou l'autre aspect de cette technique. C'est parmi ces articles que nous ferons un choix pour tenter de démontrer que certains progrès marquants ont été faits et se préparent dans ce domaine. Parler de progrès revient à se situer par rapport à un état jugé moins développé¹ où cette technique est moins perfectionnée et appliquée de manière moins fructueuse. Pour faire apparaître ces progrès, une description, même brève et partielle, de l'état jugé moins développé, devient donc indispensable. Cette description doit, parallèlement, permettre une compréhension des cheminements successifs de cette technique.

Un point de détail mérite d'être signalé afin d'éviter certaines confusions. Nombre d'auteurs parlent de recherche de terrain à la place d'observation participante. Même si la recherche de terrain fait appel à d'autres techniques que l'observation participante, nous adopterons indifféremment

1. Cette différence de développement n'implique pas nécessairement un décalage d'ordre historique. Mais dans le cas présent, les progrès en question sont généralement en liaison avec un développement dans le temps.

l'un ou l'autre terme, celui utilisé par les auteurs pris en considération. Plus précisément, tout en utilisant le terme de recherche de terrain, nous ne retiendrons de ce dernier que ce qui a trait à l'observation participante.

Les aspects que nous avons choisi de prendre en considération sont les suivants : quelques éléments d'ordre historique et, d'autres, relatifs à certaines querelles d'école en la matière, une très brève comparaison entre interview et observation participante du point de vue des avantages et des inconvénients qu'offre chacune de ces techniques, les recommandations d'usage suggérées à tout chercheur désirant pratiquer cette technique, la nature et le contenu de l'observation elle-même, les nouveaux moyens proposés pour rapporter l'information et augmenter l'objectivité, l'observation participante envisagée en tant qu'analyse séquentielle et le rôle des modèles et des théories dans cette technique.

L'observation participante entre la phénoménologie et l'empirie.

Pour aborder ce problème, nous nous servons d'un texte méthodologique de R. König¹. Cet auteur a l'avantage de s'intéresser à la fois aux méthodes quantitatives et à une technique comme l'observation participante : celle qui répond aux critères propres aux méthodes quantitatives². Il formule aussi des critiques sévères envers ce qu'il appelle l'orientation phénoménologique de l'observation.

Mais les réflexions de cet auteur, bien qu'en partie dépassées³ aujourd'hui, sont encore intéressantes à plus d'un titre. Il postule un certain nombre d'exigences certes sévères, parfois même impossibles à remplir, mais que l'on aurait tendance à négliger. Ensuite, sa critique de la phénoménologie, même si elle est rapide et simple, permet de mieux démontrer sur quels points il y a eu progrès dans ce domaine.

Il oppose l'observation phénoménologique, intuitive, introspective, ignorant la vérification empirique, unique et globalisante, à l'observation scientifique basée, elle, au contraire, sur la *vérification empirique, la répétition et le contrôle*. Le passage de la première à la seconde nécessite d'après lui un raffinement de l'observation à l'aide de techniques. Il n'est pas nécessaire que ces techniques soient parfaites ; ce qui importe, c'est la *volonté* et la *possibilité* d'un contrôle plus que le contrôle lui-même.

Pour surmonter la subjectivité qui menace toute compréhension par un individu unique, il propose la *répétition* de l'acte d'observation. Il n'y aurait observation effective qu'au moment où deux personnes au moins ont observé et arrivent aux mêmes résultats. Une telle exigence, un tel critère a évidemment des conséquences de taille : une grande partie des classiques de l'observation participante (qui sont la plupart du temps l'œuvre d'une seule personne) sont écartés du domaine de la science.

Une autre tâche lui semble importante : passer de la compréhension phénoménologique à la compréhension théorique, faire des observations uniquement en fonction d'une théorie. Sur ce point, il y a eu récemment un changement d'optique. Il suffit de rappeler les travaux de l'ethnométhodologie où théorie et méthodologie ne font qu'un. Ainsi, une interview, une observation, ou une recherche méthodologique sur l'une de ces techniques, est toujours basée sur une théorie, la théorie de l'interaction sociale en l'occurrence. Elle est non seulement fonction d'une théorie mais en plus elle doit contribuer à développer la théorie même sur laquelle elle repose. La simple affirmation de la nécessité d'une théorie n'est donc plus suffi-

1. R. König, « Die Beobachtung », *Handbuch der Empirischen Sozialforschung*, Ferdinand Enke Verlag, Stuttgart, 1962, Band I, pp. 107-133.

2. En cela, il se situe à l'opposé d'Arensberg qui proposait des critères d'évaluation spécifiques pour les méthodes qualitatives.

3. Au moment où il a écrit son article, les travaux de l'ethnométhodologie notamment étaient encore peu développés.

sante. Si König critique la compréhension, il ne la rejette pas totalement.

Il lui accorde une certaine utilité en lui attribuant le statut d'une opération partielle : elle n'est qu'*exploratoire* (elle aide à formuler des hypothèses), que *provisoire* (elle doit être contrôlée) et qu'*illustrative*. Mais il prétend qu'elle n'a pas valeur de preuve et ne permet rien que ne permet la simple observation. König reprend ainsi la thèse que nous avons réfutée précédemment, celle qui n'accorde aux méthodes et techniques qualitatives qu'un statut pré-scientifique : elles ne servent qu'à poser des hypothèses et ne relèvent que du provisoire. C'est sur ce dernier point et en fonction précisément de critiques du genre de celles de König que des progrès importants ont été effectués.

König ne fait pas pour autant de ce qu'il appelle l'observation scientifique une technique parfaite. Il a conscience du fait que l'acte d'observation dépend fortement de la subjectivité du chercheur et du contexte social et culturel. L'utilisation de techniques lui semble être le moyen qui permet d'effectuer la distanciation nécessaire par rapport à cette dépendance (dépendance qui est davantage marquée dans l'observation que dans d'autres approches).

Il propose ensuite ce qu'il appelle une *théorie de l'observation* basée sur trois principes : le principe de la *constance* ou de la consistance, le principe du *contrôle* et le principe de l'*orientation*. Le premier principe doit assurer que l'observation porte bien sur un phénomène constant et consistant. Pour cela, il faut une répétition de l'observation (bien définie et précisée) par le même observateur d'abord et par d'autres observateurs ensuite, au même moment et à des moments différents en plus. Un autre moyen est l'utilisation d'autres données et sources. En respectant ce principe, l'observation ne serait plus un acte unique mais un élément d'une *série* d'observations. La répétition de l'acte l'observation doit avoir lieu jusqu'à ce que ces constance et consistance soient totalement assurées. Cela ne signifie pas que si ces exigences ne sont pas toutes remplies il n'y a point d'observation scientifique possible. C'est davantage de la définition d'un schéma idéal, vers lequel l'observation devrait tendre, qu'il s'agit. C'est à ce titre que les réflexions de König deviennent d'ailleurs intéressantes.

Le deuxième principe doit empêcher qu'un observateur ne se laisse complètement imprégner par l'objet observé. L'appel à un ou plusieurs *observateurs extérieurs* devient ainsi un moyen de *contrôle*.

Quant au troisième et dernier principe, celui de l'*orientation*, il rappelle que l'observation doit avoir une visée théorique. Sans théorie, point d'observation scientifique, mais travail journalistique.

Sur un autre plan, König relève à juste titre que s'il existe quantité de recommandations destinées à l'observateur, il n'y a pas encore de *théorie de l'erreur*. Même s'il ne fournit aucun jalon dans ce sens, le défi mériterait d'être relevé.

Rappelons que le terme d'observation participante a été inventé vers 1925 par E.C. Lindeman¹, et qu'à cette époque, il ne correspondait pas simplement à une technique parmi d'autres, mais que certains postulats bien déterminés lui étaient rattachés. L'observation participante n'était pas qu'une manière d'observer parmi d'autres. Elle signifiait que *la réalité sociale ne pouvait être connue sans un contact réel avec elle*. En outre, ses utilisateurs l'envisageaient comme un *moyen d'action sociale*.

Observation participante et interview : avantages et inconvénients.

Sur ce point, on sera très brief malgré l'importance du thème. Il s'agit en fait d'un problème de stratégie de la recherche, des stratégies à utiliser suivant le type d'objet et de situation.

1. E.C. Lindeman, *Social Discovery : An Approach to the Study of Functional Groups*, New York, 1925.

On n'utilise pas indifféremment l'interview ou l'observation participante. L'observation participante permet de rapporter le comportement tel qu'il arrive réellement tandis que les interviews sont généralement basées sur la rétrospection ou l'anticipation. L'observation est une occasion d'étudier directement des situations typiques.

Si l'on veut comparer ce que les gens font réellement à ce qu'ils prétendent faire, on utilisera les deux techniques à la fois. Mais pour certains phénomènes, il n'y a pas d'autres solutions que l'observation : l'étude des rituels, des cérémonies, des enfants en bas âge, etc. Il y a aussi les gens qui ne veulent pas être interviewés ; dans ce cas, on peut tenter l'observation.

L'observation a aussi ses limites. Si elle permet d'analyser les événements spontanés, on ne peut pas toujours être présent. Elle est limitée aussi par la durée de ces événements. Enfin, il y a la difficulté d'obtenir l'accord des observés sur certains thèmes.

Les recommandations d'usage.

Nombreux sont les auteurs qui rappellent que l'observation participante est une *technique très exigeante*, qui demande beaucoup d'entraînement, une tension intellectuelle et affective pénible et surtout énormément de temps.

A propos des recommandations usuelles, Th. Caplow¹ distingue, par exemple, entre les conditions préalables et la procédure elle-même de l'observation participante. Parmi les *conditions préalables*, il signale entre autres la nécessité de travailler la technique de l'observation participante à l'avance et de garder en mémoire une liste de contrôle des éléments qu'on se propose d'observer.

En ce qui concerne la *procédure* elle-même, il relève un point capital : noter sur-le-champ, ou en tout cas le plus tôt possible, ce qui est observé. Les notes ne doivent pas être mises à jour et complétées plus d'un jour après l'observation. Elles doivent être approfondies et repensées avant la reprise de l'observation (de nouveaux problèmes et aspects surgissent de ce travail).

Sont rappelés aussi quelques principes de l'observation participante dégagé par W.F. Whyte à partir de son expérience devenue elle aussi classique². L'explication du rôle de l'observateur doit être brève et simple et celle sur la nature du travail suffisamment générale afin de justifier des recherches sur des thèmes très divers. Une autre recommandation classique invite à rechercher l'appui des personnages-clés et des autorités du lieu d'observation avant d'entrer en contact avec l'ensemble de la population. Ensuite, on recherchera les *informateurs privilégiés*. On peut rappeler aussi qu'une assimilation totale du chercheur n'est ni possible ni souhaitable (dans le système politique bi-clanique de Chermignon cela est tout simplement exclu). Il n'est pas non plus nécessaire d'agir comme les autres, un intérêt amical suffit. Mais il est important d'entretenir des contacts fréquents.

Le contenu de l'observation.

C. Selltitz, M. Jahoda, M. Deutsch, S. Cook insistent tout particulièrement sur ce point³. Ils justifient de manière très convaincante et multiple la

1. Th. Caplow, « L'observation », *L'enquête sociologique* A. Colin, Collection U2, Paris 1970, pp. 149-163.

2. W.F. Whyte, *Street Corner Society. The Social Structure of an Italian Slum* ; Chicago, University of Chicago Press, 1943.

3. C. Selltitz et al., *op. cit.*, pp. 207-210.

nécessité d'offrir des données très complètes sur le phénomène observé, de relever tous les détails dans un premier temps, d'*apprendre à être sensible aux détails*.

Une fois ces données acquises, c'est le problème de la *sélection* qui devient primordial. Le chercheur est invité à *justifier* en permanence la sélection des données, les raisons pour lesquelles il en retient certaines et en écarte d'autres, et celles pour lesquelles certaines des données retenues sont considérées comme plus significatives que d'autres. Comme nous l'avons déjà signalé à propos de Chermignon, dans les premiers moments et dans la phase exploratoire surtout, l'observation porte sur des domaines très divers.

Quant au contenu lui-même, ces auteurs distinguent plusieurs aspects au sujet desquels toute une série de questions doivent être posées. Parmi ces aspects, il y a les *participants* à l'événement observé, le *lieu* de l'observation, les *raisons* de l'événement observé, le *comportement social* des individus impliqués, la *fréquence* et la *durée* de l'événement. En ce qui concerne par exemple les *participants*, il s'agit de déterminer et de relever très précisément qui sont ces participants, combien ils sont, les réseaux de relations, la structure du groupe, etc. Pour chaque personne, il faut indiquer le sexe, l'âge, les principaux rôles, les caractéristiques personnelles etc. Si l'importance de ces détails est difficile à faire admettre a priori, elle apparaît immédiatement au moment de la rédaction finale. A cet instant seulement, on mesure la valeur des détails dont on aurait besoin, mais qu'on n'a pas relevé à cause de leur caractère de détail précisément.

Les mêmes précisions et questions sont exigées à propos du *lieu* de chaque observation. Est-ce dans un quartier (si oui, quel type de quartier, etc.), dans un village, dans un bistrot, dans la rue, etc. ? A quel type de comportement prédispose ce lieu ? Le comportement observé correspond-il à la norme en vigueur ? Quel comportement ce lieu encourage-t-il ? permet-il ? défend-il ? tente-t-il de prévenir ?

A propos du *comportement social*, on se demande ce qui arrive, ce que font les participants, avec qui, comment. Les questions à poser à son sujet sont du genre suivant : quel est le stimulus de l'événement initiateur ? quel en est apparemment l'objectif ? le sens du comportement ? son but ? sa signification ? la nature de l'activité (parler, courir, gesticuler) ? la qualité du comportement (intensité, persistance, durée) ? les effets sur les autres gens ?

En ce qui concerne la *fréquence et la durée* de l'événement, on déterminera s'il s'agit d'un événement régulier ou unique, l'occasion à laquelle il a surgi.

La qualité de l'analyse finale de l'événement est très largement fonction de la mesure dans laquelle on s'est posé toutes ces questions, on a abordé tous ces aspects.

Les moyens suggérés pour augmenter la qualité et l'objectivité des résultats fournis par l'observation participante.

A ce niveau, les moyens proposés sont très nombreux. Au lieu d'une simple répétition de l'acte d'observation, comme le proposait König, on peut imaginer deux ou plusieurs observateurs qui s'observent et se critiquent mutuellement, observateurs n'ayant en outre pas le même point de vue.

Une autre source d'objectivité peut être cherchée chez les observés eux-mêmes : c'est par exemple la relecture des notes et des manuscrits du chercheur par les observés eux-mêmes.

O. Lewis propose à lui tout seul une vaste panoplie de moyens de ce genre¹. Il est, lui aussi, partisan de la recherche de terrain en *groupe*.

1. O. Lewis « Controls and Experiments in Field Work », in A.L. Kroeber. *Anthropology Today*, University of Chicago Press, Chicago, 1965, pp. 452-475.

Mais le groupe en tant que tel ne suffit pas. Il devrait se composer de chercheurs de culture nationale différente (pour éliminer le poids du background culturel), de disciplines différentes, utilisant des cadres théoriques et des techniques différentes.

C'est à cause de l'impossibilité de l'expérimentation que Lewis recherche des moyens pour maximiser le contrôle et se rapprocher le plus possible d'une situation expérimentale. A cette fin, il définit trois méthodes : la méthode *comparative* (qui lui semble être celle qui se rapproche le plus de l'expérience), la méthode de *covariation* et l'*analyse secondaire*.

L'étude comparative consiste soit à comparer plusieurs collectivités, soit à comparer entre elles diverses dimensions (économique, politique, culturelle, religieuse) ou des familles ou groupes de familles ayant des caractéristiques apparentes ou réelles différentes, à l'intérieur d'une même collectivité.

Un autre moyen de contrôle très important est constitué par les études *répétées* ou *ré-études* (restudies). Lewis distingue quatre types d'études répétées : celle qui est faite en vue de réévaluer le travail d'un prédécesseur ; celle qui est faite par le même chercheur ou par un autre pour étudier le changement intervenu depuis la première étude ; celle où le chercheur initial retourne sur le terrain pour étudier des aspects non touchés la première fois ; et celle qui étudie les mêmes phénomènes plus intensément et éventuellement selon d'autres points de vue.

Le premier type d'étude répétée bien qu'étant le plus indiqué est encore assez rare. Alors que dans d'autres sciences la répétition d'une expérience ou d'une étude est chose commune, dans les sciences sociales une telle démarche est encore considérée comme un manque de confiance.

Le deuxième type semble être le plus fructueux, mais ce sont les troisième et quatrième qui sont les plus fréquents. Cependant, même dans ces derniers cas, on néglige fréquemment de faire le point sur ce qui a déjà été analysé.

H.S. Becker est un autre spécialiste de l'observation participante qui s'est beaucoup préoccupé du problème du contrôle, de la preuve et de la validité des résultats¹. Il insiste, lui aussi, sur la nécessité de participer à la vie quotidienne des individus que l'on se propose d'étudier, d'entrer en contact avec toute la population et non seulement avec les informateurs privilégiés, de rendre compte de *leurs* interprétations des faits observés davantage que de celle de l'observateur, et de la manière dont les individus se comportent réellement.

En ce qui concerne plus précisément le problème de ce paragraphe, Becker propose de *nouveaux modes pour rapporter l'information*. Il juge très important de dissocier clairement la description de l'interprétation, car à la longue la seconde risque de prédominer et, dans ce cas, la validité des résultats est sérieusement mise en cause puisque les questions ultérieures sont posées en fonction de l'interprétation du chercheur. Il exige ensuite que le passage des données aux conclusions soit présenté de manière explicite ; il s'attache à dégager les opérations analytiques de base de cette démarche. On retrouve le thème de l'*analyse séquentielle* : les différentes étapes de l'analyse doivent être distinguées selon leur séquence logique. Chaque séquence dépend des analyses de la précédente. Une part de l'analyse se fait pendant que le chercheur continue à collecter des données et chaque collecte est fonction de l'analyse provisoire précédente. Une analyse compréhensive et globale n'est pas possible avant la fin de la recherche.

L'analyse séquentielle a d'autres implications. *Différents types de conclusions* sont proposés à chaque étape et ils ont des usages différents dans l'analyse. Ces divers types de conclusions sont également fondés sur des critères différents.

1. H.S. Becker, « Problems of Inference and Proof in Participant Observation », in *Sociological Work, Method and Substance*, Penguin Press, 1970, pp. 25-38.

Becker constate qu'en recherche qualitative, très peu de choses sont dites sur la *preuve des conclusions*, sur les processus qui sont utilisés pour faire apparaître les conclusions comme évidentes et prouvées. Une meilleure présentation et dissociation : 1) des données ; 2) des opérations de la recherche ; 3) et de la nature des inférences faites par le chercheur, pourraient y remédier. Il signale, lui aussi, que ces procédures analytiques sont plus difficiles à présenter et à expliciter que celles en vigueur dans le domaine du quantitatif.

Il ne va cependant pas jusqu'à proposer, comme certains l'ont fait, de recourir à la présentation de l'*histoire naturelle de la recherche* (description de toutes les données de la recherche). Il se contente de prôner une *histoire naturelle des conclusions*, soit une présentation de la forme caractéristique que les données prennent aux différentes phases de cette dernière étape et du type d'inférences faites à partir de chacune d'elles. La preuve est alors établie par la substance même de l'analyse et le lecteur peut suivre cette analyse en détail et voir sur quelles bases reposent ces diverses conclusions. Le chercheur peut se faire son propre jugement sur le degré d'adéquation de la preuve et sur la confiance à accorder aux conclusions.

Toujours à propos de la validité des données, il distingue les *déclarations volontaires* des interviewés des *déclarations dirigées*, pour attribuer une validité plus grande aux premières. Par exemple, si les étudiants en médecine qu'il étudie se plaignent eux-mêmes, spontanément, de leur surtravail, il y a plus de chance qu'il y ait effectivement surtravail que si l'observateur le leur demande.

Quant à la manière de rapporter et de présenter les phénomènes observés, il œuvre en vue d'une formulation des énoncés sous forme *quasi-statistique*¹. Il trouve les *énoncés qualificatifs* beaucoup trop vagues dans la littérature courante et veut qu'ils soient mieux spécifiés. Voici des exemples d'énoncés plus précis qu'il propose : *quelques* étudiants ont répondu à une *question directe* ; chaque étudiant a dit *volontairement* ; une proportion X d'étudiants ont dit *volontairement*... mais les autres n'ont pas été interrogés ; personne n'a été interrogé mais, sur la base d'observations, l'observateur infère que... Etant donné que la validité de ces divers énoncés est très inégale, la nécessité de ces précisions n'est plus à justifier.

En anticipant sur le thème suivant (rôle de la théorie) on peut déjà signaler que Becker attache également une très grande importance à l'incorporation des données (des conclusions plus exactement) dans un modèle, une théorie. Il parle de *modèle descriptif*, qui consiste en énoncés sur un ensemble complexe de relations entre les diverses dimensions du phénomène observé et qui a comme fonction de relier entre elles de manière systématique les conclusions qui sont retenues lors de la dernière étape. Ces énoncés complexes doivent spécifier les conditions nécessaires et suffisantes à l'existence du phénomène observé, faire ressortir les éléments importants, de base, de ce phénomène et permettre de l'identifier comme une instance d'un processus ou phénomène plus général et abstrait de la théorie sociologique.

Un tel modèle n'est pas créé d'un coup et une fois pour toutes. On part d'un modèle provisoire qui est progressivement raffiné (on recherche de nombreuses relations entre les divers éléments ainsi que des cas négatifs, qui nécessitent des reformulations). Parfois on débute avec plusieurs modèles qu'il s'agira ensuite d'intégrer en un modèle unique.

Venons-en à la tentative de Cicourel d'appliquer certains postulats de l'ethnométhodologie à la recherche de terrain². Son but n'est pas, comme

1. Cf. sur ce point, P. Lazarsfeld, « Quelques fonctions de l'analyse qualitative en sociologie », in *Philosophie des sciences sociales*, Gallimard, Paris, 1970, pp. 318-360.

2. A.V. Cicourel. « Theory and Method in Field Research » in *Method and Measurement in Sociology*, op. cit., pp. 39-72.

celui de Becker, de rapporter les énoncés de manière plus précise afin d'aboutir à des quasi-statistiques, dans les cas les plus favorables. Au niveau le plus général, ce qui le préoccupe, c'est le décalage qu'il y a entre la réalité sociale telle qu'elle est effectivement et la manière dont elle apparaît au travers des analyses du sociologue. D'où le projet de rendre compte à la fois de l'interprétation que les individus eux-mêmes donnent de la réalité sociale et de celle fournie par le sociologue lorsqu'il insère les données dans son cadre théorique.

Ensuite, comme pour l'interview, il veut démontrer comment l'observation participante peut devenir à la fois source de données et objet d'analyse méthodologique et théorique. Plus concrètement, l'analyse séquentielle des étapes de l'observation participante doit fournir des renseignements sur les processus sociaux. Réciproquement, une théorie des processus sociaux, pour autant qu'elle existe, doit permettre d'améliorer l'analyse séquentielle et, par conséquent, l'observation participante.

Comme l'interview, l'observation participante représente pour lui une interaction du même genre que toute autre interaction de la vie quotidienne, et l'une permet de connaître l'autre.

Cicourel avance d'autres idées qui méritent attention lorsqu'il construit un *schéma idéal d'une recherche de terrain* et qu'il l'oppose à ce qu'elle est généralement. En premier lieu, l'idée qui est à la base d'une recherche de terrain est fréquemment assez vague, et, ce qui est plus gênant, souvent elle le demeure même par la suite. Rares sont, en second lieu, les chercheurs qui ont fait le point sur ce qui existe déjà à propos de leur objet d'étude. On part trop souvent du principe qu'une observation postérieure est nécessairement plus profonde que la précédente. Il y a un autre défaut qui est assez courant, c'est de considérer ce qu'on publie de son étude comme étant nécessairement les résultats les meilleurs. Généralement, ce ne sont que les conclusions finales qui font l'objet d'une publication. D'où peut-être une des raisons de l'absence d'informations concrètes sur les changements d'orientation qui interviennent dans une telle recherche, sur les problèmes et les difficultés rencontrés et sur les procédés qui ont permis de les résoudre. Ce qui reste inconnu (ce sur quoi on n'a pu faire des recherches) n'est souvent pas mentionné et explicité. En outre, le rapport de recherche est généralement *atemporel* ; on ne rend pas compte de la *périodisation* de la recherche, des diverses étapes et séquences. Le côté *problématique* des résultats obtenus n'est pas suffisamment souligné et ces résultats devraient toujours être présentés sous forme de point de départ pour de nouvelles recherches. On perpétue la tendance à présenter chaque recherche comme un cas unique, chaque groupe social étudié comme un groupe original. Cicourel pense d'ailleurs que dans le domaine du qualitatif, la tendance est encore aux *recherches substantives* plutôt qu'au développement de la théorie fondamentale. Cette lacune est d'autant plus regrettable que la recherche de terrain est un domaine privilégié pour tester les théories fondamentales et pour étudier la manière dont ces théories s'insèrent dans la connaissance d'entités concrètes.

Du même coup est introduit le dernier thème, celui du rôle de la théorie dans l'observation participante et à propos duquel d'autres propositions fructueuses ont été avancées.

Rôle de la théorie dans l'observation participante.

C'est notamment Becker et Cicourel qui se sont préoccupés du problème de la théorie et qui ont proposé une nouvelle conception dans le domaine, soit essentiellement l'intégration possible et nécessaire entre théorie et méthodologie, ce que peuvent devenir les rapports entre théorie et méthode lorsque des recherches sur certaines techniques deviennent source de connaissances théoriques.

A. Vidich¹ est, à notre avis, un autre auteur qui considère le rôle de la théorie dans la recherche de terrain de manière essentiellement non dogmatique, nouvelle, fructueuse et particulièrement stimulante. Contrairement à beaucoup de recherches où la théorie intervient seulement au début et à la fin, lors de l'interprétation, dans son cas, *la théorisation est un processus propre à toutes les étapes de la recherche*. Pour lui, dans une même recherche, il n'y a jamais qu'une théorie, mais plusieurs. Sont utilisées la ou les théories qui conviennent le mieux à ce que devient l'objet d'étude aux différentes étapes de la recherche.

Le rôle de la théorie est double. Dans un cas, on part des données et dans l'autre de la théorie. Dans le premier, ce sont les données elles-mêmes qui font songer à une théorie ; c'est *l'évocation des théories à partir des données*. Ces théories vont permettre de poser de nouveaux problèmes et, par conséquent, d'effectuer de nouvelles recherches. Dans le second cas, l'opération consiste à *contrôler les données par rapport à différentes théories*. Cette démarche peut amener le chercheur à découvrir de nouvelles relations entre les données.

Il est important de souligner que ce processus de théorisation n'intervient pas seulement pendant la recherche, mais également lors de l'analyse des résultats et même lors de la rédaction.

Ces différentes théories, qu'elles soient évoquées à partir des données ou testées sur ces dernières, ne sont pas considérées l'une après l'autre, individuellement et séparément. Ici intervient ce que Vidich appelle la *codification des perspectives théoriques*. Le théoricien essaie de déterminer systématiquement les relations qu'il peut y avoir entre différentes *théories non systématiques*². Le produit net de ce travail de comparaison est une *théorie heuristique*. Celle-ci, en corrigeant et en intégrant les théories non systématiques, fournit un point de vue théorique plus complet et permet de répondre à de nouveaux problèmes.

Le passage des théories non systématiques à une théorie heuristique, comporte une série de procédures qui ont pour nom : *épuisement, substitution et destruction* des théories. Une théorie est considérée comme épuisée lorsqu'elle a été testée sous tous ses aspects par rapport à l'objet donné. Il y a substitution lorsque de nouvelles données sont évoquées par une autre théorie et que ces dernières conduisent à une reformulation du problème. La nouvelle théorie se substitue alors à l'originale.

La théorie constitue également un *élément de critique* de la recherche de terrain. Lorsque des théories différentes conduisent à des résultats contradictoires, on doit se demander si ces anomalies proviennent des limites de la recherche ou des limites des théories non systématiques utilisées.

La dernière théorie n'est jamais finale mais seulement celle qui a été jugée la plus adéquate pour analyser les résultats à la fin de la recherche. Cette dernière théorie doit d'ailleurs poser des problèmes que d'autres recherches pourront aborder. C'est ce qui a été appelé précédemment la *problématisation* des résultats. Un objet de recherche ne peut jamais être considéré comme épuisé.

Théorie systématique et théories heuristiques sont indissociables car si une théorie systématique est possible, elle doit faire apparaître ses relations avec le monde empirique et cela n'est possible qu'à l'aide de théories ou de modèles heuristiques. Tout problème sociologique est en effet trop complexe pour qu'on puisse en formuler théoriquement toutes les relations logiques possibles.

Si l'emploi de théories heuristiques semble aller de soi, une telle

1. A. Vidich, « Social Theory in Field Research », *American Journal of Sociology*, vol. 65, n° 6, mai 1960, pp. 577-584.

2. Par opposition aux théories non systématiques, qui ne touchent qu'à certains aspects de la réalité sociale, une théorie systématique serait une théorie aussi générale que celle de Parsons, par exemple.

démarche n'est cependant fructueuse qu'à certaines conditions. Une théorie heuristique n'est d'abord efficace que si le chercheur est réellement disposé à essayer les différentes théories disponibles. L'adhésion à une école, par exemple, implique souvent une sélection bien définie de problèmes et d'aspects. L'autocritique ne suffit pas, il faut aussi la critique des autres. Si la rotation des théories heuristiques est un simple exercice éclectique, elle ne suffit pas non plus car son but est de redéfinir constamment le problème. Le choix des théories doit être justifié par les liens fonctionnels que chacune d'elles entretient avec les données. Cette rotation ne va pas non plus de soi car elle suppose la connaissance des théories sociologiques existantes. Finalement, cette démarche n'est pas valable pour toutes les formes de recherche. Elle n'est possible que dans les cas où l'objet de la recherche et les hypothèses peuvent être modifiés, redéfinis et approfondis au cours même de la recherche.

Rappelons, avant de passer à l'application et à l'analyse concrète, que nous n'avons ni l'intention ni la possibilité de tenir compte de toutes les exigences méthodologiques définies par les auteurs susmentionnés. Nous gardons ce modèle en mémoire en vue d'enrichir par d'autres moyens, techniques et méthodologiques cette fois, notre appréhension du système politique de cette commune, ceci évidemment dans le cadre très limité qui est celui de notre étude.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- ADAMS, R.N., PREISS, J.J., *Human Organization Research*, Dorsey Press, Illinois, 1960.
- ANDERSON, N., *The Hobo*, Chicago, University of Chicago Press, 1923.
- ARENSBERG, C.M., « The Community-Study Method », *American Journal of Sociology*, Vol. LX, N° 2, sept. 1954, pp. 109-124.
- ARENSBERG, C.M., KIMBALL, S.T., « Community Study, Retrospect and Prospect », *American Journal of Sociology*, Vol. 73, 6, mai 1968, pp. 691-705.
- ARLETTAZ, G., *Les tendances libérales en Valais (1825-1839)*, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, N° 11, Ed. Universitaires, Fribourg, 1971, 242 p.
- BALANDIER, G., *Anthropologie politique*, Paris, P.U.F., 1967, 240 p.
- BALANDIER, G., « Tradition et continuité », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. XLIV (1968), pp. 1-12.
- BALANDIER, G., *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, P.U.F., 1971.
- BALANDIER, G., « Réflexions sur une anthropologie de la modernité », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. LI, 1971, pp. 197-211.
- BASSAND, M., *Urbanisation et pouvoir politique*, Librairie Georg, Genève, 1974, 311 p.
- BASSAND, M., WINDISCH, U., Changement social et structure du pouvoir, *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 1971, 25, pp. 73-91.
- BASSAND, M., WINDISCH, U., « La structure du pouvoir communal d'une micro-région rurale en changement », *Sociologia Ruralis*, Vol. XIV, 3, 1974, pp. 142-157.
- BASTIDE, R., *Formes élémentaires de la stratification sociale*, Paris, C.D.U., 1965.
- BECKER, H.S., « Observation by Informants in Institutional Research », *Quality and Quantity*, Vol. VI, N° 1, juin, 1972, pp. 157-169.
- BECKER, H.S., « Problems of Inference and Proof in Participant Observation », *American Sociological Review*, 1958, 23, pp. 652-660.
- BECKER, H.S., *Sociological Work, Method and Substance*, Penguin Press, 1970.
- BERNOT, L., BLANCARD, R., *Nouvelle, un village français*, Paris, Institut d'Ethnologie, 1953.
- BERTHOUD, G., *Changements économiques et sociaux de la montagne, Vernamiège en Valais*, Berne, Ed. Franke, 1967, 237 p.
- BERTHOUD, G., « La validité des concepts de « multicentricité » et de « sphères d'échange » en anthropologie économique », *Archives suisses d'Anthropologie générale*, Tome XXXIV, (1969-1970), Genève, 1971.
- BETTELHEIM, Ch., FRERE, S., *Une ville française moyenne : Auxerre en 1950*, Armand Colin. 1950.

- BIAREZ, S., BOUCHET, C., du BOISBERRANGER, G., MINGASSON, Ch., MONZIES, M.C., POUYET, C., et KUKAWKA, P., *La place de l'institution communale dans l'organisation de la domination politique de classe en milieu urbain*, I.E.P., Grenoble, juillet 1972, 221 p.
- BIRNBAUM, P., *La structure du pouvoir aux Etats-Unis*, Paris, P.U.F., 1971.
- BIRNBAUM, P., *Le pouvoir local : de la décision au système*, communication présentée à la Journée d'études sur le Pouvoir Local, 10 fév. 1973, Association française de science politique.
- BLALOCK, H.M., « Participant Observation », in *An Introduction to Social Research*, Prentice-Hall, 1970, pp. 49-57.
- BLAU, P.M., *The Dynamics of Bureaucracy*, Chicago, 1955.
- BLOCH, M., *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, A. Colin, 1952, 2 Vol.
- BLOCH, M., *La société féodale*, Paris, A. Michel, 1968, 704 p.
- BOTTOMORE, T.B., *Elites et société*, Paris, Stock, 1967.
- BOUDON, R., « Les méthodes qualitatives », in *Les Méthodes en Sociologie*, Paris, P.U.F., 1969, Que sais-je ?, 1334, pp. 36-123.
- BOURDIEU, P., *Esquisse d'une théorie de la pratique*, librairie Droz, Genève, 1972, 267 p.
- MCCALL, G.J., SIMMONS, J.L., *Issues in Participant Observation, A Text and Reader*, Addison-Wesley Publishing Company, 1969, 359 p.
- De CANDILLAC, M., GOLDMANN, L., PIAGET, J., *Genèse et structure*, Paris, Mouton, 1965.
- CAPLOW, Th., « L'observation », in *L'enquête sociologique*, Paris, A. Colin, 1970, pp. 149-160.
- CARR, L.J., *Situational Analysis. An Observational Approach to Introductory Sociology*, N.Y., London, 1948.
- CASTELLS, M., *La question urbaine*, Paris, Maspéro, 1972.
- CHERBULIEZ, A.-E., *De la démocratie en Suisse*, Paris-Genève, A. Cherbuliez et Cie, librairies, 1843, 2 Vol., 349 et 482 p.
- CICOUREL, A.V., « Theory and Method in Field Research », in *Method and Measurement in Sociology*, The Free Press, N.Y., 1964.
- CLARK, T.N., *Community Structure and Decision-Making : a comparative analysis*, San Francisco, Chandler Publishing Co., 1968.
- CLEMENT, P., XYDIAS, N., *Vienne sur le Rhône, la ville et les habitants, situations et attitudes*, *Sociologie d'une cité française*, Paris, A. Colin, 1955.
- COURTHION, L., *Le peuple du Valais*, Bibliothèque romande, Lausanne, 1972 (1^{re} éd. en 1903), 259 p.
- CRETTAZ, B., *Le Val d'Anniviers de 1798 à 1904, Communes en procès*, Thèse de doctorat ès sciences économiques et sociales (mention sociologie), mars 1973, Université de Genève, 951 p. (à paraître.)
- DAHL, R., *Qui gouverne ?*, A. Colin, Paris, 1971, 369 p.

- DEAN, J.P., « Participant Observation and Interviewing », in *An Introduction to Social Research*, Ed. by J.T. Doby, Harrisburg, Stackpole, 1954, pp. 225-252.
- DEVANTHEY, P., *La révolution bas-valaisanne de 1790*, Bibliotheca Vallesiana, N° 11, Imprimerie Pillet, Martigny, 1972, 476 p.
- DONNET, A., *Lettres d'exil de Maurice-Eugène Filliez à son frère Benjamin* (1844-1847), *Vallesia*, Vol. XXI, 1966, pp. 279-339 ; Joseph-Nicolas Hubert (1809-1864), Chanoine du Saint-Bernard, *Précis historique des événements d'Entremont arrivés en mai 1844*, *Vallesia*, Vol. XXIV, 1969, pp. 1-94.
- DUVERGER, M., « L'observation participante », in *Méthodes des sciences sociales*, P.U.F., Paris, 1964.
- DUVERGER, M., *Les partis politiques*, A. Colin, Paris, 1969.
- DUVIGNAUD, J., *Chebika, Mutation dans un village du Maghreb*, Galimard, Paris, 1968.
- EINSENSTADT, S.N., *From Generation to Generation, Age Groups and Social Structure*, The Free Press, 1966 (1956).
- FAUVET, J., MENDRAS, H., *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, A. Colin, Paris, 1958.
- FESTINGER, L., KATZ, D., « Les études sur le terrain », in *Les méthodes de recherche dans les sciences sociales*, P.U.F., Paris, 1963, pp. 68-118.
- FESTINGER, L., RIECKEN, H., SCHACTER, S., *When Prophecy Fails*, University of Minnesota Press, 1956.
- FIRTH, R., *We, the Tikopia: A Sociological Study of Kinship in Primitive Polynesian Economy*, London, George Routledge and Sons, Ltd., 1939.
- FIRTH, R., *Social Change in Tikopia: Re-Study of a Polynesian Community After a Generation*, N.Y., the Macmillan Company, 1959. (Plusieurs autres volumes et articles ont paru sur la même communauté.)
- GABEL, J., *Sociologie de l'aliénation*, Paris, P.U.F., 1971.
- GAMSON, W.A., « Rancorous Conflict in Community Politics », *American Sociological Review*, 31 (1), 1966, pp. 71-81.
- GANS, A.J., *The Urban Villagers, Group and Class in the Life of Italian-Americans*, The Free Press of Glencoe, 1962.
- GARAVEL, J., *Les paysans de Morette, Un siècle de vie rurale dans une commune du Dauphiné*, Brodard et Taupin, Paris, 1948, 122 p.
- GIROD, R., « Observation, ou méthode clinique », in *Attitudes collectives et relations humaines. Tendances actuelles des sciences sociales américaines*, P.U.F., Paris, 1953, pp. 183-195.
- GIROD, R. (en collaboration avec Ch. Ricq), *Géographie de l'abstentionnisme à Genève, Analyses et Documents*, Centre de Sociologie, Université de Genève, 1969.
- GIROD, R. (en collaboration avec Ch. Ricq), « Microsystèmes sociaux et abstentionnisme électoral à Genève », *Annuaire suisse de science politique*, 1970, pp. 71-90.

- GLASER, B.G., STRAUSS, A., *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine, 1967.
- GODELIER, M., *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Maspéro, 1973, 395 p.
- GOFFMAN, E., *The Presentation of Self in Everyday Life*, Doubleday, New York, 1959.
- GOFFMAN, E., *Asiles, études sur la condition sociale des malades mentaux*, Ed. de Minuit, Paris, 1968.
- GOGUEL, F., *Modernisation économique et comportement politique*, A. Colin, Paris, 1969, 88 p.
- GOLD, R.L., « Roles in Sociological Field Observations », *Social Forces*, 36, March 1958, pp. 217-223.
- GOLDMANN, L., *Recherches dialectiques*, Gallimard, Paris, 1959.
- GOLDMANN, L., « La méthode structuraliste génétique en histoire de la littérature », in *Pour une sociologie du roman*, Gallimard, Paris, 1964, pp. 335-372.
- GOLDMANN, L., *Le Dieu caché*, Gallimard, Paris, 1967.
- GOLDMANN, L., *Marxisme et sciences humaines*, Gallimard, Paris, 1970.
- GRAVAL, « Réflexions méthodologiques sur une enquête à Pierrefitte-sur-Sauldre », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1960, pp. 157-173.
- GRIAULE, M., *Dieu d'eau*, Fayard, Paris, 1948.
- GRIMES, M.D., LYON, J.L., BONJEAN, Ch.M., *Community structure and leadership structure, a comparative analysis of 39 communities*, communication présentée au 68th Annual Meeting of the American Sociological Association, August 27-30, N.Y., 1973.
- GROSS, N., *Explorations in Role Analysis*, Glencoe, 1958.
- GRUNER, E., *Die Parteien in der Schweiz*, Francke, Berne, 1969, 278 p.
- HILLERY, Jr., G.A., *Communal Organizations, A Study of Local Societies*, The Univ. of Chicago Press, Chicago, 1968.
- HOLLINGSHEAD, A.B., *Elmtown's Youth, The Impact of Social Classes on Adolescents*, J. Wiley, 1949.
- HOMANS, G.C., *The Human Group*, N.Y., Harcourt, Brace and Co., 1950.
- HUNTER, F., *Community Power Structure*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1952.
- HYMAN, H., et al., *Interviewing in Social Research*, University of Chicago Press, Chicago, 1954.
- JACOBS, G. (ed.), *The Participant Observer*, G. Braziller, N.Y., 1970, XII, 302 p.
- JAHODA, M., LAZARSFELD, P.L., ZEISEL, H., *Die Arbeitslosen von Marienthal*, Herzog, Leipzig, 1932.
- JOLLIVET, M., *Les collectivités rurales françaises*, A. Colin, 1971, 224 p.
- JOLLIVET, M., *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*, A. Colin, 1974, 266 p.

- KAHN, R.L., CANNEL, C.F., *The Dynamics of Interviewing*, Wiley, N.Y., 1957.
- KESSELMAN, M., *The ambiguous consensus*, Knopf, N.Y., 1967.
- KLUCKHOHN, F., « The Participant Observer Technique in Small Communities », *American Journal of Sociology*, Vol. XLVI, (1940), pp. 331-343.
- KOMAROVSKY, M., *The unemployed Man and his Family*, N.Y., 1940.
- KOENIG, R., « Die Beobachtung », in *Handbuch der Empirischen Sozialforschung*, Ferdinand Enke Verlag, Stuttgart, 1962, Band I, pp. 107-133.
- KOENIG, R., *The Community*, Routledge and Kegan Paul, London, 1968, 218 p.
- Van KOLWIJK, J., « Unangenehme Fragen. Paradigma für die Reaktionen der Befragten im Interview », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 21 (4), Dez. 1969, pp. 864-875.
- KUHN, T.S., *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1972, 246 p.
- KUKAWKA, P., MINGASSON, Ch., ROIG, Ch., *Recherche sur la structure du pouvoir local en milieu urbain*, Université de Grenoble, 1969.
- LANCELOT, A., *L'abstentionnisme en France*, A. Colin, Paris, 1968, 290 p.
- LANE, R.E., *Political Life*, The Free Press of Glencoe, 1959.
- LAZARSFELD, P., « Quelques fonctions de l'analyse qualitative en sociologie », in *Philosophie des Sciences Sociales*, Gallimard, Paris, 1970, pp. 318-360.
- LEFEBVRE, H., *Du rural à l'urbain*, Anthropos, Paris, 1970.
- LEFEBVRE, H., *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris, 1968.
- LERG, W.B., *Das Gespräch ; Theorie und Praxis der unvermittelten Kommunikation*, Düsseldorf, Pertelsmann, Universitäts-verlag, 1970, 376 p.
- LERNER, E., « German occupation and anti-semitism in France », *Public Opinion Quarterly*, Vol. II, N° 2 (été 1948).
- LEVI-STRAUSS, Cl., *Anthropologie structurale*, Plon, Paris, 1958.
- LEWIS, O., « Controls and Experiments in Field Work », in A.L. Kroeber, *Anthropology Today*, University of Chicago Press, 1965 (1953), pp. 452-475.
- LEWIS, O., *Life in a Mexican Village : Tepoztlan Restudied*, Urbana, University of Illinois Press, 1951.
- LIEBOW, E., *Tally's Corner*, Boston Little, Brown and Co., 1967.
- LINDEMAN, E.C., *Social Discovery : An Approach to the Study of Functional Groups*, N.Y., 1924 (premier auteur à avoir utilisé le terme d'observation participante).
- LOHMAN, J.D., « The Participant Observer in Community Studies », *American Sociological Review*, 2, December 1937, pp. 890-897.
- LUNDBERG, G.A., *Social Research*, Longmans, N.Y., 1929.
- LYND, R.S., LYND, H.M., *Middletown : A Study in Contemporary American Culture*, Harcourt, Brace, N.Y., 1929.

- LYND, R.S., LYND, H.M., *Middletown in Transition : A Study in Cultural Conflicts*, Harcourt, Brace, N.Y., 1937.
- MADGE, J., *The Origin of Scientific Sociology*, Paperback, 1970.
- MAHO, J., CRISTIN, M., « Visions de la société et groupes d'opinions dans un village creusois », *Revue française de sociologie*, 6 (Numéro spécial), 1965, pp. 96-104.
- MEDARD, J.F., *Communauté locale et organisation communautaire aux Etats-Unis*, A. Colin, Paris, 1969.
- MENDRAS, H., *Etude de sociologie rurale, Novis et Virgin*, A. Colin, Paris, 1953, 138 p.
- MENDRAS, H., « Sociologie du milieu rural », in *Traité de Sociologie* (publié sous la direction de G. Gurvitch), P.U.F., Paris, 1963. Tome I, pp. 315-331.
- MERTON, R.K., FISKE, M., KENDALL, P., *The Focused Interview*, The Free Press of Glencoe, N.Y., 1956.
- MERTON, R.K., *Mass Persuasion*, N.Y., 1946.
- MERTON, R.K., KENDALL, P., « The focused Interview », *American Journal of Sociology*, Vol. LI (1946), pp. 541.
- MERTON, R.K., « Selected Problems of Field Work in the Planned Community », *American Sociological Review*, 1947, 12, pp. 304-312.
- MILLER, S.M., « The Participant Observer and « Over-Rapport », *American Sociological Review*, XVII, February, 1952, pp. 97-99.
- MILLS, C.W., *The Power Elite*, Oxford University Press. N.Y., 1956.
- MORGAN, L.H., *La Société archaïque* (Ancient Society, 1877), An'hopos, Paris, 1971.
- MORIN, E., *Commune en France, La métamorphose de Plodénet*, Fayard, Paris, 1967.
- MORIN, E., « Pour une sociologie de la crise », *Communications*, 12, 1968, pp. 2-16.
- MORIN, E., *La rumeur d'Orléans*, Seuil, Paris, 1969.
- NISBET, R.A., *The Quest for Community*, Oxford University Press, N.Y., 1953.
- PAGES, R., « Du reportage psychologique et du racisme : à propos de la marche civique sur Washington du 28-8-1963 », *Revue française de sociologie*, 4 (4), octobre-décembre 1963, pp. 424-437.
- PARK, R.E., *Human Communities*, N.Y., The Free Press of Glencoe, 1952.
- PAUL, B.D., « Interview Techniques and Field Relations », in A.L. Kroeber, *Anthropology Today : An Encyclopedic Inventory*, Chicago, 1965 (1953).
- PIAGET, J., « Les problèmes et les méthodes », in *La représentation du monde chez l'enfant*, F. Alcan, Paris, 1938. VXLIII.
- PIAGET, J., *Etudes sociologiques*, Genève, Droz, 1965.
- PIAGET, J., *Le structuralisme*, P.U.F., Paris, 1968.
- PIAGET, J., « Genèse et structure en psychologie de l'intelligence », in *Six études de psychologie*, Ed. Gonthier, Genève, 1964. pp. 164-181.
- PIAGET, J., « La situation des sciences de l'homme dans le système

- des sciences », *Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines*, Mouton, Paris, 1970, pp. 58-63.
- PINTO, R., GRAWITZ, M., « L'observation », *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, 1964, Tome II, pp. 808-853.
- POPLIN, D.E., *Communities, A. Survey of Theories and Methods of Research*, The Macmillan Co., N.Y., 1972, 313 p.
- PRESTHUS, P., *Men at the top*, Oxford University Press, New York, 1964.
- McRAE, K., *Consociational Democracy*, Mc Clelland and Stewart Limited, Toronto, 1974, 311 p.
- RAMBAUD, P., VINCIEUNE, M., *Les transformations d'une société rurale, La Maurienne (1961-1962)*, A. Colin, Paris, 1964.
- RAMBAUD, P., *Société rurale et urbanisation*, Seuil, Paris, 1969.
- RAMBAUD, P., « Eléments pour une sociologie de la montagne », *Revue française de sociologie*, 1961, II, 4, pp. 272-281.
- REDFIELD, R., *Tepotzlan, a Mexican Village : a Study of Folk Life*, University of Chicago Press, Chicago, 1941.
- REDFIELD, R., *The Little Community*, Chicago Press, 1955.
- REY, P.-M., *Le régime radical en Valais (1847-1857)*, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, N° 13, Ed. Universitaires, Fribourg, 1971, 229 p.
- RIBORDY, F.-X., *Le Grand Conseil Valaisan, Essai d'interprétation de l'évolution politique valaisanne, 1921-1965*, Mémoire de licence, Dép. de sociologie, Université de Genève, 1966, 200 p.
- RILLIET de CONSTANT, M., *Une année de l'histoire du Valais*, Genève, 1841.
- RILLIET de CONSTANT, M., *Le Valais de 1840 à 1844*, Lausanne, 1845.
- ROCHER, G., *Introduction à la sociologie générale*, Editions HMH, 3 Vol., Paris, 1968.
- ROEDE, H., *Befrager und Befragte. Probleme der Durchführung des soziologischen Interviews*, Berlin, VEB Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1968, 250 p.
- ROIG, Ch., « Planificateurs et planification aux Etats-Unis », *Actualité Economique*, 1968, avril-juin, pp. 81-127.
- ROTEN, R., *Les débuts du radicalisme en Valais (1840-1848)*, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, N° 12, Ed. Universitaires, Fribourg, 1971, 181 p.
- SCHATZMAN, L., STRAUSS, A.L., *Field Research, Strategies for a Natural Sociology*, Prentice-Hall, 1973, 149 p.
- SCHNORE, L.F., « Community » in N.J. Smelser, *Sociology*, J. Wiley N.Y., 1967.
- SCHWARTZ, M.S., SCHWARTZ, Ch. G., « Problems in Participant Observation », *American Journal of Sociology*, LX (January 1955).
- SELLTIZ, C., JAHODA, M., DEUTSCH, M., COOK, S., « Observational Methods », in *Research Methods in Social Relations*, Holt, Rinehart and Winston, 1959 (1951), pp. 199-234.

- SHERIF, M., SHERIF, C.W., *Reference Groups Exploration into Conformity and Deviation of Adolescents*, Harper et Row Publishers, 1964.
- SIEGFRIED, A., *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République*, A. Colin, Paris, 1949, 138 p.
- SIEGFRIED, A., *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*, A. Colin, Paris, 1964 (1^{re} édition en 1913), 535 p.
- La Sociologie contemporaine, Vol. XV, N° 2, 1967, *Community Research*. (Bibliographie sélective et commentée sur les études de communautés.)
- STEBBINS, R.A., « Studying the definition of the situation theory and field research strategies », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 6 (4), nov. 1969, pp. 193-211.
- STEIN, R., *The Eclipse of Community, An Interpretation of American Community Studies*, Princeton University Press, 1960.
- STRECKER, I.A., *Methodische Probleme der ethno-soziologischen Beobachtung und Beschreibung* (Versuch einer Vorbereitung zur Feldforschung), Göttingen Institut für Völkerkunde, 1969, 98 p.
- TERRAY, E., *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Maspéro, Paris, 1968.
- THOMAS, W.I., ZNANIECKI, T., *The Polish Peasant in Europe and America*, Knopf, N.Y., 1927 (1918-20).
- De TOCQUEVILLE, A., *De la démocratie en Amérique*, Tome I, Gallimard, Paris, 1951.
- TOURAINÉ, A., RAGAZZI, O., *Ouvriers d'origine agricole*, Seuil, Paris, 1961.
- VARAGNAC, A., *Civilisation traditionnelle et genre de vie*, A. Michel, Paris, 1948.
- VIDICH, A.J., « Participant Observation and the Collection and Interpretation of Data », *American Journal of Sociology*, Vol. 60, N° 4, January 1955, pp. 355-360.
- VIDICH, A.J., « The Validity of Field Data », *Human Organization*, Vol. 13, N° 1, Spring 1954, pp. 20-27.
- VIDICH, A.J., « Social Theory in Field Research », *American Journal of Sociology*, Vol. 65, N° 6, May 1960, pp. 577-584.
- VIDICH, A., BENSMAN, J., STEIN, M.R., *Reflections on Community Studies*, John Wiley, London, 1964.
- VIDICH, A., BENSMAN, J., *Small Town in Mass Society*, Princetown, New Jersey, 1968.
- VIEILLE, P., « Un mariage en Iran », *Revue française de sociologie*, 7 (1), janvier-mars 1966, pp. 48-57.
- VINH-BANG, « La méthode clinique et la recherche en psychologie de l'enfant », in *Psychologie et épistémologie génétique, Thèmes piagétien*s, Dunod, Paris, 1966.
- WARNER, W.L., *Yankee City series*, Yale University Press, 5 volumes.
- WEBB, B., WEBB, S., *Methods of Social Survey*, London, 1932.
- WESTPHAL-HELLBUSCH, S., « Methoden und praktische Probleme

- der heutige Feldforschung. Aufgezeigt an Beispielen aus Indien », *Sociologus*, 20 (1), 1970, pp. 3-17.
- WHYTE, W.F., *Street Corner Society: The Social Structure of an Italian Slum*, University of Chicago Press, Chicago, 1943.
- WHILING, B.B. (ed), *Six cultures*, Wiley, N.Y., 1963.
- WINDISCH, U., « La communauté de Chermignon-d'en-Bas », Une collectivité locale passe d'une économie traditionnelle à une économie moderne, *Annales Valaisannes*, Sion, 1970, pp. 105-146.
- WINDISCH, U., « Société rurale, développement touristique, pouvoir politique et conscience de classe », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 1971, 25, pp. 121-183.
- WISEMAN, J.P., ARON, M.S., *Field projects for sociology Students*, Cambridge, Mass., Shenkman Publishing Co., San Francisco, Confield Press, 1970, VII, 264 p.
- WURR, R., « Die Strategie des Einlebens und die teilnehmende Beobachtung bei der Erforschung fremden Gesellschaften », *Sociologica internationalis* (Berlin), 8 (2), 1970, pp. 167-178.
- WYLIE, L., *Un village du Vaucluse*, Gallimard, Paris, 1968, 403 p.
- ZELDITCH, M., « Some Methodological Problems in Field Studies », *American Journal of Sociology*, 67, 1962, pp. 566-576.

TABLE DES MATIERES

INDICATIONS PRELIMINAIRES

1. Les premières apparences de la collectivité	9
2. A propos de la démarche suivie	11
CHAPITRE I. — <i>Cadre introductif</i>	
1. Présentation de la commune	13
1.1. Situation géo-climatique	13
1.2. Situation socio-économique, démographique et culturelle	14
2. Cadre politique général	20
2.1. Les institutions politiques	20
2.2. Les fonctions subalternes	21
2.3. Les premiers éléments de la politique communale	22
2.3.1. Patronyme, famille et parenté	22
2.3.2. Les clans, la conscience de clan et l'antagonisme clanique	23
3. Les premières interrogations	25

PREMIERE PARTIE

Bases théoriques, historiques et méthodologiques	31
--	----

CHAPITRE II. — <i>Bases théoriques</i>	33
--	----

Particularités de l'approche théorique	33
Les disciplines et champs d'une même discipline pris en considération :	

1. La ruralité	37
2. Le changement social	43
3. Communauté, politique locale, pouvoir local et connotations idéologiques	45
4. Vie politique, structure du pouvoir et comportement politique des collectivités locales restreintes	50
a) La vie politique locale vue par quelques monographies françaises	50
b) La vie politique locale vue à travers les études sur la structure du pouvoir et le comportement politique	53
5. Le pouvoir et le politique vus par quelques travaux d'anthropologie politique.	

CHAPITRE III. — <i>Bases historiques</i>	63
--	----

De quelques déterminations historiques de la politique valaisanne	75
---	----

DEUXIEME PARTIE

Description et analyse du système politique de Chermignon	85
---	----

CHAPITRE IV. — <i>Production, reproduction élargie et transformation du système politique</i>	87
1. Histoire de la constitution des deux clans traditionnels	87
2. Les <i>dimensions de la structure du pouvoir</i>	94
2.1. Quelques éléments d'ordre historique	94
2.2. Situation socio-économique des autorités	95
2.3. Le cumul des fonctions	100
2.4. L'âge	102
2.5. Héritéité de la fonction, liens de parenté entre conseillers et durée des mandats	103
2.6. Appartenance clanique des épouses	105
2.7. Le caractère ethnocentrique du Conseil	106
3. <i>Caractérisation de l'ensemble de la population électorale</i> ..	107
3.1. Répartition des électeurs en fonction des clans	108
3.2. Liens entre familles et clans politiques	108
3.3. Appartenance clanique et mariages	111
3.4. Répartition des forces politiques par village	112
3.5. Les Gris	113
3.5.1. Les noms de famille	114
3.5.2. Lieu d'habitation	115
3.5.3. Appartenance clanique traditionnelle	115
3.6. Les changements de clan	116
3.7. Analyse comparative de la structure socio-professionnelle des membres de chaque clan	119
3.7.1. Lieu d'habitation et appartenance clanique	122
3.8. Les nouveaux électeurs	123
3.8.1. Les nouveaux électeurs non autochtones	123
3.8.2. Les jeunes électeurs autochtones	123
4. <i>Extension de la dualité clanique à d'autres domaines de la réalité communale</i>	125
4.1. Le local des fanfares	125
4.2. Les assemblées primaires et bourgeoisiales	125
4.3. Travaux et services	126
4.4. Les fonctions subalternes et les commissions	126
4.5. Les épiceries	127
4.6. Les banques et autres services	128
4.7. Les cafés	128
CHAPITRE V. — <i>Structure et fonctionnement des clans</i>	133
1. L'assemblée générale	133
2. Les comités et autres organes	135
3. Les statuts des clans	137
4. Les programmes politiques	138
5. Le financement des clans	139
6. Autres aspects de la structure des clans	139
7. Formation politique des membres	139
CHAPITRE VI. — <i>Evolution des rapports de force entre clans depuis 1920 et dynamique électorale</i>	143

1. Historique des rapports de force au sein du Conseil communal	144
2. Système électoral et cas particuliers	145
3. Participation électorale	147
4. Historique des suffrages obtenus par chaque clan (depuis 1932)	150
CHAPITRE VII. — <i>La vie politique locale en acte : analyse approfondie de deux élections communales (celles de 1964 et de 1968)</i>	
1. Les élections de 1964/1965	155
2. Les élections de 1968	162
CHAPITRE VIII. — <i>Rapports entre la politique locale et la politique extérieure de la commune : quelques aperçus</i>	
1. Comparaison et transformation de la teinte idéologique de la commune, des districts, des régions et de l'ensemble du Valais depuis le début du siècle	175
— Analyse de la teinte idéologique du district de Sierre ..	186
2. La politique cantonale de Chermignon	191
2.1. Rôle de l'ethnocentrisme au niveau de la politique cantonale	194
2.2. Rôle de l'antagonisme clanique au niveau de la politique cantonale	197
3. Autres aspects de la politique cantonale et politique fédérale de Chermignon	201
3.1. Elections cantonales. Taux de participation et premiers commentaires	
3.2. Elections fédérales	
3.2.1. Taux de participation	
3.2.2. Teinte idéologique de la politique fédérale de Chermignon : approche diachronique	203
3.2.3. Rôle de l'ethnocentrisme, de la discipline partisane et de l'antagonisme clanique au niveau de la politique fédérale	208
3.3. Les votations cantonales et fédérales : un autre révélateur	211
4. Transformations du comportement en matière de votations entre 1968 et 1972	218
4.1. Le suffrage féminin	219
4.2. « L'initiative populaire contre la surpopulation étrangère »	220

TROISIEME PARTIE

Chermignon quatre ans plus tard	225
CHAPITRE IX. — <i>Transformation du système politique entre 1969 et 1973</i>	227

1. Quelques hypothèses et problèmes	233
2. Techniques et méthodes de la recherche	227
3. Les élections communales de 1972 comme révélateur du changement	235
3.1. Période pré-électorale	235
3.2. Phase des élections et interprétation	240
CONCLUSIONS	253
1. De la spécificité du système politique de Chermignon	253
2. Des conditions de possibilité du système	259
3. Du dévoilement et de la démythification à la reconstruction	264
4. Représentations spontanées et structures élémentaires	
5. Portée et signification de l'étude	
ANNEXE I. — <i>Bases méthodologiques</i>	277
1. Méthodes quantitatives, méthodes qualitatives	277
2. Démarche théorico-méthodologique, méthodes, techniques	280
2.1. La démarche technico-méthodologique	
3. <i>Les méthodes</i>	282
3.1. L'étude des collectivités locales (community-study method)	282
3.2. La méthode clinique	284
4. <i>Les techniques</i>	286
4.1. Les premières applications des techniques	286
4.2. Quelques aspects des recherches méthodologiques et théoriques sur l'interview et l'observation participante	291
4.2.1. <i>L'entretien en profondeur</i>	291
4.2.2. <i>L'observation participante</i>	297
— L'observation participante entre la phénomé- nologie et l'empirie	298
— Observation participante et interview : avan- tages et inconvénients	299
— Les recommandations d'usage	300
— Le contenu de l'observation	300
— Les moyens suggérés pour augmenter la qua- lité et l'objectivité des résultats fournis par l'observation participante	301
— Rôle de la théorie dans l'observation partici- pante	304
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	307
TABLE DES MATIERES	316

Achévé d'imprimer
par Les Presses Jurassiennes
le 20 novembre 1976
à Dole-du-Jura

Imprimé en France

Dépôt légal 4^e trimestre 1976 - N° 288

2218979

